

FACULTÉ DE PHARMACIE DE NANCY

ANNÉE 1936

N°

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN PHARMACIE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR
Henri BONNEMAIN

Né à Paris, le 3 mars 1911

Contribution à l'Histoire de la Pharmacie
dans l'Orléanais

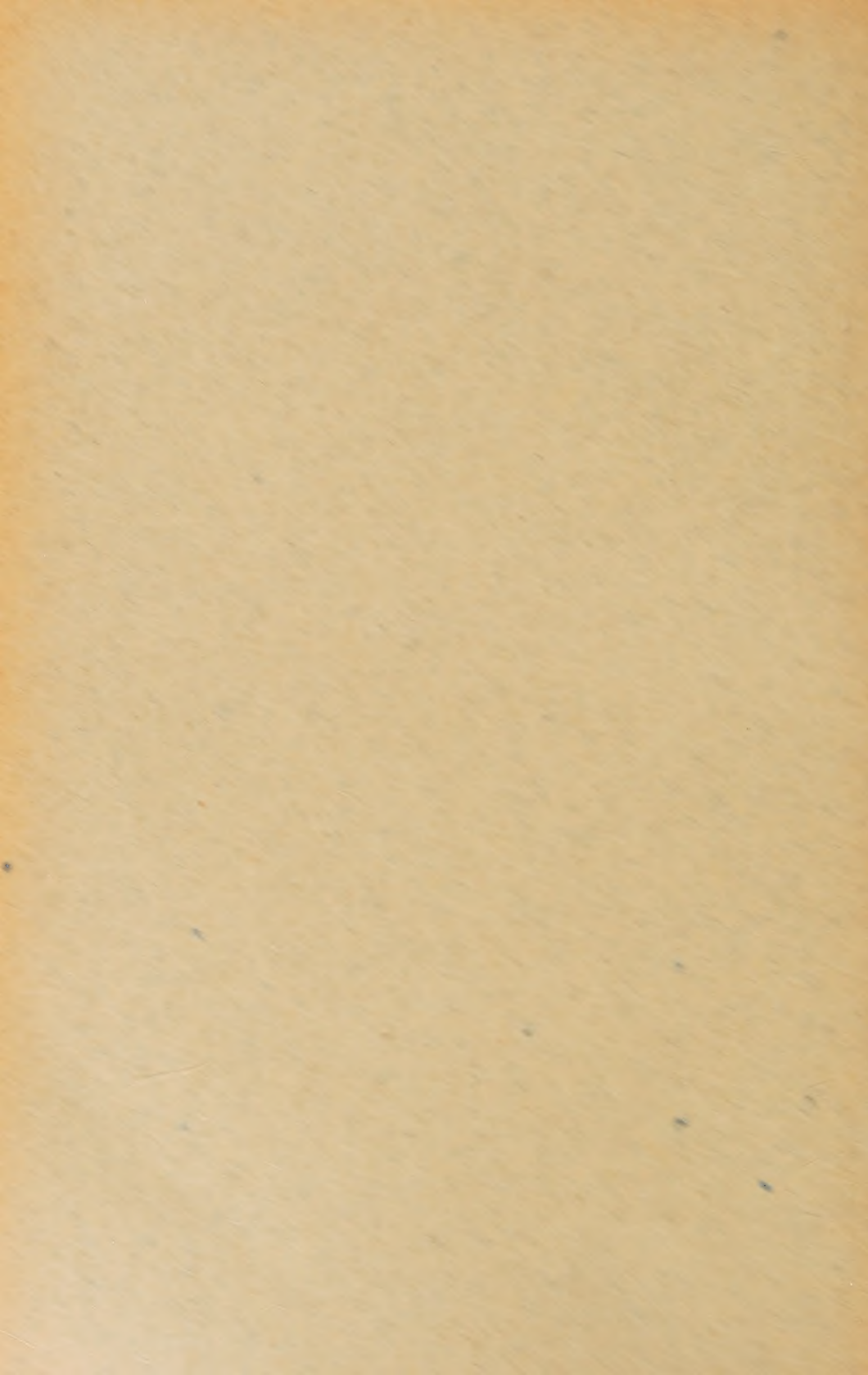
JURY :

M. PASTUREAU, Doyen de la Faculté, *Président*.
M. DOURIS, Professeur
M. MEUNIER, Chargé de Cours } *Juges.*

CAHORS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. COUESLANT
(Personnel intéressé)

1936



FACULTÉ DE PHARMACIE DE NANCY

ANNÉE 1936

N°

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN PHARMACIE
(DIPLOME D'UNIVERSITÉ)

PAR
Henri BONNEMAIN

Né à Paris, le 3 mars 1911

Contribution à l'Histoire de la Pharmacie
dans l'Orléanais

JURY :

M. PASTUREAU, Doyen de la Faculté, *Président.*

M. DOURIS, Professeur

M. MEUNIER, Chargé de Cours

} *Juges.*

CAHORS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. COUESLANT

(Personnel intéressé)

1936



PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen :

M. PASTUREAU, O *, I 🌿, ✕.

Assesseur :

M. LASSEUR, *, I 🌿, 🍷.

Professeurs :

MM. DOURIS, I 🌿, 🍷, ✕.....	Toxicologie.
PASTUREAU, O *, I 🌿, ✕.....	Pharmacie chimique.
SEYOT, *, 🍷, I 🌿, 🍷, ✕.....	Histoire naturelle.
LASSEUR, *, I 🌿, 🍷.....	Microbiologie.
N.....	Matière médicale.
N.....	Chimie organique.
N.....	Pharmacie galénique.

Agrégé libre :

M. GIRARDET, *, I 🌿..... Chimie et Toxicologie.

Chargés de cours magistral :

M. MEUNIER Pharmacie galénique.
M^{lle} FRANÇOIS Matière médicale.

Chargés de cours :

MM. VERNIER, I 🌿..... Zoologie.
CORDEBARD, 🍷, I 🌿..... Analyse chimique.
DONZELOT..... Physique.
MARCHAL..... Hydrologie.

Chefs de travaux :

MM. VERNIER, I 🌿..... Microbiologie et Parasitologie.
CORDEBARD, 🍷, I 🌿..... Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ..... Micrographie.
DONZELOT (chargé de travaux).. Physique.
RICHARD (chargé de travaux)... Pharmacie.
PY (chargé de travaux)..... Chimie biologique et Toxicologie.

Secrétariat :

M. E. TRIBOLET, I 🌿..... Secrétaire.

Doyens honoraires :

MM. BRUNTZ, O *, 🍷, I 🌿, O 🍷, ✕. Recteur de l'Université de Nancy.
SEYOT, *, 🍷, I 🌿, 🍷, ✕..... Professeur d'Histoire naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRELOT, *, I 🌿, 🍷.
BRUNTZ, O *, 🍷, I 🌿, O 🍷, ✕, ✕.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.



Digitized by the Internet Archive
in 2026



Vitrail de la Cathédrale de Chartres
offert par les épiciers-apothicaires de la ville

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PASTUREAU,

Doyen de la Faculté de Pharmacie de Nancy,

Professeur de Pharmacie Chimique,

qui nous a fait le grand honneur de présider cette thèse.

Hommage de notre reconnaissance et de notre profond respect.

A MONSIEUR MAURICE BOUVET,

Docteur en Pharmacie,

Vice-Président de la Société d'Histoire de la Pharmacie,

qui nous a donné le sujet de ce travail.

Hommage de ma très affectueuse et très vive gratitude.

A TOUS NOS MAÎTRES,

Témoignage de reconnaissance.

A MES PARENTS,

*En hommage de ma reconnaissance et de
mon affection.*

A MA FIANCÉE,

Avec mes sentiments affectueux.

A MA SŒUR,

En remerciement de sa collaboration.

A MES COMPAGNONS D'ÉTUDES
DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS.

Meis et Amicis.

Préface

Si la recherche des faits nouveaux est l'élément indispensable à l'avancement des sciences, la connaissance des faits passés facilite grandement cette recherche et contribue avec elle à l'amélioration du bien-être général.

Quand il s'agit d'une profession comme la nôtre, où l'idée corporative doit jouer un si grand rôle, il n'est pas inutile, à notre époque, où l'homme tend à s'individualiser à l'excès, de se rendre compte de la manière dont nos confrères ont su jadis s'unir par des liens juridiques, par des institutions publiques, — engendrant pour eux des devoirs et des droits — pour travailler librement, facilement, pour leur bien et pour l'intérêt général. Il est intéressant de trouver comment ils ont ainsi réussi, en partant de peu de choses, à faire de la Pharmacie une des situations sociales les plus enviées et les plus honorées.

C'est la raison pour laquelle nous avons essayé d'apporter notre modeste contribution à l'Histoire de la Pharmacie.

Nous avons choisi la province de l'Orléanais, car — nous le rappelons dans la courte notice historique que nous avons cru devoir donner au début de ce travail — elle fut sous l'ancien régime d'une importance considérable. Située aux environs de Paris, elle était parsemée de royales et seigneuriales demeures. Facile d'accès, elle était le lieu de passage entre le Nord et le Sud-Ouest, entre Dunkerque et Bordeaux. Agréable par son climat et la richesse de son sol, elle était l'appât des envieux. Enrichie par de nombreux monastères, elle connut vite

une bonne littérature et des Universités réputées. Traversée par la Loire, elle fut un centre important de trafic.

Jusqu'ici, personne ne s'était occupé de l'Orléanais au point de vue de l'histoire pharmaceutique. Seul, Rambaud retrouva, au cours de ses travaux sur l'apothicairerie poitevine, des documents sur la Pharmacie à Orléans, et publia quelques notes sur ce sujet. Mais aucun travail d'ensemble n'avait été entrepris.

Les documents étaient rares en effet et difficiles à trouver. Les archives de ce pays, constamment en guerre, s'éparpillèrent un peu partout et, à Orléans, en particulier, la Révolution acheva de balayer ce qui avait pu être collationné.

Lorsque 1789 arriva, en effet, les maîtres de la Ville, réunis en assemblée solennelle, crurent déposer en un lieu sûr leurs registres, honorés des noms de Rouelle, de Sage, de Baumé, de Stahl, du grand Lavoisier lui-même, en remettant ce précieux dépôt aux mains de leur dernier doyen, Prozet, dont la droiture et l'énergie de caractère furent signalées maintes fois pendant le règne de la Terreur dans la cité d'Orléans, et qui devint le premier professeur de physique et chimie de l'Ecole centrale.

Mais la plupart des documents de l'antique communauté disparurent dans le pillage et l'incendie de la maison de Prozet, en 1792.

Aussi, le champ immense qui s'offrait à nous n'est qu'imparfaitement défriché, et nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit sur ce sujet. Bien des points restent à éclaircir, qui tenteront encore les chercheurs.

Mais, grâce à de nombreux voyages aux Pays de la Loire, et à de minutieuses recherches dans les bibliothèques de Paris et de province, nous avons tout de même réussi à reconstituer l'organisation, et à donner une idée d'ensemble de l'activité de la profession pharmaceutique en Orléanais sous l'ancien régime, menant ainsi à bien la tâche que nous nous étions imposée.

Dans le premier chapitre de notre travail, nous étudions la formation technique de l'apothicaire.

Le second chapitre est relatif à l'entrée dans la profession : nous y relatons les réceptions de plusieurs apothicaires de l'Orléanais.

Le troisième chapitre, le plus important, est réservé à l'exercice de la profession : il se divise en deux parties :

la première est consacrée au service intérieur de l'officine,

la seconde aux relations extérieures.

Dans cette deuxième partie, nous étudions successivement :

les rapports avec les confrères (les communautés d'apothicaires) ;

les rapports avec les autres corporations (la défense des intérêts professionnels) ;

les rapports avec les pouvoirs publics :

Contrôle des actes officiels de l'apothicaire ;

Pharmacie hospitalière ;

Apothicaire militaire ;

Analyses et expertises effectuées par un apothicaire d'Orléans.

Après un index bibliographique sur les apothicaires des différentes grandes villes de la province, nous terminons notre travail par une conclusion, situant l'état de la profession pharmaceutique en Orléanaïs au moment de l'élaboration de la loi de germinal.

Arrivé au terme de notre thèse, c'est pour nous un devoir très agréable d'exprimer à M. le Doyen PASTUREAU nos sentiments de respectueuse reconnaissance pour la bienveillance avec laquelle il nous a accueilli lorsque nous lui avons demandé de bien vouloir accepter la présidence de cette thèse.

Nous ne saurions oublier la part qu'il a eue dans l'élaboration de ce travail, les sages conseils qu'il nous a prodigués. Qu'il veuille bien trouver ici l'hommage de notre profonde gratitude et l'assurance de la très sincère admiration que nous lui portons.

Nos remerciements vont également à M. le Professeur DOURIS et à M. le Professeur MEUNIER, qui ont accepté de se joindre à M. le Professeur Pastureau pour constituer le jury appelé à examiner cette thèse. Nous apprécions le grand honneur qu'ils nous font, et nous les assu-

rons de notre profond respect et de notre entier dévouement.

C'est un sentiment d'affectueuse reconnaissance que nous témoignons à M. Maurice BOUVET, qui fut l'instigateur de cette thèse.

Vice-Président de la Société d'Histoire de la Pharmacie, M. Bouvet sut nous donner le goût de l'Histoire, et nous guida avec une science consommée à travers les dédales des bibliothèques et des archives. Qu'il nous soit permis de lui dire ici, dût sa modestie en souffrir, toute l'admiration, tout l'enthousiasme que nous lui témoignons. Qu'il me permette aussi de l'assurer, en lui exprimant mes sentiments les plus filiaux et les plus affectueux, que c'est à lui que je dois le plus grand bonheur de ma vie.

Pour terminer, nous tenons à exprimer également des remerciements à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont favorisé notre travail en nous apportant leur précieux concours :

M. BERNARD, Bibliothécaire de la Faculté de Pharmacie de Paris.

M. ANCHEL, Archiviste aux Archives nationales.

M. LAVERGNE, Archiviste départemental du Loiret.

Mme FOURNIER, Rédactrice aux Archives départementales du Loiret.

M. JUSSELIN, Archiviste départemental d'Eure-et-Loir.

M. MAUNOURY, Architecte des monuments historiques d'Eure-et-Loir.

M. HOUVET, Historien de la cathédrale de Chartres.

MM. CRIBIER, DUFOUR, BOURGEOIS, LAMBERT, pharmaciens à Orléans.

Introduction

« Ils ont cette accortise et dextérité qu'ils sont prompts et habiles à toutes sortes d'affaires qui se rencontrent où ils sont employez, et qui scavent surmonter les difficultez qui naissent, et ont une hardiesse, accompagnée de modestie et de patience, qui leur donne entrée es-lieux où il faut qu'ils se produisent, et par ce moyen l'on remarque que plusieurs Orléanois de condition basse se sont elevez et sont parvenuz aux dignitez et grandes fortunes. »

C'est en ces termes que François Lemaire, en 1645, dans son ouvrage *« Les Antiquitez et Histoire de la Ville et Duché d'Orléans »* présente les habitants de l'Orléanais. Et si nous ajoutons foi à ce jugement flatteur, nous pouvons penser que tous les Orléanais étaient dignes de fournir de bons apothicaires : ces quelques phrases de l'historien ne donnent-elles pas un aperçu des qualités nécessaires à acquérir pour devenir l'apothicaire parfait ?

Lemaire n'est d'ailleurs pas le seul auteur à faire des Orléanais cette peinture élogieuse : avant lui, de Belleforest (en 1575), dans son *Traité de Cosmographie*, dépeint les « citoyens de Bloys » comme des gens « courtois, doux, affables, bénins et accostables, gens accorts et de bon esprit, subtils et spirituels au possible, mesnagers et estant en action perpétuelle, aiment les estrangers et entre eux de grande société ».

Le chroniqueur ajoute qu'ils ont « je scay quoy de commun à la bonté du terroir et douceur de l'air que l'on y respire ».

Boileau ne disait-il pas : « Les climats font souvent les diverses humeurs » ?

Proposons-nous donc avant tout de rétablir les limites de ce pays d'Orléanais...

.....terre fortunée
Des Muses le séjour,
Qu'en tous ses mois l'année
Serène d'un beau jour !... (1).

La province de l'Orléanais a subi au cours des âges des changements de frontières assez fréquents. Si l'on consulte une carte du ^{xvii}^e siècle, on constate qu'à cette époque l'Orléanais était limité par l'Ile-de-France, la Normandie, le Perche, le Maine, la Touraine, le Berry, le Nivernais, la Bourgogne et la Champagne. D'une superficie de deux millions d'hectares, elle constituait alors une *Généralité*, comprenant elle-même les douze *Electiōns d'Orléans* (la Capitale), de *Dourdan* et *Chartres* au Nord, de *Châteaudun*, *Vendôme*, *Blois* et *Beaugency*, à l'Ouest, de *Romorantin* et *Clamecy* au Sud, de *Pithiviers*, *Gien* et *Montargis* (2) à l'Est.

Orléans, résidence des princes de la maison de France, fut jusqu'à la Révolution un point vital non seulement de l'Orléanais, mais du territoire français tout entier.

Elle a subi le contre-coup de toutes les invasions, de toutes les convulsions qui agitèrent notre pays. Elle vit sous ses murs César ; Attila, dont les hordes vinrent battre ses murailles sans les entamer ; Clovis ; les premiers Capétiens ; les Anglais de Salisbury, chassés par Jeanne d'Arc au moment où la prise de la ville allait leur permettre d'enlever au roi de Bourges le peu de territoires qui lui restait ; les troupes de Condé et de Coligny.

Grand port fluvial, point de départ des « coches d'eau » qui menaient à Tours et à Nantes, elle fut un lieu de rendez-vous pour les marchands, et les églises qui dominent ses rues étroites, allongées au bord du fleuve, y sont nombreuses comme dans toutes les cités commerçantes d'autrefois.

Avant d'aborder notre sujet, il nous a semblé intéres-

(1) RONSARD : *Le Vendômois*.

(2) La ville « aux cent-vingt-six ponts ».

sant de donner une courte notice historique sur ce pays d'Orléanais, où « pendant cinq siècles battit réellement le cœur de la France » (1), sur cette belle province française, qui fut « le plus tôt aménagée, purgée de marécages, dépouillée de bois, protégée contre la reprise du fleuve », que l'on désignait comme une « oasis de fertilité » placée au point de convergence de toutes les routes venant du midi, du nord et de l'est, et qui s'enorgueillit de basiliques puissantes, d'abbayes renommées et de châteaux incomparables.

(1) L. GALLOUÉDEC : *La Loire*.

NOTICE HISTORIQUE SUR L'ORLEANAIS

DES ORIGINES

A LA REVOLUTION DE 1789

Habité dès l'époque préhistorique — comme en témoignent les pierres taillées, les menhirs et les dolmens qui s'y trouvent — le pays, avant l'arrivée des Romains, était occupé par les Carnutes, et c'est dans cette région que les druides de toute la Gaule se réunissaient en assemblée chaque année (1).

Les Carnutes avaient alors deux villes : Autricum (le Chartres actuel), sur l'Eure, et Genabum (Orléans), sur la Loire.

Débarrassant les Carnutes des Helvètes et des Suèves, Jules César, en 58 av. J.-C., établit son protectorat sur ce peuple, à qui il imposa pour chef Tasgetius. Celui-ci subit une courte insurrection et fut tué en 54.

D'ailleurs, à cette époque, Vercingétorix cherchait à provoquer un soulèvement dans toute la Gaule et c'est précisément de Genabum qu'en partit le signal, en 52 av. J.-C. Dans la ville, tous les Romains furent massacrés. Mais, en 51, après Alésia, César était définitivement maître de la Gaule.

L'Orléanais connut alors pendant plusieurs centaines d'années une ère de paix, de prospérité et de richesses : de nombreux monuments furent érigés (temples, théâtres,

(1) « La Forêt d'Orléans étoit autrefois très vaste. On sait que du temps des premiers Gaulois, le Pays chartrain n'étoit à proprement parler qu'une grande étendue de bois. Les Druides même, à qui ce canton des Gaules sembloit être affecté, paroissent avoir tiré leur nom d'un mot grec qui signifie un chêne. » *Dictionnaire géographique de l'abbé Expilly* (1758), t. V, p. 327.

villas) ; des monnaies, des bijoux mis en circulation. Au iv^e siècle, la région possédait deux grosses cités : Civitas Carnutum, pour les Chartrains, et Civitas Aurelianorum, pour les Auréliens (du nom de l'empereur auquel elle dut son existence nouvelle).

Par sa situation stratégique au cœur de la Gaule, Civitas Aurelianorum prend très rapidement une grande importance, aux dépens d'Autricum.

Mais le pouvoir romain est défaillant et une époque d'anarchie et d'invasion commence. De ce moment date l'évangélisation de l'Orléanais, sous l'impulsion de l'évêque de Tours, Saint-Martin. Orléans reçoit un évêque, Chartres aussi : le peuple dépourvu de protecteurs se confie à eux... et fait bien. En 451, Attila marchant à la tête de ses Huns vers Orléans, l'évêque Saint-Aignan va demander du secours à Aetius, le représentant de l'empereur, et vient se renfermer dans les murailles de sa ville. Soutenant le moral des assiégés, il permet à Aetius d'arriver et Orléans est délivrée. Occupée par les Visigoths, le successeur d'Aetius l'en débarrasse en 463. En 498, Clovis occupe la ville dans laquelle, treize ans plus tard, il réunit le premier concile national, où siégèrent 37 évêques. A Clovis succédèrent, au vi^e siècle, Clodomir, puis Gontran.

De nombreuses abbayes sont alors édifiées et l'Orléanais, au viii^e et au ix^e siècles, devient en France le centre religieux et — par là-même — intellectuel.

Charlemagne avait pour conseillers le « Docte Aluin de Ferrières » et le moine Théodulfe, qui devint évêque d'Orléans un peu avant 798 et ouvrit des écoles, créa des centres d'enseignement, en particulier auprès des abbayes.

La mort de Charlemagne fut suivie de l'anarchie : les Normands en profitèrent pour piller la contrée, de 853 à 911. Orléans fut pris et saccagé (en 856), St-Benoit-sur-Loire incendié, le monastère de Saint-Père détruit ; Chartres, démolie et incendiée en 858, fut en 910 assiégée par Rollon. Mais Robert, comte de Paris, venant au secours de la cité, fit battre en retraite les Normands : en 911, Rollon signait le traité de Saint-Clair-sur-Epte avec Charles le Simple.

A cette époque, l'Orléanais fut rattaché au domaine

royal et les premiers Capétiens eurent deux capitales : Paris et Orléans. Ils résidaient d'ailleurs souvent dans cette dernière : Robert-le-Pieux y naquit (il allait chanter au lutrin à l'Abbaye de Saint-Aignan). Philippe I^{er} fut inhumé à Saint-Benoit-sur-Loire ; Louis VI le Gros se fit sacrer roi à Orléans, en 1108. Ces souverains régnaient sur un petit territoire, et leurs voisins étaient redoutables. Louis le Gros guerroya pendant vingt-quatre ans (1111-1135), avec Thibault IV, comte de Blois, de Chartres et de Chateaudun. Dans leur domaine même, ils durent mener une guerre sans merci aux nombreux seigneurs pillards qu'Hugues Capet avait installés. Conscients de leur mission, ils s'attaquèrent courageusement à cette besogne de police, aidés en cela par le clergé : évêques (1), curés (2), milices de paroisses, et lorsque Hugues du Puiset, un des plus tenaces barons, fut définitivement battu en 1118, les Capétiens purent enfin chevaucher en toute tranquillité dans leur beau fief.

L'Orléanais est alors un des foyers principaux de la culture intellectuelle dans l'Europe occidentale : à côté des écoles monastiques brillent les écoles capitulaires de Chartres et d'Orléans. A Orléans, en particulier, on vient de l'étranger pour étudier.

A Chartres, Fulbert — le défenseur des Capétiens — apprend, puis enseigne toutes les sciences : il est théologien, grammairien, poète latin, mathématicien, *médecin* même, puisqu'il prépare des onguents pour lui et pour ses amis. Ses élèves l'admirent, l'aiment, l'imitent en fondant eux-mêmes des écoles vite renommées.

Ardeur à l'étude, ardeur religieuse :

Tandis qu'à Vendôme se fonde une puissante abbaye de Bénédictins, saint Bernard à Vézelay (3) prêche en 1146 la 2^e Croisade. De nombreux seigneurs d'Orléanais partent se battre pour la délivrance du tombeau du Christ.

C'est à ce moment que commence l'émancipation des

(1) Fulbert de Chartres, Arnould d'Orléans.

(2) Suger, dans son récit de la prise du donjon de Puiset, relate le courage d'un pauvre curé de campagne qui, sans armes et tête nue, atteignit le premier la barricade et ouvrit le passage aux assaillants.

(3) Vézelay était de la Généralité de Paris.

classes populaires. Louis VI affranchit ses serfs sur ses domaines. Il accorde à Lorris, en Gatinais (en 1155), une charte villageoise protégeant les habitants contre les abus de pouvoir des agents du roi. Il abolit les corvées, supprime le guet, les impôts extraordinaires, réduit et limite les impôts indirects et place les marchands sous la sauvegarde royale.

Cette charte est étendue à Romorantin et à Blois, en 1196, à Châteaudun en 1197, à Chartres en 1286 (1).

Au cours du XIII^e siècle, marqué en Orléanais par une période de paix et de prospérité, les deux plus grands noms de la poésie française illustrent le pays : Guillaume de Lorris compose vers 1236 le premier *Roman de la Rose* (2). Quarante ans plus tard, Jean de Meung écrit la seconde partie du *Roman de la Rose* (3).

A cette époque aussi, le Médecin chartrain Jehan traduit les « Miracles de Notre-Dame » et Guillaume de Ferrières, Vidame de Chartres (4), compose ses « Chansons d'amour », tandis que Guiart d'Orléans raconte dans « Branche des royaux lignages » la guerre de Philippe V en Flandre.

Poèmes lyriques, contes, chroniques, tous les genres littéraires sont déjà représentés en Orléanais, marque d'un intellectualisme avancé. En 1306, d'ailleurs, le pape Clément V autorise les écoles d'Orléans à se grouper en université. Supprimée six ans plus tard par Philippe le Bel, l'université fut rétablie par Philippe V en 1320. Chaque docteur régent enseignait chez lui ; la maison s'appelait du nom du professeur ou du nom de la nation qui la fréquentait. Les fêtes, les réunions se donnaient dans les salles du couvent des Jacobins, situé au

(1) Elle fut appliquée à Montargis beaucoup plus tard, en 1430.

(2) Dans ce poème, l'auteur se propose de raconter un songe qu'il a eu, « parce que les songes contiennent parfois beaucoup de vérité, que celui-ci est de nature à égayer les cœurs et que son récit lui vaudra peut-être les faveurs de sa belle ». *Littérature française* de J. BÉDIER et HAZARD, p. 69.

(3) Le premier grand poète de l'Orléanais sera le prince Charles d'Orléans (1391-1465), fils de Valentine de Milan et de Louis d'Orléans, neveu de Charles VI, père de Louis XII, grand-oncle de François I^{er}. Il épousa la sœur du duc de Bourgogne, et vécut à Blois, ruiné, entouré de livres et de poètes. (Villon lui rendit une visite en 1457, trois ans avant d'être enfermé dans les prisons d'Orléans).

(4) C'est lui qui écrivit : « Tant com je fusse hors de ma contrée, ne peust pas la joie à moi venir. » (*Romancero*, p. 113).

delà de la porte Parisie, où se trouvait également la « librairie » ou bibliothèque.

Mais, au milieu du ^{xiv}^e siècle, voilà de nouveau l'Orléanais à feu et à sang, ravagé par les pillages des brigands, par les révoltes des paysans (Jacquerie) et par les Anglais (Edouard III signe un traité à Brétigny en mai 1360). Sous le règne de Charles V (1364-1380), la paix revient et en 1375 le roi réunit le duché d'Orléans au domaine royal, alléguant que « Orléans a une haute antiquité, un nom fameux, une situation privilégiée, de beaux édifices, une population abondante » et qu'elle est pour les rois « comme leur chambre d'élection ».

En 1380, Charles VI monte sur le trône et la guerre civile recommence, cependant que l'invasion anglaise progresse rapidement. A partir de ce moment, « le sort du royaume, et en tout cas celui de la dynastie des Valois, parut lié à celui de la ville d'Orléans » (1).

Les Français sont impuissants à arrêter l'ennemi : à Azincourt (1415), de Montaigu, évêque d'Orléans, tombe les armes à la main ; le prince Charles d'Orléans est fait prisonnier. Montargis, après une belle résistance, cède à son tour en 1418, Pithiviers également. Jargeau, Meung, Beaugency sont enlevés. Orléans est assiégée, et ses habitants sont découragés, prêts à se rendre. Les Anglais triomphent partout.

Mais Jeanne d'Arc survient : ranimant les cœurs, excitant l'ardeur des assiégés, leur redonnant confiance, elle réussit en quelques jours (avril-mai 1429) à délivrer Orléans. Elle reprend ensuite Jargeau, Beaugency, Meung... L'Anglais est en fuite...

L'Orléanais est sauvé..., mais la contrée est ruinée : les campagnes sont désertiques, les villages abandonnés. La misère des paysans est grande. Elle persistera jusqu'au ^{xviii}^e siècle.

Car la guerre a cessé avec le départ des Anglais, Louis XI restaure l'ordre et rétablit les finances, les Valois transforment et agrandissent leurs magnifiques châteaux, s'intéressent aux arts et aux lettres, mais la misère du peuple, et des paysans en particulier, ne fait

(1) L. GALLOUÉDEC : *La Loire*,

que croître, et en 1511 le poète chartrain Desmoulins écrit :

« Les pauvres gens, vivant de labourage,
Vous supplient que ne soient opprésés
Souventes fois ils ont été pressés
Mais assurés soient en ports et en passages ;
De liberté qu'ils tiennent les usages,
Et qu'en franchise ils soient tretsous laissés
Les pauvres gens. »

Les pauvres gens, les guerres de religion allaient accroître leurs infortunes.

L'université d'Orléans était toujours plus fréquentée. Les étrangers, attirés par le langage pur que l'on parlait en Orléanais (cette province, disait-on, était l'Attique de la France, et Orléanisme était synonyme d'Atticisme), venaient nombreux : étudiants de toutes nations fréquentaient la cour de Blois, Italiens, Anglais, Allemands surtout, qui avaient seuls le droit de porter rapière et poignard, et qui avaient leur maison, leur « librairie », leurs conseillers (1).

Ce sont ces derniers qui apportent à Orléans la doctrine nouvelle que Calvin connut ainsi : ses idées se propagèrent rapidement à travers la province (2), firent de nombreux partisans (3) dans toutes les classes sociales, et l'Orléanais, par les foyers protestants qui s'y formèrent, par sa situation stratégique aussi (4), prit une part active aux guerres de religion. En 1562 les Réformés s'emparent de Vendôme et d'Orléans, et veulent faire, de cette dernière ville, la place forte du protestantisme. Ils l'abandonnent après la pacification d'Amboise et la reprennent quatre ans plus tard. Mais en 1568 (Paix de Lonjumeau), ils la restituent au roi, après avoir fait sauter la nef de la cathédrale.

(1) L'imprimerie s'établit tôt à Orléans, vers 1480 (Leroy).

(2) Des presses clandestines pour les protestants furent établies à Orléans, Gien, Sully et Jargeau.

(3) En 1526 (deux ans après la naissance de Ronsard au château de la Possonnerie en Vendômois), Marot, pour ses idées luthériennes, est enfermé dans la prison de l'évêque de Chartres, qu'il évoque avec philosophie dans son poème *L'Enfer* :

« L'amytié, la chère non rebourse,
Les passe-temps et consolations
Que je reçoy, par visitations
En la prison claire et nette de Chartres. »

(4) C'est par le Gâtinais et la Beauce que passaient les cavaliers allemands appelés par les protestants du Sud-Ouest.

La répression est rude et la Saint-Barthélémy (1572) a de sanglantes répercussions dans l'Orléanais.

C'est à Blois qu'eurent lieu les Etats-Généraux de 1576, demandant au roi d'interdire le culte protestant. Henri III se réfugia à Chartres après la Journée des barricades (1588). Vendôme fut prise une deuxième fois par les calvinistes, en 1586, et adhéra à la Ligue en 1589.

La même année le roi est assassiné et Henri IV monte sur le trône. Il va s'employer à « panser les blessures de la France ». En 1590 il occupe Etampes, Châteaudun, Vendôme. Il fait venir à Chartres — dont il s'est emparé en 1591, — son Parlement, sa Cour des Aides. Puis il s'y fait sacrer, considérant la ville comme un des grands sanctuaires de la France.

En 1598, Henri IV signe l'Edit de Nantes, accordant aux protestants le libre exercice de leur culte, et en 1599, pris de pitié devant « l'état déplorable de cette pauvre église ruinée », il décida de faire réédifier la cathédrale de Chartres.

Et nous arrivons ainsi au xvii^e siècle, où la ferveur religieuse redevient intense en Orléanais : la compagnie du Saint-Sacrement (fondée en Normandie) a des fidèles à Orléans, Blois et Chartres. Les ordres religieux fondent des séminaires, ouvrent des collèges pour l'éducation de la noblesse et de la bourgeoisie (1).

A Châteaudun et à Chartres, à Maintenon aussi, les sœurs grises (ou dames des pauvres) de M. Vincent font le bien. A la fin du siècle, à Blois, on installe un évêque sur la demande de l'évêque de Chartres (2). C'est à Blois aussi que s'établit Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, qui a reçu du roi les duchés d'Orléans et de Chartres.

Mais les guerres de la Fronde ravagent le pays, et, quand elles cessent, la misère y est plus grande encore qu'auparavant : les campagnes sont incultes, les paysans meurent de faim ; dans les villes, la vie industrielle, intense au Moyen Age et à la Renaissance, connaît une grande décadence. Au xiv^e siècle, 10.000 artisans

(1) Les jésuites enseignaient à Blois et à Orléans, les bénédictins à Tiron, les barnabites à Pontlevoy et à Montargis, les Oratoriens à Vendôme.

(2) Godet des Marais.

travaillaient à Chartres. Il n'y en a que 2.000 en 1666. En Sologne, les sabotiers se révoltent et menacent Orléans en 1652. Ils sont durement châtiés.

Les villes sont encore appauvries par la révocation de l'Edit de Nantes (1685). Orléans, Blois, perdent le cinquième de leur population. Il n'y eut plus de protestants, ceux-ci préférant s'exiler plutôt que de renoncer à leurs croyances (1). L'université d'Orléans périclité, car les étudiants allemands la quittent après l'incendie du Palatinat (1688). Ils y reviendront en 1715, mais en petit nombre, car les universités de Paris et de Bourges deviennent des rivales sérieuses pour celle d'Orléans, qui fournit tant de juristes et de diplomates (2).

De plus, les splendeurs de Versailles font oublier à la cour le chemin de Blois, qui est délaissé.

A la fin du xvii^e siècle, tout le pays est d'une « gueuserie infinie », et le chômage et la faim étant trop fréquents, les émeutes grondent.

Avec le xviii^e siècle, commence une ère de grands travaux publics : construction du pont de Blois, du nouveau pont d'Orléans, reconstruction de Châteaudun (détruit par un incendie).

Malgré les efforts réels faits pour améliorer l'agriculture, malgré la création des « assemblées municipales » (1787) et des « assemblées de district », chargées de défendre les intérêts du peuple, et dont Lavoisier fut le porte-parole éloquent, la population reste malheureuse et mécontente, et c'est avec enthousiasme qu'elle accueille les idées révolutionnaires.

Sous la Constituante, l'Orléanais subit une réforme complète et se vit arbitrairement scindée en trois départements, désignés d'après les rivières qui traversent les principaux centres : Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher.

« C'en était fait de la vie provinciale, l'Orléanais n'était plus qu'un nom géographique inscrit sur les cartes de la France de l'Ancien Régime (3). »

(1) Tel est le cas de Denis Papin, né à Blois en 1647, mort en Allemagne à Marbourg, en 1714.

(2) Citons en particulier les Phélypeaux, dont la famille compta onze ministres et un chancelier. C'est d'un Phélypeau que sont signées de nombreuses pièces présentées au cours de ce travail.

(3) Marcel LANGLOIS : *L'Orléanais*, p. 43.

CHAPITRE PREMIER

La formation technique de l'apothicaire

Conditions requises pour l'entrée en apprentissage

Les statuts des apothicaires de l'Orléanais ne donnent aucun détail intéressant sur la situation sociale, les connaissances intellectuelles, la religion, l'âge de celui qui entre en apprentissage.

L'apprentissage

A *Orléans*, les statuts de 1615 définissent ainsi (Article 8) les conditions d'apprentissage :

« Toutes personnes qui voudront entrer en la maîtrise dudit art d'apothicaire et lever boutique en ladite ville, fauxbourgs et prévôté d'Orléans, seront tenus, au préalable, faire leur apprentissage en la maison d'un apothicaire de la ville d'Orléans, ou autre bonne ville en laquelle il y avait maîtrise et jurés dudit art, *par le tems de trois ans* dudit apprentissage fait en notre ville d'Orléans. »

L'Article 9 des mêmes statuts interdit aux maîtres de prendre plus d'un apprenti :

« Ne pourront les dits maîtres apothicaires avoir plus d'un apprenti ni en tenir en leurs boutiques plus d'un en même tems. »

A Blois, le jeune homme qui se destine auxdits « mestier, ouvraiges, et marchandises d'appoticaiererie, ouvraige de cire et confitures à sucre » est tenu (1) de demeurer comme apprenti chez un maître apothicaire pendant l'espace de *quatre ans*.

Il doit, à son entrée en apprentissage, payer deux sols et six deniers tournois

« pour estre convertiz et emploiez au service divin de la confrairie dudict estat et mestier ».

A Vendôme, il doit également faire quatre ans d'apprentissage et payer trois livres.

A Blois, comme à Vendôme, si les apprentis ne peuvent payer, c'est aux maîtres qui les acceptent :

« à faire leur propre debt dudict droit d'apprentissage et le payer, toutes fois et quantes qu'ilz en seroient requis, et que ad ce jlz seront contrainctz par toutes voyes deues et raisonnables, sauf leur recours contre lesditz apprentilz » (2).

A Chartres, les Statuts des « merciers-épiciers-apothicaires-épiciers » de 1518 imposent au maître qui accepte un apprenti l'obligation de payer (art. 1).

« à cause dudict apprenti à la confrairie des dits merciers et épiciers une livre de cire ou cinq sols pour la valeur d'icelle pour l'entretenement et augmentation de la ditte confrairie ».

Comme à Orléans, le maître ne peut avoir qu'un apprenti à la fois, et celui-ci doit le servir pendant deux ans

« sans en avoir aucun salaire ou loyer, autrement iceluy apprenti où il ne gagnerait argent pendant lesdits deux ans nacquerrera la franchise desdits metiers ».

Mais, à Chartres, l'organisation des études pharmaceutiques proprement dites n'est pas du tout prévue dans les statuts qui s'adressent aussi bien aux épiciers qu'aux apothicaires. Aussi on comprend que les apothicaires de la cité préfèrent envoyer leurs fils en apprentissage dans d'autres villes de la généralité, voire même à Paris.

(1) Statuts de 1571, article 2.

(2) Article 3 des statuts de 1571.

C'est ce que fait en 1550 Adam Dubois, apothicaire de Chartres, qui envoie son fils apprendre le métier chez un de ses confrères parisiens (1).

« Mise en serviteur et apprenti, pour trois ans, par Adam Dubois, Apothicaire à Chartres, paroisse Saint-Martin le Viandier, de son fils, Charles Dubois, âgé de quinze ans, chez Charles Compagnon, Apothicaire et épicier, bourgeois de Paris, qui lui fournira le gîte et le couvert et recevra 10 écus d'or soleil à la Toussaint prochaine. »

Brevet d'apprentissage

A la fin de l'apprentissage, le futur apothicaire reçoit un brevet « dudit apprentissage ». Nous en parlerons plus longuement lorsque nous étudierons l'entrée dans la profession. Mais disons tout de suite que le brevet se paie à Chartres 3 livres, au xviii^e siècle (2).

Au contraire, à Blois, il n'y a « rien à paier à la Communauté des apotiquaires pour le brevet d'apprentissage » (3).

Le Compagnonnage

Son apprentissage terminé, le futur apothicaire doit, à *Orléans*, servir un maître pendant trois ans, comme compagnon.

L'article 8 des statuts dit en effet :

(Ils) « Serviront encore lesdits maîtres apothicaires trois ans en laditte ville ou ailleurs, au paravant qu'ils se puissent présenter à ladite maîtrise ».

Et pour ceux qui auront fait leur apprentissage dans d'autres « bonnes villes » qu'*Orléans* (4), ils seront tenus

« servir trois ans chez les dits maîtres apothicaires de cette ville pour connaître de leurs vie et mœurs ».

(1) Bibliothèque Nationale, Casier R. 38, t. II des actes notariés, n° 5621.

(2) Archives départementales du Loiret, Reg. C 102.

(3) Archives départementales du Loiret, Reg. C 101.

(4) La plupart des compagnons allaient ainsi faire un stage de quelques mois chez un maître apothicaire de Paris.

En réalité, à cette époque, le compagnon fait un peu son « tour

A Blois, les statuts ne font pas mention du compagnonnage, mais il semble qu'il existe aussi dans cette ville. C'est du moins ce qui ressort d'un procès qui eut lieu à Blois entre les Maîtres apothicaires et un nommé François Desiles (ou Des isles), apprenti apothicaire (1).

Ce François Desiles prétendait se faire recevoir maître apothicaire sans finir son apprentissage, sous prétexte qu'il épousait la fille d'un apothicaire.

Les apothicaires repoussèrent sa demande, faite, dirent-ils,

« au prejudice et contre le deuxième article des Statuts des Apoticaire de Blois qui porte que les apprentis feront quatre ans d'apprentissage : et à l'instar de Paris après leur apprentissage finy doivent servir les Maistres comme compagnons par le temps de six ans, dont nul n'est excepté, *ny mêmes les fils de maistres* ».

L'affaire va devant le bailli de Blois qui, indulgent pour Desiles, l'oblige à achever son apprentissage — il lui restait onze mois — mais le dispense des six ans de compagnonnage.

Desisles n'est pas satisfait de ce jugement qui lui est pourtant favorable, et « témérairement » fait appel de cette sentence :

« de laquelle lesdits Jurez Apoticaire auroient plus de sujet de se plaindre que luy, et partant qu'il est sans grief ».

Il aggrave son cas en achetant une lettre de maîtrise d'Apothicaire, voulant ainsi se dispenser de tout examen.

Mais les lettres de maîtrise sont interdites en ce qui concerne la profession pharmaceutique, puisqu'il faut faire preuve de capacités et de chef-d'œuvre.

de France » et il n'est pas rare de le voir entreprendre de longs voyages pour s'instruire : Symphorien Delange, désirant s'installer à Grenoble en 1760, a produit un certificat déclarant qu'il a l'honneur

« de vous représenter qu'ayant fait ses études pour satisfaire au règlement concernant la pharmacie, il a été chez Monsieur Molineau, doyen des Maîtres Apothicaires de Blois, pendant trois ans en apprentissage, ainsi qu'il est justifié par certificat en bonne forme, et qu'il a ensuite travaillé chez Messieurs Desrouzières et Huin, maîtres Apothicaires de la même ville dix-neuf mois, Ainsy qu'il appert par les certificats desdits Sieurs Desrouzières et Huin ».

(1) Bibliothèque Nationale, Fm. 3205, 4°, F. 3-127.

« Les dits Apothicaires se sont toujours défendus de pareilles lettres et disent que l'Art d'Apoticaire a toujours esté excepté de telles Lettres, comme les Chirurgiens et les orphevres en ladite ville de Blois, tout ainsi qu'à Paris, et qu'encore que l'on veuille prétendre qu'il n'y a que la ville de Paris exempte de Lettres, que néanmoins cela n'a jamais esté exécuté en la ville de Blois, pour la grande conséquence que celà apporteroit en ladite ville remplie de quantités de personnes de qualité qui en recevroit un notable préjudice. »

Mais le bailli de Blois, décidément bien indulgent pour Desiles, accepte de le recevoir en vertu des lettres de maîtrise. Les maîtres apothicaires font aussitôt appel et invoquent pour leur cause « le péril qui pourroit arriver » de telle pratique.

Ils ajoutent que les lettres de maîtrise rapportées par Desiles sont d'ailleurs « grandement suspectes de fausseté et de rature de quelque mestier, ce qui se cognoist à la seule inspection d'icelles ».

Finalement, Desiles fut condamné à achever son apprentissage, ce qu'il ne fit jamais d'ailleurs. Il abandonna la profession. C'est ce qu'il y avait de mieux.

Les Cours aux apprentis et compagnons

Le « Règlement entre les médecins et les apothicaires d'Orléans » de 1556 est formel sur la question des cours et des leçons à faire aux futurs apothicaires.

Il dit en effet :

« Et ad ce que lesdictz apothicquaires tant présens que advenir ayent meilleur moyen d'estre sçavans et instruitz en leur art, lesdictz docteurs en médecine dudict Orléans seront tenus depputer l'un d'entre eulx pour faire lecture aux d. apothicquaires et leurs serveurs, tels jours et heure sera par lesdictz docteurs advisé, et pour le moins trois fois la semaine. Que lesdictz auditeurs entretiendront la lesson bien et deuement, comme sera par ledict medecin ordonné et à la coustume des barbiers et chirurgiens de ceste dicte ville. »

Ces leçons étaient d'ailleurs gratuites et le professeur ne touchait aucune indemnité, de sorte que cela consti-

tuait pour lui une véritable charge. En réalité, les professeurs la remplissaient chacun leur tour pendant une année, et elle était ainsi assez légère (1).

D'ailleurs, l'ordonnance qui résulte des Etats Généraux de Blois, en 1579, à l'occasion de la réorganisation des Universités, obligea les médecins à faire des cours aux apothicaires et aux chirurgiens, faute de quoi ils perdaient le droit d'assister aux examens de maîtrise de ces deux corporations.

Aussi organisèrent-ils des cours avec ardeur ; et les statuts d'Orléans de 1615 précisent cette organisation (2).

« Et d'autant que l'art de pharmacie plus il est de conséquence périlleuse et plus il est requis une science et connaissance parfaite de divers simples et autres choses concernant ledit art, nous voulons que les médecins de ladite ville députent l'un d'entre eux pour, chacun à leur tour, faire leçon aux Compagnons et apprentis trois fois la semaine à l'heure la plus commode pour ne point incommoder le service soit des maîtres apothicaires soit des malades. »

Enfin, toujours à Orléans, aucun aspirant à la maîtrise ne pouvait être reçu maître sans avoir prouvé qu'il avait suivi les cours pendant une année.

« Et fera ledit entrant (3) apparoir par attestation des médecins de ceste ville d'Orléans ou d'ailleurs comme il a henté et fréquenté les leçons de son art d'apothicataire par temps déu. »

Mais les médecins n'ont pas toujours été les seuls à enseigner et les apothicaires d'Orléans firent eux-mêmes des cours à leurs élèves dans le jardin botanique qu'ils créèrent en 1640, près du ravelin de Saint-Laurent, et dont nous allons dire maintenant quelques mots :

Le jardin des apothicaires d'Orléans (4)

En 1640, les trente maîtres de la corporation orléanaise obtinrent du corps de ville la jouissance des mon-

(1) Voir RAMBAUD : *Règlements entre les médecins et les apothicaires d'Orléans de 1556*.

(2) Article 19.

(3) *Règlements entre les médecins et les apothicaires d'Orléans de 1556*.

(4) Nous avons utilisé pour cette étude deux sources de renseignements : a) le *Bulletin de la Société Archéologique de l'Orléanais*, t. II (article de M. Pillon) ; b) les *Annales de la Société Royale de Physique, Belles-Lettres et Arts d'Orléans*, t. XIV.

ceaux de gravois entassés près du ravelin de Saint-Laurent. M. Pillon, dans un rapport fait à la Société Archéologique de l'Orléanais en 1856, décrit le ravelin de Saint-Laurent comme « un petit chef-d'œuvre d'architecture militaire au Moyen Age ».

« Une porte basse, dit-il, depuis longtemps murée, présentait son cintre flanqué d'embrasures, couronné de deux tourelles en encorbellement reliées par un cordon de mâchicoulis. Un élégant pinacle en application la surmontait et abritait une niche vide de sa vierge ou de son saint ; on voyait une vigne jetée comme une draperie flottante nouer ses pampres rouges à ces gracieux débris. »

Et M. Pillon ajoute : « C'est derrière cette façade meurtrière, à l'ombre de ces tours, que vinrent se grouper jadis les plus inoffensifs bourgeois de la cité, je veux parler de la pacifique et vénérable corporation des Maîtres apothicaires. »

Les apothicaires, après avoir mis (avec l'esprit de classement qui les caractérise) un peu d'ordre dans ces terrains vagues et couverts d'immondices, aplanirent le terrain, semèrent des graines, étiquetèrent les plantes... et c'est ainsi que naquit le curieux jardin botanique qui porta longtemps leur nom.

On y professa alors la physique, la chimie, la botanique, au milieu de nombreux auditeurs. Il ne reste malheureusement à peu près rien des cours professés par les apothicaires. Les documents disparurent tous en 1792 dans le pillage et l'incendie de la maison du syndic des apothicaires, Prozet, qui détenait tous les papiers et registres de la corporation. M. Pillon a néanmoins retrouvé le cours de chimie végétale et animale, échappé par miracle au pillage. Il remit ce cours à la Société archéologique d'Orléans, dans la bibliothèque de laquelle il figure comme curiosité.

S'il faut en croire M. Pillon, les examens des aspirants à la maîtrise se tinrent aussi dans ce jardin, avec solennité, et, par un sentiment de bienveillance et d'intégrité furent toujours présidés et dirigés par des maîtres étrangers, recommandables par leur savoir et la dignité de leur caractère.

Et M. Pillon ajoute : « Ce jardin, centre d'utiles travaux et de persévérantes études, devint le foyer d'une correspondance prodigieuse pour l'époque, tout ce qui avait trait aux sciences, à l'histoire naturelle surtout, y était avidement recueilli. L'épanouissement d'une fleur nouvelle, l'arrivée d'un échantillon curieux, tout devenait l'objet d'une joie naïve pour les bons apothicaires et le groupe d'hommes éclairés qui s'intéressaient à l'établissement. »

Nous verrons (1) que le jardin servait aussi à des fêtes et réjouissances :

« Dans une belle salle de réception donnant sur un perron, payée 8.029 livres 6 sols au maçon, le 8 juillet 1738, se célébrait au décours de la lune de Juin le *Jubilé des apothicaires*. Talma, Brizard, Lacave et Fleury y jouèrent *Les neuf victimes d'Orléans*, drame par Aignan de Beaugency, académicien.

« Dans la salle des réunions brillaient les armoiries de messieurs les apothicaires : une main sortant d'un nuage dans un ciel étoilé, et la devise : *Lances et pondera servant* (2). »

Enfin, le jardin des apothicaires devint vite un lieu de promenade en été — l'hiver, c'était les galeries du grand cimetière — pour les habitants d'Orléans.

Sous la fronde, Mlle de Montpensier vint à Orléans et c'est en lui faisant contourner en bateau le ravelin de Saint-Laurent que des mariniers l'introduisirent dans la ville par la porte Brûlée.

Le corps des apothicaires fut longtemps maintenu en possession de ce jardin, pourtant fort négligé, mais celui-ci subit une série de transformations relatées par les *Annales de la Société Royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans*.

« En 1746, les échevins trouvèrent bon de diminuer la hauteur des tourelles de la porte, de décorer le bâtiment que nous voyons au-dessus et celui qui donne sur la terrasse, qui y avait été ajouté en 1737, de disposer les appartements supérieurs en salle de banquet et de réception et le rez-de-chaussée en cuisines. Les repas de ville y furent ensuite donnés, et là se servit pen-

(1) Voir *La préparation de la Thériaque à Orléans*, p. 73.

(2) Biémont, Orléans, 1880.

dant bien des années le plat obligé de petits pois de primeur pour le dîner d'apparat du jour de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc, ainsi que le mentionnent les comptes de la ville, où la dépense du menu de quelques-uns de ces repas est très curieuse.

« Vers 1765, M. Barentin, intendant de la Généralité, fit aplanir le ravelin de St-Laurent, déblayer le quai et fermer la ville par une grille en fer assez belle ; il imposa son nom au quai ainsi qu'à la porte, et plus heureux qu'un grand nombre d'administrateurs dont les noms ont été donnés à des travaux exécutés de même avec les deniers publics, le sien est resté à cette porte de ville.

« En 1788, la municipalité prit le jardin sous sa protection et sous sa surveillance et l'enrichit de plantes nombreuses et rares. »

Les annales de la Société des Sciences signalent qu'à cette époque la décoration des salles du jardin de ville était citée et que la bonne tenue de son jardin, « due aux soins assidus et éclairés de M. Prozet, l'un des pharmaciens de la ville », était remarquée des étrangers.

A la mort de Prozet, les salles du jardin de ville où, entre 1750 et 1790, diverses académies ou sociétés savantes avaient tenu leurs séances publiques et particulières, et le jardin lui-même, furent à peu près abandonnés.

CHAPITRE DEUXIEME

L'entrée dans la profession

A. La Pharmacie réglementée

RECEPTIONS

Leur apprentissage terminé, et leur compagnonnage accompli, les futurs apothicaires devaient, pour obtenir leurs lettres de maîtrise, passer les examens.

Ces examens, les apprentis-apothicaires des villes jurées — où il y avait communauté d'apothicaires et collègue de médecine — s'y présentèrent devant des jurys locaux. Quant à ceux des villes non jurées, ils se présentèrent conformément aux traditions habituelles devant les jurés des villes-jurées voisines, le plus généralement à Paris, où la communauté des apothicaires-épiciers les accueillait avec sympathie.

Si nous n'avons pu retrouver que peu de réceptions par les maîtres des villes de l'Orléanais, les registres des communautés étant pour la plupart détruits comme l'ont été ceux d'Orléans, nous avons eu la bonne fortune de rencontrer au cours de nos recherches un certain nombre de réceptions d'apprentis-apothicaires de l'Orléanais par les maîtres de Paris.

Nous nous proposons donc de diviser notre travail en deux parties :

- 1) Réceptions dans les villes jurées ;
- 2) Réceptions dans les villes non jurées.

Puis, nous consacrerons un chapitre spécial aux réceptions extraordinaires, dont nous avons eu la chance de retrouver de nombreux exemples.

RECEPTIONS DANS LES VILLES JUREES

I. — Epreuves administratives

Conditions d'âge

A *Orléans*, les statuts de 1615 (article 10) indiquent l'âge de vingt-cinq ans pour pouvoir se présenter à la maîtrise, exception faite des fils de maîtres, qui peuvent être admis à l'âge de vingt-deux ans et demi.

« Nul ne pourra être reçu et admis audit art de pharmacie, qu'il n'ait atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, hormis les fils de maîtres apothicaires de ladite ville et faubourgs, qui pourront être admis après l'âge de vingt-deux ans parfaits et accomplis. »

Nulle part ailleurs, dans les statuts des autres villes de l'Orléanais, nous n'avons trouvé d'indication concernant l'âge des aspirants.

Certificats d'apprentissage et de compagnonnage (1)

En se présentant à l'examen, l'aspirant devait fournir des certificats d'apprentissage et de compagnonnage.

A *Châteaudun*, Jacques-Etienne Dupont fait tout son apprentissage chez son père et celui-ci lui donne un certificat ainsi conçu :

« Jay soussigné Jacques Dupont Maître Appoticaire à Chateaudun certifie à qui il appartiendra que Jacques Etienne Dupont, mon fils, a travaillé chez moy lespasse de quatre années consécutives pour apprendre les éléments de l'Art de Pharmacie, et que pendans ce tems là, il a remply les devoirs d'un apprenty, et étudié les principes dudit art, — en foy de quoy je lui ay délivré le présent certificat pour luy valoir et tenir

(1) Voir aussi notre chapitre : Réceptions dans les villes non jurées.

lieu de Brevet d'Apprentissage, et moblige de le faire affirmer par témoins si besoin est. »

Fait à Chateaudun, quatre May 1767.

Dupont, Appotiquaire. »

Le même Dupont passe un an et demi chez la veuve de l'apothicaire Desrouzières, à Blois, qui lui délivre ce certificat de compagnonnage :

« Je sous signée Claude Marthe Tiercelin, veuve de Louis Guillaume Desrouzières, maître apothicaire de la ville de Blois, certifie que le sieur Jacques Etienne Dupont a travaillé chez moy pendant l'espace d'un an et demy à la conduite de ma boutique et que pendant ce tems, il s'est acquitté avec fidélité et assiduité des Devoirs de son état ; en foy de quoy, je lui donne avec plaisir le présent certificat pour lui servir et valoir à ce que de raison. »

A Blois, le 21 May 1767.

Tiercelin, veuve Desrouzières, apothicaire.

En ce cas particulier — il s'agit d'une veuve tenant officine — le certificat est vu par les gardes apothicaires de la ville :

« Nous soussignés maîtres apothicaires de la ville de Blois certifions que le présent certificat est véritable, les jours et an que desus. »

Huin, Souturier, gardes apothicaires. »

Dupont va également passer quelque temps à Paris pour parfaire ses connaissances et L. Brongniard, maître apothicaire de cette ville, lui donne un certificat élogieux :

« Je certifie que le Sieur Dupont de Chateaudun a demeuré chez moy en qualité de Pharmacien environ l'espace d'une année pendant lequel tems il s'est acquitté de ses devoirs avec beaucoup de fidélité, capacité et attention.

« En foy de quoy je lui ai donné le présent certificat. »

L. Brongniard, Maître apothicaire de Paris.

Certificat de catholicité

Les certificats professionnels ne sont point suffisants et le candidat au métier d'apothicaire doit prouver qu'il est bon catholique.

Jacques-Etienne Dupont, de Châteaudun, reçoit du curé de sa paroisse un certificat que nous reproduisons :

« Je soussigné Prieur, Curé de la Paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine de Chateaudun Diocèse de Chartres Généralité d'Orléans, certifie que le nommé Jacques Etienne Dupont mon paroissien a satisfait a son devoir paschal et qu'il est de bonne vie et mœurs dont certificat. »

A Chateaudun ce vingt-six may mil sept cent soixante-sept.

M. Frumeau. »

Certificat de bonnes vie et mœurs

Très souvent, il ne faisait qu'un avec le certificat de catholicité. C'est le cas pour Jacques-Etienne Dupont, comme nous venons de le voir. Mais la justice, en ce qui le concerne, fournit elle aussi un certificat en sa faveur :

« Nous, Nicolas, Seigneur de Chantelais, Juge magistrat civil, criminel et de police, Bailly Général du Comté de Dunois,..... certifions que le Sieur Dupont Fils..... est de bonnes vie et mœurs et qu'il n'y a jamais û de plainte contre lui, en foy de quoy nous avons délivré les présentes, auxquelles nous avons apposé le cachet de nos armes.

Donné par nous, juge,

A Chateaudun, ce vingt-six may mil sept cent soixante-sept.

Maury. »

II. — Frais d'examen

A Orléans, le Règlement de 1556 ne fait pas mention de frais d'examen. Au contraire, il prescrit que, pour parvenir à l'exercice de l'état d'apothicaire, celui qui se présentera

« ne fera aucuns frais vers lesdictz médecins et apothicquaires, soit de banquets ou conviss, ou aultres en quelque manière que ce soit sous peine de cent livres parrisis damande et de prison contre un chacun deulx qui auroit consenty ou assister aus dictes depenses ou pris aucuns deniers ou choses équipollantes directement ou indirectement. »

Les statuts de 1615 rappellent cette interdiction de faire des « frais », mais ils indiquent la somme que le candidat doit verser aux examinateurs pour leur « assistance » (article 13) :

« Lesdits intrans et pretendans ladite maitrise ne pourront faire aucun frais, même sous prétexte d'offre volontaire ny y être contraint directement ni indirectement ; seront toutefois tenus payer l'assistance tant desdits deux médecins délégués, quatre maîtres jurés que des autres maîtres apothicaires qui seront presens à l'examen général, quatre chef d'œuvres et réception desdits intrants, *pour chacune desdites assistances, sera payé à chacun 16 sols tournois.* »

Enfin, en août 1776, après la parution de l'Edit du roi du mois de février, « portant suppression de Jurande et Communautés de Commerce Arts et Métiers », sauf pour les Professions de Pharmacie, Orfèvrerie, et Imprimerie, De Cypierre, intendant de l'Orléanais, s'informa auprès de Dudault, Maire d'Orléans, de « ce qu'il encoute à chaque aspirant lors de sa réception ou à l'occasion de sa réception dans une Communauté en Jurande de la ville d'Orléans » (1).

« Je vous observe, dit-il, que quoique l'Edit de suppression des Jurandes excepte les Communautés des Chirurgiens (Apoticaire), des Perruquiers et des Imprimeurs, il auroit été nécessaire que vous vous fussiez informé combien il en peut coûter à chaque aspirant lors de sa réception ou à l'occasion de sa réception dans ces trois communautés. J'ai instruit le ministre en luy envoyant mon état général, des motifs qui vous ont déterminé à ne pas comprendre dans celui que vous m'avez adressé les trois corps dont il s'agit, mais comme je luy ajoute que j'en suppléerai sur-le-champ s'il le désire, je vous prie de me procurer ces éclaircissements à l'avance dans la même forme que pour les autres communautés. Je joins à cet effet un modèle d'état à remplir. »

Par des lettres pressantes adressées le 18 septembre 1776, le 19 octobre, le 28 octobre, le 10 novembre, aux officiers municipaux d'Orléans. De Cypierre adjure ceux-ci de lui faire savoir les frais de réception à la maîtrise.

Il obtient enfin son renseignement et voici ce qui concerne les apothicaires (1) :

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 101.

L'Aspirant doit payer :

au Juge	13 l. 10
au Procureur du Roy (1)	9 l.
Droit des Commis	2 l. 14
Greffier	9 l.
Timbre	15 l.
Procureur	6 l. 15
Fût	1 l. 15
au Receveur ancien	2 l. 5
au Receveur alternatif	1 l. 139

Les droits sont les mêmes, qu'il s'agisse de fils de maîtres, d'apprentis, de « compagnon épousant une fille ou veuve de maistre » ou de gens « sans qualité ».

Dans la colonne des observations, il est dit que

« l'aspirant paye au Médecin du Roy pour tous droits douze livres quelque soit l'aspirant ».

De plus, l'apothicaire une fois reçu doit donner à la communauté,

« à titre gratuit 200, 300, même 400 livres dont le juré se charge en recette dans son compte ».

Notons en passant que ce même document signale qu'il y a *douze* maîtres apothicaires à Orléans à cette époque (1776).

Plus tard, on s'aperçut que les frais de maîtrise étaient trop forts, et en 1787, on demanda que les Etats de Chirurgien, Apothicaire, Imprimeur, Orfèvre et quelques autres fussent soumis à des épreuves et des examens « dont les frais devront être infiniment modérés ».

A Blois, les statuts de 1571 (Art. 5) indiquent que les candidats à la maîtrise doivent verser cent sols tournois :

« lesdictz apprentilz, ainsy experimentez pour la dicte maîtrise, et avant qu'ilz soient receus, chacun d'eulx sera tenu payer, pour une fois, la somme de cent solz tournois, applicable, savoir : vint solz à ladite maiesté, soixante solz pour l'entretènement des services divins et fraiz de la confrairie dudict estat et mestier, et aux jurez XX solz, pour leurs peines et vaccations d'assister auxdictes expériences et chef d'œuvres ».

(1) Nous verrons plus loin pourquoi on versait cette somme au Procureur.

L'article 6 des mêmes statuts fait une exception en faveur des Fils et des Gendres de Maîtres (1), qui paieront seulement quarante sols, une moitié pour la confrérie, et l'autre moitié pour les jurés.

Dans l'Etat des Communautés de l'élection de Blois (2), fourni par cette ville en 1776, nous avons retrouvé qu'à ce moment — il y avait alors 4 maîtres apothicaires dans la ville — le récipiendaire, qu'il fût fils de maître ou étranger, payait 200 livres à la Communauté lors de sa réception et 55 livres aux officiers de police (frais de greffe).

A Chartres, d'après les Statuts de 1518 (Art. 6) (3), le récipiendaire paie la somme de dix livres tournois, « pour le droit de ladit. confrairie et entretienement d'icelle ». Il doit aussi offrir — avec cette somme — un déjeuner aux maîtres de la Confrérie.

En 1729, dans une Transaction qui eut lieu entre les apothicaires et les merciers de Chartres (4), nous avons trouvé qu'il était question

« des cinquante livres que les jurez ont coutume de recevoir à chaque réception de maître ».

et qui seront touchées alternativement par le Juré mercier-épiciier et par le Juré apothicaire-épiciier,

« pour estre par eux employez à l'usage ordinaire du bureau, en sorte que quand le juré mercier épiciier aura reçu les cinquante livres d'un maître, ce sera au juré-apothicaire-épiciier à recevoir les cinquante livres de celuy qui sera receu le premier après, ainsy de suite alternativement ».

Enfin, nous voyons par les « Eclaircissements envoyés à Monseigneur l'Intendant » en 1776 que les apprentis désireux de se faire recevoir payent « depuis trois jusqu'à 400 livres », ceux qui n'ont aucune qualité payent « depuis quatre jusqu'à 600 livres, *suivant les facultés* ».

Le document ajoute que cette somme « passe en entier entre les mains du receveur, sans aucune retenue ».

Ici aussi, les Fils de maîtres sont favorisés puisqu'ils

(1) Voir notre chapitre : Les réceptions extraordinaires.

(2) Archives départementales du Loiret, Dossier C 101.

(3) *Ibid.*, Dossier C 102.

(4) Voir le chapitre : Lutte avec les Epiciers-Merciers.

n'ont à payer que les frais de police, soit 50 livres. Et encore le document indique que cette somme « n'a pas été perçue depuis longtemps » (1).

A *Vendôme*, en 1776, la Communauté s'intitule : des apothicaires-ciergers-épiciers.

Dans cette ville :

« Chaque aspirant fait un chef d'œuvre qui est de 10 livres de cire ouvragée à la disposition des maîtres. Il est donné en outre 12 l. aux deux Jurés et 3 l. à chaque maître, conformément aux Statuts. »

En réalité, les statuts des apothicaires de *Vendôme* mentionnent simplement (article 5) que

« ledit aspirant à maîtrise avant questre receu payeront chacun une fois seulement la somme de six livres applicable tant aux frais dudit Etat que aux Pauvres Compaignons Passants ».

Cette phrase indique qu'une partie de l'argent versé par les récipiendaires est destinée aux « Compaignons » apothicaires pauvres, qui circulent alors de ville en ville en vue de perfectionner leurs connaissances techniques.

C'est un geste généreux qui honore les apothicaires de *Vendôme*.

Enfin, à *Pithiviers* (2), les lettres de maîtrise, « qu'on obtient du premier Chirurgien du Roy », coûtent 600 livres. Les frais d'enregistrement pour les officiers de justice sont de 22 livres.

III. — Les examens

Les Locaux d'examen

A *Orléans*, les statuts (art. 13) indiquent que les

« examen général, réception et autres actes se feront en la chambre commune des apothicaires qui, pour cet effet, sera établie au logis du plus ancien apothicaire ».

Lorsque les maîtres d'*Orléans* eurent leur jardin et les bâtiments y attenant, c'est dans ces bâtiments qu'ils firent passer leurs examens (3).

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 103.

(2) Archives départementales du Loiret, Dossier C 103.

(3) Voir notre chapitre sur le jardin des Apothicaires d'*Orléans*.

A Blois, rien n'indique dans les statuts le lieu où se passe l'examen.

A Vendôme, toutes les cérémonies et réunions des apothicaires se faisaient dans la maison du bailli (1) ; il est probable que les examinateurs s'y réunissaient également.

Les Examinateurs

A Orléans, le règlement de la Prévôté (1556), concernant les médecins et les apothicaires, indique simplement que le candidat sera examiné par les médecins et les apothicaires, sans donner leur nombre :

« aulcun ne sera receu a lever boutique, faire et exercer led. estat d'apothicquaire en ceste ville et faux-bourgs d'Orléans qu'il ne soit premièrement certifié audit Prevost d'Orléans ou son Lieutenant, le procureur du Roy appelé, capable et ydoine par les médecins et apothicquaires ».

Et immédiatement après, le règlement ajoute : « comme pour ladicte visitation », ce qui semble indiquer que le candidat passe ses examens devant un jury présidé par le Procureur du Roi (2) et composé d'un nombre égal de médecins et d'apothicaires (3).

Mais les statuts de 1615 sont beaucoup plus explicites, et le nombre des examinateurs y est fixé.

L'article 11 dit en effet :

« Seront lesdits intrans.... examinés par lesdits quatre maîtres jurés, tant en la présence de deux médecins délégués, si bon leur semble d'y assister, *que de tous les autres apothicaires.* »

Les deux médecins délégués ont voix délibératrice pour la réception ou refus des entrants (4). Quant à la présence des apothicaires, l'article 12 fait une exception pour les parents des candidats et pour leurs maîtres d'apprentissage :

«ne pourront assister à l'examen et composition susdits pour avoir voix délibératrice les maîtres jurés

(1) Article 12 des statuts.

(2) C'est pourquoi celui-ci reçoit la somme de 9 livres. Voir les frais d'examen.

(3) Voir l'inspection des pharmacies.

(4) Article 13 des statuts.

qui se trouveront proches parents dudit intrant, ni ceux en la maison desquels ledit intrant aura fait apprentissage, mais en leur lieu en seront élus d'autres ».

A Orléans également, il est prévu une limitation des réceptions, puisque les examinateurs (1)

«ne pourront admettre au degré de maîtrise pendant deux ans plus de deux intrans, outre les fils desdits maîtres ».

Mais lors de l'enregistrement des statuts d'Orléans au Parlement en 1621, des modifications sont stipulées en ce qui concerne l'examen.

Voici alors le règlement établi, dont nous respectons le style embrouillé :

« Au lieu de ce qui est contenu aux 11, 12, 13 et 14^e articles concernant la réception à la maîtrise, sera observé qu'aucun ne sera reçu maître et ne tiendra boutique qu'il n'ait été ouï, estimé, tant par les quatre jurés que les autres maîtres qui voudront l'instruire ; en la présence de 2 médecins qui y assisteront il ait fait chef d'œuvre en public, trouvé capable à la pluralité des voix.

« Auquel examen et chef d'œuvre *vingt jours auparavant lesdits jurés feront signifier ledit jour à tous les maîtres apothicaires* sans que pour ça ceux qui s'y trouveront puissent prendre aucuns salaires, et l'aspirant tenu rien payer ni faire aucuns frais, ce que la cour défend aux jurés et maîtres, à peine de cent livres d'amende, et pour parvenir à la réception les fils de maîtres ne feront qu'un seul examen et deux pièces de chef d'œuvre, les autres non fils de maîtres *trois actes, l'un de la thériaque, l'autre sur la connaissance des simples et les cinq pièces de chef d'œuvre* qui leur seront ordonnés par les gardes et jurés qui de leur suffisance et capacité feront rapport au Prévot ou son lieutenant pour s'ils sont capables les recevoir au serment requis ainsi qu'il est contenu à Paris. »

A Blois, les candidats passent leurs examens devant « les maîtres jurez dudit estat » (2). Les statuts prévoient même que ces jurés peuvent appeler, pour interroger les compagnons, des maîtres renommés pour leur valeur (3).

(1) Article 11 des statuts.

(2) Article 4 des statuts de 1571.

(3) Article 15 des statuts de 1571.

« Quand il sera question d'examiner, approuver, et faire faire chef-d'œuvre à un compagnon apoticaire, pourront lesdits jurez appeler avec eux aucun des anciens et plus suffisants apoticaire, pour faire lesdits examens, aprobaton et chef-d'œuvre et ce qui appartient au surplus dudit art d'apoticaire. »

Dans les pièces concernant la réception à Paris de Jacques-Etienne Dupont, de Châteaudun, nous en avons retrouvé une assez curieuse, qui montre que l'apprenti a passé un examen à Blois devant le médecin du roi ; celui-ci lui a établi un certificat que nous reproduisons :

« Nous soussigné Conseiller médecin ordinaire du roy au Comte de Blois certifions à tous qu'il appartiendra que le sieur Jacques Estienne Dupont dénommé en l'autre part a travaillé dans notre ville chez un apoticaire avec applaudissement, et quen notre présence il a suby un examen, se destinant à être reçu apotiquaire en la ville de Chateaudun avec capacité.

« Dont du tout délivre le présent pour servir et valloir ce que de raison.

« A Blois, le 21 may 1767.

Le Clerc. »

A *Vendôme*, les examens ont lieu « devant tous les maistres de laditte ville » mais les épreuves doivent être « approuvées des médecins du pays » (article 3 des statuts de 1605).

Enfin, à *Chartres*, les statuts indiquent (article 5) que, leur chef-d'œuvre « fait et parachevé », les apprentis le montrent aux jurés, qui le verront et visiteront, et établiront un rapport qu'ils enverront au bailli de la ville ou à son lieutenant...

«en présences de nos advocats, procureur du Roi et receveur au dit lieu ou de l'un d'eux pour sur ce, si le dit chef d'œuvre est bon et suffisant, passer et instituer le dit apprentis Maître esdits metiers et le Recevoir à Serment en tel cas requis ».

A *Chartres*, en 1710-1711, deux apothicaires, Romier et David, furent reçus à la maîtrise « par un médecin et trois maîtres apothicaires ».

On peut donc dire que dans toutes les villes jurées de l'Orléanais, la présence du médecin est fréquente à l'examen de maîtrise, au xvi^e et au xvii^e siècles. Le médecin

interrogeait ou contrôlait les interrogations et vérifiait les chefs-d'œuvre.

Cette présence du médecin, M. Rambaud l'explique en disant qu'elle était pour le corps médical une garantie à l'égard des apothicaires.

D'après lui, elle avait aussi sa raison d'être : les connaissances pharmaceutiques du médecin étaient encore suffisantes pour connaître la valeur des réponses aux questions posées. De plus, le médecin offrait un certain gage d'impartialité, dans lequel le candidat pouvait avoir quelque confiance. Les maîtres apothicaires, emportés par le désir de barrer le chemin au futur concurrent, ne se privaient point de poser des questions insidieuses, parfois saugrenues, presque toujours fatales aux malheureux aspirants, maintes fois « repêchés » par l'intervention du médecin président du jury.

Notons d'ailleurs que l'Edit de Blois de 1579 imposa l'assistance des médecins aux examens de maîtrise.

L'article 87 de cet édit énonce en effet que :

« Nul ne pourra pratiquer en médecine, qu'il ne soit docteur en ladite faculté : et ne sera passé aucun maistre chirurgien ou apoticaire des villes où il y aura université, que les docteurs régens en médecine n'ayent esté présents aux actes et examens et ne l'ayent approuvé. »

Les épreuves de l'examen

Le règlement d'Orléans de 1556 prévoit que les examinateurs

«seront tenus examiner decemen et approuver la suffisance de celui quy se présenteront aud. estat, tant par interrogatoires que composition des drogues, faites en leur présence et ainsy quilz verront mieulx estre a faire par leur art ».

Mais les statuts de 1615 donnent quelques précisions sur la nature de l'examen (1).

Les entrants sont d'abord examinés « en général », puis ils sont menés « sur les lieux et interrogés parti-

(1) Article 11.

culièrement sur la connaissance des plantes après le dit examen en général ».

L'article 12 énonce que les entrants :

«outre l'examen susdit, seront tenus de faire expérience valable de quatre compositions diverses ».

Les fils de maîtres sont favorisés, n'ayant à faire que deux compositions (1).

Le même article ajoute que la thériaque ou le mithridate comptent pour deux compositions.

Enfin, l'article 14 prévoit qu'en cas d'échec au chef-d'œuvre, le candidat ne pourra se présenter à nouveau qu'après un an.

« Les maîtres jurés qui auront examiné les dits intrans, vaqueront aux chefs d'œuvre et compositions qui leur seront par eux baillés et dispensés, nonobstant l'élection postérieure et subséquente audit examen qui pourrait être fait d'autres nouveaux jurés, et ne pourront lesdits intrans qui auront été trouvés incapables et insuffisans lors de leur examen de compositions, se présenter à la maîtrise, sinon un an après le dit refus. »

A Blois, les candidats sont, d'après l'article 4 des statuts :

« premièrement examinés et expérimentez par les maistres jurez dudict estat, mestier et marchandises ».

Puis ils sont « tenuz faire chef d'œuvre tant d'ouvrages de confitures, de sucre, dispensation de poudres, comme de composition de receptes et congnoissance de drogues et autres choses touchant et concernant le fait desdictz estats, mestiers, ouvrages de marchandises d'appoticaiererie et espicerie, chacun en son regard ».

Les fils de maîtres n'ont aucun chef-d'œuvre à faire, ils sont seulement examinés par les jurés (2).

« mesmement, touchant les appoticaeries et compositions de receptes ».

Les gendres de maîtres sont aussi examinés par les jurés, et font deux chefs-d'œuvre (2).

A Vendôme, il faut aussi « faire chef-d'œuvre tant en la dispensation des médicaments composés et choisis

(1) Voir le chapitre : Réceptions extraordinaires.

(2) Voir le chapitre : Réceptions extraordinaires.

que confections de confitures selon que les maîtres leur enjoindront de faire telle ou telle composition selon les ordonnances du dispensaire plus pratiqués ».

Les candidats sont de plus examinés (1) « sur la composition des ordonnances des médicaments, mixtion et préparation d'iceux, intelligence des Receptes des Médecins et cognoissement des Simples ».

Comme à Blois, les fils de maîtres ne font pas de chef-d'œuvre et les gendres en font deux. Tous subissent l'interrogation indiquée ci-dessus.

A Chartres, les apprentis doivent également faire un chef-d'œuvre (2) et ce chef-d'œuvre « appartiendra à notre dit Bailly de Chartres ou à son dit lieutenant et à nos dits officiers chacun en son tour » (3).

Dans le factum des merciers-épiciers de Chartres (1716), nous avons trouvé d'autre part que les apothicaires étaient reçus « sur exhibition d'un chef-d'œuvre en pharmacie, comme composition de drogues, emplâtres », etc.

Et lorsque Romier et David furent reçus à la maîtrise en 1710-11, ils produisirent pour chef-d'œuvre : la composition de hyacinthe et d'alkermès, l'electuaire solide de citron de Trochilly, les tablettes et les emplâtres divinum et contra rupturam.

Le Serment

Après avoir passé avec succès les divers examens, théoriques et pratiques, qu'on leur fait subir, les apprentis-apothicaires doivent prêter serment.

A Orléans, le serment se fait devant le prévôt d'Orléans (4).

Au cours de sa réception à Orléans, le 16 août 1777, Jean-Etienne Paillard promet par serment (5) :

« de payer les droits, de vivre et mourir dans la Religion catholique, apostolique et romaine, et fidèlement exercer ledit métier ».

(1) Article 6 des statuts de 1605.

(2) Article 4 des statuts de 1518.

(3) En réalité, il ne faut pas perdre de vue qu'à Chartres, les statuts étaient communs aux épiciers et aux apothicaires. Ceci explique la note concernant le chef-d'œuvre.

(4) Article 12 des statuts.

(5) Article 4 des statuts.

A Blois, d'après les statuts de 1571, les apprentis pour être reçus :

« feront le serment solennel de faire et compouser toutes pouldres de bonnes et seynes espices, toutes confitures de tel sucre dessculz comme dessus, et generalmente, de bien et loyaument faire tous les ouvraiges dudict estat, sans y employer ou mestre aucunes fournitures non pertinentes ».

Même formalité à Vendôme, où les apprentis :

Article 3 : « feront le serment solennel par devant M. le Bailly de Vendômois ou M. son Lieutenant de faire et composer les médicaments pour prendre intérieurement et les autres appliquer extérieurement. »

Article 4 : « Entre les Internes : conserves, confitures, licquides, sirops, opiats, tablettes, pilules, trochisques ; et entre les Externes : huiles, unguents, emplâtres et autres selon..... et le choix qu'ils feront fidelle des drogues et ingrédients desquels ils seront tenus préparer lesdits Médicaments en rebuttant et rejetant les drogues mauvaises et sophistiquées lesquelles ils n'emploieront autrement. »

Ouverture des boutiques

Nous avons retrouvé très peu de documents sur l'ouverture des boutiques. En Orléanais, il ne semble pas y avoir d'inspection pour vérifier l'importance suffisante du stock.

En 1776, nous savons qu'à Chartres l'ouverture des boutiques se payait 3 livres (1).

RECEPTIONS DANS LES VILLES NON JUREES

I. — Epreuves administratives

Conditions d'âge

L'âge requis était habituellement de 25 ans.

Cependant, Philbert de Lunel (2), de Chartres, venant passer ses examens à Paris, fournit un certificat baptis-taire, « duquel il résulte que le sieur De Lunel est âgé de vingt-quatre ans et demi ».

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 102.

(2) Ou : de Lunelles.

Certificats d'apprentissage et de compagnonnage

Le candidat doit prouver ses capacités professionnelles aux maîtres parisiens en leur exhibant des certificats de travail.

Jacques Philbert de Lunel, de Chartres, désirant parvenir à la maîtrise, se présenta le 22 juin 1779 devant les Prévôts du Collège de Paris, assisté de son conducteur M. Bailleau, apothicaire, et leur remit de nombreux certificats émanant de différents patrons (1) :

« un certificat du Sieur François Philbert de Lunel, Maître Apoticaire à Chartres, père dudit Sieur Jacques Philbert de Lunelles, par lequel certificat il conste que ledit De Lunel a travaillé chez le Sieur Son Père depuis le mois de May mil sept cent soixante-huit jusqu'en Janvier mil sept cent soixante-quatorze ;

— un certificat de quatre mois de travail chez M. Baumé (2), notre confrère, en datte du 29 Avril 1775 ;

— un certificat de six mois de travail chez M. Lapiere, notre confrère, demeurant Rue Montmartre, en datte du premier Novembre mil sept cent soixante-quinze ;

— un certificat d'une année de travail chez M. Cozette, notre confrère, en datte du mois de Novembre 1776 ;

— un certificat de six mois de travail chez M. Deschavins, notre confrère, en datte du vingt Juin mil sept cent soixante-dix-neuf ;

— un certificat de deux ans et demi de travail chez et avec M. Bailleau, notre confrère, en datte du premier May mil sept cent soixante-dix-neuf. »

Ceci prouve que le dit Lunel a bien neuf années au moins d'exercice dans la profession, tant chez son père que chez différents apothicaires de Paris (3).

Les prévôts ajoutent dans leur rapport qu'en ce qui concerne le candidat :

« ils se sont assurés de sa *connaissance suffisante en langue latine* par le vû de ses attestations de philosophie. »

Attestations émanant d'un professeur du collège de Chartres.

(1) Certificats retrouvés dans un dossier non classé des Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris.

(2) Le célèbre chimiste, inventeur de l'aéromètre.

(3) Dossier non classé de la Faculté de la Pharmacie de Paris.

Certificat de Catholicité

Ce même Jacques Philbert de Lunel fournit à l'occasion de son immatriculation (1) :

« son extrait baptistaire tiré des Registres de la paroisse de St-Saturnin de Chartres en datte du dernier Jour de Janvier mil sept cent cinquante-cinq, délivré le quatre Juin mil sept cent soixante-dix-neuf par le S^r Vilcoq, et légalisé par M. Asselin, Lieutenant Général du bailliage et siège présidial dudit lieu, duquel extrait il résulte que le Sieur De Lunel *est âgé de vingt-quatre ans et demie* ».

D'autre part, Jacques-Etienne Dupont, de Châteaudun, fournit pour sa réception à Paris un certificat de baptême ainsi conçu (1) :

« Jacques Etienne Dupont. Acte de baptême du 28 novembre 1742. Paroisse Ste-Marie-Magdeleine de Chateaudun.

« né de Jacques Dupont, maître apotiquaire, et de Marie Angélique Tiercelin.

« Parrain : Etienne Dupont, Procureur au bailliage de cette ville de la paroisse de St-Valérien.

« Marraine : Marie Tiercelin, veuve de Jean Malidor, Huissier royal de la paroisse de St-Lubin. »

Certificat de bonnes vie et mœurs

Il accompagne très souvent le certificat de catholicité. C'est le cas pour Jacques-Etienne Dupont, qui présente un certificat du curé de sa paroisse, prouvant qu'il est catholique pratiquant et de bonnes vie et mœurs.

« Je soussigné Prieur, Curé de la Paroisse de Ste-Marie-Magdeleine de Chateaudun, Diocèse de Chartres, Généralité d'Orléans, certifie que le nommé Jacques Etienne Dupont, mon paroissien, a satisfait à son devoir paschal et qu'il est de bonnes vie et mœurs dont certificat.

« A Chateaudun, ce vingt-six May mil sept cent soixante-sept.

M. Fruneau. »

Ce certificat est d'ailleurs légalisé par Nicolas Maury, Seigneur de Chantelais, Juge Magistrat civil, criminel et de police, Bailly général du Comté de Dunois.

(1) Dossier non classé de la Faculté de la Pharmacie de Paris.

A ces différentes pièces, les aspirants à la maîtrise joignaient une demande de réception adressée :

« à Messieurs les Gardes du Corps des Maîtres Apothicaires de Paris et à Messieurs les Doyens et Professeurs en Pharmacie de la Faculté de Médecine de la même ville. »

Voici le texte de la demande adressée par Jacques-Etienne Dupont, désirant s'installer à Vendôme en 1767 :

« Le S^r Jacques-Etienne Dupont natif de la ville de Châteaudun, Diocèse de Chartres, Généralité d'Orléans, fils de Jacques Dupont, Maître Apothicaire de ladite ville, *étudiant en pharmacie* (1) depuis environ sept ans comme il appert par les différents certificats qu'il a présenté à Messieurs les Gardes Apothicaires dont un légalisé par les Juges et échevins de la dite ville de Chateaudun qui luy tient lieu de brevet d'apprentissage fait chez M^r son père, a l'honneur de vous exposer que désirant s'établir dans la ville de Vendôme, où il n'y a ny Collège de médecine, ny un nombre suffisant d'apothicaires pour former communautés, n'y en ayant qu'un dans ladite ville qui n'est pas même reçu dans aucune des villes du Royaume n'exerçant la pharmacie que sous un simple privilège. Le suppléant n'a pas trouvé des moyens plus sûrs pour se procurer la confiance du Public que de faire preuve de capacités par devant vous, Messieurs, et Messieurs les Doyens et Professeurs de la Faculté de Médecine.

« Ce considéré, Messieurs, il vous plaise admettre Le Suppléant à subir les Examens et faire le Chef d'œuvre qu'il lui plaira luy prescrire, et après les dits Examens et Chef d'œuvre, luy accorder s'il est jugé suffisant, et capable, toutes lettres et provisions nécessaires pour exercer la pharmacie et faire le commerce d'apothicaire dans la dite ville de Vendôme.

Dupont. »

Richard Salles, « natif de la paroisse de la Cayne, diocèse de Bayeux », désirant des lettres de maîtrise pour exercer la pharmacie à « Péthiviers », adresse ainsi une requête du même ordre, y joignant deux certificats, « dont l'un de deux ans chez M. Tassart et l'autre de huit ans, tant chez feu M. Santerre que chez Mde sa veuve » (2).

(1) Terme très rare avant la Révolution.

(2) Dossier non classé des Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris.

Toutes ces pièces étaient examinées par les Prévôts du Collège, puis envoyées par billets circulaires chez tous les maîtres du collège. Ceux-ci pouvaient signifier leur opposition à la demande de réception. Cette opposition devait parvenir avant huit jours aux Prévôts du Collège.

« Sans que depuis ledit temps qui est de plus de huitaine il nous soit parvenu opposition à l'immatricule dudit aspirant lui avons par ces présentes délivré toute immatricule nécessaire et avons au surplus indiqué audit aspirant le Jeudy douze du présent Mois pour subir de relevée son examen théorique depuis quatre heures de relevée jusqu'à sept heures, et avons signé avec lui les susdits jours et an que dessus.

Signé : Charlard, Tassart, Becquerel. »

II. — Frais d'examen

L'arrêt du Conseil du 11 septembre 1778 fixe à 800 livres les frais que devaient payer, à Paris, les apothicaires provinciaux.

Cependant, en juin 1779, de Lunel verse — au moment de sa réception — aux Prévôts du Collège de Pharmacie, la somme considérable de *trois mille quatre cents livres*.

III. — Les examens (1)

Les locaux d'examen

Tous les examens à Paris se passent :

« en la maison, jardin et laboratoire des maîtres apothicaires de Paris, seize, Rue de l'Arbaleste, faubourg St-Marcel. »

Les examinateurs

Ce sont : le doyen de la Faculté de Médecine de Paris, président du jury ; les professeurs en Pharmacie de cette Faculté ; les gardes en charge du Corps des Apothicaires de Paris.

(1) Pour tout ce chapitre, nous ne donnerons que des détails concernant les apprentis-apothicaires de l'Orléanais. L'ensemble de la question sort de notre sujet. Elle a d'ailleurs été traitée dans l'ouvrage de M. BOUVET : *Histoire de la Pharmacie*.

Les épreuves de l'examen

Le candidat est convoqué par le jury pour un jour fixe, le plus souvent de neuf heures du matin à midi et de trois à six heures du soir, ainsi que son « conducteur ».

Ce jour-là, il est d'abord interrogé « sur l'une et l'autre pharmacie, sur les différentes opérations de cet art et notamment sur les différentes opérations, tant galéniques que chimiques ».

Puis il doit faire son chef-d'œuvre, parfois long et compliqué.

Jacques-Etienne Dupont, de Châteaudun, doit préparer le jeudi 11 juin 1767 (1) :

« le sirop de Karabé (2), l'opiate mésentérique (3), l'onguent martiatum (4), l'emplâtre de minium, le tartre vitriolé (5) et les tablettes de réglisse (6) ».

Simon-Mathurin Genest, de Pithiviers, exécute le vendredi 9 avril 1773 (7) :

« le sirop de violettes, l'électuaire caryocostin (8), la poudre d'arum, la teinture de Mars, l'emplâtre diapalme (9) et la tablette de poudre d'arum (10) ».

(1) Son jury était composé de : Pierre Bercher, docteur régent et doyen de la Faculté de Médecine de Paris, président ; Barthélémy Toussaint, Leclerc et Augustin Roux, docteurs régents et professeurs en Pharmacie de ladite Faculté et députés : Etienne La Pierre, Louis-Antoine Bellier et Balthazar Julliot, gardes en charge du corps des apothicaires de Paris.

(2) Sirop de Karabé : à base de sirop d'opium et d'esprit de succin.

(3) Opiat mésentérique : purgatif à base de rhubarbe, séné, calomel, aloès, etc.

(4) Onguent martiatum : avec aunée, sauge, romarin, camomille, etc.

(5) Tartre vitriolé : sulfate de potasse.

(6) Bibliothèque Nationale, Man. fr., 14821, F^o 12 V^o. Faculté de Pharmacie, Reg. 74 des archives.

(7) Son jury : « Louis-Pierre-Félix-René Le Thieullier, docteur régent de la Faculté de Médecine de l'Université de Paris ; Florent-Charles Bellot et Jean-Baptiste-François de la Rivière, docteurs régents et professeurs de Pharmacie, députés ; Edme-Nicolas Roulx, Louis-Guillaume Laborie, Charles-Philibert Desprez, gardes en charge du corps des apothicaires de Paris. »

(8) Electuaire caryocostin : à base de cannelle, scammonée, gingembre, etc.

(9) Emplâtre diapalme : à base d'emplâtre simple, cire blanche et sulfate de zinc.

(10) Bibliothèque Nationale, Man. fr. 14821, F^o 21. Faculté de Pharmacie, Reg. 74, p. 21.

Richard Salles, de Bayeux, désirant des lettres pour exercer à Pithiviers, confectionne devant les maîtres parisiens (1), le 2 novembre 1773 :

« le sirop antiscorbutique, l'électuaire hiera piera (2), la poudre des trois santaux (3), la tablette de ladite poudre, l'emplâtre épispastique, le Kermès minéral et le sel de Seignette (4) ».

Quelques jours après ces épreuves, les jurés se transportent de nouveau au laboratoire pour examiner les compositions. S'ils les trouvent satisfaisantes, et si les certificats administratifs sont en règle, le candidat est invité à prêter serment.

Le serment

Rien de très particulier n'est à signaler en ce qui concerne le serment « accoutumé et requis en pareil cas ».

Nous avons cependant trouvé que Philbert de Lunel avait juré

« de se conformer tant audit arrêt du Conseil d'état du Roy du onze septembre mil sept cent soixante-dix-huit qu'à la déclaration de Sa Majesté du 25 Avril 1777 et de *renoncer au moyen de sa Réception en l'Art de Pharmacie à faire le commerce de l'Epicerie directement ni indirectement*, même par forme d'association ou de voisinage sous peine de confiscation et d'être déchu du titre de Maître en Pharmacie et du droit de tenir officine ouverte ».

Après avoir prêté serment, le candidat reçoit ses lettres patentes pour aller s'installer dans la ville qu'il a indiquée dans sa demande.

La conclusion du rapport de Leclerc sur Jacques-Etienne Dupont est ainsi libellée :

« Nous l'avons unanimement jugé capable d'exercer la fonction d'Apoticaire dans la ville de Vendôme,

(1) Même jury que Simon-Mathurin Genest.

(2) Electuaire hiera piera : à base d'aloès, safran, cannelle, macis, etc...

(3) La poudre ou espèce des trois santaux avait pour formule : santal citrin, blanc, rouge, semences de pourpre, roses, violettes, rhubarbe, amidon, ivoire calciné, suc de réglisse ; gomme arabique, gomme adragante.

(4) Bibliothèque Nationale, Man. fr. 14821, F^o 26 V^o.

d'y tenir boutique ouverte, pourquoi nous l'avons reçu et recevons en cette qualité, après luy avoir fait prêter serment accoutumé et requis en pareil cas, dont et de ce que dessus Nous lui avons donné acte par ces présentes qui furent scellées du petit sceau de la Faculté de Paris, dans les Ecoles Supérieures de ladite Faculté, et du sceau des Maîtres apoticairens en leur bureau, Cloître Ste-Opportune, le Samedi treizième jour de juin mil sept cent soixante-sept, et ont signé.

Le Clerc. »

RECEPTIONS EXTRAORDINAIRES

Les Fils de Maîtres

En pharmacie, comme dans la plupart des autres professions, l'accès du métier était le plus souvent facilité aux fils de maîtres.

A *Orléans*, les fils de maîtres peuvent accéder à la maîtrise avant vingt-cinq ans (1). Ils ont à faire un chef-d'œuvre de deux compositions, au lieu de quatre.

A *Blois*, l'article 6 des statuts est ainsi conçu :

« que les enfants masles desdictz maistres ouvriers d'appoticaire et espicerie, qui sont à présent et seront cy-après, qui auront servy leur père et mère et aultres maistres dudict estat et mestier, par le temps de quatre ans, ne seront aulcunement tenus de faire chef d'œuvre ne payer ladicte somme de cent solz, mais seront seulement examinez par les dictz jurés, mesmement, touchant les appoticairens et compositions de receptes feront le serment en la forme dessus declairée, et payeront quarante solz ; et en ce faisant, s'ils sont trouvez suffisans, seront receuz maistres dudict estat et mestier ».

A *Vendôme*, les fils de maîtres sont également dispensés de chef-d'œuvre. Ils sont seulement examinés « sur la composition des ordonnances, des médicaments, mixtion et Préparation d'iceulx, Intelligences des receptes, des Médecines, et cognoissement des Simples ».

(1) A vingt-deux ans et demi.

Gendres de Maîtres

Ils sont également, le plus souvent, l'objet d'attentions particulières. Si, à *Orléans*, les règlements sont muets en ce qui les concerne, les statuts de *Blois* prévoient (1) :

« que les maistres dudict estat et mestier ayans filles, les marians avec ung compaignon dudict estat et mestier, qui aura servy aulcun des maistres de cette dicte ville par le temps de deux ans consécutifs, en faveur dudict mariaige auront droict et previllège de faire recepvoyr ledict serviteur, en estant seulement examiné et expérimenté par les maistres jurez dudict estat, sans qu'ils soient tenuz que faire que deux chef d'œuvre, et ne payer ladicte somme de cent solz, comme les fils des maistres dudict estat et mestier ».

Même décision dans les statuts de *Vendôme*, où les gendres n'auront à faire que « deux chef d'œuvre et le serment de Justice ».

Nous avons retrouvé dans les archives départementales du Loiret un diplôme accordé à Joseph-Gabriel Montagnier, gendre de maître, le 24 novembre 1766. En voici la reproduction :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront : François-Daniel Legrand de Melleray, Ecuyer, Seigneur de la Brétanche, Checy, et autres lieux, Conseiller du Roi, Lieutenant Général de Police de la Ville Fauxbourgs et Banlieuë d'Orléans, Salut. Entre Joseph-Gabriel Montagnier, Aspirant à être reçu et admis à la Maîtrise de marchand M^e apoticaire comme ayant fait les expériences Epreuves de capacité et ayant épousé une fille de maître de cette ville, Fauxbourgs et Banlieuë, Demandeur et convoquant à cet effet, comparant en personne, contre le Sieur Pierre Cabaille, Garde en exercice. En présence des Sieurs Bregnoult et Luzarche, Membres de la Communauté des marchands apotiquaires de cette dite ville, Fauxbourgs et Banlieuë, comparans en personne, assistés de M^e Mathurin David, Procureur de ladite Communauté, de jour convoqué à hui, extraordinairement le Siège de la Police les qualités appelées.

« Parties ouies, ensemble le Procureur du Roi, en conséquence de ce que, ledit Joseph-Gabriel Monta-

(1) Article 7.

gnier a fait les expériences Epreuves de Capacité et a épousé une fille de M^r

« Nous l'avons reçu et admis, recevons et admettons Maître Marchand apotiquaire de cette ville, Fauxbourgs et Banlieuë d'Orléans, à la charge par lui de payer les droits de vivre et mourir dans la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et fidèlement exercer ledit métier ; ce qu'il a promis de faire par serment qu'avons de lui pris et reçu au cas requis et accoutumé.

« Donné par nous, Lieutenant Général de Police d'Orléans, le vingt-quatre Novembre mil sept cent soixante-six.

« Scellé à Orléans le 21 Janvier 1769.

« Reçu trente-deux sols six deniers.

(Signé), Nera. »

REGULARISATION DE SITUATION

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver, dans les riches archives de la Faculté de Pharmacie de Paris (1), toutes les pièces concernant la réception, pour Pithiviers, de François-Germain Genest, réception qu'il demande aux maîtres parisiens en 1773. Elles forment un rare ensemble, et nous pensons intéressant de les reproduire ici *in extenso*. Elles correspondent d'ailleurs, *non pas à une réception régulière, mais à une régularisation de la situation de Genest, qui exerce déjà à Pithiviers depuis longtemps.*

Certificats de Catholicité

« Extrait des Registres des Baptêmes, mariage et sépulture de la paroisse de St-Salomon de Pithiviers, diocèse d'Orléans.

« L'an de Grâces mil sept cent trente-quatre, le dix-neuf de Janvier, ont été par moy prêtre soussigné vicaire et sacristain de cette paroisse heplées lesermonie du baptême à un garçon né dier, baptisé en pérille de mort à la maison par Anne-Françoise Champigneau, sage-femme de cette paroisse, en présence du S^r François Genest, père de l'enfant, et de Marie-Anne Gaucher, femme de Giraud, suivant quille nous a été dûement certifié né du légitime mariage du

(1) Registre 74, p. 27 et Dossier non classé.

S^r François Genes, M^d de cette ville, et de Marie du Chêne, de cette paroisse, lequel en suppléant les ceremonies du baptême a été nommé François-Germain et a eu pour parain Germain Genest, fils d'onnête personne, le S^r Germain Genest, de présent marguillier en charge de cette paroisse, marchand de cette ville, et pour marraine Françoise Millière, fille de M^{re} Jean-Baptiste Millière, Médecin en la ville d'Yèvre-le-Châtel.

La marraine dit ne savoir signé ; insi ; signés :

Germain Genest, Anne Champigneau,
poisson,

« Le 14 Octobre 1757.

Vicaire et Samaritain. »

« Nous soussigné Curé de la Paroisse de St-Salomon de Pithiviers, diocèse d'Orléans, certifions que Monsieur François-Germain Genest, demeurant sur cette ville, professe la religion catholique, apostolique et romaine ; qu'il est de bonne mœurs, et a satisfait à son devoir paschal, en foi de quoi nous avons délivré le présent, pour servir et valoir ce que de raison, à Pithiviers, le six d'Octobre mil sept cent soixante-treize.

Regnard, Curé de Pithiviers. »

Certificats professionnels

« J'ay Reçu de Monsieur Genest le père la somme de deux cents cinquante livres pour la pension de son fils, commencée le premier de Février mil sept cent cinquante-deux, finissant au premier Août de la même année.

« A Paris, ce 4 Février 1752.

Laplanche (1). »

« J'atteste que Monsieur Genest de Pithiviers a demeuré chez moy au environ de huit mois en qualité de garçon apotiquaire.

Fait à Paris le vingt et un may mil sept cent cinquante-trois.

Duprez. »

« Je soussigné apoticaire de cette ville certifie que le Sieur Genest a demeuré chez moy pendant dix mois en qualité de garçon apoticaire. Dans lequel temps il s'y est comporté avec toute la probité et fydélité requise, en vertu de quoy je luy fais le présent.

« A Paris, le 26 mars 1754.

Rostand. » (?)

(1) Professeur de chimie, chez lui, « rue de la Monnoye », et au jardin des apothicaires.

Certificats d'Etudes pharmaceutiques

a) Chez Rouelle :

« Ego infra scriptus (1), Pharmacopœns, Parisiensis, Regiæ Scienatiarum Academiæ socius, et in horto regio chymicæ demonstrator Tenor quorum Interesse poterit franciscum Genest Petivenensem in horto Regio lectiones meas chymicæ meæ que pharmaceuticas particulares per annum 1571. In cujus rei fidem labenter has scripti litteras. Datum parisiis Die 27 7^{bre} 1751.

Rouelle. »

b) Chez Lasserent :

« Je soussigné chirurgien à Paris certifie que le Sieur François Genest, natif de Pithiviers, Diocèse d'Orléans, Etudiant en Pharmacie, a fait sous moy son cours des plantes d'usage ; en foy de quoy je luy ay donné le présent certificat pour lui servir et valoir ce que de raison.

« A Paris, ce 10 Mars 1752.

Lasserent. »

c) Chez De Laplanche :

« Je soussigné Laurent-Charles De Laplanche, maître apoticaire, démonstrateur de chymie et pharmacie à Paris, certifie à qu'il apartiendra que François Genest Deptiviers en Gâtinois, Reste chez moy et fait avec beaucoup de diligence mes cours de l'une et l'autre pharmacie.

« En foy de quoy jay donné le présent certificat pour luy voir.

« A Paris, le dix mars 1752.

La planche. »

Pour remplacer les certificats d'apprentissage qui lui font défaut, Genest produit trois témoignages importants :

Le premier émane du bailli de Pithiviers et est ainsi conçu :

« Nous, Pierre-Nicolas Perret, avocat au Parlement, Bailly juge civil criminel et de police de la ville et haute chatellenie de Pithiviers, certifions à tout ce qu'il appartiendra qu'il est de notre connaissance que S^r François-Germain Genest a toujours tenu boutique

(1) « Je sous-signé, Pharmacien à Paris, associé à l'Académie royale des Sciences, et démonstrateur de chimie au jardin royal, certifie que François Genest, de Pithiviers, a suivi pendant l'année 1751 mes leçons de chimie et mes leçons de pharmacie. En foi de quoi je lui ai écrit ces lettres.

« Donné à Paris le 27 septembre 1751. »

d'apotiquaire en cette ville où il n'y a ny maitrise ny jurande, qu'il a mesme tenu après la mort de Pierre-François Genest son père la boutique d'apotiquaire pendant cinq années conjointement avec la dame sa mère, auquel tems il l'a quitté pour former son établissement en cette ville, que *depuis quatorze ans qu'il y est établi* il a toujours continué sa boutique et a jouy à notre connoissance de la meilleure réputation. Que désirant ledit S^r François-Germain Genest se faire recevoir M^e Apotiquaire à Paris pour continuer l'exercice de son état, Il nous avoit requis de luy délivrer le présent pour luy servir et valoir ce que de raison.

« Certifions en outre que, pour l'avantage et le bien public, il est de toute nécessité d'établir en la ville plus d'un apotiquaire, la ville étant assez considérable pour en augmenter le nombre ; ce que nous certifions véritable.

« à Pithiviers, ce vingt-huit septembre, l'an mil sept cent soixante-treize.

Perret. »

Le second lui est donné par le maire et les anciens échevins de la ville.

« Nous soussignés Maire et anciens échevins de la ville de Pithiviers, certifions à tous ceux qu'il appartiendra que le S^r François-Germain Genest, fils de Pierre-François Genest, est fils et petit-fils d'apotiquaires, sans qualité, n'y ayant en cette ville ny maitrise ny jurande ; qu'il a tenu et régi la Boutique de son père pendant cinq années conjointement avecque la dame sa mère, après lequel tems il a formé un Etablissement du même Etat, et que depuis quatorze ans qu'il est établi, il exerce sa profession à la satisfaction de ses concitoyens, et qu'il jouit de la meilleure réputation. Que cette ville est assez considérable pour y avoir deux apotiquaires, et qu'il est intéressant pour le bien public de porter à ce nombre les personnes capables de composer et administrer les Remèdes nécessaires aux Malades, en foy de quoy nous luy avons octroyé le présent certificat pour luy servir et valoir ce que de Raison.

« Fait à Pithiviers, le Premier Octobre mil sept cent soixante-treize.

Regnard, curé et ancien
maire de Pithiviers,
Boüillon, Encien échevin.

Bertheau, maire,
Girard, Encien échevin. »

Le troisième, fort élogieux pour le candidat, lui est délivré par Gausmin de la Tronçay, conseiller et Médecin du roi à Pithiviers :

« Nous soussignés, certifions que François-Germain Genest, fils et petit-fils d'*apoticaire illégale*, et qui en faisait les fonctions, comme n'ayant dans la ville de Pithiviers ny jurande ny maîtrise,

« A employé ses talents à l'art qu'exerçaient ses pères, qu'il a conduit la boutique de feu M^r sa mère en l'absence de son frère pendant l'espace de cinq années ;

« Que depuis longtemps il tient boutique d'apothicaires, en a fait et fait fonctions comme ses pères, non seulement avec l'applaudissement du public, mais encore avec toute la probité et l'exactitude possible ; ses talents, ses mœurs, et l'intérêt public nous engagent à luy donner le présent certificat.

« à Pithiviers, ce neuf septembre an mil sept cent soixante-et-treize.

Gausmin de la Tronçay, Docteur
de la Faculté de Médecine de Montpellier,
Conseiller et Médecin ordinaire du Roy
à Pithiviers. »

Ces documents sont remis aux gardes des apothicaires parisiens avec la demande de réception suivante :

« A Messieurs les Gardes en Charge du corps des Maîtres Apothicaires de Paris et à Messieurs les Doyens et Professeurs en Pharmacie de la Faculté de Médecine en l'université de la même ville.

« Le S^r François Genest, natif de Pithiviers, désirant avoir Lettres d'Apoticaire pour ladite ville où il n'y a ny Collège de médecine ny corps d'Apoticaire, demande à faire preuves de capacité par-devant Messieurs les Gardes du corps des Apoticaire et Messieurs les Doyens et Professeurs en Pharmacie de la Faculté de Médecine.

« Le suppliant, fils et petit-fils d'apoticaire, établis en la dite ville de Pithiviers, y exerce depuis longtemps les fonctions d'apoticaire et rapporte les certificats que c'est à la satisfaction du public et des médecins et après un cours d'études convenable, tant chez son père que chez les maîtres apothicaires de Paris.

« Ce considéré, Messieurs, il vous plaise admettre le suppliant à subir les examens, et à faire le chef d'œuvre qu'il vous plaira luy prescrire, et d'après les

dit examen et chef d'œuvre luy accorder s'il est trouvé suffisamment capable toutes Lettres et provisions nécessaires pour exercer la Pharmacie dans la dite ville de Pithiviers.

Genest lainé. »

L'acte de réception de Genest (mercredi 3 novembre 1773) figure dans le dossier. Nous le reproduisons ci-dessous :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront M^r Louis-Pierre-Félix-René Le Thieullier, Docteur Régent de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris, M^r Florent-Charles Bellot et M^r Jean-Baptiste-François de La Rivière, Docteurs régents et professeurs de Pharmacie, députés d'icelle, Edme-Nicolas Roulx, Louis-Guillaume Laborie, Charles-Philibert Desprez, gardes en charge du corps des Apothicaires de Paris, Salut.

« Savoir faisons que vûe la requeste à nous présentée par François-Germain Genest natif de Pithiviers, tendante à ce qu'il nous plaise recevoir le suppliant à faire preuve de capacité par devant nous et l'admettre à la maîtrise s'il en est trouvé capable. Vûs aussi les certificats par lesquels il appert qu'il est fils et petit-fils d'apothicaires établis en ladite ville de Pithiviers, qu'il a servi chez le Sieur Despois, Garde en charge en qualité de garçon apothicaire, l'espace de huit mois, dix mois chez le Sieur La Planche, apothicaire de Paris, ensemble les certificats des juges de la ville de Pithiviers par lesquels il est attesté que le suppliant y exerce depuis douze ans sa fonction d'apothicaire, à la satisfaction du public, et la dite requeste disant que le dit sieur François-Germain Genest demande à faire preuve de capacité par devant les Doyens et Professeurs en Pharmacie, et les maitres et gardes en charge des apothicaires de Paris, ceci considéré il nous plaise admettre le suppliant à faire chef d'œuvre qu'il nous plaira prescrire et luy accorder, s'il est trouvé capable, toutes lettres et provisions nécessaires pour exercer la Pharmacie dans la ville de Pithiviers.

« A ces causes ledit Sieur François-Germain Genest, ayant requis notre jour et heure, nous nous sommes assemblés en la maison, jardin et laboratoire des maitres apothicaires de Paris, seize, rue de l'Arbaleste, fauxbourg St-Marcel, le Mercredi trois novembre depuis neuf heures du matin jusques à midy et depuis trois jusques à six, pour conjointement et en présence du Sieur La Pierre, ancien garde, que nous luy avons

donné pour conducteur, interroger ledit Sieur François-Germain Genest, sur l'une et l'autre Pharmacie et les différentes opérations de cet Art. Et ledit Sieur François-Germain Genest ayant satisfait aux interrogations qui luy ont été faites nous luy avons prescrit d'exécuter les compositions suivantes, sçavoir: le Sirop de Baume de Tolu, la poudre de....., la Tablette de laditte poudre, l'électuaire caryocostin, le Baume..... et le Sel de Glauber.

« Lesquelles compositions ayant été exécutées en notre présence par le dit Sieur François-Germain Genest, nous les avons bien et deuement examinées, et après que les suffrages ont été requis par M^r Florent-Charles Bellot, l'ancien des professeurs de pharmacie, tant sur les réponses dudit Sieur François-Germain Genest que sur l'exécution de son chef-d'œuvre ; et aussi après qu'il nous a apparu par de bons certificats qu'il professe la religion catholique, apostolique et romaine, et qu'il est de bonne vie et mœurs.

« Le tout considéré, nous l'avons unanimement jugé capable d'exercer la fonction d'apothicaire dans la ville de Pithiviers, ou toute autre ville où il n'y a ni collège de médecine, ni jurande d'apothicaires en règle, ni un nombre suffisant d'apothicaires pour former communauté, et d'y tenir boutique ouverte. C'est pourquoy nous l'avons reçu et recevons en cette qualité et après luy avoir fait prêté le serment accoutumé, dont et de ce que dessus luy avons donné acte par ces présentes scellées du petit sceau de la Faculté dans les écoles supérieures et du sceau des maîtres apothicaires de Paris, en leur bureau Cloistre Sainte-Opportune, le mercredi trois novembre de l'année mil sept cent soixante et treize.

Bellot ».

Réception d'un apothicaire italien naturalisé français

Il est assez rare de trouver, sous l'ancien régime, un apothicaire étranger désirant exercer en France.

Aussi avons-nous jugé intéressant de signaler le cas de Bozzaco Colonne, dont nous avons retrouvé le dossier dans les archives non classées de la Faculté de Pharmacie de Paris.

Sigismond-Jean-Anthoine-Bozzaco Colonne, fils d'un médecin de Canero (Etat de Milan), naquit dans cette ville le 5 mai 1718, comme l'indique le registre des baptêmes de l'église St-Georges, de Canero.

Il étudia chez son père la pharmacie et surtout la chimie, et, désireux d'acquérir de nouvelles connaissances en ces matières, vint à Paris en 1744.

Il y travailla d'abord chez M. Meslier, pendant dix-huit mois. Présenté à Monseigneur le Duc d'Orléans, il fut chargé pendant trois ans, auprès de ce prince, de la préparation des remèdes qu'il fallait gratuitement distribuer aux pauvres.

Marié — à l'Eglise St-Eustache — en 1749, il exerça alors la profession de chimiste dans différentes villes de Picardie.

Naturalisé français en 1754, il décida en 1760 de « se fixer et de prendre un établissement et une qualité dans la ville de Gien », en Orléanais, et des lettres de maîtrise lui furent accordées pour cette ville.

Enfin, pour terminer ce chapitre des réceptions extraordinaires, nous allons étudier le cas d'un apothicaire désirant changer de ville.

Apothicaire changeant de résidence

Nous avons dit tout à l'heure que les lettres de maîtrise étaient délivrées à l'apothicaire *pour une certaine ville* et que s'il désirait changer de résidence, il lui fallait subir à nouveau tous les examens pour obtenir le droit d'exercer.

C'est ainsi que le Sieur Haran, apothicaire, qui avait obtenu en 1750 des Lettres pour la ville de Dreux, désirant transférer son domicile à Chartres, alla s'installer dans cette ville. Mais les deux apothicaires qui seuls y exerçaient la pharmacie, Mallet et Delunel, créèrent audit Haran beaucoup d'ennuis, et en particulier voulurent l'obliger à repasser ses examens et à verser les sommes alors considérables — on l'a vu — qui étaient demandées pour les examens de maîtrise.

Haran s'adressa en 1768 à la Faculté de Médecine et à la Compagnie des maîtres apothicaires de Paris pour obtenir de nouvelles Lettres « à l'effet de pouvoir s'établir dans la ville de Chartres », sans repasser d'examen.

Satisfaction lui fut donnée et voici le texte des Lettres qui lui furent expédiées :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, M^e Pierre Bercher, Docteur Régent et Doyen de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris M^e Augustin Roux et M^e Jean Jacques Mésence, Docteurs régents et professeurs en pharmacie de la dite Faculté, et députés d'icelles : Louis Antoine Bellier, Balthazar Julliot et Joseph Bataille, Gardes en charge du corps des apoticaire de Paris, Salut :

« Sçavoir faisons que vû la requette à nous présentée par Claude-Jean-Jacques Haran, natif d'Ivry, Diocèse d'Evreux, disant qu'il avait obtenu en mille sept cent cinquante des lettres qui lui furent accordées tant par la Faculté que par les gardes des maîtres apoticaire, en vue desquelles il auroit exercé jusqu'à présent la pharmacie et fait le commerce d'apoticaire dans la ville de Dreux, pour laquelle elles lui avoient été accordées ; mais que ne pouvant point faire dans cette ville un commerce suffisant pour entretenir sa famille, et que d'ailleurs invité par un grand nombre de citoyens de la Ville de Chartres d'y transporter son domicile, il nous supplioit de lui accorder les nouvelles Lettres à ce nécessaires. Vû les lettres précédemment obtenues par le dit Claude-Jean-Jacques Haran deüement scellées et signées J. B. T. Martinenq, Docteur Régent et Doyen de la Faculté de Médecine, F. Mery, Docteur Régent, et Boyer, Médecin ordinaire du Roi, Docteur Régent, lors professeurs de pharmacie pour la Faculté de Médecine — et autres lettres signées Gillet, Pascalis et Santerre, gardes lors en charge du corps des maîtres apoticaire, par lesquelles il conste qu'après que ledit Claude-Jean-Jacques Haran eut satisfait aux interrogatoires qui lui furent faits tant sur la connoissance que sur le choix des drogues simples, on lui prescrivit quatre compositions, sçavoir : le Sirop de Guimauve de fernel, l'onguent Basilicum, l'Electuaire de Citron, et l'Emplatre d'André de la Croix ; lesquelles compositions ayant été faites en présence des députés de la Faculté et des gardes des maîtres apoticaire cydessus dénomés et ayant été trouvées bonnes et bien faites, lesdits députés de la Faculté et Gardes du corps des maîtres apoticaire, après qu'il leur eût apparu que ledit Claude-Jean-Jacques Haran faisoit profession de la religion Catholique apostolique et romaine et sur le vû de son brevet d'apprentissage chez le Sieur Vassal, apoticaire de Paris, fait par devant les Sieurs Michelin et Vatré, Notaires au Chatelet de Paris, le 6 Juin Mille sept cent quarante-trois pour cinq années et immatriculé par (le Sieur...) l'un des gardes lors en charge du corps des

maîtres apoticares épiciers de Paris, le vingt May mil sept cent quarante-quatre et du certificat du Sieur Vassal, par lequel il déclare que ledit Claude-Jean-Jacques Haran l'a servi fidèlement pendant tout le temps de son apprentissage et qu'il en a été très content, en outre sur le vû du certificat du Sieur Jenant, maître apoticaire de Paris chez lequel il a demeuré l'espace d'une année depuis son apprentissage (toutes lesquelles pièces sont demeurées annexées aux dites lettres) lesdits députés de la Faculté et gardes des maîtres apoticares avoient jugé unanimement le dit Claude-Jean-Jacques Haran sur les Réponses et opérations tant galéniques que chimiques capable d'exercer la fonction de maître apoticaire dans la ville et ressort de Dreux et d'y tenir boutique ouverte, et l'avoient reçu en cette qualité, après lui avoir fait faire le serment ordinaire et requis en tel cas.

« Vû aussi le certificat en date du vingt-deux Septembre dernier de Monsieur Graudel, Conseiller du Roi, Juge magistral au bailliage et siège présidial de Chartres pour l'absence de Monsieur le Lieutenant Général et Anciens officiers, par lequel il appert qu'il n'y a dans la ville de Chartres que les Sieurs Mallet et Delunel qui soient Marchands apoticares et qui exercent la profession, lesquels par conséquent ne peuvent former de communauté de maîtres apothicaires et instruits — d'ailleurs qu'il n'y a point dans ladite ville de Collège de Médecine, nous avons jugé qu'il étoit juste et raisonnable audit Sieur Claude-Jean-Jacques Haran dont la capacité avoit été précédemment reconnue les Lettres de maîtrise nécessaires pour exercer la profession en la ville de Chartres — lesquelles nous avons fait sceller du petit sceau de la Faculté de Paris, dans les écoles supérieures de ladite Faculté, et du Sceau des maîtres apoticares en leur Bureau Cloistre Ste-Opportune, le Samedi vingt-trois Janvier Mille sept cent soixante-huit, et ont signé

Roux ».

B. La Pharmacie libre

Nous avons retrouvé très peu d'exemples de pharmacie libre en Orléanais, puisque nous avons eu connaissance des statuts d'apothicaires de la plupart des villes importantes de cette Province.

Mais cependant, nous ne pouvons omettre de citer qu'à *Romorantin*, en 1776, tous les commerces sont libres, y compris celui des médicaments.

Les échevins de la ville, à l'interrogatoire que De Cypierre leur posa en 1776, répondirent en effet :

« Les Marchands de la ville de Romorantin ne forment point de Communauté. Ils n'ont point de statuts. S'établit marchand qui veut sans payer aucune espèce de droit ny rétribution. Cependant ils nomment tous les ans un juré qui ne fait aucune fonction. Cet usage est établi depuis bien du tems (1). »

(1) Nous avons un exemple un peu particulier de Pharmacie libre à *Orléans*. C'est l'« Appoticaiererie » de la rue de la Levrette. Pour cette question, voir notre chapitre sur la Pharmacie hospitalière en Orléanais.

CHAPITRE TROISIEME

L'exercice de la profession

A. Les services intérieurs

Nous étudierons successivement : 1) la boutique ; 2) le personnel ; 3) les rapports avec la clientèle.

1) La Boutique

Si nous ne connaissons rien sur l'emplacement des officines, sur leurs enseignes et sur leur distribution, nous avons par contre recueilli quelques documents sur leur organisation intérieure.

Nous parlerons plus loin d'une lettre de *Guiot*, d'Orléans, au sujet d'une installation faite à l'hôpital Saint-Charles (1785).

Nous citerons également un inventaire d'effets mobiliers appartenant à Jean Guérin, marchand apothicaire de Chartres (1532-1533) (1) :

Il possède :

« ung dressouer à clères voyes, à quatre fenestres de boys, fermant à clef ; ung grand chaslit à quatre piliers à l'antique ; une paire de petites aulmoires de la façon du temps passé ; une table et ung banc avec deux tresteaulx à poteries, et ung marche pied à mettre

(1) Archives départementales d'Eure-et-Loir, E 2080.



Mortier appartenant à M. Cribier,
docteur en pharmacie à Orléans

soulz icelle table ; ung grant tableau de l'Annonciation Nostre-Dame ; ung autre grant tableau à gros visaiges ; une petite chaize basse, comme à barbier, etc..... ».

Nous avons pu trouver des renseignements intéressants sur les *mortiers* employés à cette époque dans l'Orléanais.

L'un d'eux figure déjà sur un vitrail de la cathédrale de Chartres, que nous avons la bonne fortune de pouvoir reproduire.

Nous donnons également la reproduction d'une très belle pièce conservée par M. Cribier, Docteur en Pharmacie à Orléans.

Cet objet en bronze, signé du graveur la Brière, porte en suscription la devise suivante : « Dieu me veille donner de long travail heureuse récompense. »

Des fleurs de lys, encore visibles sur notre cliché, décoraient ce mortier, et ont été mutilées à la Révolution. Son maniement était facilité par deux superbes poignées représentant une tête d'homme, visibles sur notre gravure.

Par ailleurs, notre confrère Dufour, d'Orléans, a bien voulu nous permettre de photographier trois belles pièces de sa collection, dont l'une porte de nombreuses fleurs de lys et date de 1648. Nous en donnons également la reproduction.

Quant aux *médicaments*, couramment employés dans l'Orléanais, nous les connaissons parfaitement grâce à de nombreux documents, parmi lesquels nous citerons :

1) plusieurs factures de l'apothicaire Froment, de 1603, pour médicaments livrés au « Sanitas » d'Orléans ;

2) la note d'achats des médicaments due par les administratrices de l'apothicairerie de la rue de la Levrette à un droguiste de Lyon en 1730 ;

3) le registre des achats et des ventes de médicaments de la pharmacie de l'Hôtel-Dieu d'Orléans en 1738-1739 ;

4) le tarif officiel des drogues fournies en 1778 par Cabaille, apothicaire d'Orléans, à l'Hôpital Saint-Charles, de la ville ;

5) un mémoire des produits envoyés par Delondre, droguiste de Paris, à l'Hôpital Saint-Charles, en 1786.

Tous ces documents seront publiés au cours de notre travail.

6) Grâce à la Pharmacopée de Blois, composée en l'application de l'article 10 des statuts, qui prévoit :

« qu'au commencement de carresme, les maîtres jurez dudict estat et mestier composeront, ainsy qu'ils verront en leurs consciences estre bon et profitable, receptes sur lesquelles tous autres appoticairez espiers de ladict ville et faulxbourgs de Blois et bailliage dudict Blois seront tenus composer, faire et dresser les pouldres qu'ilz feront dorénavant ».

Nous ne possédons aucune liste de ces recettes, mais la Pharmacopée de Blois est certainement tirée de ces listes, mises au point par les maîtres successifs.

Cette pharmacopée a pour titre (1) :

*Pharmacopoea
Blaesensis
Blaesis
Apud Iacobum et Michaellem
Cottereau, Régis &
Urbis Typographos
M.DC XXXIV*

Pour donner une idée plus complète de la thérapeutique d'alors, nous en reproduirons le plan, en donnant, à titre d'exemple, les formules de l'eau de cannelle et de l'onguent de tutie :

« Aquæ simplices in vasis vitreis, aut terréis, aut saltem in refrigerio distillabuntur.

ALII LIQUORES
STILLATITI

Aqua cinanomi : Recipe : Aquæ Rosarum, 4 livres. Cinamomi electi contusi : 1/2 livre. Vini albi optimi : 1 livre. Infundantur super cineres calidos per horas 24, in vase vitreo operculato, die sequenti distillantur per alembicum vitreum in B.M. feructur aqua »,

ce que l'on peut traduire :

« *Eau de cinnamome* : Prendre 4 livres d'eau de roses, 1/2 livre d'excellent cinnamome broyé, 1 livre de très bon vin blanc. Verser sur des cendres chaudes pendant vingt-quatre heures dans un récipient en verre clos, le lendemain distiller dans un alambic de verre au bain-marie, l'eau entre en ébullition. »

(1) Bibliothèque Nationale, t. 150, 12.



Mortiers appartenant à M. Dufour, pharmacien à Orléans

Les autres préparations sont les suivantes :

Acetum Theriacale.
Aqua aluminosa.
Oxymel simplex.
Mel mercuriale Jouberti.
Mel rosatum Bauder (1).
Mel Anthosatum.
Mel violatum Baud.

SYRUPUS

Syrupi de Succo Acetosæ, Limonum, Cydoniorum,
Berberis Baud.
Syrupus de Pomis Bauder.
Syrupi de Ros. Siccis, Violaceus, Nymphææ, de
Liquiritia, de Tussilagine, Capillarium, Jujubin. Bauder.
Syrupus de Stoechade.
Syrupus de Papavere, de Papavere erratico, de
Absinthio, de Arthemisia Bauderonii.
Syrupus de Quinque radicibus.
Syrupus de Blennochoide.
Syrupus de moris.
Syrupus de Cichorio compositus.
Syrupus Rosarum Solitivus.
Syrupus de Rhamno Cathartico.

CONSERVÆ

Conservæ Radicum, Corticum, Florum ex Iouberti,
descriptione præparabuntur.

OPIATÆ SEU CONFECTIONES ALTERANTES

ET ROBORANTES

Confectio Alchermès.
Confectio de Hyacintho Joub.
Mithridatum Baud.
Theracia Andromach. Baud.

ELECTUARIA PURGANTIA MOLLIA

Catholicum Iouberti.
Diaprunum Simplex.
Electuarium de succo Rosarum.
Diaphænicum Bauderonii.
Benedicta laxativa Bauderonii.
Hiera picra Baud.
Hiera Diacolo cynthidos Pachii.
Confectio Hamech Jouberti major.

ELECTUARIA PURGANTIA SOLITA

Electuarium Diacarthamum Baud.
Decitro Solutivum Baud.

(1) D'après la Pharmacopée de Bauderon, alors très en vogue.

TROCHISCI PURGANTES

Agaricus trochiscatus Baud.

PILULÆ

Aggregativæ Jouberti.

Sine quibus Bauderonii.

De Agarico Joub. & Baud.

Galenicæ.

De Hermo dactylis maiores Iouberti & Bauderonii.

Iliacæ.

Histericæ.

ELECTUARIA SEU PULVERES ALTERANTES

Diamargaritum frigidum Baud.

Aromaticum Rosatum.

Diatrionsantalum Jouberti & Baud.

Diatragacanthum frigidum Baud.

Diaïreos simplex.

Pulvis Palmarii.

Pulvis Theriacus.

TROCHISCI

Albi Rhafis Baud.

de Myrrha Baud.

OLEA CATALOGO

Contenta ex descriptione.

Bauderonii parabuntur.

UNGUENTA

Rogatum Mesuæi Baud.

Populeum.

Pectorale Jouberti.

Stypticum Baud.

Dessicativum rubrum Baud. & Ioub.

Basilicum Joub.

De Nicotania Ioub. & Baud.

Aureum Joub. & Baud.

Diapompholygos Baud.

Enulatum Baud. & Joubert.

Ægyptiacum Baud. & Joub.

Unguentum Nervale.

Unguentum de Tuthia.

Px Butyri recentis insulsi, & sæpius loti 1/2 liv.
Tuthiore præparatæ & aqua rosacea lotæ 3 vj
misce, & f. unguentum (1).

(1) L'onguent de tutie, ainsi qu'il se fait au Mortier d'or à Orléans (fin xv^e siècle). Un quarteron du meilleur bœur frais. Le fondre dans une terrine avec un poisson d'eau roze bouillie pour les ; les mettre en une autre terrine refroidie. En jeter l'eau, en y mettre une once de tutie et remuer avec la spatule. Bibliothèque Nationale, Man. fr. 17047.

CERATA

Refrigerans Galeni, Santalinum, Stomachicum ex Iouberto & Bauderon.

EMPLASTRA

Emplastra contra Rupturam Fernelii.
Diachylum magnum cum gummis Baud.
De Mucilaginibus Ioub.
Diachalciteos Baud.
Emplastrum Para celsi.
Oxycroceum Baud. & Ioub.
De Baccis Lauri Joub. & Baud.
Triapharmacum Jouberti.

REMEDIA CHYMICA

Extractum Panchymagogum.

CROCUS METALLORUM SUBLIMATUM DULGE
SINE MERCURIUS DULCIS

Crocus martis astringens.
Crocus martis aperiens.
Flores sulphuris.
Tartarum Vitriolatum.
Lapis Medicamentosus.

OLEA CHYMICA

Oleum Succini sine de Carabe.
Oleum Lapidis Sagatis.
Oleum de Lateribus.
Oleum Ceræ.
Oleum Tartari.
Spiritus Terebenthinæ.
Oleum Terebenthinæ.
Spiritus & Oleum Vitrioli.

DECOCTIONES

Communis purgans, Pectoralis ad potiones, nec non Emolliens ad Enemata ex Baud. Sunt desumendæ.

FINIS. »

APPROVISIONNEMENT DE L'OFFICINE

Les apothicaires d'alors cultivent souvent les plantes médicinales dans leur jardin.

L'inventaire des plantes cultivées à Orléans par Delaroue père a été fait par son fils Guillaume en 1589. Le manuscrit qui le renferme est conservé à la bibliothèque

d'Orléans et nous donnons ci-dessous une analyse de cet important document (1) :

« Traicté des plantes contenues au jardin de mon père Guillaume Delaroue, juré en l'estat de pharmacie, à Orléans, 1589, 20 Novembre. »

Page 1. — Préface en date du 20 Novembre, suivie de trois sonnets en l'honneur de Delaroue et d'une table alphabétique.

Page 13. — « ταυῖα τῶν φιλῶν κοινά θωα α'ρετῆς, sat virtus. »

Page 15. — Description des Plantes. Page 495. Traité de plusieurs plantes communes et utiles.

L'auteur s'arrête à la « pimpinella communis ».

[xvr^e siècle. Papier. Autographe. 604 pages, plus 14 feuillets, 260 sur 185 mm. Fleurs gravées ou dessinées et peintes ; chaque plante a son nom grec, latin et français. Demi-rel. parchemin (donné par l'Abbé Dubois).]

Les apothicaires ne peuvent préparer à leur guise les produits dans l'officine. Ceux de Blois doivent se conformer au Formulaire dont nous venons de parler.

Quant à ceux d'Orléans, le règlement de 1556 leur enjoint, comme il était fait dans de nombreuses villes, de ne préparer les compositions importantes qu'après avoir fait contrôler leurs drogues par les médecins et les apothicaires. En effet :

« ilz ne feront leurs compositions sans premièrement mettre lesditz simples sur une table pour estre veuz et visittez par lesdictz visiteurs, médecins et apothicaires, despuys six heures du matin jusques à six heures du soir. Et que la composition dicelluy se fera en presence desdictz visiteurs médecins et apothicaires ».

L'article 17 des statuts de 1615 confirme cette façon de procéder.

Parfois, et cela également comme il était fait dans de nombreuses villes de France, les apothicaires préparent les drogues en commun. Cette façon de procéder est imposée par exemple à Orléans pour la préparation de la thériaque, et nous empruntons le récit de cette préparation à M. Pillon, dans le *Bulletin de la Société Archéologique de l'Orléanais*.

(1) Catalogue des manuscrits des bibliothèques de France, t. XII, p. 209.

« Ce jardin devint le théâtre de fêtes oubliées aujourd'hui, et qui pendant tout le temps de sa durée ne cessèrent d'attirer un nombreux concours.

« On appelait ces fêtes quinquennales le *Jubilé des Apothicaires*.

« Il ne s'agissait de rien moins que de fabriquer en public la maxima theriaca selon la formule publiée en 1668 par Charas, grand apothicaire, demeurant à Paris, rue des Fossés-St-Germain.

« Cette solennité, annoncée longtemps à l'avance par toutes les voies de la publicité dont on pouvait disposer alors, se célébrait toujours au décours de la lune de Juin.

« Tous les magistrats de la Cité y étaient conviés et trouvaient place, ainsi que les dames, sous une vaste tente élevée au milieu du jardin.

« Dès le matin, la foule garnissait les gradins du large amphithéâtre, et M. le Chevalier du Guet, en personne, maintenait l'ordre sur tous les points.

« Au premier plan on voyait le fourneau et la table immense couverte des cent ou deux cents substances qui devaient composer le fameux et précieux baume. La cage aux vipères attirait surtout les regards de l'assemblée. Puis, au second plan et à la dernière marche de l'estrade, figuraient les perruques rondes, les rabats blancs et l'habit noir des maîtres ; sur la seconde les habits rouges de la confrérie de Saint-Côme ; enfin au degré culminant, au faite, les robes, l'hermine de Messieurs les Médecins et Professeurs de la Faculté.

« L'ordre de commencer une fois transmis, par M. le Doyen de la Médecine, le Doyen de la corporation des Apothicaires se levait, saluait et expliquait en latin que thériaque venait de — *θηριον* — bête fauve, parce qu'elle en guérissait les morsures ; que ce nom fut donné par le médecin Nicaudes à l'électuaire de Mithridate, roi du Pont ; que cet électuaire fut perfectionné par Andromachus, apothicaire de l'empereur Néron ; que c'est à lui qu'on doit l'introduction du *castoreum magnum* dans la maxima theriaca et qu'enfin, se conformant à la docte opinion du très excellent maître et professeur Charas, on ne se permet d'ajouter qu'une cinquantaine de drogues aux cent qui constituaient le formulaire d'Andromachus.

« Là-dessus, M. le Doyen saluait, allumait gravement un flambeau et le remettait aux mains du plus important personnage de l'assemblée, le priant de vouloir bien l'approcher du fourneau. Le feu brillait aussitôt et les substances étaient par ordre et une à une jetées dans le bassin de cuivre.

« Pendant tout ce temps, les deux hautbois et les quatre violons jurés de la corporation exécutaient des symphonies pour charmer les assistants.

« Dès que l'œuvre était terminée, les produits se partageaient également entre les confrères, puis l'assemblée était priée de passer dans le pavillon des cours, où l'on trouvait de somptueux buffets chargés de sucreries parfumées, de cognac, de sirops exquis, et de tous les merveilleux produits de l'art du confiseur, distillateur que les Apothicaires seuls exerçaient alors.

« Tout en devisant sur la maxima theriaca, les plus graves membres de la réunion savouraient à grand verre, l'alkermès, le garus et l'hypocras, pendant que les galants apothicaires garnissaient de bonbons les grandes poches de nos grands'mères. »

L'approvisionnement des officines était également assuré par les achats faits dans les foires, sur lesquels nous n'avons trouvé malheureusement aucun renseignement précis, et aussi par achats faits auprès des forains, sorte de placiers ambulants, dont il est question dans le règlement d'Orléans de 1556, dans les statuts de 1615 de cette ville et dans les statuts de Vendôme de 1605.

Dans les statuts de 1615, d'Orléans par exemple, il est dit dans l'article 15 :

« Que toutes visitations qui seront ordonnées être faites des drogues tant simples que composées qui seront exposées en vente en cette ville par marchands forains, seront faites par lesdits médecins qui seront députés et jurés d'apothicaires. »

Dans les statuts de Vendôme de 1605, il est dit, article 11 :

« Que nuls marchands forains ne pourront vendre ni exposer en vente aucunes marchandises concernant l'état d'apothicaire-cierger-épiciier, comme drogues, sucre, épiceries, confitures saiches et liquides, cire, cierge, ny que pareillement aucun apothicaire ou autre puisse acheter lesdites marchandises que elles n'ayent été visitées par les Jurés..... »

2) Le personnel

Il n'est question dans les statuts que du personnel postulant à la maîtrise et des garçons apothicaires susceptibles d'aider les veuves.

Nous n'avons trouvé nulle trace de ces maitres varlets, serviteurs de toute première importance, signalés par exemple dans une région voisine, en Normandie.

3) Les rapports avec la Clientèle

Nous étudierons successivement ces rapports dans l'officine et hors l'offine, car nos confrères d'alors jouaient un rôle important au lit du malade (1).

a) Dans l'officine :

En premier lieu, le règlement d'Orléans de 1556 interdit à l'apothicaire de délivrer aucune médecine sans ordonnances :

« est inhibé et deffendu à tous apothicquaires de nadministrer à quelques personnes et en quelque âge que ce soit, ayant besoing aucune médecine entrant au corps humain sans ordonnance du médecin sur peine de dix livres parisis damande et de prison. »

A Orléans aussi, l'ordonnance remise par le médecin doit être signée et porter le nom du malade, comme l'indique la sentence du bailli de 1582 :

« D'autant que l'on veoit souvent naistre, ouredir, et se trouver plusieurs procès entre ceulx qui ont esté malades et les Apothicquaires, pour nestre les ordonnances des médecins faictes pour lesdictz malades signées, ni être le nom diceulx maladdes mis et apposé aux ordonnances des autres médecins ;

« Que doresnavant, tous médecins pratiquans en ceste dite ville seront tenus mestre au bas des ordonnances qu'ils feront pour les patiens, le nom desdictz patiens et deffence estre faicte aux Apothicquaires de ne recevoir aucunes ordonnances desdictz médecins sans expression du nom du mallade sur peine auxdictz Apothicquaires de perdre leurs drogues par eulx fournies et portées par icelles ordonnances. »

L'ordonnance ainsi régulière doit-être exécutée correctement.

L'apothicaire ne peut, sans l'avis des médecins et des apothicaires inspecteurs, remplacer une drogue par une autre, faire ce qu'on appelle alors un *qui pro quo* :

(1) M. BOUVET : *Histoire de la Pharmacie*.

(Il est ordonné) « que lesdicts apotiquaires ne useront de *qui pro quo* sans la délibération desdicts médecins et visiteurs, quilz ne changeront les ordonnances et médecines ordonnées par lesdits médecins en quantité ny en qualité. »

Nous ne connaissons aucun *tarif officiel* de prix de vente, comme il en existe dans de nombreuses régions. Ils sont cependant prévus à Chartres, d'après l'acte d'élection du 29 septembre 1759 qui indique que le garde et le juré des apothicaires épiciers doivent :

« faire les tarifs accoutumés chez tous les maitres ».

Nous connaissons en outre quelques factures, une de Dufour à Orléans de 1650, que nous reproduisons ici, et un tarif des drogues de Cabaille, dont nous donnons également ci-dessous le détail :

« *Tarifs du Prix des drogues* fournies par le Sieur Cabaille, apoticaire à Orléans, pour l'hôpital Royal St-Charles, arrêté en 1771 par M. Decipierre, Intendant de la Généralité d'Orléans.

Huile d'amande douce.....	la livre	1 L.	2 S.
Sirop de guimauve.....	—	1	4
Sirop de coing.....	—	1	10
Régliste.....	—		6
Camphre.....	l'once		7
Miel commun.....	la livre		6
Emplâtre vésicatoire.....	—	3	
Sel ammoniac.....	l'once		5
Opiatte fondante.....	—		12
Liniment antiscorbutique.....	la bouteille	3	
Encens.....	la livre	1	4
Supuratif.....	—	1	5
Onguent contre la galle.....	—	1	16
Poudre capitale.....	l'once		15
Senné.....	la livre	2	5
Pierre de vitriol.....	l'once		2
Miel blanc.....	la livre		16
Sirop de lierre terrestre.....	l'once		2
Sirop de mûres.....	—		2
Fleurs de guimauve.....	la livre	1	4
Fleurs de saxifrage.....	—	1	4
Rapure de corne de cerf.....	—		12
Sirop de violette.....	—	2	
Onguent de la mère.....	—	1	16
Sirop d'orgeat.....	—	1	10
Sirop diacode.....	—	1	10
Sucre candit.....	l'once		2
Blanc de baleine.....	—		5

Facture pour Monsieur le Duc d'Orléans
Duc de Dufour App. a Orléans

Le remierement D'ice pour deffendre.		
Madame la femme du Marquis. 200 pdr.		
ibz Vng. elictaire laxatif & refrigerant.	x x	f
Solua du Vindredy. xij. fevrie. ibz. pour.		
elle. Une phiole Sirap de Cappillaire Contenant.		
Six onces pour Elle. Souvent.	x x x	f
Solua pour une de Jonate & de Vitru.	x	f
Solua du Jundy. xxij. pour Lay. Une medecine.	L l	f
Purgative Composee de plusieurs purgatives.		
Solua du Samedi. xij. Juy. ibz. pour Elle.		
Une phiole Collire apertive & amand.	x x x	f
Solua du Vindredy. xij. May. ibz. pour elle.		
Une on. pour. Unguent Nutritum.	x	f
Solua du Jundy. xx. pour elle. Lay. pour. Unguent.	x	f
Nutritum.		
Solua pour deux Solz. tutie.	2	
Solua du Jundy. xxij. Juy. ibz. pour. Elle.		
Une elictaire laxatif & refrigerant.	x x	f
Solua du Mercredi. xxij. pour. Elle. Vng. pour.		
Cathaplasme Composee de plusieurs.		
Ingredientes Contenant. deux Lieres.	iii	f
Solua du Mercredi. xij. Juy. ibz. pour. Lay.		
Une prise pilule pour purgative Composee.	x	f
Solua du Vindredy. xxij. pour. Elle. Vng.		
Elictaire laxatif.	x x	f
Solua du Dimanche. xxij. May. ibz. pour. Elle.		
Une phiole Sirap de Cappillaire Contenant.		
Cinq onces pour Elle. Souvent.	x x	f
Solua du Jundy. xxij. pour. Elle. Une phiole.		
Sirap de Lierre. Contenant. Cinq onces.	x	f
Comme toutes les autres.		
Juy. Solz. Signe. Confesse. en la ville de Paris. de deffendre. Madame la femme du Duc.		

Bayes de genièvre.....	la livre		3 S.
Confection d'hiacinthe.....	—	4 L.	
Manne grasse.....	—	1	15
Poudre purgative.....	—	2	20
Manne en sorte.....	—	2	5
Rhubarbe en poudre	l'once		12
Extrait de saturne.....	—		3
Cantharides.....	—		10
Loch blanc.....	—		12
Sel de seignette.....	le paquet		4
Casse.....	la livre		16
Vin antiscorbutique.....	la bouteille	1	10
Tamarins.....	—	2	
Fleurs de sureau.....	—		12
Jalap en poudre.....	l'once		4
Sel d'absinthe.....	—		4
Vulnéraire suisse.....	la livre		16
Huile de lin.....	—		16
Emplâtre fondant.....	—	20	10
Rhubarbe en racine.....	—	8	
Kina en poudre.....	—	6	
Thériaque.....	—	4	
Sel de Glaubert.....	l'once		2
Semen contra.....	la livre	6	
Poudre de comtesse.....	l'once		8
Sirop de fleurs de peschés.....	la livre	1	4
Poudre cornachine.....	—	6	
Onguent de styrax.....	—	1	5
Catholicon double.....	—	2	10
Sel d'epsum.....	—		12
Onguent rosa.....	—	1	5
Casse.....	—		16
Tablette de guimauve.....	l'once		3
Eau de lin.....	la bouteille	1	4
Vinaigre des 4 voleurs.....	le rouleau		12

b) Hors de l'officine :

En dehors de l'administration des clystères, travail normal réservé à l'apothicaire — et plus rarement à l'un de ses aides qualifiés — celui-ci est autorisé, contrairement à ce qui se fait de nos jours, à assister des malades à domicile.

L'article 18 des statuts de Blois, en effet, commence ainsi : « Que d'autant que lesdits apothicaires sont tenus de visiter et subvenir ordinairement aux malades, tant de jour que de nuit... »

L'article 18 des statuts de Vendôme donne un texte similaire.

B. Les relations extérieures

a) Les rapports des apothicaires avec leurs confrères

Nous étudierons successivement les sujets suivants :
1) *La création et l'histoire des communautés.* 2) *L'organisation des communautés.* 3) *Les finances des communautés.* 4) *Le rôle professionnel des communautés.* 5. *Le rôle religieux des communautés.*

1) La création et l'histoire des communautés

A Orléans, la communauté des apothicaires, créée en 1555, reçoit, le 29 août 1556, un règlement de la prévôté de cette ville. Des statuts lui sont ensuite donnés par le prévôt le 24 janvier 1615. Ils sont approuvés, au bailliage, le 24 janvier 1615, par le roi en septembre 1615, enfin enregistrés au Parlement le 20 mars 1621.

Nous verrons plus loin, en étudiant l'élection des gardes, qu'il y a 8 apothicaires à Orléans en 1733.

Nous ne relevons plus que 5 noms dans le procès-verbal de l'élection de 1749 (1), ceux de : Jean-Pierre Bigot-Vaslin, de Joseph-Michel Bigot-Dunot, d'Elie Montelet, de Pierre Cabaille et de Jacques Morin.

L'Etat de Médecine pour 1777 donne les noms de 10 apothicaires d'Orléans.

A Blois, en 1512, le roi déclare libres tous les métiers, sauf ceux d'orfèvre, de barbier-chirurgien et d'apothicaire. C'est cependant en octobre 1571 seulement que Charles VIII édicte une ordonnance d'érection de l'état d'apothicaire dans cette ville « en métier juré ». Les statuts sont enregistrés au Parlement le 15 décembre 1571, et la « déclaration d'enthérinement » par la prévôté de Blois date du 20 de ce mois. Il y a alors 14 apothicaires dans la ville.

Ils sont confirmés par Henri III en janvier 1581, ce roi rappelant aux apothicaires qu'ils doivent être prudents et pleins d'expérience, puisque d'eux dépend « la

(1) Archives départementales du Loiret, B. 2072.

vie ou la mort », le « malheur ou le soin » des personnes.

Ils sont confirmés à nouveau par Henri IV, en juin 1595.

Il n'y a plus que quatre apothicaires dans la ville en 1776. Il en est de même en 1777 (1).

Rappelons qu'à Chartres, le clergé joue de bonne heure un rôle important dans la préparation des médicaments.

Dès 1006, l'évêque Fulbert envoie des potions et de la thériaque à son collègue Adalbéron et il lui écrit :

« Croyez bien que, depuis mon épiscopat, je n'ai préparé aucun onguent. » (2).

En 1310, aussi, Jean Alande, chanoine de Chartres, est cité avec le nom d'apothicaire-médecin (apothecarius-physicus).

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver, à la bibliothèque de la ville (3), un manuscrit important concernant le service pharmaceutique du monastère de Saint-Pierre de Chartres.

Il a pour titre : « *Apothecarius moralis monasterii S. Petri Carnotensis* », et on y trouve au folio 3 une miniature à quatre compartiments, représentant d'un côté deux scènes d'une officine d'apothicaire, de l'autre les sacrements du baptême et de pénitence.

Nous relevons au même folio l'important texte suivant :

« Apothecarius moralis monasterii S. Petri Carnotensis.

« *Quis sit Apothecarius....*
Apothecarius est, secundum Hugucium, Qui, nonnullas diversarum rerum species in apothecis suis aggregat.... *Unde dicitur.*

« Et dicitur Apothecarius, ab apotheca, seu theca.

« Apothecarius dicitur is qui species aromaticas et resquacunque arti medicine et chirurgie necessarias habet prenes se et venales exponit....

« *Que fuit causa condendi librum.* »

« L'apothicaire du monastère régulier de St-Pierre de Chartres.

« Qu'est-ce qu'un apothicaire ?... Un apothicaire est, selon Hugues, celui qui accumule dans ses apothèques plusieurs espèces de substances variées... D'où son nom.

« Et il est nommé apothicaire, de l'apothèque ou de la thèque.

« On appelle apothicaire celui qui a chez lui et les expose pour les vendre les espèces aromatiques et les choses nécessaires, de quelque manière que ce soit, à l'art de la médecine et de la chirurgie...

« Ce fut la cause de la composition de ce livre... »

(1) Archives départementales du Loiret, C 101.

(2) M. BOUVET : *Histoire de la Pharmacie*, 1936, pp. 26 et 28.

(3) Manuscrit 1036.

Le 13 novembre 1518, des statuts sont donnés à une communauté comprenant à la fois les apothicaires-épiciers et les merciers-épiciers, association qui nous semble n'avoir jamais été signalée ailleurs.

Les lettres patentes seront renouvelées à plusieurs reprises, notamment par Louis XIV en 1698 (1). En 1762 (2), il est même fait mention de la présence dans la communauté des « joailliers, grossiers ». Elle est constituée en 1776 par 75 maîtres et 5 veuves.

L'Etat de Médecine pour 1777 mentionne les noms de deux apothicaires de Chartres : Poulain et Jaquet.

A Vendôme (3), la communauté des apothicaires-ciergiers-épiciers a été formée par les statuts de juin 1605, qui ont été confirmés par les lettres patentes de mai 1611, enregistrées « au siège de Baugé », où elles ont été adressées le 2 septembre 1611.

A Pithiviers (4), les apothicaires « ne forment pas de communauté » ; ils sont cependant assujettis aux statuts et règlements des apothicaires, établis par l'édit du 14 octobre 1619, arrêt du Conseil du 27 juin 1636 et 20 janvier 1637, qui ont lieu pour tout le royaume. Ces statuts sont imprimés.

Les statuts-types de 1637 ont pour titre « *Reglemens, statuts et ordonnances que les Maistres Apothicaires observeront* ».

A Clamecy, à la fin du xvii^e siècle, les apothicaires sont réunis en communauté avec les médecins et les chirurgiens.

M. Paul Destray (5) signale que cette communauté disparut comme comptant trop peu de membres, peu avant 1784. A partir de cette date, le juge de la Châtellenie devint seul capable d'autoriser l'installation des apothicaires nouveaux, ce qu'il fit après avoir pris connaissance de leurs antécédents. Il fut ainsi appelé à donner à un vitrier de Clamecy licence de « distribuer » la poudre purgative du Sieur Ailhaud, et encore à faire prêter

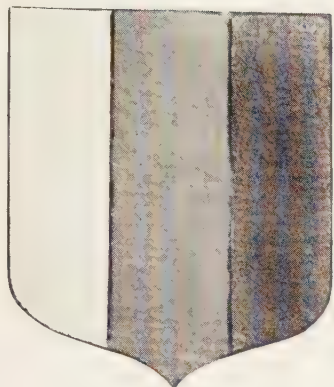
(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 102.

(2) Archives communales de Chartres, 1. 18, F^o 46 V^o.

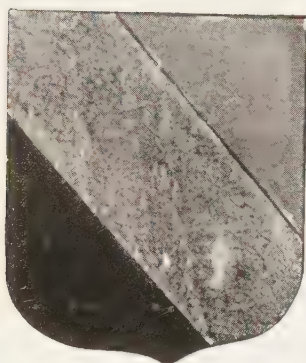
(3) Archives départementales du Loiret, Dossier C 103.

(4) Archives départementales du Loiret, Reg. C 103.

(5) *Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie*, 8, p. 129.



Armes des Apothicaires
de Blois



Armes des Apothicaires
de Vendôme



Armes des Apothicaires
d'Orléans



Armes des Médecins Apothicaires
et Chirurgiens de Clamecy



Armes des Merciers-Epiciers
de Chartres

serment à un droguiste-épiciier qui s'établissait dans un faubourg de la ville et dut promettre que ses marchandises seraient « autres que celles permises aux apothicaires ».

2) L'organisation des communautés

Nous avons donné plus haut *la composition des communautés*, nous étudierons maintenant les armoiries qui leur sont attribuées.

A *Orléans*, les apothicaires, d'après l'abbé Th. Cochard (1), possèdent des armoiries doubles :

« 1) D'azur avec une main sortant d'un nuage d'argent avec un ciel étoilé de même.

« Devise : Lances et Pondera servant.

« 2) D'azur à un mortier d'or, garni de deux pilons de même et accompagné de six vipères d'argent tortillées en double sautoir, deux à deux, et posées quatre en chef et deux en pointe (1699). »

Il est vraisemblable que les premières sont les armoiries anciennes et que les secondes ont été données par d'Hozier à la fin du *xvii^e* siècle. Ce sont elles d'ailleurs qui figurent dans son album d'armoiries, conservé à la Bibliothèque nationale (2).

A *Blois*, d'après le d'Hozier, les maîtres apothicaires possèdent les armoiries suivantes :

« Tiercé en pal, d'argent, d'azur et de sinople. »

Celles des apothicaires de *Vendôme* sont :

« Tiercé en bande d'or, de sinople et de gueules. »

A *Clamecy*, la communauté des médecins, apothicaires et chirurgiens porte :

« d'argent à quatre chevrons de sinople ».

Nous n'avons pas retrouvé les armoiries des apothicaires de Chartres. Le d'Hozier fait mention seulement de celles des merciers-épiciers, qui sont :

« Tiercé en fasce d'or, d'argent et de sinople. »

Nous avons trouvé quelques renseignements intéressants sur *l'administration des communautés*, plus spécialement sur celle de Chartres.

(1) Les confréries des communautés d'Arts-et-Métiers d'Orléans, 1888, B.N. 8°, V 204883.

(2) Salle des communications des manuscrits.

A *Orléans*, d'après l'article 2 des statuts de 1615, la direction est confiée à 2 jurés élus de 2 ans en 2 ans « pour être présens avec 2 anciens ». Ils prêtent serment devant le prévôt d'Orléans, ou son lieutenant.

Des procès-verbaux d'élections sont conservés aux archives départementales du Loiret.

Nous reproduisons celui de l'élection de 1733 (le 15 janvier) (1), qui eut lieu en présence des apothicaires : Joseph Bigot, François Duffour, Antoine Cabaille, François Regnoul, Léonard Chauvin, J.-P. Bigot, René Bigot et Joseph Bigot le Jeune.

Voici le compte rendu de la séance :

« Entre François Dufour et François Renoult, maistres apoticaïres et jurez de la communauté des maistres apoticaïres de cette ville, fauxbourgs et banlieuë d'Orléans, demandeurs et requérants leur décharge de l'élection de deux jurez en leur lieu et place pour exercer ladicte charge pendant deux années, comparantes en personnes, assistez de M^{rs} Pierre Pin, leur procureur en ladite communauté contre Joseph Bigot et autres Maistres apoticaïres à Orléans en l'audiance convocquez à huy en nostre hôtel, trois heures après midy ; l'audiance appelée, Pin, procureur, pour les demandeurs, est expédié et a dit que, par les statuts de ladite communauté, il est précisément parlé qu'il sera, tous les deux ans, procédé à l'élection de nouveaux jurez et, comme il y a deux ans et plus qu'ils ont été élus en ladite charge de jurez, laquelle, depuis ce temps, ils ont bien et deument exercé, ils ont fait convocquer tous lesdits maistres pour procéder à l'élection de deux nouveaux jurez en leur lieu et place et obtenir leur décharge. Lesdits maistres présentés ont dit estre priés de procéder à l'élection requise.

Sur quoy nous avons, contre les déffailants, donné et donnons deffault pour le profit duquel, ouys les comparants, ensemble le procureur du Roy en ses conditions verballes, octroyons lettre de ce que, par la pluralité des voix des maistres présents, ledit René Bigot a été élu nouveau juré et ledit François Renoult, continué juré, lesquels au présents, ont acceptez lesdites charges et promis, par serment d'eux pris et reçu, d'y fidèlement vacquer. En conséquence, disons qu'ils demeureront esdittes charges pendant deux an-

(1) Archives départementales du Loiret, B 2058.

nées, à compter de ce jour, lesquelles expirées, lesdits Renou et Bigot demeureront déchu de faire aucunes fonctions de jurez, et avons déchargé ledit François Dufour de la jurande à la charge par luy et par ledit François Regnoul de rendre compte devant nous dans la quinzaine des deniers qu'ils ont reçus et mis pour laditte compte pendant le tems de leur exercice. Enjoignons auxdits jurez à observer et faire observer les status de leur communauté, et à cet effet de faire les visittes chez les Maistres d'icelle, saisir les drogues et médicaments qu'ils trouveront défectueux, en dresser procès-verbaux et les communiquer au procureur du Roy. Leur faisons deffense de composer d'aucunes contraventions à peine d'estre déchu de la jurande, ce qui s'exécutera nonobstant opposition ou appellations quelconques et sans y préjudicier s'agissant d'un fait de police. Donnè par nous, Lieutenant général de Police susdit, le quinze Janvier mil sept cent trente-trois.

(paraphe). »

En 1769, nous ne trouvons à Orléans qu'un seul garde, Pierre Cabaille, mais en 1777 il y en a deux : Montaignier et Luzarche.

A *Blois*, d'après l'article 4 des statuts, la direction est assurée par 2 jurés renouvelables chaque année et élus par les maîtres. C'est le dernier maître reçu qui convoque les assemblées.

A *Chartres*, d'après la transaction de 1729, qui met fin aux luttes locales, chaque groupement, les apothicaires-épiciers, comme les merciers-épiciers, élit des gardes et jurés tous les 3 ans. Ils gèrent les affaires de la communauté.

Nous connaissons les détails d'une élection de gardes et jurés apothicaires, celle qui a eu lieu le samedi 29 septembre 1759 en la Chambre du Conseil (1).

Nous en reproduisons partiellement le procès-verbal :

« Du Samedy 29 Septembre 1759, par M^e Dutemple, Chambre du Conseil.

« Election des Apotiquaires,

« Aujourdhuy devant Nous et en la présence du procureur du Roy et de S.A.R. Mgr le Duc d'Orléans en la Police,

(1) Archives communales de Chartres, J 1, 18.

Est comparu M^e Jean-François-Gilles Hoyau au nom et comme procureur de S^{rs} Nicolas Mallet et Philbert Delunel, garde et juré de la Communauté des Maistres marchands apothicaires épiciers de cette ville, lequel nous a dit et remontré que, par exploit de Colin, huis-sier du jour d'hier... à Chartres, ledit jour par Dachery, lesdits maistres marchands apoticaire épiciers pour conjointement avec les gardes et jurés des marchands merciers-épiciers qui ont été nommés aujourd'hui gérer les affaires de la Communauté des Marchands apotiquaires épiciers de cette ville, au lieu et place des gardes et jurés sortant de charges (1).

« A laquelle assignation, les S^{rs} Nicolas Mallet, garde actuel de laditte Communauté, et Philbert Delunel, juré d'icelle, étant comparus en personnes, Nous ouy ledit procureur du Roy en ses conclusions, avons donné deffaut contre le Sieur Martin Duhan, maistre de laditte communauté, faute de comparois ny procureur pour luy, Et pour le proffit Ordonnons qu'il sera procédé à l'élection d'un garde et d'un juré de la ditte communauté aux fins cy-dessus.

En conséquence, avons des dits Sieurs Mallet et Delunel présentement pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé de bien et fidèlement y procéder ce qu'ils nous ont juré et promis faire, dont avons donné acte. Et y procédant, Et qu'ils ont d'une commune voix nommé et élu pour garde ledit S^r Delunel, pour juré led. S^r Mallet et pour auditeur des comptes led. S^r Duhan, Ordonnons qu'ils demeureront sçavoir lesdits Sieurs Mallet et Delunel à l'effet de gérer et administrer les affaires de la Communauté des Marchands Apotiquaires-épiciers-merciers-épiciers conjointement avec les gardes et jurés des marchands merciers-épiciers.

Avons donné acte aux dits Sieurs Mallet et Delunel de ce qu'ils ont présentement juré et promis de bien et fidèlement s'acquitter desdites charges, chacun à leur égard par serment qu'avons d'Eux pris et reçu en tel cas requis et Ordonnons que ledit Sieur Duhan défaillant comparoistra devant Nous à l'effet d'accepter ladite charge et de prêter serment.

Dutemple. »

Mentionnons, de plus, la présence à l'élection des gardes et jurés merciers-épiciers, qui se fait le même jour, de Pierre Mahon « ancien Marchand apoticaire et Doyen

(1) Suivent leurs attributions, qui seront données ailleurs.

de laditte Communauté », Jean-Martin Duhan « marchand apotiquaire », est également convoqué.

Le 29 septembre 1762, Mallet, Delunel et Duhan, sont réélus respectivement garde, juré et auditeur des comptes pour les apothicaires-épiciers.

A *Vendôme*, d'après l'article XII des statuts, deux jurés sont élus annuellement. L'élection a lieu dans la maison du bailli ou de son lieutenant. Le dernier maître reçu convoque l'assemblée.

3) Les finances des communautés

Nous avons trouvé des documents importants sur les « finances » des communautés d'apothicaires de l'Orléanais, à l'exception cependant de celle d'Orléans.

Comme les documents de ce genre sont assez rares, nous les reproduirons avec quelque détail. Ils datent de 1776.

A *Blois*, il est créé par l'édit de 1745 deux offices d'inspecteurs et contrôleurs, que la communauté rachète 480 livres. Il en est attribué à ces offices un revenu de 24 livres sur les tailles. Il est dû alors quatre années de revenu.

La communauté qui ne possède aucun immeuble doit « en principaux de rentes perpétuelles 2.700 livres, produisant 96 livres d'intérêt, et 300 livres de rente viagère du principal de 3.300 livres. Il n'est dû des arrérages que l'année courante ».

Nous donnons ci-dessous le détail de ces dettes :

« Etat des dettes de la Communauté des Apoticaire de la Ville de Blois (1).

RENTES PERPÉTUELLES

Noms des Créanciers	Date des Contrats	Montant des Capitaux	Montant des Intérêts
Le Sr. Cellier de la Bouville.....	19 Avril 1720	1.300 L.	26 L.
Le Sr. Mouriche.....	29 May 1773	800 —	40 —
Le Sr. Huin.....	Décembre	300 —	15 —
Le Sr. Derre.....	May 1775	399 —	15 —
		2.799 L.	96 L.

(1) Etabli par Bourdon, Archives départementales du Loiret, Dos. G 101.

RENTES VIAGÈRES

La De. Vve Darracoière	12 Décembre 1776	3.300 L.	300 L.
		3.300 L.	300 L.

Les maîtres se partagent « les charges par égale portion ».

Enfin, « le dernier compte est de la fin de 1773, sans reliquat. Le juré actuel est prest à rendre le sien ».

A *Chartres*, d'après l'arrêt d'élection du 29 septembre 1759, le garde et le juré doivent :

« faire toutes les poursuites nécessaires contre ceux qui seront refusant de payer ce qu'ils doivent es mains du receveur général des deux corps, percevoir les Entrées des horzains qui vendent des marchandises au bureau de ladite communauté et de tous ceux qui ne sont pas abonnés, en tenir registre, conformément aux sentences de police rendues sur le fait desdittes Entrées, à la charge de remettre les fonds de mois au dit receveur Général qui sera tenu d'en charger le registre, comme aussy pour procéder à la nomination de deux auditeurs des comptes apoticaire-épiciers pour conjointement avec les trois auditeurs merciers-épiciers entendre et approuver les comptes des gardes et jurés sortant de charge ».

Il est aussi élu un auditeur des comptes, Duhan, à l'effet d'entendre et approuver les comptes des gardes et jurés sortants en accord avec les trois auditeurs merciers-épiciers.

Enfin, d'après la transaction de 1729, l'ensemble de la communauté élit un receveur des comptes, qui gère toutes les affaires financières. Il rend ses comptes devant les gardes sortants et entrants, le doyen, son successeur et les auditeurs des comptes des deux groupements.

La situation des finances de la communauté mixte des apothicaires-épiciers et merciers-épiciers nous est également bien connue en 1776 (1).

La question des offices réunis à la communauté est ainsi exposée :

« Il a été créé et réuni par différents Edits à la Communauté plusieurs Offices, Scavoir : les offices hérédi-

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 102.

taires de Jurés, celle d'auditeur examinateur des comptes, celle de greffier des Brevets d'apprentissage, lettres de maîtrise et celle d'inspecteur général des draps et toiles des manufactures, celle de jurés pour le titre de garde des archives, celle de trésorier payeur et contrôleur des jurés et 8 offices d'inspecteur et contrôleur des marchands merciers apotiquaires et Jouaillier (1) ».

Quant aux gages et droits attribués à ces offices, ils sont les suivants :

« Les gages attribués aux neuf offices d'inspecteur et contrôleur sont de 144 L. Ils sont perçus par la Communauté, qui était employée sur l'Etat du Roy de l'élection de Chartres. A l'égard des droits des autres offices, l'on n'en perçoit aucun et ces gages sont actuellement payés à la caisse des arrérages à Paris ».

« En plus de ces revenus, la communauté est propriétaire d'une maison servant de Bureau composée de plusieurs corps de Bâtimens, dont partie est louée au S^r Dunan ancien, moyennant 200 L. chaque année, d'une halle pour le dépôt des toiles qui peut produire 24 L., d'une autre halle servant de despot pour les marchands horzains produisant 12 L. Le reste est occupé par le concierge ».

Il faut encore ajouter à l'actif les sommes payées pour le brevet d'apprentissage ; pour l'ouverture des boutiques ; enfin, les 9 livres que paie annuellement chaque maître, les veuves ne payant que 4 livres 10 sols.

Le tout est versé au receveur de la communauté.

La communauté ne possède aucun argent liquide, mais elle possède un mobilier qui consiste en :

« meubles meublant et effets estimés valoir 499 L. et 1000 L. par différans marchands pour leurs contributions aux dettes de la communauté devenus insolubles ».

La communauté a aussi des dettes. Elle est d'abord

« chargée de différentes parties de rentes annuelles et perpétuelles dont les capitaux montent à 30220 livres et produisent [730 liv. 3 sols 4] d'intérêt et en outre de deux parties de rentes viagères dont les capitaux montent à 1500 Liv. et produisent 150 Liv.

(1) L'un de ces offices fut acheté le 24 octobre 1765 et s'intitule : « Office d'inspecteur et contrôleur des marchands merciers-épiciers-apotiquaires, et épiciers-jouailliers et toilliers. » Archives départementales du Loiret, C 102.

d'intérêt sans retenue..... les arrérages de ces parties de rentes ont été payés à leur dernière échéance. »

Mais elle a aussi des charges d'obligation :

« Elle est chargée envers le domaine de Chartres de 33 Livres en deux parties, savoir 18 L. pour droit de halle et 15 L. pour le droit de peser les marchandises vendues par les horzains, plus 38 Liv. 10 S. pour les 20^{es} de leur maison et 88 L. pour les 20^{es} des rentes cy-dessus. »

Enfin, il lui faut assumer certaines charges annuelles et volontaires :

« Les charges annuelles et volontaires de la Communauté consistent en 150 L. de gages au concierge pour ses peines, soins et courses ; 60 L. employées en œuvres pies ; 72 L. pour les honoraires et vacations de l'avocat ; 100 L. pour les vacations du Procureur ; 24 L. pour les peines et soins de l'huissier ; 50 L. pour les frais et droits de la Police pour la nomination des jurés et receveur ; 48 L. pour frais d'imposition ; 24 L. toujours allouées au receveur général ; 120 L. pour chauffage et lumière lors des assemblées ; 120 L. pour cinq repas qui se font entre les jurés à l'occasion des cinq visittes qu'ils font annuellement, pour la manutention des droits de la communauté et en 40 L. à quoy monte le repas qui se fait entre les jurés et le receveur le jour de la trinité feste de la Communauté. »

Nous savons enfin que :

« Le dernier compte a été rendu le 3 may 1776 par les enfants et héritiers dudit Petit dernier receveur, en présence des six auditeurs des comptes. Le S^r Duchernay, receveur actuel, est en état de rendre le sien à la première réquisition. »

A *Pithiviers* (1), il a été créé dans la communauté « un office d'inspecteur et contrôleur par l'édit de février 1745, qui a été acquis par le sieur Mathurien Genest, apothicaire, moyennant 330 livres, y compris les deux sols par livre ».

« Les gages de cet office sont de 15 L. de rente. Ils sont compris sur l'état du Roy. La quittance de finance

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 103.

et le titre nouvel ont été représentés au bureau de M. Dormesson et numéroté 254748.

« Le titulaire a en outre le droit de percevoir 2 L. sur chaque maître, mais il nen na jamais fait usage. »

La communauté ne possède ni immeubles, ni mobilier. Elle n'a ni dettes, ni charges.

A Vendôme (1), enfin, il a été créé un office de contrôleur, réuni à la communauté, et un d'inspecteur acheté par l'apothicaire de Rouzières. Quinze livres de gages sont attribuées à chacun de ces offices. La communauté n'a pas de mobilier, pas de charges, mais elle doit 20 livres de rente à Marguerite Haye.

Enfin, comme à Blois, les maîtres se partagent les frais.

4) Le rôle professionnel des communautés

A l'exception du rôle joué par les communautés dans les diverses phases de la vie de l'apothicaire (apprentissage, réception, etc.), et exposées ailleurs, nous n'avons trouvé des renseignements intéressants que sur le sort réservé aux veuves de maîtres.

Les veuves d'apothicaires

A Orléans, à Blois, à Chartres et à Vendôme, les veuves des apothicaires sont autorisées, comme d'ailleurs dans toute la France, à continuer l'exercice de la profession, à condition cependant de s'assurer le concours d'un garçon expérimenté.

Voici, par exemple, le texte des statuts de Blois :

« Que les veufves des maîtres dudict estat et mestier puisse et leur loise, après le décès de leurs marys, continuer, mener et conduire le faict dudict estat, mestier et marchandise, tout ainsy que faisoient en leur vivans leurs maryz, tant et sy longuement qu'elles se tiendront en vuyduitté et continantes, sans quelles soient tenues payer aulcune chose ausdites confrarie et jurez, ne que on les puisse aulcunement empeschez en leurdict estat, mestier, marchandise ; elles seront tenues de tenir en leur ouvroures et boutiques ung bon serviteur expert, congnoissant, ydoine et suffisant qui sera, à cet effect, examiné et approuvé

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 103.

par les maistres jurez dudict estat et mestier ; lesquelles veufves et leursdictz serviteurs seront tenuz de faire le serment de bien et loyaulment conduire ledict estat, mestier et marchandise, selon la forme et manière dessus déclarée. »

L'article 17 des mêmes statuts interdit aux veuves de prendre des apprentis, tout en les autorisant à garder ceux qui se trouvaient dans la maison à la mort de leur mari.

« Les veuves des maitres desdicts état et métier ne pourront prendre aucuns apprentils, mais pourront bien tenir l'apprentil qui seroit en leur maison, du temps de leur défunt mary, pour parachever le reste dudit apprentissage (1). »

A Orléans, les statuts de 1615 demandent en outre que les veuves ne préparent « leurs plus exquis compositions » qu'en présence des maîtres jurés.

L'article 21 dit en effet :

« Aussi ordonnons que les veuves tenant boutiques auront serviteurs capables et suffisans, et ne prépareront leurs plus exquis compositions sans appeler les maitres jurés et seront lesdites œuvres sujettes aux réglemens et statuts comme les autres. »

Si les veuves se remariaient « a aultre qu'appoticaire », elles doivent fermer leur boutique.

5) Le rôle religieux des communautés

D'après l'abbé Th. Cochard, les apothicaires d'Orléans, comme ceux de Salins, de Cambrai, de Lille, etc., fêtent sainte Madeleine le 22 juillet (2).

A Blois, au xvi^e et au xvii^e siècles, les apothicaires ont une confrérie, puisque les statuts de 1571 mentionnent (3) que les frais d'apprentissage sont employés « au service divin de la confrairie ».

De plus, le document ci-dessous nous montre bien que

(1) Même privilège leur est accordé à Vendôme (art. 8 des statuts).

(2) LANGLOIS, *loc. cit.*, signale qu'à un moment donné, certains apothicaires protestants ont fait « bande à part », « leur foi ne leur permettant pas de prendre part aux rites de la confrairie ».

(3) Article 3.

l'apothicaire assistait aux processions, et qu'il y occupait une place d'honneur, immédiatement après les chirurgiens :

« Blois, 21 juin 1666.

Ordonnance du bailliage, réglant les rangs des métiers pour la procession générale (1)

« Sur ce qui nous a esté démontré par le Procureur du Roy, que, pour rendre la solennité de la procession générale plus auguste et nombreuse, il estoit à propos de faire assembler tous les corps de mestiers de ceste ville de Blois et les obliger d'aller en rang à ladite procession après leurs bastons, ainsy qu'il se fait dans toutes les bonnes villes de ce royaume, ce qui nous auroit obligé de rendre une ordonnance par laquelle on auroit fait publier que tous les jurez de chaque mestier eussent à se trouver cejourd'huy en la salle du palais pour sçavoir leurs rangs et obvier aux désordres qui pourroient arriver !

« Nous, ouy et ce requérant le procureur du Roy, avons ordonné que tous les maistres jurez de ceste ville, de quelque estat que ce soit, se trouveront jedy prochain à six heures du matin, en la cour du chasteau de ceste ville comme estant à son tour, et à ceste fin chaque juré sera tenu d'apporter un roolle des noms de leurs autres maistres *pour voir s'ils sont absens sans excuse*, et, suivant l'appel qui en sera par nous fait en la présence du Procureur du Roy, de chaque mestrisse, procedder au rang, qui leur sera ordonné, le tout à peine, contre les jurez de chaque mestier, de vingt livres d'amende, et contre chaque maistre de trois livres, et sera nostre présente ordonnance exécutée contre les contrevenant, nonobstant opposition ou appellation quelconque et sans préjudice d'icelles.

« Et cependant, par provision, et jusques que, par nous à l'advenir, en soit autrement ordonné, disons que les mestiers cy-dessoubz nommez marcheront à la procession suivant les rangs cy-après :

« Premièrement, les confrairies des parroisses de Vienne, St-Nicolas, St-Martin, St-Honoré, et St-Sollemme ; et après icelle marcheront les paveurs, les cordiers, les fondeurs, les corroyeurs, les paticiers, les cuisiniers, les charcutiers, les mareschaux, les œuvres blanches, les bourreliers, les selliers, les tessiers

(1) Ouvrage cité, Orléans, 1888.

en toile, les tisseurs en serge, les tailleurs d'habits, les fourbisseurs d'espée, les chapeliers, les tonneliers, les savetiers, les menuisiers, les bouchers, les toiliers-lin-giers, les cordonniers, les serrurriers, les postiers d'estaing, les boullangers, les ciergiers, chandeliers, les taneurs, les orfèvres, les orlogeurs, les merciers-jouail-liers, les drapiers, les apothicaires, les chirurgiens (1).

« Donné de nous à Blois le 21 juin m. vi. cent soixante-et-six.

Hardouyn, Baudry. »

En 1776, l'état de la corporation fourni à l'intendant De Cypierre (2) nous indique que la communauté n'a plus de confrérie, mais qu'elle fait dire deux messes par an.

A Chartres, il n'existe point de confrérie en 1776 (3), mais de bonne heure, les apothicaires-épiciers honorent saint Nicolas, choisi comme saint patron par les communautés de Paris, Pontoise, Rouen, etc.

En effet, comme cité plus haut, dans la cathédrale de Chartres, ils ont offert un vitrail dédié à ce saint. « Les trois médaillons inférieurs donnent la reproduction des scènes de ventes et de manipulations de marchandises du métier. » Nous reproduisons une partie de ce vitrail.

Il n'y a pas de confrérie à Pithiviers en 1776 (4), mais à la même date, il en existe une à Vendôme, placée sous le patronage de Saint-Jean Porte latine. Il est payé dix livres pour le service de cette confrérie. Signalons ici qu'à notre connaissance, le patronage de Saint-Jean Porte latine n'a été indiqué dans aucune autre communauté d'apothicaires, mais ce saint fut choisi aussi par les chandeliers et les fondeurs de suif d'Orléans parce que cet apôtre fut plongé dans une chaudière d'huile bouillante (ils disaient saint Jean Bouillant).

(1) Il convient de noter qu'il s'agit ici d'une pompe ecclésiastique et que les personnages les plus qualifiés passent les derniers.

(2) Archives départementales du Loiret, C 101.

(3) Archives départementales du Loiret, C 102.

(4) LÉPINOIS : *Histoire de Chartres*, p. 213, BN, LK 7, 1910.

b) Les rapports des apothicaires avec les autres corporations

(La défense des intérêts professionnels)

Jusqu'à la Révolution, les apothicaires eurent beaucoup à lutter pour défendre leur profession, souvent menacée. Leur position, à vrai dire, était délicate : née de l'épicerie (1), l'apothicairerie s'en détacha parfois difficilement. Devenant l'assistant du médecin, l'apothicaire fut par ailleurs tenté de le concurrencer.

Nous ne connaissons cependant aucun exemple de cette concurrence dans l'Orléanais. Le chirurgien, de son côté, avait tendance à acheter les drogues directement aux forains pour préparer et composer lui-même ses remèdes. Enfin, ils eurent aussi à lutter contre les communautés religieuses et contre les charlatans et tous les « donneurs de recettes », fort écoutés au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles.

Tout ceci provoqua de nombreux procès, dans lesquels nos confrères firent souvent preuve d'une ténacité extraordinaire.

Nous envisagerons successivement :

- I. — Lutte contre les chirurgiens.
- II. — Lutte contre les épiciers, merciers, droguistes.
- III. — Lutte contre les communautés.
- IV. — Lutte contre les charlatans.
- V. — Lutte contre la pharmacie hospitalière.

LUTTE CONTRE LES CHIRURGIENS

On peut dire qu'elle fut acharnée ; et elle provoqua même, au ^{xviii}^e siècle, quelques arrêts du Conseil d'Etat.

En 1724 (20 juin), le Conseil d'Etat régla fort nettement les droits des apothicaires et des chirurgiens du royaume, entre autres ceux de Blois et de Chartres (2) :

(1) Voir notre chapitre sur l'organisation des communautés d'apothicaires.

(2) Faculté de Pharmacie, Dossier 20166.

« Arrest du Conseil d'Etat du Roy et Lettres patentes sur iceluy portant règlement des Droits des Apothicaires et des Chirurgiens du Royaume, du 20 juin 1724.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat

Le Roy étant informé que plusieurs Communautez de Chirurgiens du Royaume, et entre autres les Chirurgiens des Villes de Chartres et de Blois, sous prétexte de la disposition de l'article 19 des Statuts de la Communauté des Chirurgiens de Versailles, s'immiscent, au préjudice des droits des Apoticaire, & contre les Reglemens rendus au sujet des droits des uns & des autres, notamment par l'Arret du Parlement de Paris du 29 Juillet 1671, de donner aux malades toutes sortes de Remèdes pour toutes sortes de maladies, parce que Sa Majesté par l'Edit du Mois de Septembre 1723, a ordonné qu'en attendant qu'il soit dressé des Statuts en chacune Communauté de Chirurgiens du Royaume, les Statuts de la Communauté des Maitres Chirurgiens de Versailles seront exécutés selon leur forme et teneur ;

& comme Sa Majesté n'a pas entendu donner aux Chirurgiens plus de droit qu'ils en ont eu précédemment, que les Statuts de Versailles ne sont que provisoires, & qu'il est juste que les Chirurgiens soient renfermez dans leurs droits, sans qu'ils puissent anticiper sur ceux des Apoticaire ;

Sur quoi désirant pourvoir :

Ouy le rapport du Sieur Dodun, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, en interpretant, en tant que de besoin, l'article 19 des Statuts de la communauté des Chirurgiens de Versailles,

a déclaré et déclare n'avoir entendu accorder aux Chirurgiens le droit indéfini de donner toutes sortes de remèdes pour toutes espèces de maladies, mais uniquement ceux convenables aux malades de leur état de Chirurgien ;

ce faisant ordonne Sa Majesté que l'Arrêt du Parlement de Paris du 29 Juillet 1671 sera exécuté selon sa forme et teneur : en conséquence ordonne que *les Chirurgiens pourront seulement traiter les Tumeurs, Playes, Ulcères, Fractures, Luxations, tant par Opération de la main que par application des Remèdes extérieurs* nécessaires ausdites Opérations, auquel effet pourront faire & avoir chez eux Cautéres, Emplâtres, Onguents, Linimens, Baumes & poudres convenables ausdites opérations, sans toutesfois qu'ils puissent les vendre ni débiter autrement.

Fait Sa Majesté défenses ausdits Chirurgiens de don-

ner aucunes Potions laxatives, altératives ou confortatives, à la réserve des Maladies Vénériennes ou autres Secrètes.

Fait pareillement Sa Majesté défenses ausdits Apoticares d'entreprendre ni exercer la Chirurgie, ni faire aucune des Opérations qui concernent les Chirurgiens;

Et pour l'exécution du présent Arrêt ordonne Sa Majesté que toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 20^e jour de Juin 1724.

Signe : PHELYPEAUX ».

Cet arrêt est approuvé par le Roi le 8 juillet de la même année.

Malgré ce texte fort clair et indiscutable, une affaire considérable mit aux prises les apothicaires et les chirurgiens d'Orléans, au milieu du XVIII^e siècle.

L'objet de la contestation était de savoir si le sieur Le Blanc, chirurgien à Orléans, était en contravention pour avoir fourni à une dame Lorphelin, sa malade, « quelques prises de quinquina » qu'il avait achetée chez le sieur Renou, apothicaire de la Ville (1).

Cette affaire, en l'apparence bien banale, souleva des problèmes graves, et si nous en publions les documents en entier (sans commentaires d'ailleurs) malgré leur longueur, c'est qu'ils donnent une idée exacte sur bien des points jusqu'ici restés obscurs.

Les sentences ayant jugé Le Blanc en défaut, celui-ci fit appel. Voici le compte rendu du jugement :

« La Communauté des Maîtres Chirurgiens a pris son fait et cause et a soutenu et soutient encore qu'ils sont en droit et possession suivant les Règlements, de faire et distribuer à leurs malades ordinaires et auprès desquels ils sont appelés, les Remèdes dont ils ont besoin, en achetant les drogues et les Préparations chez les Apoticares de la même ville.

Ils ne disputent point aux Apoticares que les Drogues et Préparations n'appartiennent à la Pharmacie, privativement à tout autre Profession ; mais ils soutiennent qu'en achetant ces Drogues et ces Préparations chez les Apoticares, ils peuvent eux-mêmes composer des Remèdes pour leurs Malades ordinaires quand ils

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris, Reg. 27, Dossier 61.

en sont requis ; ils reconnoissent qu'ils n'ont point le droit de les débiter en public, en Magasin ou en boutique, selon le besoin de leurs malades seulement.

Le Droit que les Chirugiens réclament est fondé sur l'Utilité publique, qui veut que les Particuliers soient libres de donner leur confiance à celui qui leur plaît le mieux, du Médecin, du Chirurgien ou de l'Apoticaire, sans être obligé d'appeler à grands frais, pour la moindre maladie, la Médecine, la Chirurgie & la Pharmacie.

Le mal-jugé de ces sentences est évident, & le droit des Chirugiens est incontestable.

FAIT

Le 15 Janvier 1746, les Jurez & Gardes de la Communauté des Apoticaire de la ville d'Orléans firent assigner le Sieur Le Blanc, Chirurgien de la même ville, l'un des Appellans, pour luy être fait deffenses de composer, vendre & débiter au Public aucuns remèdes simples & composés comme ils l'accusoient d'en avoir donné notamment depuis 15 jours à la Dame Lorphelin à laquelle ils prétendoient que le Sieur Le Blanc avoit fait, vendu & livré des Opiats, Quinquina et autres drogues ; ce qu'ils assuroient être une Contravention à leurs Statuts, & que pour l'avoir fait, il seroit condamné en 500 livres de dommages & intérêts, et aux dépens.

Le Sieur Le Blanc a dénié avoir fait aucune Entreprise sur les Apoticaire, sur quoy est intervenüe sentence du Lieutenant Général de Police d'Orléans le 4 Février 1746 qui admis les Maîtres Apoticaire à faire preuve des Entreprises du Sieur Le Blanc, & au Sieur Le Blanc la preuve contraire, si bon luy sembloit, sans avoir fait poser des Faits précis.

Le 15 du même mois le Sieur Le Blanc a obtenu un Arrêt de la Cour qui l'a reçu Appellant, & a fait défenses d'exécuter cette Sentence ; mais sur l'opposition des Apoticaire & l'Intervention des Maîtres Chirugiens qui ont pris son fait & cause, Arrêt est intervenu sur appointment à mettre au rapport de M. l'Abbé Macé, qui a reçu les Chirugiens Intervenans & les Apoticaire opposans au premier Arrêt, a levé les Deffenses y portées, & a ordonné l'exécution provisoire de la sentence du 9 Février 1746.

Cet Arrêt ne fait aucun préjugé, parce que les Jugements de Police s'exécutent ordinairement par provision ; ainsi l'appel de cette sentence subsiste en son entier.

Le 31 Juillet 1746, l'Enquête ordonnée a été faite, les Apoticaire ont fait entendre 10 témoins qui ne prou-

vent point que le Sieur Le Blanc, Chirurgien, ait entrepris sur la Pharmacie ; tout ce qui résulte des Dépôts c'est qu'il a donné à la Dame Lorphelin quelques prises de Quinquina qu'il avoit acheté chez le Sieur Renou, Apoticaire de la Ville d'Orléans, & qu'il a été présent à la préparation d'un remède, autrement dit Lavement, que la domestique du Sieur Abbé Mauduisson, âgée de plus de 70 ans, a fait & donné à son Maître, après avoir acheté les Drogues chez les Apoticaire ou Droguistes. Quoique le Sieur Le Blanc ne fût point en contravention, comme la Cour le voit, le Lieutenant Général de Police d'Orléans a rendu la Sentence définitive le 17 Août 1746, sur les conclusions verbales du Substitut de M. le Procureur Général à la Police d'Orléans, par laquelle, en conséquence de la preuve qu'il dit résulter de l'enquête, il a fait deffenses au sieur Le Blanc d'entreprendre sur l'Etat des Apoticaire ; & pour l'avoir fait le condamne en 20 l. de dommages et intérêts envers les Apoticaire, & aux dépens.

Le Sieur Le Blanc a interjetté Appel de cette Sentence, & le 29 May 1747 il a signifié qu'en adhérant à ces premières Appellations, il se portait Appelant de cette Sentence.

Les Prévot, Syndic & Communauté des Chirurgiens ont donné leur requête en la Cour le 15 Janvier 1748, afin d'être reçus parties intervenantes & incidemment Appellans ; faisant droit sur lesdits appels, les maintenir dans le droit & possession où ils étoient & où ils sont encore de distribuer à leurs Malades tous les Remèdes dont ils ont besoin pour leur soulagement sans aucune distinction, aux offres qu'ils faisoient de continuer, comme ils avoient toujours fait, de prendre les Drogues nécessaires pour leur composition chez les Apoticaire de la Ville d'Orléans ; faire deffenses ausdits Apoticaire de les y troubler ; & pour l'avoir fait, être condamnez en tels dommages & intérêts qu'il plairoit à la Cour d'arbitrer, & en tous les dépens tant des Causes principales que d'Appel & demandes envers tous les Parties.

Il s'agit donc de plusieurs Appels : primo de celui que le Sieur Le Blanc a interjetté de la Sentence interlocutoire du 9 Février 1746, qui a admis les Apoticaire à faire preuve des prétendues contraventions du Sieur Le Blanc. Secondo de l'Appel interjetté par la Communauté des Chirurgiens de la même Sentence du 9 Février 1746, & de celle du 12 Février qui les a débouté de leur tierce opposition à la sentence interlocutoire. Tierco et enfin de l'Appel interjetté par le Sieur

Le Blanc & la Communauté des Chirurgiens de la Sentence définitive du 17 Août 1746.

On va faire voir le mal jugé de toutes ces sentences, & ensuite on établira le Droit & la Possession des Chirurgiens, & on réfutera les moyens des Apoticaire.

Première Partie : Mal Jugé des Sentences

Les Chirurgiens d'Orléans attaquent le jugement du 9 Février 1746, donné par le Lieutenant général de Police : « Par rapport au Premier Appel, & à la Sentence Interlocutoire du 9 Février 1746, il est constant que les Apoticaire *n'ayans posé aucun fait précis*, mais seulement que le Sieur Le Blanc *avait entrepris sur leur Art de Pharmacie*, LE LIEUTENANT GÉNÉRAL DE LA POLICE D'ORLÉANS devoit leur faire poser les faits avant de les admettre à la preuve de la prétendüe contravention ; le Sieur Le Blanc auroit avoué ou dénié ces faits. »

Ils ajoutent : « Si les Apoticaire eussent posé les faits, s'ils eussent dit que la prétendüe Contravention ou Entreprise du Sieur Le Blanc dont ils se plaignoient, étoit que le Sieur Le Blanc avoit donné à la Dame Lorphelin quelques Prises de Quinquina purgatif & préparé qui l'avoit acheté chez le Sieur Renou, Apoticaire de la même Ville d'Orléans, s'ils avoient dit que l'autre Entreprise dont ils accusaient le Sieur Le Blanc, Chirurgien, étoit d'avoir été présent chez le Sieur Abbé Mauduison dont il étoit le Chirurgien ordinaire, à la composition de quelques Remèdes qu'il avoit ordonné, mais que la Domestique dudit Sieur Abbé avoit fait elle-même après avoir acheté toutes les Drogues nécessaires chez les Apoticaire & Droguistes, il est certain que le Sieur Le Blanc n'auroit pas dénié ces faits, qu'il en seroit convenu, & qu'ainsi il n'aurait pas été nécessaire d'admettre, comme il a admis, les Apoticaire à la preuve des Faits qui n'étoient pas contestés & qui ne tendoient point à prouver l'Entreprise dont les Apoticaire accusoient si mal à propos le Sieur Le Blanc. »

D'ailleurs, disent les Chirurgiens,

« L'Article Premier du Titre 22 de l'Ordonnance de 1667 porte expressément *qu'en matière où il échera de faire Enquête, le même Jugement qui l'ordonnera contiendra les Faits des Parties.* »

« C'est donc une faute de la part des Juges de Police d'Orléans d'avoir ordonné l'Enquête avant d'avoir obligé les Parties de poser leurs faits. »

Et les Chirurgiens ne manquent pas d'attaquer la Justice..... avec virulence :

« Enquête inutile & frustratoire, puisqu'en prouvant ces Faits, elle ne prouve point de Contravention, & par conséquence Enquête mal ordonnée, frustra probatur quod probatum non relevat. »

Et les Chirurgiens de conclure :

« Il n'y a pas l'ombre ny l'apparence de Contravention ou d'entreprise dans la conduite du Sieur Le Blanc, par conséquent le mal-jugé de cette Sentence est évident. Passons à la Seconde Partie, c'est-à-dire au Droit dans lequel la Communauté des Maîtres Chirurgiens de la Ville d'Orléans demande d'être maintenus, & où ils sont de distribuer à leurs malades tous les Remèdes dont ils ont besoin pour leur guérison ou leur soulagement sans aucune distinction de Maladies Secrettes ordinaires aux offres qu'ils font de continuer, comme ils ont toujours fait, de prendre les Drogues nécessaires pour leur Composition chez les Apoticaire de la même Ville. »

Seconde Partie :

Droits des Maîtres Chirurgiens de la Ville d'Orléans

Ce Droit est fondé sur une Possession Immémoriale, sur les Reglemens, sur l'utilité publique et celle des Particuliers.

La preuve de la possession dans laquelle les Chirurgiens de la Ville d'Orléans sont de distribuer à leurs Malades tous les Remèdes dont ils ont besoin, en prenant néanmoins les Drogues chez les Apoticaire, est consignée dans les Registres même des Apoticaire, ils sont sommés de les représenter en cas de dénégation : on y trouvera que le *principal débit que les Apoticaire font de leurs Drogues & et de leurs Préparations est par les mains des Chirurgiens*, sans cela ils n'en débiteroient pas. La Confiance que tous les Habitans de la Ville d'Orléans ont aux Chirurgiens, & le peu de confiance que ces mêmes Habitans ont pour les Apoticaire, prouve encore cette possession des Chirurgiens, & l'utilité de cette possession.

Les Habitans de la Ville d'Orléans regardent les Apoticaire comme des gens qui par l'Etude qu'ils ont faite de la Pharmacie sont bons pour la préparation des Drogues, mais non pour l'administration des Remèdes, parce qu'ils ne connoissent ny la maladie ny le sujet, ils ignorent par conséquent les Remèdes propres à la Maladie, & au sujet pour lequel ils ne sont presque jamais appellez.

A l'égard des Reglemens il y en a plusieurs qui autorisent le Droit & la possession des Chirurgiens de la Ville d'Orléans.

La Cour par son Arrêt rendu en forme de Règlement entre la Communauté des Maitres Chirurgiens de la Ville de Saumur & les Apotiquaires de la même Ville, le 31 May 1713, a permis aux Chirurgiens de distribuer à leurs Malades tels Remèdes que bon leur sembleroit, en prenant néanmoins les Drogues chez les Apoticaïres. Le Parlement de Bretagne a trouvé cette décision si juste et si sage, qu'il l'a adoptée par son Arrêt du 20 juin 1722, aussi en forme de Règlement ; il a permis aux Chirurgiens de la Ville de Nantes de donner & appliquer aux Malades qui auroient besoin du secours de leur art, tels Remèdes qu'ils croiront leur être convenables, parce qu'ils les prendront chez les Apoticaïres s'ils sont mixtionnez, & chez les Droguistes s'ils sont simples ; l'Arrêt ordonne qu'il sera enregistré sur le Livre de la Communauté des Chirurgiens et Apoticaïres, & publié & affiché par-tout où besoin sera, & condamne les Apoticaïres aux dépens, tant des Causes principales que d'Appel.

Cette Loy émanée de l'Autorité Suprême ne fait aucune distinction des maladies.

Troisième Partie

Les Maitres apothicaires de la ville d'Orléans ont fait, mais inutilement, les plus grandes Recherches pour s'opposer au Droit & à la Possession des Maitres Chirurgiens ; ils objectent plusieurs Sentences et Arrêts, mais ces Autoritez ou n'ont point d'application à l'espèce, ou renferment en soy leur Contredits.

La Sentence du juge de Police d'Orléans de l'année 1720 contre le Sieur La Borie, Chirurgien, qui luy fait deffense & à tous autres d'entreprendre sur l'Etat des Apoticaïres & de vendre & débiter aucun Remède concernant l'Art de Pharmacie, encore qu'ils les eussent acheté chez les Apoticaïres, ne marque point quelle étoit la Contravention, il paroît seulement qu'il avoit fourni & débité des Remèdes & Médicaments à plusieurs Particuliers ; s'il avoit débité ces Remèdes & Médicamens au Public & dans la Boutique, à d'autres qu'à ses malades ordinaires, il seroit en contravention, car les Chirurgiens ne prétendent pas avoir ce droit, mais seulement, de fournir à leurs Malades tous les Remèdes qui leur sont nécessaires, en achetant des Drogues chez les Apoticaïres. Si le Sieur La Borie s'étoit renfermé dans ces bornes, la Communauté ne l'aurait point abandonné, elle seroit intervenue, & auroit pris sa Deffense comme elle a pris celle du Sieur Le Blanc.

L'Arrêt de la Cour rendu le 29 juillet 1671 entre les Chirurgiens et Apoticaire de la Ville de Tours, est étranger à la Contestation. Il paroît par la lecture de cet Arrêt qu'il y avoit une contestation entre les Chirurgiens et les Apoticaire au sujet des Pensemens que les Apoticaire vouloient faire sous prétexte qu'ils pouvoient tenir dans leurs Boutiques les Drogues & Médicamens nécessaires pour ces Pensemens. Il est intervenu un règlement entre ces deux Communautés qui détermine le Droit de l'une & de l'autre par rapport à cet objet.

Il est évident que la Contestation dont il s'agissoit lors de cet Arrêt n'a aucun rapport ny aucune ressemblance à celle dont il s'agit.

Il est vray que cet Arrêt fait deffenses aux Chirurgiens d'entreprendre et d'exercer la Pharmacie, & de donner aucunes Potions laxatives, altératives, confortatives, à la réserve des Maladies Vénériennes & Secrètes, mais il ne deffend point aux Chirurgiens de fournir de Quinquina à leurs Malades après l'avoir préparé et rendu purgatif, ayant acheté les Drogues chez les Apoticaire, ny d'être présent au Remède qu'il plaît à un malade de faire faire en sa présence par sa Domestique après avoir acheté chez l'Apoticaire ou le Droguiste les Drogues nécessaires à la Composition de ce Remède.

En vain, les Intimez diroient que cet Arrêt juge que les Chirurgiens ne peuvent faire ny administrer par eux-mêmes à leurs malades aucuns Remèdes, si ce n'est dans les Maladies Vénériennes & Secrètes. Cet Arrêt ne dit pas cela, il fait Déffenses aux Chirurgiens de la Ville de Tours de donner aucunes Potions laxatives, altératives & confortatives, si ce n'est dans les Maladies Vénériennes, mais il ne déffend pas aux Chirurgiens de donner à leurs Malades des Remèdes ou Médicamens composés des Drogues achetées chez les Apoticaire, il n'a pas prévu ce cas, & par conséquence il n'a pas d'application à l'espèce dont il s'agit.

Depuis cet Arrêt, la Cour a reconnu qu'il étoit de l'intérêt public que les Chirurgiens pussent donner & administrer des Remèdes à leurs malades, non seulement dans les Maladies Vénériennes, mais dans les Maladies ordinaires, pourvû qu'ils achetassent les Drogues chez les Apoticaire ; c'est ce que la Cour a jugé par son Arrêt en faveur des Chirurgiens de la Ville de Saumur contre les Apoticaire de la même ville ; elle a permis aux Chirurgiens de distribuer à leurs Malades tels Remèdes que bon leur sembleroit, en prenant néanmoins les Drogues chez les Apoticaire.

L'Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 20 juin 1724 & les Lettres Patentes obtenües sur iceluy, portant Règlement, à ce que les Intimés prétendent de Droits des Apoticaire & Chirurgiens du Royaume, est une surprise faite à Sa Majesté par les Apoticaire de Chartres et de Blois, il est diamétralement contraire à l'Edit du mois de Septembre 1723 qui avoit ordonné qu'en attendant qu'il fût dressé des Statuts en chacune Communauté des Chirurgiens du Royaume, les Statuts de la Communauté des Chirurgiens de Versailles seroient exécutez dans toute l'étendue du Royaume, & l'article 19 de ces Statuts registrés en la Cour le 16 Mars 1720 porte expressément, comme on l'a déjà observé, que les Chirurgiens auront la Faculté de faire et préparer tous les Remèdes, tant internes qu'externes, pour leurs Malades seulement.

Il n'y a qu'une déclaration du Roy qui puisse déroger à un Edit, & la Cour ne règle point sa jurisprudence sur les Arrêts du Conseil quand ils seroient soutenus de Lettres Patentes, lorsqu'elles ne les a pas enregistrées..... Ce seroit aller contre la Volonté du souverain que de reconnaître comme Loy un Arrêt du Conseil, des Lettres Patentes non enregistrées, puisque nos Rois dans ces anciennes ordonnances que nous respectons comme les Lois fondamentales de l'Etat, ont voulu qu'on regardât comme autant de surprises faites à leur Religion toutes les Décisions émanées de l'Autorité souveraine qui ne se trouveroient pas avoir été enregistrées.

Il faut donc écarter cet Arrêt du Conseil & ces Lettres Patentes non enregistrées comme une surprise faite à l'Autorité Royale.

L'Arrêt du 10 Mars 1738, rendu contre le Sieur La Borie, Chirurgien de la Rochelle, n'a point d'application à notre espèce. Il paroît par la lecture de cet arrêt que le Sieur La Borie, Chirurgien de la Rochelle, vendoit & débitoit chez luy des Remèdes chimiques & galéniques, simples & composez, cela ne luy étoit pas permis, il étoit sans contredit en contravention.

L'Arrêt du 4 Août 1744 confirmatif d'une autre Sentence de La Rochelle du 15 Juillet 1740, qui condamne à l'amende le Sieur de la Salle, Chirurgien de la Rochelle, pour avoir fourni des Médecines purgatives à deux différentes personnes, avec deffenses de récidiver sous plus grande peine, reçoit la même Réponse & le même contredit que le Précédent, les Chirurgiens de la Rochelle s'étant restraints à ne donner des Remèdes à leurs malades que dans les Maladies Chirur-

gicales, le Sieur de la Salle étoit en contravention comme le Sieur La Borie.

L'Arrêt du 15 Février 1744 confirmatif de deux Sentences de la Police & Bailliage d'Auxerre des 11 Juin & 15 Mars 1743, qui avoit condamné Jean-Baptiste Bourgoüin, Chirurgien à Auxerre, à l'amende, pour avoir contrevenu à l'Art. 23 des Apoticaire de la même ville, reçoit plusieurs Contredits.

Cet Article 23 des Statuts des Maitres Apoticaire de la Ville d'Auxerre dûement homologuez en la Cour sans aucune opposition de la part des Maitres Chirurgiens renouvellez et confirmez par le Roy régnant et rapportez et produits en original, deffendent expressément aux Docteurs en Médecine, et à tous Médecins Barbiers, Chirurgiens et autres, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de faire en ladite ville d'Auxerre & en la Banlieuë aucune composition de Médecine vendre, ny distribuer Drogues simples et composés ou autres Marchandises servant audit Etat d'Apoticaire Epicier, en quelque qualité que ce soit, à peine de 100 liv. d'amende, applicable à sa Majesté, moitié à la Communauté des Apoticaire.

La Disposition de cet Article est si étendue et si précise, et la contravention du Sieur Bourgoüin contre ces Statuts étoit si caractérisée et si réitérée, que la Cour n'a pu se dispenser de le condamner par cet Arrêt ; mais les Statuts des Maitres Apoticaire de la ville d'Orléans, en les supposant tels que les Intimez le disent, ne contiennent point une pareille disposition ; selon les Intimez mêmes, ces Statuts ne sont point conçus en termes négatifs, c'est-à-dire qu'ils ne portent aucunes deffenses aux Chirurgiens, les Intimez sont seulement autorisez par la disposition précise de ces Statuts à vendre & débiter à l'exclusion de toute personne les Remèdes tant simples que composez qui peuvent être nécessaires dans les Maladies. Ainsi il n'y a point à argumenter des uns aux autres ; d'ailleurs, les Apoticaire de la Ville d'Orléans, c'est-à-dire les Intimez, ne rapportent point l'original de leurs prétendus Statuts ny de l'arrêt d'enregistrement ; ils produisent des Copies par Extrait de ces Statuts de l'Arrêt qui a ordonné l'Enregistrement, et *il paroît que ces Pièces sont mutilées, en sorte qu'on ne peut pas juger de tout leur contenu.*

Enfin, les Intimés viennent de produire par Production nouvelle faite par Requête du 9 Juin 1749 quatre Pièces qu'ils regardent comme très importantes, et qui ne sont rien moins que décisives dans la contestation.

La Première est un Arrêt rendu en faveur des Maîtres Apoticaire-épiciers de Paris, le 27 Novembre 1694, qui fait deffenses au Sieur Cagnart, Chirurgien, & à tous autres d'Entreprendre sur l'Art de Pharmacie.

La Seconde est une Transaction du 28 Juin 1701, par laquelle Léonard Chauvin, Maître Apoticaire d'Orléans, Jacques Constant, Maître Chirurgien de la même ville, transigent ensemble sur les contestations mûes entre eux, et par laquelle ledit Constant, Chirurgien, promet de ne donner à qui que ce soit aucuns Remèdes en la Ville et faux bourgs d'Orléans ny user de Pharmacie.

La Troisième est une autre Transaction faite le 12 septembre 1713, entre Michel Pichard, Louis Dufour l'aîné, Joseph Bigot & François Dufour le jeune, Maîtres Apoticaire à Orléans, & Michel Turmeau, Maître Chirurgien en la même ville, par laquelle ledit Sieur Turmeau, Chirurgien, a promis de ne plus s'immiscer à l'avenir en aucune manière et sous quelque prétexte que ce soit où puisse être, dans l'Art de la Pharmacie, au préjudice des Statuts et Règlemens de la Communauté des Apoticaire à peine de 100 livres d'amende, à quoy il consent être contraint en vertu des Présentes en cas de récidive.

La Quatrième est l'Arrêt du Conseil intervenu le 12 Avril 1749 sur la fameuse contestation d'entre les Médecins et Chirurgiens de Paris, les Intimez voudroient tirer des inductions de l'Article 10 de cet arrêt.

Toutes ces pièces nouvellement produites aussi bien que les autres contiennent leur contredit.

L'Ancien Arrêt de 1694 qui défend aux Chirurgiens de Paris d'entreprendre sur la Pharmacie n'a aucune application à l'espèce dont il s'agit ; les Maîtres Chirurgiens d'Orléans ne prétendent pas non plus avoir le Droit d'entreprendre sur la Pharmacie, mais seulement être en Droit et possession d'administrer à leurs Malades les Remèdes qu'ils jugeront nécessaires, en prenant les Drogues et les Préparations chez les Apoticaire de la même Ville ; les Chirurgiens de Paris n'excipoient pas vray-semblablement d'un pareil droit lors de cet arrêt qui est d'ailleurs bien antérieur au Règlement, que la Cour a fait pour les Apothicaires et les Chirurgiens de Saumur, en 1713, & à celui que le Parlement de Bretagne a fait, en 1722, pour les chirurgiens de la ville de Nantes ; Règlemens qui ont reconnu sa nécessité qu'il y avoit pour l'intérêt du Public et des Particuliers de laisser aux Chirurgiens de la ville de Nantes ; Règlemens qui ont reconnu la

nécessité qu'il y avoit pour l'intérêt du Public et des Particuliers de laisser aux Chirurgiens la faculté de faire et administrer des Remèdes pour leurs malades ordinaires, en achetant les Drogues et compositions chez les apothicaires de la même ville.

Il n'y a aucune induction à tirer en faveur des Intimez des Transactions de 1701 & de 1713. Deux particuliers chirurgiens de la ville d'Orléans avoient entrepris sur la Pharmacie ; ils reconnoissent qu'ils ont eu tort ; voilà tout ce qui résulte de ces Transactions, mais il faut observer que ces deux particuliers étoient si troublez par la crainte d'un Procès à soutenir contre une communauté, qu'ils ont promis de ne donner à qui que ce soit aucun remède en la ville & Banlieue d'Orléans, et de ne plus s'immiscer à l'avenir en aucune manière que ce soit & sous quelque prétexte que ce soit ou puisse être, en l'Art de Pharmacie, quoique de l'aveu même que les Apotiquaires font aujourd'huy, les chirurgiens ayent du moins ce Droit dans les Maladies secrètes. Les deux Transactions, loin d'être favorables aux Intimez, prouvent au contraire que dans tous les tems ils n'ont cherché qu'à restreindre le Droit des Chirurgiens en intimidant les plus foibles par la crainte des Procès que les Apoticairez entreprennent aussi facilement que les autres ont attention de les éviter.

C'est une sottise vanité des Intimez de s'approprier le célèbre Arrêt qui vient de juger la fameuse contestation des Médecins et des Chirurgiens de Paris, il n'a pas été question de celle des Apoticairez & des Chirurgiens.

Quoique la médecine ait prétendu devoir présider à toutes les opérations qui regardent la Chirurgie & l'Anatomie, elle a méprisé d'assister à l'opération vile et burlesque réservée à l'Apoticaire & pour laquelle *il suffit pour toute connoissance de sçavoir la véritable situation de l'Anus ou du Rectum ;*

Si, par cet arrêt, il est fait deffense aux Chirurgiens de composer, vendre & débiter aucuns médicaments ou remèdes destinez à entrer dans le corps humain, il est évident que ce n'est que pour obliger le Chirurgien appelé avec le médecin auprès d'un malade à avoir pour le Médecin la defférence qu'il luy doit.

Bien loin que Sa Majesté ait eu intention de déroger aux Règlemens rendus en faveur des Chirurgiens contre les Apoticairez, elle veut au contraire que les Ordonnances & Règlemens soient observés, le tout conformément aux dispositions des ordonnances (statuts

et Règlemens), par conséquent, Sa Majesté veut que les Règlemens pour les Chirurgiens de Saumur et de Nantes soient exécutés.

Les Intimez qui voyent bien qu'ils ne peuvent contester avec succès le Droit & la possession des Maitres Chirurgiens de la Ville d'Orléans, ny résister aux autorités sur lesquelles ce Droit & cette Possession sont appuyés, voudroient le restreindre aux Maladies Secrètes & Chirurgicales : ils prétendent qu'il faut distinguer les Maladies ordinaires & les Maladies Secrètes ; que, quand l'article 19 des Statuts des Maitres Chirurgiens de Versailles a laissé la faculté aux Maitres Chirurgiens de faire & préparer toutes sortes de Remèdes à leurs Malades seulement, ces termes à *leurs malades seulement* les restraignent aux Maladies qui ne regardent que la Chirurgie.

La distinction que les Intimez font des Maladies Secrètes d'avec les Maladies ordinaires, n'est qu'un piège qu'ils tendent aux Maitres Chirurgiens pour les prendre en deffaut toutes les fois qu'ils voudrons, les Maitres Chirurgiens étant obligés au Secret, et ceux qui sont affligés de Maladies Secrètes ayant toujours attention de les déguiser sous le Nom de quelques maladies ordinaires, le Chirurgien qui les traiteroient de ces maladies paraîtroit toujours être en contravention.

Le Panneau est trop grossier pour ne pas être apperçû, Personne ne s'y laissera prendre & la Cour ne souffrira pas une restriction qui ne tendroit qu'à relever la turpitude des Familles, à dévoiler ce qui doit être éternellement caché, & mettre tous les jours la division entre les deux Communautéz où elle a voulu mettre la Paix par les Sages Règlemens qu'elle a fait, mais ausquels l'esprit de discorde et d'envie des Intimez n'a cherché qu'à se soustraire dans tous les tems.

A l'égard du sens que les Intimez donnent à ces mots de *leurs malades seulement*, ce n'est qu'une misérable équivoque, Sa Majesté les eut entendu ainsi dans son Edit de 1723 & dans l'Article 19 des Statuts des Maitres Chirurgiens de Versailles elle se seroit expliquée plus clairement, & les Apoticaire de Versailles se seroient opposés à l'enregistrement de ces Statuts et n'auroient pas manqué de les faire expliquer par les termes de Maladies Chirurgicales, si ces termes de leurs Malades seulement eussent été susceptibles de ce sens.

Il faut donc que les Intimez avouent leur défaite, qu'ils conviennent de bonne foy que le Droit & la Possession des Maitres Chirurgiens de la Ville d'Orléans

de fournir & administrer à leurs Malades ordinaires seulement les Remèdes qu'ils jugent à propos en prenant les Drogues & Préparations chez les Apothicaires de la même Ville, ne leur fait aucun préjudice ; ils savent bien que le prix arbitraire & excessif qu'ils donnent à tout ce qu'ils vendent les dédommage de ce qui pourroit leur appartenir pour la préparation des Remèdes, & ce petit intérêt dont ils sont d'ailleurs plus qu'indemnisez par le plus grand débit de leurs Drogues et de leurs Préparations par les mains des Chirurgiens ne pourroit jamais balancer l'intérêt du public qui est d'avoir la liberté de mettre sa confiance soit dans le Médecin, soit dans le Chirurgien, soit dans l'Apoticaire, & celui des Particuliers qui seroient bien à plaindre si pour la moindre incommodité ils étoient obligés d'appeler à grands frais la Médecine, la Chirurgie et la Pharmacie.

Le véritable intérêt des Maîtres Chirurgiens d'Orléans est bien moins de pouvoir administrer à leurs malades ordinaires toutes sortes de Remèdes que d'éviter les persécutions qu'ils auroient à souffrir de la part des Maîtres Apoticaire si la preuve par témoins pouvoit être admise.

On sait que tous ceux qui sont atteints de Maladies Secrètes, ont toujours soin de les déguiser sous le nom de Maladies ordinaires : les Chirurgiens ont certainement le droit d'administrer, de faire, composer & administrer toutes Sortes de Remèdes dans ces sortes de Maladies ; les Apoticaire ne leur contestent pas ce droit, les Chirurgiens dans ce cas ne sont même pas obligés de prendre chez eux les Drogues & Préparations nécessaires ; mais comme la maladie secrète est déguisée en maladie ordinaire voilà le Chirurgien qui traite cette maladie accusé de Contravention. Comment s'en défendra-t-il ?

S'il dénie avoir fourni des Médicaments au malade ? La preuve en sera requise et offerte par les Apoticaire ; S'expliquera-t-il sur la matière des Remèdes et sur le caractère de la Maladie ? Le voilà forcé de violer le Secret ; s'il veut se justifier, il expose l'honneur de son Malade et le Sien, il perd la confiance du Public et compromet sa Réputation. S'il se renferme dans une simple dénégation, la preuve une fois admise, on dévoilera par la déposition des Témoins la nature des Remèdes & des Caractères de la Maladie que l'on vouloit cacher & qu'il est de l'intérêt & de l'honneur des Familles de tenir secrètes, ou si on a eu la précaution de la déguiser, à tout le monde sous le nom de maladie

ordinaire, la preuve testimoniale fera paroître en Contravention le Chirurgien, quoiqu'il n'y soit pas, & qu'il n'ait administré des Remèdes que dans une maladie que luy seul pouvoit traiter.

Ces inconvénients, on ose le dire, méritent toute l'attention de la Cour & justifient parfaitement l'opposition que les Maitres Chirurgiens de la ville d'Orléans ont formée à la Sentence qui admet la preuve par Témoins, leur intérêt est celui du Public, il tend à conserver l'inviolabilité du Secret & l'honneur des Familles.

D'un autre côté, les Chirurgiens qui ne veulent point entreprendre sur les Apoticaire & qui ne demandent à être maintenus dans le Droit & la possession où ils sont d'administrer toutes sortes de Remèdes à leurs Malades ordinaires, en prenant les Drogues chez les Apoticaire, que pour éviter les inconvénients de la preuve testimoniale, sacrifieront volontiers cette possession si la Cour, par la profondeur de sa sagesse, trouvait un tempérament pour concilier les droits des deux communautés.

Ces inconvénients sont considérables ; si l'on admet la preuve par témoins des prétendues Contraventions des Chirurgiens ils seront réduits à la dure nécessité de violer le secret qu'ils doivent à leurs malades, ou de paroître en contravention dans le tems qu'ils n'y seront pas ; si l'on n'admet pas cette preuve, aucun d'eux ne pourront entreprendre sur les Apoticaire ce n'est point leur intention ;

Quel Moyen pour parer à ces deux inconvénients ?

Seroit-il permis aux Maitres Chirurgiens de la ville d'Orléans de prendre la liberté d'en proposer un à la Cour ?

C'est d'ordonner l'exécution du Règlement qu'elle a fait en faveur des Chirurgiens de Saumur par son Arrêt du 31 May 1713. Règlement sy sage qu'il a été adopté par le Parlement de Bretagne par son Arrêt du 20 Juin 1722 en faveur des Chirurgiens de Nantes.

Ces Reglemens portent que les Chirurgiens pourront faire administrer à leurs Malades ordinaires *toutes sortes de Remèdes en prenant les Drogues & préparations chez les Apoticaire de la même ville.*

Par ce moyen, il n'y aura plus de Contestations entre les deux Communautés, il ne sera plus nécessaire d'alléguer des Contraventions & de recourir à la preuve testimoniale, le secret sera gardé, l'honneur des Familles ne sera plus exposé, les Droits des deux Communautés sera conservé, l'intérêt des Apoticaire

n'en souffrira point, ou si peu que cette considération ne peut balancer celui des Chirurgiens qui, joint à l'intérêt du public, doit assurément l'emporter.

M. DE SALABERY, Rapporteur.

M^e GIRARD, Avocat.

MAUDUISON, Proc. »

Nous ignorons malheureusement la suite de ce, procès, mais nous pouvons citer une affaire similaire, qui éclate peu après entre les apothicaires de Blois et les chirurgiens de cette ville.

En 1761, en effet, les médecins de Paris furent pris comme arbitre à ce sujet. Les chirurgiens de Blois se livrant à l'exercice de la pharmacie avaient leurs drogues saisies et examinées par les experts.

Le rapport de ceux-ci : MM. Baron, Bernard, Cosnier et Macquart, était formel ; en voici l'extrait :

« Nous croyons que les drogues saisies n'ont pas un rapport plus immédiat avec les maladies vénériennes, ou autres secrètes qu'avec toutes les autres maladies ; nous pensons que le terme donner, employé dans la Transaction et Arrêt, ne peut s'entendre que d'une simple tolérance en faveur des Chirurgiens, d'administrer secrètement des remèdes, dont ils doivent se fournir chez les Apoticaire, sans qu'il leur soit permis de les préparer eux-mêmes et encore même de les tenir chez eux exposés en vente ; que la prétention des Chirurgiens d'avoir chez eux toutes les espèces de drogues qui peuvent avoir un rapport immédiat ou éloigné avec les maladies vénériennes ou autres secrètes, et de composer eux-mêmes des remèdes de toutes espèces, est déraisonnable, pour ne rien dire de plus ; que le bon ordre exige que la vie des Citoyens ne dépende jamais d'un seul homme et qu'il est absolument nécessaire de mettre un frein au projet d'usurpation que les Chirurgiens ne rougissent pas d'offrir aux yeux de la Justice dans cette occasion. »

Ce certificat entre dans des détails qui fournissent des moyens sans réplique aux prétentions des Chirurgiens, en vengeant la cause publique ; il est très intéressant et mérite l'attention des magistrats.

« Il démontre sensiblement que les Chirurgiens n'ont pas le droit de s'arroger imprudemment de traiter seuls les maladies vénériennes ou secrètes, et qu'il n'y a que le Manuel, ou la partie chirurgicale qui soit de leur ressort ; que les spécifiques de ces maladies n'y ont pas

leur application seule, mais qu'ils sont utiles dans les maladies de la peau, les cas d'obstructions et de corruption qui n'ont aucune sorte de relation avec le mal vénérien ; que ce serait mal à propos faire soupçonner des personnes irrépréhensibles dans leurs mœurs, lorsqu'on les emploie dans les différentes affections ; que ce n'est qu'une simple tolérance purement provisoire, quoiqu'au fond abusive, de permettre aux Chirurgiens d'administrer secrètement des remèdes, dont ils doivent se fournir chez les Apoticaire, sans qu'il leur soit même permis en aucune façon de les préparer eux-mêmes, et encore moins de les tenir chez eux ; que les maladies vénériennes se trouvent souvent compliquées avec d'autres et qu'il n'y a point de remèdes en pharmacie, dont on ne puisse avoir besoin, ce qui engageait les Chirurgiens à tenir tous les remèdes contre les dispositions d'une foule de Règlements qui assujettissent à la visite des Médecins ; ce serait violer les lois établies par la sagesse même, pour la sûreté de la vie des Citoyens et qu'on ne peut assimiler deux fonctions incompatibles ; que ce serait aussi contraire aux Règlements généraux faits au sujet de l'Apoticaire et notamment l'arrêt du Conseil du 12 Avril 1749 ; enfin, que, sous prétexte de cas rares de maladies secrètes en Province, les chirurgiens seraient donc obligés de tenir des Pharmacies ouvertes renfermant des drogues achetées à des Colporteurs et presque toujours falsifiées ou au moins de médiocre qualité ; ce serait un des plus monstrueux et des plus dangereux de tous les abus. »

« L'arrêt intervenu la même année a remis tout dans l'ordre et a adjugé aux Apoticaire leurs conclusions ; défend aux Chirurgiens de tenir au delà de certaines préparations de mercure et de mouches cantharides ; déclare la saisie bonne et valable ; condamne le Chirurgien qui a administré des remèdes à l'amende et aux dépens, sur la preuve résultant de son administration et lui avait fait défense de récidiver ; et la Communauté intervenante condamnée aux dépens. »

Enfin, une autre affaire fort importante dressa encore les uns contre les autres chirurgiens et apothicaires de Blois en 1765. Elle occasionna l'intervention de la Faculté de Médecine de Paris et un arrêt du Parlement de Paris du 23 juin 1767 (1), par lequel :

« il a été fait defenses aux Chirurgiens de composer, vendre & débiter aucuns médicamens & drogues, ni

(1) Faculté de Pharmacie, 20214.

d'avoir chez eux sous prétexte de la *guérison des maladies vénériennes & secrettes, d'autres drogues que du Mercure doux, du Précipité blanc et des Mouches Cantharides* ».

Dans cet arrêt, la position de l'apothicaire et celle du chirurgien sont, une fois de plus, très bien précisées.

La Cour maintient les Apothicaires « dans le droit exclusif, à l'exception toutefois des Epiciers-Droguistes, dans ce qui les concerne aux termes des reglemens, de vendre, préparer & composer toutes les drogues généralement quelconque dont on fait usage dans les maladies ».

Par contre, il est défendu aux chirurgiens de « s'assimiler aux Apothicaires, dans l'exercice de la Profession, et de composer, vendre ni débiter aucuns médicamens ou remèdes destinés à entrer dans le corps humain ». Cependant, il est fait exception dans le cas des maladies vénériennes ou secrètes pour lesquelles les Chirurgiens pourront préparer et fournir à leurs malades, et même composer tous les remèdes internes & externes qu'ils jugeraient convenables pour ces maladies, mais « sans pouvoir les administrer qu'en les prenant chez lesdits Apoticares ».

Enfin, les maîtres et gardes de la communauté des apothicaires de Blois sont autorisés à aller en visite « tant chez les chirurgiens qu'autres personnes suspectées d'entreprendre sur les droits de leur communauté » en vertu d'une ordonnance du Lieutenant Général de Police de Blois ou en sa présence.

Comme on le voit par ces exemples, les chirurgiens furent les ennemis mortels des apothicaires. Jusque dans les plus petites villes, ceux-ci furent en procès continuels avec ces confrères peu commodes, et nous signalerons en matière de conclusion à ce chapitre une note que nous avons retrouvée à la fin de la réception de Simon-Mathurin Genest, de Pithiviers, dans laquelle Bellot, doyen des Apothicaires de Paris, signale les abus que commettent les chirurgiens de Pithiviers en matière de pharmacie.

« Comme le certificat du Sieur Goulmin de la Fronçay contient une exposition forte et des plaintes très graves de la licence avec laquelle les chirurgiens de Pithiviers exercent la pharmacie au préjudice des malades, que plusieurs personnes de marque qui y sont

nommées aient été les victimes, les chirurgiens n'ayant que des drogues de rebut et n'étant pas bien fournis, nous avons M. le Doyen mon collègue et moy demandé aux apothicaires une copie de ce certificat pour s'en servir si besoin est en temps et lieu.

Bellot. »

LUTTE CONTRE LES ÉPICIERS, MERCIERS,
DROGUISTES, FORAINS, ETC.

Les statuts des apothicaires des grandes villes de l'Orléanais ont tous réservé un ou plusieurs articles aux épiciers, merciers, droguistes et forains, leur interdisant la vente des drogues et surtout la préparation des médicaments composés.

A *Orléans*, le règlement de 1556 concernant les médecins et les apothicaires indique :

« Déffenses sont faictes à toutes personnes de quelque qualité quilz soient aultre que apothiquaires, de vendre, administrer, ou distribuer aulcune médecine entrant au corps humain sur peine de vingt livres parisis damande, prison et punition corporelle, sy elle y eschet selon lexigence des cas. Et néanmoins permis aux espiciers et marchands forains de vendre des drogues sy aucuns en apportent audict Orléans. »

Lorsqu'on soumit aux apothicaires le règlement de 1556, cet article concernant les forains retint leur attention.

Ils reconnurent le bien-fondé de l'article

« pourveu que lesdictes drogues soient vendus (par les forains) ausdictz apothicquaires seulement et non à aultres qui les debitent par chacun jour ! »

Et même avec cette restriction, ils trouvent les dits articles trop généraux ! Vendre des drogues, c'est trop vaste et dangeux !

Au moins, il ne faut pas comprendre dans cette vente permise aux forains :

« les préparatifs simples..... lesquelz en cas de urgente nécessité et malladie soudaine occurente ne permettent dilacion (1) ne latente (l'attente) du médecin. Et aussy ne doilvent les articles passez pour simple

(1) Dilacion : action de différer.

médecine commune dont ne peuvent advenir accident ».

A la suite de ces réclamations, le fameux article fait défense aux forains de vendre

« medecines entrant au corps humain pour l'orri-
ce de la bouche, purgatives et laxatives ».

D'après les statuts de 1615, les forains pouvaient encore vendre des drogues puisqu'il y est dit (article 15) que :

« toutes visitations qui seront ordonnées être faites des drogues tant simples que composées qui seront exposées en vente en cette ville par marchands forains, seront faites par lesdits médecins qui seront députés et jurés apothicaires ».

Mais, par contre, l'article 18 prescrit qu'il est défendu

« à tous marchands, espiciers, droguistes, grossiers et autres de vendre aucuns poisons, venins et autres drogues délétaires, sinon aux dits apothicaires ou autres qu'ils emploient en leur art et métier, comme aussi faisons défenses aux dits drognistes, chirurgiens, et autres personnes, préparer aucunes drogues ou médicaments pour vendre ou débiter, sous peine de cent livres d'amende ».

A Blois, l'exercice illégal de la pharmacie est très sérieusement examiné dans les statuts de 1571 :

Article 9 (Il est ordonné) :

« Que les espiciers simples et drogueurs ou grous-
siers qui ne se congnoissent au fait et art d'appoticaire, sous umbre d'auoir serviteur d'appoticaire qu'il vouldroict tenir en sa maison ».

Article 16 (Il est ordonné) :

« Que dépenses soient faites aux simples épiciers et drogueurs et à tous autres n'étant dudit état, art d'apoticaires, aprouvés ny reçus, d'eux entre mettre ny mester dudit état d'apothicaires en aucune manière ».

A Clamecy, le juge de la châtellenie fut appelé à faire prêter serment à un droguiste-épicier qui s'établissait dans un faubourg de la ville. Celui-ci dut promettre que ses marchandises seraient « autres que celles permises aux apothicaires ».

A *Vendôme*, les statuts de 1605 demandent (art. 14) que :

« Deffenses soyent faites à tous qui ne sont appotiquaires de ne singerer de faire distribuer ou exposer en vente aucuns ouvrages de médecine et de cire en laditte ville et fauxbourgs de Vendôme qui ne soyent reçus et approuvés dudit état d'Appotiquaire cierger épiciers unis, à peine de la confiscation de la marchandise et de soixante sols d'amende ».

Et les mêmes statuts insistent bien sur le fait que « apotiquaire » et « espicier » ne font qu'un, car :

« demeureront lesdits états d'apotiquaire, de cierger et d'épicier réunis et incorporés ensemble ».

Quant aux forains, ils pourront vendre des médicaments aux apothicaires, mais ils devront le faire vérifier et contrôler par les maîtres jurés apothicaires :

« Nuls marchands forains ne pourront vendre ne exposer en vente aucunes marchandises concernant l'état d'apotiquaire cierger épicier comme drogues, sucre, espiceries, confitures saiches et liquides, cire, sierge, ny que pareillement aucun appotiquaire ou autre puisse acheter lesdittes marchandises que premièrement elles n'ayent été visitées par les Jurés sur peine à tous de dix livres d'amende. »

Les statuts de Chartres défendent (art. 8) à quiconque

« de soy entremettre des dits métiers ni l'une dicelle de ne vendre et distribuer aucune denrée et marchandise concernants lesdits ou l'un d'iceux en quelque manière que ce soit ou puisse être, sinon qu'il eut fait chef d'œuvre en lun des dits métiers passé reçu et institué maître en iceux en la manière que dit est, sous peine de soixante sols tournois d'amende ».

Malgré ces règlements, statuts, serments, etc., les frictions furent fréquentes entre les épiciers, droguistes, merciers, etc... et les apothicaires.

Nous allons, pour donner une idée de la lutte parfois sauvage — lutte de procédure ! — que se livrèrent ces corps de métiers, exposer un procès retentissant dans les annales professionnelles, qui, à Orléans, au milieu du XVIII^e siècle, mit aux prises un maître-apothicaire, Elie Montet, et un marchand épicier-droguiste : Jacques-

François Petit, puis un autre droguiste : Louis Moreau (1).

Ce procès dura six ans.

La reproduction de toutes les pièces s'y rapportant — et que nous avons pu retrouver — exigerait beaucoup de place. Leur lecture demanderait une patience presque aussi grande que celle dont fit preuve Elie Montet, au cours de cette procédure, et qui le sauva d'ailleurs.

Aussi avons-nous préféré donner un compte rendu résumant le procès, nous réservant de publier *in extenso* les parties les plus intéressantes et les conclusions du jugement.

Le 19 mars 1752, le maître apothicaire Elie Montet, établi à Orléans, attire l'attention des pouvoirs publics sur le fait que deux marchands épiciers-droguistes de cette ville, Jacques-François Petit et Louis Moreau, font, dirions-nous maintenant, « commerce illégal de Pharmacie », en tenant et débitant des drogues, ce qui est le droit *exclusif* des apothicaires depuis l'arrêt de cour de septembre 1615.

Le 19 août de la même année, le lieutenant de police d'Orléans constate les faits et ordonne une saisie qui est faite le 9 septembre 1752 par le commissaire de police Antoine Lecot, en présence des délinquants et de Elie Montet, demandeur, assisté comme le veut la loi, de René Bigot, ancien garde, et Pierre Cabaille, maître apothicaire à Orléans.

Le 16 septembre 1752, une sentence est rendue par le lieutenant de police contre les deux marchands épiciers droguistes. Huit jours après, le 23 septembre, tous les marchands épiciers droguistes d'Orléans demandent à intervenir en faveur de leurs confrères. Il s'agit des Sieurs Pinchinat, Seurat, Jean Pinchinat, Amelor, Dufour, Pichard, Chaubert, Geffier, Olivier, Piley. Dessein.

Les droguistes font appel de la sentence du lieutenant de police. Le substitut intervient et demande l'examen des drogues saisies par les professeurs de pharmacie et de chimie de Paris.

(1) Arch. Fac. de Pharm. de Paris, Reg. 3.

Il a ordonné en effet que :

« En présence dudit Petit et dudit Moreau, ou eux duement appelest, il seroit fait des paquets par Extraits de chaque espèce de drogue saisie, et dont est question, près des Extraits de Liqueurs, qui seront mises dans les Phiolles, le tout ficellé et cachetté par le substitut de notre procureur général, pour ce fait le tout conduit au carrosse, et adressé aux professeurs en chymie, en notre jardin, pour lesdits extraits de drogues et liqueurs, Etre par eux vus et visités, et connaitre si la proeparation des dites drogues et liqueurs sont bien ou mal faites, de tous en dresser leur procès-verbal, iceluy être rapporté, et Etre ordonné ce qu'il appartiendrait dépens réservés. »

Le 18 avril 1755, les intervenants sont acceptés et Petit est sommé de « fournir ses causes et moyen d'appel ».

Par l'arrêt du 22 août 1755, nous apprenons que « l'appellation fut mise au néant », et les marchands droguistes semblent définitivement condamnés. Il fut ordonné en effet que :

« les ordonnances et sentences dont est appel sortiroient leur Plein et Entier Effet, il fut ordonné pareillement que les Statuts de la Communauté des maitres Apotiquaires de la ville d'Orléans, revêtus de lettres patentes, du mois de septembre mil six cent quipze, registrés en nostre ditte Cour le vingt Mars mil six cent vingi-un, seroient exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence, déffenses fussent faites tant audit Petit, qu'à tous autres se disants marchands Epi-ciers Droguises d'Orléans, de ne rien entreprendre sur les droits des Maitres Apotiquaires, de tenir dans leurs Boutiques et autres endroits de leur Maison des drogues dont la vente appartient seule auxdits Maitres Apotiquaires, à peine de confiscation des marchandises qui seroient saisies, et de telle amende qu'il plairoit à notre ditte Cour prononcer contre les Contrevenants et attendu la contravention commise par ledit Petit, résultante du Procès-verbal fait chez luy par Antoine Lecot, Commissaire de Police de la ditte ville d'Orléans, le 9 septembre 1752, la saisie qui a été faite le même jour des drogues énoncées audit procès-verbal, et déposé au greffe de la Police d'Orléans, fût déclarée bonne et valable, et luy fût fait défense de plus à l'avenir exposer en vente des marchandises de cette espèce, et *pour l'avoir fait, il fût condamné en*

mil livres d'amende envers la communauté desdits Maitres Apotiquaires ; comme aussy attendû la mauvaise qualité des choses constatées par le procès-verbal qui en a été fait par Louis Bourdelin, Docteur régent en la Faculté de Médecine de Paris, Professeur de Chymie en notre Jardin et par Guillaume-François Rouelle, maitre apothicaire de Paris, et Démonstrateur en chymie en notre jardin, Experts nommés par la sentence du Lieutenant général de police de la ville d'Orléans du seize Septembre 1752, dont est appel, lequel dit procès-verbal avoit été déposé au greffe de la police de laditté ville d'Orléans, le 28 juin 1753, et porte en termes précis que les marchandises saisies sont pour la majeure partie très mal préparées, défectueuses, qu'elles n'ont point du tout la qualité de celles pour lesquelles ledit Petit les avoit faittes, et qu'elles ont des défauts essentiels dans leurs préparations, qu'elles sont supposées et falsifiées dans leur qualité ; qu'il y en a qui valent tout au plus un sol ou dix-huit deniers la livre, au lieu que celles pour lesquelles ledit Petit les débitait consent en gros au moins dix livres la livre ; il fût ordonné que les marchandises prises déclarées telles par ledit rapport d'Experts seroient jettées comme préjudiciables au bien public et d'un usage dangereux, et que celles qui se trouveront composées et préparées comme elles doivent être demeureront confisquées au profit de laditte communauté. La saisie de plusieurs autres marchandises faite par un autre procès-verbal du même commissaire ledit jour, 9 Septembre 1752, sur l'ouï Moreau se disant aussy Marchand Epicier Droguiste de la ditte ville, fût pareillement déclarée bonne et valable ; il fût déclaré que les drogues qui sont de mauvaise qualité et décidées telles par le même rapport desdits Bourdelin et Rouelle seroient jettées et le surplus confisqué au profit desdits Maitres Apotiquaires, sauf à notre Procureur général, de prendre contre l'un et contre l'autre telles conclusions qu'il jugeroit à propos ; il fût ordonné que l'Arrest qui interviendroît seroit lû, publié et affiché dans la ville, faux bourgs et banlieuë d'Orléans, aux frais et dépens dudit Petit, et ledit Petit fût condamné en l'amende et aux dépens des causes principales et d'appel, même en ceux réservés par l'Arrest de notre Cour du quatre Janvier mil sept cent cinquante-cinq ; au bas de laquelle Requête aussy employée pour avertissement, écritures et production sur la Demande y portée en l'ordonnance de notre ditte Cour qui l'a réglé en droit et joint et donnez de l'employ y porté. »

Cela, je le répète, semble définitif : les marchands sont coupables, non seulement d'avoir débité des drogues, mais d'avoir débité des drogues « mal préparées », « défectueuses », « préjudiciables au bien public » et c'est cela surtout qui semble avoir retenu l'attention de la cour.

Cela se comprend. Croyez-vous qu'on en resta là ? Pas du tout.

L'arrêt du mois d'août 1755 n'arrête en rien l'activité des délinquants et surtout celle des intervenants, forts de leurs droits d'intervention dont ils vont user... et abuser !

Il s'engage alors un duel judiciaire invraisemblable entre Elie Montet qui tient bon, et qui est seul, contre toute la « troupe » des marchands droguistes qui soutiennent la bonne foi de Petit.

Ce duel dure trois ans.

On y voit Montet adresser une requête le 10 septembre 1755 pour que soit faite l'application des Lettres patentes de 1615, ce à quoi, le 14 janvier 1756, les marchands droguistes répliquent en demandant à intervenir, comme on leur en a donné le droit en avril 1755.

Le 18 mars 1756, ils font à nouveau une « Requête d'intervention », qu'on a la coupable indulgence de leur accorder le 3 avril. Rendus violents par cette admission à intervenir, ils attaquent furieusement le 27 avril et le 6 mai 1756 en demandant la restitution des drogues saisies et l'annulation de la condamnation, priant que :

« la saisie fût déclarée nulle, injurieuse, tortionnaire et déraisonnable ; le procès-verbal de Compositions des drogues dont il s'agit fût pareillement déclaré nul, comme fait sans datte, et hors la présence des personnes intéressées, il fût ordonné que lesdites drogues seroient rendues et restituées audit Petit, et ledit Montet fût condamné en trois mille livres de dommages et intérêts et aux dépens ».

Comme on le voit, ils ne sont pas tendres !

D'ailleurs ces propos émeuvent peu Elie Montet, qui se contente, le 27 avril 1757, un an après, de demander à nouveau l'application des Lettres patentes de 1615 et la condamnation de Le Berche, l'auteur de la requête du

6 mai 1756, qui semble particulièrement excité contre l'apothicaire.

Les droguistes ripostent sans tarder, le 7 mai 1757, et se plaignent de la requête de Montet du 27 avril. Ils demandent sa condamnation et aussi la liberté

« de vendre des drogues à l'instar des marchands épiciers droguistes de Paris, conformément à l'Arrest du 11 Juillet mil sept cent quarante-deux, avec défenses à la communauté des apoticaire d'Orléans d'y troubler lesdits Pinchinat et consorts, à peine de dommages, intérêts et amende ».

Cette fois les droguistes vont un peu loin. La patience a des bornes et celle de Montet semble les avoir atteintes. Le 3 septembre 1757 il dépose trois requêtes :

« la première employée pour contredits contre la production nouvelle portée par la requête desdits Pinchinat, Seurat et consorts du 27 Avril 1756, même contre la production par luy faite en exécution de l'ordonnance de notre ditte Cour, étant au bas de la Requête dudit Montet du 10 Septembre 1755... ;

« la seconde, pour fins de non recevoir et défense contre la demande portée par la requête desdits Pinchinat, Seurat et autres du 27 Avril 1756, et tendant à ce que, sans s'arrêter à la demande dudit Pinchinat et autres, dans laquelle ils seroient déclarés non recevables, ou dont ils seroient déboutés, les fins et conclusions prises par ledit Montet en ladite instance luy fussent adjugées avec dépens ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de notre Ditte Cour qui a donné acte de l'employ y porté et réservé de faire droit sur laditte demande en jugeant... ;

« et la troisième employée pour contredits contre l'employ de production porté par la requête desdits Pinchinat, Seurat et consorts du 27 Avril 1756 ».

Les droguistes attendent jusqu'en février 1758 pour répliquer, et, le 8 mars, ils demandent à être maintenus dans le droit

« de tirer des drogues des pays étrangers pour l'intérêt public et de les vendre et débiter *tant aux marchands apoticaire qu'au public* pour la conservation de sa santé ».

C'en est trop. Elie Montet se dresse par une requête du 22 mai contre une telle audace :

« Requête dudit Montet, dit le procès, du vingt-deux Mars mil sept cent cinquante-huit, employée pour fin de non recevoir et défense contre la demande desdits Pinchinat, Seurat et autres, du 8 Mars dernier. »

Ignorant cette requête de Montet, les marchands, épiciers, droguistes écrivent le 14 mars pour soutenir

« qu'ils n'ont jamais entendu faire aucune composition de Drogues, tant pour les Apoticairees que pour le public, mais seulement (de) vendre et débiter lesdites drogues en nature et en conséquence en ordonnant l'exécution de l'Arrêt de notre ditte Cour du 26 Juillet 1742, lesdits Pinchinat, Seurat et autres fussent maintenus dans la possession, jouissance qu'ils ont depuis un temps immémorable de vendre, débiter, et faire commerce de drogues renfermées dans les quatre grandes compositions, les Sels émétiques et autres articles de Chimie que l'on tire des Villes de Lion, Montpellier et autres endroits qu'il avait toujours faits ; défenses fussent faites audit Montet audit nom et à tous autres de les y troubler sous tel prétexte que ce soit ; ce faisant, ledit Montet audit nom fût déboulé de la demande par lui faite en notre ditte Cour le 10 Septembre 1755 ; il fût condamner en tous les dépens, même en ceux faits en la police d'Orléans, sur leur intervention, au bas de laquelle requête aussy employée pour avertissement, écritures, et productions sur la demande y portée en l'ordonnance de notre ditte Cour, qui l'a réglé en droit et joint et donné es de l'employ y porté ».

En voilà assez, et Elie Montet demande que justice soit faite définitivement :

« Requête dudit Montet es noms du vingt-quatre May mil sept cent cinquante-huit, employée pour fins de non recevoir et défense contre la susdite demande, avertissement écritures et production en exécution de l'ordonnance de notre ditte Cour apposée au bas de ladite requête. *Sommations générales de satisfaire à tous les Règlements de l'Instance.* »

Cette fois, il est entendu : sa bonne foi, sa probité... et sa persévérance sont récompensées.

La Cour en effet, le 31 mai 1758, donne les conclusions du jugement, et tout finit pour la confusion des droguistes... Mais Elie Montet a bien mérité de la communauté !

« *Arrest de la Cour de Parlement* du trente et un May mil sept cent cinquante-huit,

« En faveur du Sieur Elie Montet, en qualité de juré et garde en charge de la communauté des Maitres apotiquaires de la ville d'Orléans,

« Contre le Sieur Jacques-François Petit, Pierre le Berche, et autres marchands Epiciers Droguistes de la ville d'Orléans, tout joint et considéré,

« *Notre dite Cour*, faisant droit sur le tout, sans s'arrêter aux interventions et demandes de Pierre Le Berche, François Pinchinat et consorts, dont ils sont déboutés, ny à la demande de Jacques-François Petit portée par la requête du dix May mil sept cent cinquante-six, dont il est aussy débouté, ayant aucunement égard aux requêtes et demandes d'Elie Montet, garde juré de la Communauté des maitres Apoticaire de la ville d'Orléans.

« Sur l'appel interjetté par ledit Petit des ordonnances, procès-verbal de saisie et Sentence du Lieutenant de police d'Orléans, des 19 Avril, 9 et 16 Septembre mil sept cent cinquante-deux, et de tout ce qui a précédé et suivi, *a mis et met l'appellation au néant*,

« Ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein et entier effet, le condamne en l'amende de douze livres, déclare bonne et valable tant la saisie faite sur ledit Petit que celle faite sur Moreau le même jour, neuf Septembre mil sept cent cinquante-deux ;

« Ordonne que les drogues et marchandises saisies sur lesdits Petit et Moreau, qui ont été jugées bonnes et bien préparées, demeureront confisquées au profit de ladite communauté des Apoticaire d'Orléans, et que celles qui ont été déclarées défectueuses seront jetées dans la rivière ;

« Ordonne, en outre, que les Statuts de la Communauté des Maitres Apoticaire d'Orléans, confirmés par Lettres Patentes du Mois de Septembre 1615, registrés en notre dite Cour, le vingt mars mil six cent vingt et un, seront exéculés suivant leur forme et teneur ;

« En conséquence, fait défense, tant audit Petit que auxdits Le Berche, Pinchinat et consorts, et à tous autres faisant commerce de l'Epicerie en laditte ville d'Orléans, d'entreprendre sur la profession desdits maitres Apoticaire de tenir dans leurs boutiques et maisons, ny exposer en vente aucunes drogues dont le débit appartienne auxdits maitres Apoticaire, à peine de confiscation et sous telles autres peines qu'il appartiendroit et sera le présent Arrêt imprimé, lû, affiché en la ville et faux bourgs d'Orléans, aux frais et dépens desdits Petits, Le Berche, Pinchinat et consorts, jusqu'à concurrence de cinquante exemplaires ; sur le

surplus des autres demandes, fins et conclusions, met les parties hors de cour ; condamne ledit Petit, Le Berche, Pinchinat, et consorts, chacun en leur égard, en tous les dépens des causes d'appel, interventions et demandes envers ledit Montet audit nom, même en ceux réservés.

« Si Mandons mettre le présent Arrest à exécution, Donné en Parlement le trente-unième May l'an de grâce mil sept cent cinquante-huit, et de notre règne le quarante-troisième.

« Collationné : Desoubz le Moultier. Signé par la Chambre.

« Pour copie conforme et vu imprimé dudit Arrêt, Sohier. »

A Blois, les merciers constituaient une corporation très nombreuse et très forte. Leurs statuts — du xv^e siècle — les autorisaient à vendre un peu de tout, depuis les « torches, cierges, et aultres ouvrages de cire », jusqu'aux « marchandises de poids », comme : « poivre, pourpière, saffran, gingembre, clous de girofle, canelle, poudre longue, grains de paradis, noix muscade et toutes aultres merceries et espiceries ».

De là à vendre des drogues, il n'y avait qu'un pas... Les merciers le franchirent plus d'une fois, ce qui déclancha sur eux les foudres des apothicaires.

C'est ainsi qu'en 1764, les gardes apothicaires de la ville s'opposèrent à la réception de deux marchands merciers. Voici le rapport établi à cette occasion (1) :

— Demande de réception des merciers :

« Ce jour d'huy, dix septembre mil sept cent soixante-quatre, par devant nous, sont comparus Sieurs Georges-Martin Amaury et Jean Béchade, natif de cette ville, qui nous ont remontré qu'ayant fait leur apprentissage de l'Etat de marchand toilier-linger chez les sieurs leur père, Marchands en cette ville, ils sont capables de l'exercer et auquel ils nous requièrent les recevoir, ayant sur ce l'agrément de la Communauté.

« Sont aussy comparus Sieurs Samuel Dittely, Petit, Nicolas Garnier, Jacques Roger Benoit, et Pierre Bézard, Marchands toiliers et gardes de leur Communauté, Jean Béschade et Jacques Amaury pères, qui ont consenty à la réception desdits Sieurs Amaury et Beschade fils.

(1) Archives de Blois, HH 3, f^o 26, V^o.

« Sur quoy nous avons donné acte des comparutions, remontrances, réquizzitions et consentement cy-dessus ; ouï et ce consentant le procureur du Roy, avons reçu lesdits Amaury et Béchade fils, marchands toiliers-lingers de la ville, fauxbourgs et banlieue dudit Blois, lesquels ci-présens, le serment d'eux pris au cas dequis et accoutumé, ont jurés et promis, chacun endroit soy d'exercer fidèlement ledit Etat, d'observer les Statuts de leur ditte communauté et de se conformer aux ordonnances et reglements de police, ce que leur avons enjoint faire. Et ont signés..... (suivent les noms des merciers présents).

« Vacation 24 l. Hopital 2 l. 10 s. »

— Opposition des gardes apothicaires :

« Et depuis notre signature, le mesme jour, nous ayant esté représenté par notre greffier, absent lors d'icelle, étant à Coulange ce matin à faire un inventaire, arrivé ce soir, qu'il y avoit une opposition formée en notre greffe par les gardes apotiquaires, en datte du 30 Juillet dernier, à la réception de tous merciers, disons que l'acte de réception cy-dessus demeure imparfait, tant par vertu d'icelle opposition que par le défaut de signature du procureur du Roy, ensemble de la rédaction dudit acte par le Clerc du greffier au lieu du greffier luy-mesme, qui n'a receu aucuns droits ny émoluments relatifs audit acte ; pourquoy envoyons les aspirans à se pourvoir par les voyes de droit contre laditte opposition.

« A Blois, ce dix septembre mil sept cent soixante-quatre de relevée en notre hotel, et seront les présentes communiquées au Procureur du Roy.

Bachod, Delébat.

« Vu les actes cy-dessus, ayant égard à l'opposition des marchands apotiquaires, j'empesche la réception des aspirans jusqu'à ce que parties, ouyes, il en ait été ordonné.

« Ce dix septembre 1764.

Fourré. »

Les deux marchands, Georges-Martin Amaury et Jean Béchade furent reçus deux mois après, le 16 novembre 1764, après avoir « suby examen et répondu aux interrogatoires à eux faites par les Sieurs gardes et marchans apotiquaires, en présence des Sieurs Samuel Dittely-Petit, Nicolas Garnier et Pierre Bézard, tous trois gardes marchands merciers épiciers ».

Demandant à être reçus « audit état de marchand mercier-épiciers-*droguistes*-quincaillier-toillier et linge », les impétrants obtinrent le consentement des gardes apothicaires et firent le serment « de bien et fidèlement observer les statuts et règlements de police ».

Ils furent alors « deurement receus ».

A Blois, également, le 3 mai 1773, une sentence de police ordonna confiscation et amende contre un mercier qui tenait des drogues (1).

« Les Marchands Apotiquaires et Epiciers de la Ville de Blois, saisissants et demandeurs par M^e Le Groux et Ferrand l'ainé ; — contre le Sieur Charuyau, Marchand épicier, saisi et deffendeur par Maître Fournier et Ferrand le jeune ; et contre les marchands merciers intervenants deffendeurs, par M^e Fournier et Bourdon.

« Ouy Ferrand l'ainé, ensemble le Procureur du Roy en ses conclusions ; — nous avons deffauts des parties de M^{es} Ferrand le jeune et Bourdon, faute de plaider ; — et pour le profit, sans nous arrêter à l'intervention des marchands merciers de la ville de Blois, parties de maître Bourdon, au premier Mars 1772, dont l'avons déboutté, homologuons le rapport, du deux Avril dernier, des sieurs Hemery et Chevallier, médecins experts, nommés par notre sentence, contradictoirement rendue entre les parties, le dix-neuf décembre aussy dernier, sur plaidoirie respective au fond, ledit rapport deurement contrôlé et affirmé devant nous, le cinq dudit mois ; — en conséquence, déclarons la série des drogues en question bonne et valable ; — ordonnons que les drogues déclarées et reconnues pharmaceutiques et de l'état d'appotiquairerie seront, du consentement des maîtres apotiquaires, parties de Ferrand l'ainé, données aux dames de la Charité de la paroisse de St-Honoré de Blois, pour être destinés et employés à la guérison des pauvres de leur paroisse, et que celles déclarées et reconnues deffectueuses et nuisibles au corps humain seront, en vertu de notre présente sentence, jettés dans la rivière ; — qu'à cet effet notre greffier sera contraint à la remise de toutes les dites drogues saisies, quoy faisant, bien et valablement déchargé ; — enjoignons à Charuyau et à tous autres de se conformer aux articles seize et dix-neuf des Statuts des Apotiquaires ; en conséquence, faisons

(1) Archives de Blois, FF 4, f^o 55.

déffenses tant audit Charuyau qu'à tous autres faisant le commerce dans la ville, fauxbourg et banlieue de Blois, d'entreprendre sur la Profession desdits Maîtres Apoticaire et epiciers, de tenir dans leurs boutiques et maisons aucunes drogues, dont le débit appartient aux dits Apoticaire et epiciers à peine de confiscation et sous telles autres peines que de droit ; — condamnons ledit Charuyau en trente-six livres de dommages intérêts envers les parties de Ferrand l'ainé, pour sa contravention, et, tant luy que les marchands merciers, aux dépends de leur demande et intervention, chacun à leur égard, liquidés à trois cent cinquante-neuf livres trois sols neuf deniers ; en ce non compris quatre-vingt-huit livres, pour les frais de notre transport, procès-verbal de saisie faite chez Charuyau et faits jusqu'à l'intervention desdits marchands, et de l'incident occasionné par son opposition à la reprise de notre sentence du dix-neuf décembre dernier, desquels le condamnons, en son propre et privé nom, et en laditte liquidation compris pour les frais faits à l'égard des marchands, en trente-cinq livres onze sols dix deniers, non compris les coûts des présentes ; et s'exécuteront. »

Enfin en 1772, les apothicaires de Blois se mirent dans leur tort vis-à-vis des merciers-épiciers en conférant, sans en avoir le droit, à treize maîtres-chandeliers, la qualité de maîtres-épiciers (1). Cette opération ayant été attaquée, le juge de police de Blois maintint les chandeliers dans leur titre. Les merciers-épiciers firent appel aux sentences rendues, qui furent confirmées par le Parlement de Paris en 1773. Ils se sont alors pourvus au conseil d'Etat et l'arrêt du Parlement fut cassé en 1774.

Les maîtres chandeliers et les maîtres apothicaires ayant formé opposition à l'arrêt de cassation, l'arrêt définitif leur fut défavorable :

Arrêt : « Délibéré de débouter de l'opposition ; de condamner les Apoticaire et les chandeliers aux dépens : et de proposer à Monsieur le Contrôleur Général de réunir les trois communautés, en distinguant cependant les articles privatifs à la profession d'apothicaire. »

A *Chartres*, les apothicaires se mirent en défaut en faisant le commerce illégal d'épicerie.

(1) Archives Nationales, F¹⁵⁰⁷, Bureau du Commerce.

La chose est peu courante et demande une explication.

Nous avons vu, en étudiant les communautés d'apothicaires (1), que les statuts du 13 novembre 1518 confondaient dans une même corporation les merciers-épiciers et les apothicaires-épiciers.

Malgré cette réunion toute fictive, — et sur le papier — les deux corps de métiers étaient bien distincts et indépendants.

Mais la corporation des épiciers-merciers, constituée à la fin du XIII^e siècle, était au commencement du XVIII^e fort riche (2). Cette richesse fit envie aux apothicaires, qui poursuivirent avec ardeur leur annexion aux épiciers, contrairement à ce qui se passait ailleurs, où ils tentaient plutôt de s'en débarrasser.

Pour entrer dans la communauté des épiciers-merciers, ils arguèrent du titre d'apothicaires-épiciers que leur donnaient les statuts de 1518 et diverses sentences de bailliage et actes de la prévôté de 1586, 1662, 1671 et 1700. Ils excipaient aussi de la coutume de Paris, ville dans laquelle les deux métiers ne faisaient encore qu'une seule communauté.

Les épiciers-merciers résistèrent à cette invasion en soutenant :

« que la coutume de Chartres n'était pas celle de Paris, que des qualifications trouvées dans les papiers du bailliage n'impliquaient pas un droit réel, que ce prétendu droit ne résultait en aucune façon des statuts des deux métiers, seuls titres à invoquer en pareille matière ; enfin qu'il n'y avait à Chartres aucun rapport entre le métier d'apothicaire et celui d'épicier-mercier, attendu qu'ils ne vendaient pas la même marchandise et que les apothicaires étaient reçus à la maîtrise, non sur examen de capacité, en fait d'épicerie et de mercerie, mais sur exhibition d'un chef d'œuvre en pharmacie, comme compositions de drogues, emplâtres, etc. ».

La question fut portée devant le bailliage en 1716, et les épiciers-merciers gagnèrent leur procès.

A partir de ce moment, les heurts entre les deux cor-

(1) Voir ce chapitre, page 78.

(2) Cf. *Histoire de Chartres*, de LÉPINOIS.

porations furent de tous les instants, et en feuilletant les archives communales (1), on trouve à chaque page une affaire entre un apothicaire et un mercier, ou entre les deux communautés.

Citons-en quelques-unes prises au hasard :

Le jeudi 17 juin 1728, à la séance du Bureau du Commerce (2), il est fait un rapport sommaire d'une instance :

« entre les Maitres Gardes de la Communauté des Marchands-Merciers-Epiciers-Grossiers-Jouailliers de Chartres d'une part et les Maitres Apoticaire de la même ville d'autre part.

« Mais cette affaire ayant paru devoir être réglée par les Juges ordinaires, il a été dit que les parties devoient être renvoyées à se pourvoir comme elles aviseroient ».

Le jeudi 22 juillet de la même année (2), un autre compte rendu de la séance du Bureau du Commerce mentionne :

« M. de Levignen a dit qu'ayant fait entendre aux Merciers-Epiciers de Chartres que leurs contestations avec les apoticaire de la mesme ville n'ayant pas paru intéresser le commerce, Messieurs les Commissaires n'avoient pas jugé à propos d'entrer dans leur examen, ils représentent que cela est malheureux pour leur communauté, n'estant plus dans le tems de se pourvoir contre les arrests du Parlement dont ils ont requis la cassation.

« Et comme l'Instruction qui s'est faite devant M. de Bouville en conséquence du Renvoy qui luy a été fait de cette affaire il y a quelques années par M. le Contrôleur Général pour entendre les parties par son subdélégué à Chartres, et donner son avis, ne leur permet plus de se pourvoir au Conseil Privé, il a esté délibéré qu'il falloit renvoyer lesdits Merciers-Epiciers à se pourvoir pour estre relevés de laps de temps, et rendre compte en mesme tems à M. le Chancelier, que l'Avis du Bureau est qu'il est juste de leur accorder cette grâce par la raison cy-dessus expliquée. »

Nous avons relevé, dans des rapports de réceptions de marchands merciers-épiciers, les 22 juillet et 27 septembre 1728 (3) :

(1) Archives communales de Chartres, J 1, 10.

(2) Archives Nationales, f^o 12, 75.

(3) Archives communales de Chartres, J 1, 10.

« des protestations faites par les merciers-épiciers que la qualité d'épicier prise par les apothiquaires ne pourra nuire ny préjudicier à leur communauté, au contraire ».

Mais toutes ces querelles, protestations, etc..., entre les deux corps, finissent par devenir odieuses et les apothicaires et les merciers veulent :

« terminer et assoupir à l'amiable tous les procès et contestations qu'il y a entre leurs communautés depuis un temps considérable et se prouver les uns et les autres une paix et tranquillité, et restablir le bon ordre que les uns et les autres y trouveroient leur repos et avantage ».

Aussi décident-ils de passer devant notaire une transaction, qui réglait la vie privée des deux communautés et les actes qu'elles devaient faire en accord. Signée le 29 septembre 1729 (1), elle fut homologuée par le roi le 1^{er} octobre 1729, et enregistrée au Parlement le 1^{er} décembre de la même année.

Nous allons en donner un résumé :

Le 29 Septembre 1729, se réunissent chez « les notaires royaux Gardenotes à Chartres » les sieurs : Touraille, Levassort, Leroux, Oudart, Jourdan, Bouvet l'Ainé, Guyon, marchands merciers-épiciers, et les sieurs : Nicolas Vallée, Pierre Mahon, René Romier, Joseph David et Jean-Martin Duhan, marchands apothicaires-épiciers de la ville.

Ils règlent ensemble la question financière :

Les merciers se chargent (Art. 2) des dettes de la communauté des apothicaires :

« La somme de quatre mil livres en capital produisant intérêt au denier soixante deüe par ladite communauté des apothiquaires-épiciers aux Sieurs Vallée, Mahon, Romier et David en leurs particuliers et chacun en quatrième portion comme subrogez aux droits de françoise Gullois Veuve Sieur Jacques Boujeu par acte passé devant Marie notaire à Chartres le dix-neuf Octobre mil sept cent vingt, à qui laditte somme capitale étoit deüe par ladite communauté des apothiquaires-épiciers de cette ville par contrat passé devant ledit Marie notaire.

« Et la somme qui sera jugée estre deüe par Mes-

(1) Archives communales de Chartres, J 1, 18.

sieurs les Procureurs de la Cour de Paris aux héritiers du feu Sieur Michon sur le renvoy fait devant eux par Monsieur le Prévost de Chartres sur la demande originaire de la Somme de six cent livres qui a été esté contestée par laditte communauté des apotiquaires. »

Les apothicaires s'engagent de même à prendre à leur charge les dettes de la communauté des merciers-épiciers,

« ...lesdits Sieurs Vallée, Mahon, Romier, David et Duham composant ladite communauté des apotiquaires Epiciers de cette ville se chargent par ces présentes de toutes les dettes de ladite communauté des merciers-épiciers ». Mettant en commun leurs dettes il est juste que les recettes soient également partagées.

C'est ainsi que le bénéfice que Vallée, apothicaire, doit toucher d'un compte provenant d'un procès, sera pour « le bien commun ». De plus, l'argent « touché par le receveur général desdites communautéz, soit pour réceptions de maîtres ou autremen » sera porté « à la masse et employez à l'acquit des dettes et charges communes desdites deux communautéz à l'exception néanmoins des Cinquante Livres que les Jurez ont coutume de recevoir à chaque réception de maître qui seront touchez alternativement par le juré mercier épicier, et par le juré apotiquaire épicier pour estre par eux employez à l'usage ordinaire du bureau » (2).

Les articles suivants visent l'organisation de la communauté mixte. Tout d'abord, chacun doit exercer « son » métier :

« lesdits Sieurs apotiquaires Epiciers et ceux qui seront par la suite receus dans leur Communauté ne pourront faire le commerce de la mercerie ainsy que lesdits sieurs apotiquaires comparants s'en sont dézister par l'arrest du vingt-neuf Décembre 1722, ny les merciers épiciers celuy de l'apoticaiererie ainsy qu'il a esté consenty par lesdits Sieurs Touraille et consorts Esdits noms ».

Puis, pour gérer la communauté « générale », on prévoit toute une organisation :

Article Sixième

Que lors des élections des gardes et Jurés qui se feront tous les trois ans conformément aux sentences

(1) Article 3 de la transaction.

(2) Voir le chapitre : Frais d'examen dans les villes jurées, page 35.

confirmées par les arrests cy-devant dattez, il sera nommé par tous les merciers épiciers et apotiquaires épiciers à la pluralité des voix un receveur général qui sera pris dans l'un des deux corps, lequel recevra tous les revenus et bénéfices desdites deux communautéz dont il rendra compte à la fin desdites trois années devant les gardes sortants et entrants devant le doyen le receveur Eleu en son lieu et place, Et les auditeurs des comptes qui seront ainsy nommez à la pluralité des Voix lors des élections des gardes.

Article Septième

Que ledit receveur jouira des mesmes honneurs et prérogatives que le doyen, et tous deux assisteront à tout ce qui se fera et auront voix délibérative ainsy que les gardes.

Article Huitième

Que ledit receveur général ne délivrera aucuns deniers pour les affaires extraordinaires seulement que par l'ordre des gardes desdites deux communautéz, Et fera ledit receveur général serment d'exécuter lesdites ordonnances desdits gardes à peine de destitution.

Article Neuvième

Le registre que ledit receveur général tiendra de sa recette et des payemens sera cotté et paraphé par première et dernière de tous lesdits gardes en exercice et du Doyen.

Article Dixième

Chaque garde Eleu tant mercier-épicier, qu'apotiquaire-épicier présidera pendant son année d'exercice et convoquera toutes les assemblées générales et particulières entre lesdits gardes.

Article Onzième

Qu'il ne sera reçu aucun maître dans l'une et dans l'autre communautéz qu'il ne ratifie la présente transaction par un acte en bonne forme passé devant notaire.

Le dernier article indique la fin des hostilités et l'impossibilité de procédure entre les deux communautés.

Article Douzième

« Et qu'au moyen de la présente transaction lesdites parties endits noms ont par ces présentes consenty que toutes actions intentées et a y atenter entre lesdites deux communautéz dans quelque jurisdiction que ce soit supérieure ou inférieure demeurent éteintes, assoupies et sans effet au moyen des présentes. »

A Vendôme, malgré les statuts qui comprennent dans la même corporation les épiciers, les ciergiers et les apothicaires, ceux-ci furent en lutte avec les premiers. En réalité, ils allèrent un peu loin dans le domaine de l'intransigeance. Ayant le titre d'épiciers, ils voulaient avoir l'exclusivité du commerce s'y rapportant, c'est-à-dire empêcher les épiciers d'exercer leur métier.

Dans les pièces du Bureau du Commerce, nous avons retrouvé une brève relation de ce procès à la date du jeudi 1^{er} décembre 1774 (1) :

« M. de Quiney a fait le rapport d'une requête des Marchands épiciers de Vendôme tendant à cassation d'un arrêt du Conseil supérieur de Blois du 6 Juillet 1774. Les faits de cette affaire sont que le commerce de simple épicerie a toujours été libre à Vendôme. Les apothicaires de la même ville ont par leurs Statuts le titre de ciergiers, & l'on a joint dans les brevets de Maîtrise levés aux parties casuelles d'après l'édit du mois de Mars 1767, la qualité de épiciers à celle de ciergiers.

« En conséquence, ils ont prétendu être seuls en droit de vendre de l'épicerie, & ont saisi toutes les marchandises des Epiciers.

« Le bailliage de Vendôme a donné main-levée de ces saisies par sentence du 24 Avril 1773. L'arrêt du Conseil supérieur de Blois l'a reformée. Les Députés du Commerce à qui l'affaire a été communiquée ont donné leur avis le 4 Novembre 1774.

« Arrêt : Délibéré de casser l'arrêt du 6 Juillet 1774 ; d'évoquer l'appel de la sentence du Bailliage de Vendôme & de communiquer aux députés du commerce les Statuts des Apothicaires pour les examiner. »

LUTTE CONTRE LES ECCLÉSIASTIQUES

Nous avons retrouvé fort peu de documents intéressants sur la lutte des apothicaires de l'Orléanais avec le clergé.

A la fin du xvi^e siècle, cependant, à Chartres, une contestation s'éleva entre les chanoines de l'église Notre-Dame et les praticiens de la ville. Ceux-ci voulant avoir le droit de visite sur les marchandises exposées « au-

(1) Archives Nationales, f^o 12, 59/6.

dedans du cloître de ladite église ou dans les maisons canoniales » (1).

Il semble que partout ailleurs les religieux aient fait la vente des drogues sans être aucunement inquiétés.

Dans les archives du Loiret, nous avons pu retrouver le carnet de recettes et de dépenses des religieuses de l'*Hôtel-Dieu d'Orléans*.

Nous avons pensé intéressant de reproduire une page de ce livre de recettes et dépenses, pour montrer que les religieuses vendaient bien les médicaments qu'elles préparaient :

« Etat de la recette que j'ay faite pour la vante des poudres pendant le reste de l'année 1734 et le commencement de l'année 1735 jusqu'au mois de may, Seur Rousseau et Seur Madelon mont rendüe compte de la distribution quil en ont faite qui s'est monté jusqua ce jour à quarante-deux livres un sous trois deniers, cy
42 L. 1 S. 3.

« Le 23 juin 1735, jay receü de Seur Magdelon pour des poudres quel a vendeü 3 L.

« Le premier Aoust, S^r de Clouanne marendeu compte des poudres et ma payé huit livres seize sous 8 L. 16

« Le premier Décembre 1735, receü de Seur de Clouanne pour les poudres qu'il a vendeü quinze livres 15 L.

26 L. 16. »

A Blois, les religieuses de l'Hôtel-Dieu préparent une spécialité : un suc de réglisse très apprécié dans toute la France, et auquel la *Gazette de Santé*, de Paris, consacre une de ses colonnes, le 13 juin 1774.

« On a fait dans cette ville & dans plusieurs provinces du Royaume un grand usage du Suc de réglisse de l'Hôtel-Dieu de Blois & l'expérience a prouvé l'utilité de cette préparation, agréable au goût, & amie de la poitrine. Voici l'avis que nous avons reçu à ce sujet :

« Les plaintes réitérées auxquelles nous sommes exposées depuis quelques années, au sujet d'un prétendu suc de Réglisse de l'Hôtel-Dieu de Blois, qui se

(1) Archives départementales d'Eure-et-Loir, Dossier E 2150.

vend à Paris & dans la province, nous forcent à prévenir le public, que, pour lui éviter la surprise dans l'achat, nous scellerons du cachet de notre Maison les boîtes des trois espèces de suc de réglisse dont nous possédons le secret depuis plusieurs siècles & dont l'efficacité si bien reconnue nous a mérité la préférence sur tous ceux qui se débitent. Le prix de chaque espèce, savoir le blanc, le jaune & le noir, est toujours de 5 Livres la livre. Il seroit plus à propos de s'adresser directement à nous lorsqu'on veut s'en procurer. Nous prions d'affranchir le port des lettres, ainsi que celui de l'argent de la demande.

« S. les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Blois (1). »

LA LUTTE CONTRE LES CHARLATANS

De tous les statuts, ce sont ceux de *Blois* qui prévoient le mieux l'emprise des charlatans sur le domaine de la médecine et de la pharmacie, si commune au moyen âge et même au XVIII^e siècle, où les sorciers, les guérisseurs et les devins étaient souvent plus écoutés que les hommes de sciences.

L'article 19 des statuts de Blois énonce que :

« tous divins (*sic*) et divineresses, empiriques, abuseurs, ne pourront faire aucune visitation et jugement de personnes malades ou saines, en cedit pays et comté de Blois, et ne bailleront, ne feront bailler aucuns médicaments composés ou simples, en quelque sorte que ce soit, et que défenses expresses de par vous, sur peine de punition corporelle, et en une amende arbitraire, seront, à cet fin, faites a tous divins, et devineresses, empiriques, abuseurs, et à tous autres qui ne seront dudit art et métier d'apothicaires, pour éviter les grands périls et dangers qui en peu-

(1) Nous publions la fin de l'article de la *Gazette*, à titre de curiosité plutôt que par intérêt historique.

« Les maladies qui ont régné dans Paris le mois dernier n'ont pas été fâcheuses. On a vu beaucoup d'affections catharrales, qui attaquoient d'abord la tête, et tombaient ensuite sur la poitrine. L'eau et le sucre pour boisson, un régime doux, et la liberté du ventre entretenue par des lavemens émolliens, sont les moyens qui ont réussi pour dissiper ces maladies, la plupart terminées par une expectoration abondante de crachats cuits.

« On a encore observé des maux de tête et des vertiges, qui ont dégénéré en affections soporeuses et même en véritables apoplexies. Ces dernières maladies sont toujours plus communes dans les villes que dans la campagne, parce qu'on s'y nourrit mieux et qu'on y fait moins d'exercice. »

vent avenir et qui sont déjà avenues à plusieurs personnes, tant saines que malades..., mesmement que telles personnes ne font lesdites visitations, jugement ny médicaments pour souins, ains seulement pour avoir et tirer desdits malades et autres personnes leur bien et argent ».

A Orléans, également, le règlement de 1556 interdit

« à toutes personnes de quelque qualité quilz soient aultre que apothiquaires de vendre, administrer ou distribuer aucune médecine entrant au corps humain sur peine de vingt livres parisis damande, prison et punition corporelle sy elle y eschet selon l'exigeance des cas (1) ».

Malgré des défenses formelles, les charlatans ne s'abstinrent point d'exercer la pharmacie et de vendre des remèdes.

A Orléans, l'affaire du sieur de Godernaux fit beaucoup de bruit, et la *Gazette de Santé* de 1784 la relate tout au long (p. 114).

Réponse à la lettre du sieur de Godernaux, insérée dans le *Journal de l'Orléanais*, du 10 septembre dernier, n° 37 (Extrait dudit *Journal*, n° 40 (1784) :

« La distribution de la Poudre *Suprême* a été annoncée à Orléans, par un imprimé dont on a inondé le public. Cette production, fruit du travail du Sieur *Andrieux*, agent et commis en chef du Sieur de *Godernaux*, est un amas indigeste de raisonnements ampoulés, incohérents & alchymiques, soutenus de toutes les affirmations, promesses, en un mot de toute la *rocambole* de la charlatanerie la plus outrée. Apprécier le mérite de ces promesses & mettre le public en garde contre la séduction qui aurait pu en être la suite, telles ont été, sans doute, les vues sages du magistrat éclairé qui préside à la police de la ville, lorsqu'il a prié la Société Royale de Physique de vouloir bien faire faire l'analyse de cette poudre, dite *suprême*.

« Les Commissaires chargés de ce travail convaincus que toutes les fois que l'on vient à déceler la cupidité & à soulever le voile sur lequel sont écrits les mots d'amour de l'humanité & du bien public & dont

(1) Nous avons vu (lutte contre les épiciers) que les épiciers et les forains avaient le droit de « tenir » certains remèdes, dans des conditions spéciales.

s'enveloppe le charlatanisme, on est sûr d'exciter la colère de l'empirique démasqué, ont cherché à écarter tout soupçon de partialité, en ne faisant leur expérience qu'en présence de M. le Lieutenant de Police lui-même & de plusieurs Médecins & Chirurgiens éclairés. Leur amour pour la vérité la leur a fait rechercher de bonne foi, & si les résultats de leur analyse, eussent été favorables à la poudre dite *suprême*, ils les auroient annoncés avec le même zèle & la même franchise qui leur ont fait publier ceux qui y sont contraires.

« C'est même dans ces vues qu'ils avoient prié le Sieur Ballay de se trouver à leur expérience, & que sur la promesse qu'il en avoit donnée, ils avoient convoqué l'assemblée à l'heure indiquée par lui. Si ce chirurgien ne s'y est pas trouvé, ce n'est pas la faute des Commissaires.

« Le désir & l'envie d'être utiles ont été les seuls motifs qui les ont guidés. Que le Sieur *de Godernaux*, ne leur prête donc aucun sentiment de jalousie, ils en sont incapables.

« Ce qui surprend et qui n'aura pas sans doute échappé aux gens éclairés qui auront lu la lettre du Sieur *Godernaux*, c'est que cet *ami de la vérité*, qui ne prend la plume que pour *justifier son remède avec éclat* & qui prétend que les *résultats de l'analyse* que M. Croharé & les Chymistes de la Société de Physique *disent avoir fait*, & les conséquences *qu'ils en tirent*, sont opposées aux épreuves multipliées faites par ordre du Gouvernement, n'administre aucune preuve de ces épreuves & de ces contradictions. Sans doute qu'il ne citera pas comme preuves favorables les expériences des chymistes de l'académie royale des sciences qui ont trouvé les mêmes résultats que M. Croharé, & que trouveront toujours ceux qui ne croiront pas sur paroles au Sieur *de Godernaux* & de son agent *Andrieux*.

« C'est surtout à M. Croharé qu'en veut le Sieur *de Godernaux* & en effet il a raison, puisque c'est lui qui, le premier, lui a attaché le grelot ; mais la vengeance ne l'égare-t-elle pas, & en renvoyant son lecteur à l'ouvrage de M. Mittié, a-t-il bien senti à quoi il s'expose ?

« Ne craint-il pas que le lecteur docile ne prenne pas la lecture de l'ouvrage de M. Mittié, des préventions contre l'usage de la poudre *suprême* ? Qu'y verra-t-il en effet, sinon que cet *habile chymiste* proscriit tout traitement mercuriel, & qu'il regarde les prépara-

tions *mercurielles salines*, la *poudre suprême* par exemple, comme un moyen dangereux ; souvent incompatible avec la constitution des sujets, insuffisants pour quelques-uns, & contraires à d'autres.

« Que le Sieur de Godernaux choisisse donc mieux ses preuves ; car en supposant même que M. Croharé auroit eu tort dans sa dispute avec M. Mittié, il ne s'ensuivroit point qu'il se fût trompé dans l'analyse de la poudre *suprême*, puisque les chymistes de l'académie des sciences & ceux de la Société de physique d'Orléans ont reconnu la fidélité de ses expériences & de ses résultats, & certifient que le Sieur de Godernaux vend 48 Sols ce qui lui coûte moins de trois deniers.

« Le Sieur de Godernaux fait sonner très haut les épreuves, les certificats dont il se dit possesseur ; mais ce moyen, qui ne trompe pas les inconséquens, est vieux & usé ; quel est en effet le charlatan qui n'en produit pas & qui ne tâche pas par là d'en imposer au public ? Ne sait-on pas en effet, qu'il suffit de faire des sacrifices sur le bénéfice, pour trouver des intéressés & des prôneurs.

« N'a-t-on pas vu des gens très instruits chargés de suivre l'effet d'un remède, être la dupe de leur bonne foi, parce qu'ils ignoroient que le charlatan s'introduisoit la nuit auprès des malades, les séduisoit avec de l'or, & leur administroit un remède autre que le sien ? Ces certificats ne prouvent rien contre l'analyse ; que le Sieur de Godernaux nie que son remède soit une combinaison du mercure avec l'acide marin, & qu'il le prouve, c'est là la seule manière de justifier avec éclat la poudre *suprême*.

« Le problème qu'il propose ne prouve pas plus en sa faveur ; il n'est pas difficile à résoudre ; il produira, dit-il, deux préparations semblables par la couleur, l'odeur & le goût, qui fourniront les mêmes résultats à l'analyse, & dont cependant l'une n'aura aucune qualité malfaisante, tandis que l'autre sera une potion des plus subtiles.

« On n'en doute pas, & on ose assurer que le Sieur de Godernaux pourroit même en fournir une troisième qui tiendrait le milieu entre ces deux extrêmes. Sa poudre *suprême*, ou pour mieux dire le précipité blanc, n'est-elle pas une substance intermédiaire entre le mercure doux & le sublimé corrosif ? Ces trois préparations fourniront sans doute les mêmes principes à l'analyse, mais les doses respectives de l'acide marin & du mercure sont différentes dans ces trois préparations, ce qui explique la variété de leurs effets.

« Le *Sieur de Godernaux*, qui a raison de ne point assimiler les fonctions de l'estomac à celle des fourneaux chymiques, paroît cependant, dans la préparation de sa poudre, avoir admis une identité dans leurs effets. Pourquoi effectivement voit-on des globules de mercure coulant dans sa poudre, si ce n'est parce qu'il a cru qu'une légère trituration de cette substance absorberoit ensuite dans l'estomac l'excès d'acide du précipité blanc, & qu'il obtiendrait facilement par là ce qui dans le mercure doux n'est que l'effet d'une longue trituration & de la sublimation.

« Voilà en quoi consiste ce *point de modification* si vanté que la sagacité et les travaux immenses du *Sieur de Godernaux* lui ont fait trouver.

« Les guérisons *valent*, dit-il, *mieux que des raisonnemens & des analyses*, mais *l'expérience, ce juge infaillible*, prouve encore que les effets de la poudre ont été funestes à plusieurs.

« M. de Latour a fourni deux exemples d'accidens fâcheux & le témoignage de cet habile praticien vaut bien celui du *Sieur Andrieux*, qui, associé du *Sieur de Godernaux*, atteste les bons effets de sa poudre. C'est à raison de ces exemples multipliés que M. Chipault, sacrifiant toute vue d'intérêt aux sentimens que son honneur & sa conscience lui inspiroie, a renvoyé cent-trente-sept prises de cette poudre qui lui restoient. Le *Sieur Ballai* a prétendu que ces poudres étoient fausses, & l'on voit que le *Sieur de Godernaux* & son agent principal nient en avoir envoyé à M. Chipault ; cela est très naturel, mais le certificat du Père Edouard prouvera la foi que l'on doit ajouter à leur assertion.

« C'est un tour de gentillesse de ces Messieurs qui peut faire le pendant des preuves sans nombre qu'ils apportent.

« Je, soussigné, agent général de mon ordre, certifie à qui il appartient, que le 2 Août 1783, sur la demande qui m'en a été faite par M. Chipault, Chirurgien à Orléans, je lui ai envoyé quinze paquets de dix prises chacun, le 23 dudit mois, dix paquets, & le premier Septembre, même année, dix autres, formant en tout trente-cinq paquets ou trois cens cinquante prises des poudres médicamenteuses de M. le Chevalier de *Godernaux*, timbrées, cachetées, & qui m'ont été fournies par lui-même, sur lesquelles trois cens cinquante prises, M. Chipault m'en a renvoyé en nature cent trente-sept, depuis que le dépôt de ce médicament a été confié à M. Ballay. C'est donc calomnieusement que

l'on impute au Sieur Chipault d'avoir débité des Poudres contrefaites. C'est moi qui les lui ai envoyées, & c'est M. de *Godernaux* qui me les a livrées : je le prouverai à toute la terre.

« En foi de quoi, j'ai signé les présentes pour servir ce que de raison :

« Aux Capucins de la rue St-Honoré, à Paris, 12 Septembre 1784, P. Edouard, Capucin, Agent Général. »

LUTTE CONTRE LA PHARMACIE HOSPITALIÈRE

Nous signalerons à ce sujet la procédure qui s'engagea au ^{xviii}^e siècle entre les apothicaires d'Orléans et les fondatrices et gérantes de l'Apothicaierie de la rue de la Levrette (1). Cet établissement était constitué par un laboratoire de remèdes destinés aux indigents. Les apothicaires « entreprirent contre » cette œuvre de charité, qui était soutenue par les magistrats. Aussi cessèrent-ils la lutte « à la charge par elles — (les gérantes) — de ne donner de remèdes qu'aux pauvres et de continuer à le faire gratuitement ».

C. Les apothicaires et les pouvoirs publics

Contrôle des actes professionnels de l'apothicaire

Inspection des médicaments

a) *Chez les apothicaires*

Dans tous les statuts des apothicaires de l'Orléanais, on trouve un ou plusieurs articles consacrés aux « visites » à faire dans les boutiques des confrères.

A *Orléans*, les médecins, au ^{xvi}^e siècle, ont « droit de visite » chez l'apothicaire.

Le règlement de 1556 indique en effet que :

« les docteurs en la Faculté de Médecine de la Ville d'Orléans, pour ce assemblez, esliront deulx d'entre eux pour faire la visitation des drogues tant simples

(1) Archives départementales du Loiret, Dossier C 867.

que composées es boutiques des Apothicquaires et aultres vendant icelles ».

Mais cette visite sera faite avec deux apothicaires, nommés de la façon suivante :

« Parreillement, les Apothicquaires de la ville d'Orléans, de deux ans en deux ans, seront tenuz eulx assemblés en la salle du Chastelet d'Orléans, présent et appelé ledict procureur du Roy, pour après le Serment par eulx presté pardevant le Prévost dudit lieu, eslire de leur corps deux des plus gens de bien, fidelles et experimentez en leur art, pour faire revisitation de toutes drogues, tant simples que composées, tant en leurs boutiques que des aultres Apothicquaires, tant de fois en l'an qu'il sera par eulx advisé ou par Justice ordonné. »

Ladite *visitation* se fera « Ensemblement et pour le moins deux fois l'année, la my aoust et la my carême ».

Le même règlement recommande aux apothicaires visités d'être patients et de tout montrer aux inspecteurs, y compris « caves et selliers ».

Il convient même s'y « monstrier et mettre en éviance toutes leurs drogues et soy purger par sermant, par devant lesdictz médecins de non avoir aucunes recelles ou cachées en quelque sorte que ce soit ».

L'apothicaire trouvé en défaut est condamné à une amende infligée par le prévôt.

Le règlement prévoit même le cas où les apothicaires pourraient « s'entrayder de leurs drogues pour frauder l'intention et fin de ladicte visitation ». De celà, ils sont tenus de faire serment sur la peine de cent sols parisis d'amende pour chaque espèce de drogue empruntée.

Ce règlement, concernant l'inspection des pharmacies, fut soumis aux apothicaires, qui le discutèrent, et demandèrent quelques modifications :

Les inspecteurs, dirent-ils, « doivent estre en nombre non per, et plus d'apothicquaires que de médecins, d'autant que, en la ville d'Orléans, il y a seulement huit ou neuf médecins et quand aux apothicquaires sont en nombre quarante-cinq et plus. Aussi que lesdictz apothicquaires entendent mieulx la dispensation des drogues et ont plus grande congnoissance des médicamens composez et plusieurs simples que lesdictz médecins, lesquels sont seulement appelez pour donner jugement de la bonté et vertu des drogues et

connoistre la diligence que font les apothicaires visiteurs ad ce quilz ne colludent (1) avec les aultres qui seront visitez, faisant les dictes visitations aussy que puyz que par lesdictz articles est porté que lesdicts Apothicaires seront tenuz lorsquilz feront quelques compositions et dispensations appelez lieu des delléguez, pourroit estre, silz nestoit en plus grand nombre d'apothicaires pour le faict de la visitation, seroient les delléguez empeschez lorsqu'il conviendra faire lesdictes dispensations qui sont nécessaires à faire par chacun jour ».

Satisfaction est donnée aux apothicaires et l'inspection sera faite* par deux médecins et *quatre apothicaires*. Cette clause est d'ailleurs insérée dans les statuts des apothicaires d'Orléans de janvier 1615, qui disent :

Article 2. — « De deux ans en deux ans seront élus par la communauté des Apothicaires deux maitres jurés pour être présens avec deux anciens et précédens élus maitres et gardes dudit art, et à cette fin prêteront le serment par devant notre prévôt d'Orléans ou son Lieutenant. »

Article 3. — « Par iceux 4 maitres jurés assistés de deux médecins qui seront commis et députés d'entre eux, visitation sera faite 2 fois l'année en notre dite ville, faubourgs et prévôté d'Orléans, à savoir de six mois ès maisons, ouvroirs, celliers, chambres, boutiques desdits maitres apothicaires et outre lesdites deux visitations pourront lesdits médecins et jurés visiter les drogues, médicamens et compositions desdits apothicaires, toutes fois et quantes qu'ils en auront avis de mauvaises. »

De plus, chaque fois que les maitres apothicaires feront leurs « principales et plus exquisés compositions », ils devront les faire contrôler par les inspecteurs : ceci est imposé par l'article 17 des Statuts.

« ...mettront les simples médicamens sur une table en leurs maisons, et les y tiendront un jour entier, et seront tenus d'avertir lesdits deux médecins et quatre maitres jurés apothicaires, pour être icelles drogués par eux, vues et visitées, ensemble, par les autres maitres apothicaires qui seront tenus de le faire ».

Nous avons vu que (2) les veuves tenant boutiques devaient préparer « leurs plus exquisés compositions » devant les maitres.

(1) Colluder : disputer.

(2) Dans le chapitre : Les rapports des apothicaires avec leurs confrères.

L'article 4 prévoit une inspection par les mêmes personnages une fois par an chez tous les apothicaires du duché d'Orléans.

Nous n'avons trouvé cette particularité que dans les statuts d'Orléans.

Article 4. — « Pourront aussi les maitres jurés élire et déléguer un ou deux d'entre eux pour, avec un desdits médecins délégués, visiter, une fois l'année seulement, les apothicaires du duché et bailliage d'Orléans, lesquels feront leur rapport de la malversation desdits apothicaires visités, si aucuns y a, pardevant les juges des lieux. »

Mais dans la modification de ces statuts, qui survint lors de leur enregistrement au Parlement en 1621, cet article fut rayé comme inutile et la visitation...

« ne sera faite que dans la ville et faubourgs, sans que les maitres en puissent faire ailleurs ».

Comme le règlement de 1556, les statuts de 1615 demandent aux apothicaires visités de montrer leur bonne volonté et de faciliter le travail des inspecteurs en leur indiquant tous les endroits où ils déposent des remèdes, « sans rien cacher ni transporter ailleurs la fraude de la visitation ».

Si les inspecteurs trouvent des drogues « mauvaises, fausses, vieilles et exhalées », elles seront saisies et feront l'objet d'un rapport établi devant le prévôt ou son lieutenant.

Puis les drogues défectueuses seront brûlées, et les délinquants auront de « grosses amendes », dont le prix n'est pas fixé, mais dont le montant sera réparti entre les services du roi (les deux tiers de l'amende), et les jurés (un tiers de l'amende).

Mais les jurés ne conservent pas cette prime pour eux-mêmes ; elle doit être « employée aux affaires de leur communauté ».

Le règlement de 1556 interdit en effet aux médecins et aux apothicaires de prendre un salaire quelconque « sous peine de cent livres parisis damande et de prison », ce qui est confirmé par l'article 16 des statuts de 1615 :

Article 16. — « Ne pourront lesdits jurés prétendre pour le droit de visitation susdit aucuns salaires, sous peine de concussion. »

A Blois, il n'est pas question dans les statuts de 1571 de faire appel à des médecins pour inspecter les officines.

L'article 11 de ces statuts dit en effet qu'une visite sera faite deux ou trois fois l'an :

« pour le moings, es maisons et ouvreurz de tous les apothicaires espicierz de ladicte ville et fauxbourgs de Blois, banlieuë et bailliage de Blois, par les maîtres jurez dudit estat et mestier (1) ».

Mais les maîtres jurez auront avec eux « ung des sergents royaulx de ladicte (ville) ».

C'est en sa présence que l'on fera la saisie des drogues mauvaises :

« Sy, en faisant lesdictes visitations, sont trouvez aucunes poudres sophistiquées, ou aultres mauvais ouvraiges ou faulces marchandises esvantées et non loyalles (qu') elles seront prises et mises en la main de ladicte majesté. »

Puis les jurés feront leur rapport « par devant le bailliy de Blois ou son Lieutenant, ou prévost dudict Blois », et « pugnicion en sera faicte par justice, selon la malfaçon esdictes pouldres, ouvraiges et marchandises, lesquelles, en ce cas, seront gectées, comme mauvaises, affin que les personnes n'en puissent estre abbuser ».

Les statuts de Vendôme prévoient aussi les visites chez les apothicaires, sans médecins, mais en présence d'un sergent du bailliage.

Article 9. — « Que pour obvier, faire cesser les abus et malversations qui se sont commises et perpétuées au grand domage de la République et ruine des corps humains et se pouroient encore perpétuer en la mauvaise composition des susdits medicamens, soit fait visitation deux ou trois fois en l'an et maisons de cette ditte ville par les maîtres jurés dudit état et qui

(1) Mais l'édit royal de Blois, de 1579, mentionne bien que dans tout le royaume : « en la présence des médecins, seront visitées deux fois l'an les boutiques des apothicaires, le tout sans préjudice des statuts et reglemens particuliers qui se trouveront estre faits sur ce par les rois, nos prédécesseurs et arrests de nos cours ».

auront fait le serment en justice au commencement de l'année, lesquels seront tenus estre assistés d'un sergent du bailliage, — et visiteront tous lesdits médicaments internes préparés en forme liquide ou solide ou autres formes.

« Qu'ils doivent les tenir aprestés fidèlement, que, s'ils trouvent quelque faulceté, abus et méchanceté et d. compositions ou quelles soient trop vieilles, surannées-évantées ou non loyal, et feront rapport à Justice pour y estre ordonné. »

C'est aussi en présence d'un procureur et d'un sergent royal que les jurés de *Chartres* feront leur visite à leurs confrères, aux épiciers et aux forains. Si les marchandises sont trouvées défectueuses, leur saisie est immédiate :

« S'ils trouvaient aucunes desdittes denrées et marchandises mauvais et non dignes d'être mises en exposition de vente appartenant aux dits Métiers ou autres, en ce cas feront et seront tenus faire empescher et mettre en notre main lesdittes denrées et marchandises pour en faire ordonner en Justice ce que de raison. »

Ils appliqueront alors une amende de vingt sols tournois. Puis les jurés feront un rapport exact sur le délit « sans commettre faute ne abus sus peine demande arbitraire ».

Dans la transaction de 1729, entre apothicaires et épiciers de *Chartres*, il fut décidé que les visites seraient faites par une commission mixte : cette commission au 31 décembre 1729 se compose de : Louis Barriet (Merc.) ; Nicolas Bouvet (Merc.) et Pierre Mahon (Apot.) (1). En 1776, l'inspection est faite gratuitement par les gardes et les jurés apothicaires (2).

b) chez d'autres commerçants

Le droit de visite ne s'adressait pas qu'aux apothicaires.

A *Orléans*, le règlement de 1556 porte que les maîtres feront « la visitation des drogues... ès boutiques des apothicaires et aultres vendant icelles ».

(1) J 1, 10, f^o 60, 1^o.

(2) Archives départementales du Loiret, C 102.

Les statuts de 1615 précisent que les visites devront concerner surtout les forains :

Article 15. — « (Il est ordonné) que toutes visitations qui seront ordonnées être faites des drogues tant simples que composées qui seront exposées en vente en cette ville par marchands forains, seront faites par lesdits médecins qui seront députés et jurés apothicaires. »

A Blois, la « visitation » s'adresse à tous ceux (art. 12) « qui ne sont apothicaires et espiciers, qui se meslent et entremectent de vendre, en gros et autrement, denrées d'apothicaireries et épicerie, en quoy eut esté et sont commises plusieurs faultes et abus, dont se sont et pourroient, à l'advenir, ensuivre plusieurs inconveniens yréparables à toutes personnes et à la chose publique ».

Chez ces gens, « de quelque estat et condition qu'ilz soient », on pourra « faire visitation de toutes marchandises comme d'épiceries, sucres, figues, raisins, drogueries et aultres marchandises concernant le faict et vacation dudict estat et mestiet d'apothicaire et épicerie ».

L'article 13 des statuts prévoit aussi qu'à Blois et dans tout le bailliage :

« nul marchand forain... qui exposeront ou voudront exposer en vente aucunes denrées ou marchandises touchant le fait et vacation dudict état et métier d'apothicairerie et épicerie, ne pourra icelles denrées et marchandises vendre ny mener en vente et que, pareillement, nuls espiciers ou aultres ne puissent icelles acheter, sans que, premièrement, elles ayent été vues et visitées par lesdictz jurez : sur peine de dix livres d'amende ».

Cette amende est applicable :

« la moitié au Roy notre Sire et l'autre moitié aux dicts jurez ».

Ceux-ci sont donc bien rémunérés.

Mais il faut dire aussi, pour être juste, qu'à Blois la charge d'inspecteur est parfois lourde, absorbante, et, si l'on est étourdi..., coûteuse !

Les dits inspecteurs sont tenus en effet d'aller chez les forains :

« icelles denrées et marchandises voir et visiter dedans vingt-quatre heures après qu'on leur aura fait

à sçavoir si lesdits jurez, par fraudes ou malices, soyent négligens ou dilayans de faire ladicte visitation, ils seront condamnés en quarante solz d'amende envers ladicte Majesté (1) ».

Enfin, au XVIII^e siècle, les *chirurgiens* de Blois ayant fait de l'exercice illégal de la Pharmacie (1), les apothicaires obtinrent le droit d'envoyer les maîtres et gardes de leur communauté en visite, « tant chez les chirurgiens qu'autres personnes suspectées d'entreprendre sur les droits de leur communauté ». Cette visite devra être faite « en vertu d'une ordonnance du lieutenant général de Police de Blois, ou en sa présence ».

A *Chartres* (2), en 1591, comme nous l'avons vu plus haut, les maîtres merciers-épiciers-apothicaires voulurent avoir droit de visite sur les marchandises exposées au-dedans du Cloître Notre-Dame (3).

A *Vendôme*, l'article 10 des statuts énonce un règlement semblable à celui de Blois :

« ...tous ceux qui font estat de marchandises des choses qui concerne l'état d'apothicaire-ciergier-épicier dans la ville et fauxbourgs de Vendôme et qui ne furent jamais exercer en la connoissance desdittes choses sans les distinguer bonnes ou mauvaises comme font les apoticares, comme espèces de grennes, semences, sucre, figues, raisins, huile d'olive et Sierge remplie de raisins que les Sieurs appotiquaires sçavent reconnoitre, se déporteront d'en plus vendre en gros ou détail sous les inconvénients dangereux et préjudiciables à toutes personnes et à la chose publique qui s'en peuvent servir, ou bien que lesdits Maîtres jurés appotiquaires-Ciergers-épiciers pourront (comme dessus) faire visitation es maisons de ceux qui se melleront vendre les susdites marchandises. »

« Mais ici la visite porte aussi sur les ouvrages de cire (article 14) : les jurés doivent se rendre chez ceux qui se meslent de faire des cierges ou autres ouvrages de cire dedans la ville et fauxbourgs de Vendôme qui ne sont passés maîtres Jurés appoticares-ciergers-épiciers. Quand on fera la visite, s'il se trouve aucuns ouvrages de sire meslée de Rezine et autres

(1) Voir notre chapitre : Lutte contre les chirurgiens.

(2) Archives départementales d'Eure-et-Loir, E 2, 150.

(3) Il y avait d'ailleurs au cloître une maison dite de Li Espiciers.

choses et qu'il ne soit fait de cire pure et nette, ledit ouvrage de fauce cire sera mis en la main de Justice et confisqué et l'apothicaire-cierger-épiciier délinquant condamné en soixante sols d'amende. »

« Cette amende est applicable une moitié à Mond. Seigneur et l'autre moitié pour subvenir aux frais dudit état. »

En ce qui concerne les forains, on trouve dans les statuts de Vendôme un article (1) tout à fait analogue à celui des statuts de Blois : même amende aussi, applicable, la moitié à « Monseigneur le Duc », et l'autre moitié aux jurés qui, s'ils sont « negligens ou dilayants de faire la visitation » seront condamnés à 20 sols d'amende « envers sad. Majesté » et vingt sols « envers les pauvres passants dudict état ».

Visites des poids et balances

Dans différentes villes, au xvi^e siècle, la vérification des poids et des balances était confiée à des apothicaires (Ordonnance du prévôt de Paris de 1322).

A *Orléans*, le Règlement de 1556 déclare que « sera par chacune année sur la fin de février ballancé le poix duquel usent lesdicts apothicquaires ».

Mais il n'indique pas quelle sera la personne chargée de la vérification. Rambaud pense que c'était le conseil de Ville.

Mais l'article 20 des statuts de 1615 spécifie bien que :

« Sera toutefois et quantes que trouveront bons les dits medecins députés et maitres jurés apothicaires, le poids duquel vendent lesdits apothicaires visité, pour en cas qu'il ne se trouve bon en être fait rapport à notre dit prévôt d'Orléans ou son Lieutenant pour être par lui procédé par amande civile. »

A *Blois*, ce sont également les jurés qui sont chargés de ce travail de contrôle : l'article 12 des statuts de 1571 dit en effet :

« que les jurez ensemble visiteront les poix et ballances à quoy ils poisent les dites denrées et marchandises ». S'ils trouvent « faulx poix, faulces balances », ils ont toute licence pour les rompre et les jeter.

(1) Article 11.

A *Vendôme*, les jurés visiteront (art. 10 des statuts) « les petits Pois, les balances et mesures, lesquels, s'ils les reconnaissent mauvaises et fausses, les pourront rompre et briser afin d'en oster l'abus et malversation ».

Charges de l'apothicaire

A *Orléans* et à *Chartres*, les statuts ne mentionnent rien à ce sujet ; par contre, à Blois et à *Vendôme*, l'apothicaire, étant données ses responsabilités et les charges inhérentes à sa situation, est l'objet d'attentions particulières.

A *Blois*, l'article 18 des statuts mentionne que :

« d'autant que lesdits apothicaires sont tenus de visiter et subvenir ordinairement aux malades, tant de jour que de nuit, et que leur art consiste en science plus qu'en métier, seront et demeureront exempts et affranchis de toutes les charges, subsides et subventions que les personnes de plusieurs autres métiers qui font chef d'œuvre en ladite ville et fauxbourgs de Blois ont accoutumé faire et payer ».

Les statuts de *Vendôme* sont beaucoup plus explicites et entrent dans les détails des bénéfices accordés aux apothicaires :

Article 18. — « D'autant aussi que ledit Estat d'apotiquaire consiste plus en savoir qu'en industrie en laquelle sont versés les autres Etats et Mestiers des Villes et Républiques et que la nécessité assidue et continuelle tant de jour que de nuit quand les malades du secours fidel que leur doivent apporter lesdits appotiquaires, et comme ils sy employent charitablement et continuellement, ne pouvant avoir aucun temps ne Loisir hors le continuel Exercice qu'ils doivent mettre tant dans la composition des ordonnances des Médecins..... ».

Article 19. — « Il plaise à Sa Majesté pour les raisons susdittes et pour rendre lesdits apotiquaires plus affectionnés à les effectuer au mieux qu'il leur sera possible.....

« Ordonner qu'ils seront dorénavant exempts de toutes charges publiques comme de Maire ou Echevins de ladite ville de *Vendôme*, Procureurs de Fabrice, Collecteurs ou asseurs des Taille Sindicques et Commissaires establis par Justice au Régime et Gouverne-

ment des Biens saisis sur créanciers et autres charges publiques, lesquelles charges demandent actuellement et continuellement résidence et vacation.

« Comme aussi ledit Estat d'apotiquaire la demande assidue pour le bien du Publicq, et Secours des pauvres malades tellement qu'il seroit impossible aux dits apotiquaires s'acquitter aux unes et aux charges susdittes et à celles de leur Estat, et pour ce demeureront lesdits Maîtres-Apotiquaires-Ciergers-Epiciers affranchis et exempts desdittes charges publicq, leur laissant libre leur état et vacation comme estant assés en fay honnêtes et servileuses de soy, et prient à jamais lesdits maîtres Jurés Apotiquaires-ciergers-épiciers notre Seigneur pour le bien et tranquillité de son Estat et Couronne. »

A *Châteaudun*, nous avons retrouvé dans les archives communales de la ville que Jacques Dupont, apothicaire, fut nommé échevin de la ville en 1764 (1).

Un autre apothicaire de la ville, Frémont, fut nommé officier municipal en 1789 (2). C'est sans doute ce même Frémont (ou Fromont), qui avec Jean-François-Condamin, Louis Bordas de Lautrinière, contrôleur au grenier à sel, Jean-Michel-Marguerite Delaforge, avocat, et Louis André Bignon, fut envoyé comme député pour se rendre à l'assemblée du Tiers-Etat à Blois et présenter le cahier du Tiers-Etat de Châteaudun (3).

(1) Archives communales de Châteaudun, BB 56.

(2) Archives communales du Loiret, BB 13.

(3) Archives communales du Loiret, AA 33.

CHAPITRE QUATRIEME

Le rôle officiel de l'apothicaire

Dans ce chapitre, nous étudierons successivement :

- 1) La pharmacie hospitalière en Orléanais.
- 2) Les apothicaires militaires.
- 3) Les apothicaires du Roi et du Duc d'Orléans.
- 4) Les expertises et analyses effectuées par un apothicaire d'Orléans, Prozet.

1. La pharmacie hospitalière en Orléanais

Des épidémies de peste et de lèpre ayant éclaté au Moyen Age en Orléanais, on songea dès le xv^e siècle à protéger les populations contre ces fléaux, en isolant et en soignant les malades atteints.

Des établissements d'hygiène furent créés à peu près dans toutes les villes : Orléans, Blois, Chartres, Châteaudun, eurent leur Hôtel-Dieu ou leurs asiles de refuge et de santé destinés en particulier aux personnes atteintes « de la maladie de pestilence et contagion ».

Dans tous ces établissements hospitaliers, sur lesquels on pourrait amonceler des liasses de documents, leurs archives étant généralement bien conservées, les apothicaires ne jouaient qu'un rôle effacé. Ils n'étaient attachés à la maison de santé que très rarement ou par intermit-

tence (1). La plupart du temps les médecins ou les chirurgiens chargés de l'administration faisaient venir leurs remèdes de l'extérieur : soit des apothicaires de la ville, soit même des grossistes de Paris ou d'autres grandes villes. Quant à la distribution des remèdes, ils la confiaient soit à des ecclésiastiques (religieuses, aumôniers), soit à des garçons chirurgiens.

Aussi, soucieux de ne pas nous écarter de notre sujet, insisterons-nous peu sur ce chapitre de la pharmacie hospitalière :

Nous verrons tout d'abord le rôle que les apothicaires jouèrent pendant les épidémies de peste et de lèpre. Puis nous publierons quelques documents intéressants sur le service pharmaceutique dans les hôpitaux et Hôtels-Dieu d'Orléans. Enfin, nous consacrerons quelques lignes à l'apothicairerie de la Rue de la Levrette à Orléans, tenue par quelques dames de la bourgeoisie qui distribuaient des remèdes aux pauvres, à condition qu'ils fussent catholiques pratiquants.

Rôle des apothicaires pendant les épidémies de peste et de lèpre

Dans les archives communales et hospitalières de Chartres (2), nous avons retrouvé une note payée par l'Hôtel-Dieu de cette ville à un apothicaire en 1545 :

« A François Vigneron, apothicaire, pour les encens, cyres, sucres, et autres drogues contre la peste, ensemble pour avoir médecine deffunctes Saincette et Jehanne Francharde, gouvernantes des malades, 23 Liv. 3 S. 3 deniers. »

Dans un rapport lu à la Société royale de Physique, Histoire Naturelle et des Arts d'Orléans, en 1783, Couret de Villeneuve fit l'historique de la lèpre qui sévit dans la province au xv^e siècle (3) :

(1) Voir le chapitre concernant l'Hôtel-Dieu d'Orléans. A l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, nous trouvons, parmi les administrateurs 3 apothicaires : Jacques Dubois, nommé en 1678 ; Claude Demonchin, en 1693 ; Florent Vaudecaine en 1696 (GG 160).

(2) Dossier IE 131.

(3) Archives départementales du Loiret, Dossier D 714.

« Après la malheureuse expédition de Naples en 1496, dit-il, les françois rapportèrent chez eux une contagion inconnue jusqu'alors et que l'on nomma « le mal de Naples ». Il ajoute que cette maladie apportée des Iles de la Floride par les Espagnols se répandit avec une terrifiante rapidité, et que :

« indépendamment des maux aigus que l'on endurait, ce mal répandoit encor son venin sur le corps et jusques sur le visage avec des ulcères desquels sortait une boue vilaine et infecte ».

En janvier 1585, la contagion fut grande à Orléans et la municipalité, alarmée, imita les mesures d'hygiène prises par la ville de Paris.

« Furent commis par les maire et échevins de la ville des religieux, chirurgiens, prévôts et archers de la Santé, pour médicamenter, traiter et gouverner les malades de la contagion » (1).

En 1586, les Maires et échevins firent l'acquisition d'une maison, paroisse de Saint-Laurent des Orgerils, pour « retirer ceux des habitans qui se trouveroient atteints de la contagion ». Cette maison fut appelée le « Sanitas ».

Nous avons retrouvé dans les archives départementales du Loiret (2) le livre des comptes de ce Sanitas, et nous en avons extrait des factures de médicaments.

Ces médicaments étaient fournis par les *chirurgiens* et par les *apothicaires* de la ville.

En effet, nous voyons qu'on a payé en 1602 des « parties » à

« Isaac Rabboteau, M^r Chirurgien et Barbier de la Santé de cette ville pour les medicamens, onguens et breuvages par luy fournys aux pauvres malades de la contagyon, étant au « Sanitas ».

Voici quelques-uns des remèdes fournis :

« Du 28 Septembre au 18 Octobre 1602 :
Potion cordiale XXV Sous.

(1) Ces prévôts et archers devaient arrêter tous ceux qui étaient soupçonnés d'être atteints de la maladie.

Lorsque, plus tard, on construisit un établissement de soins, les malades y allèrent par la porte de la Madeleine, qui était gardée par les archers de la Cinquantaine.

(2) CC 1102, Supplément 45, Pièces II, III, etc...

Cataplasme suppuratif et actoratif pour appliquer sur un bubon pestiféré	XXV Sous.
Emplâtre de diachylon et onguent de basilicum	XXV —
Du 7 au 28 Septembre 1602 :	
Potion cordiale	XXV Sous.
Cataplasme actoratif et Superatif pour appliquer sur un bubon pes- tiferatif (<i>sic</i>)	XXV —
Un mondificatif pour appliquer sur son charbon	XXV .
Quatre breuvages	six livres tournois
etc..., etc... »	

Le 24 Décembre, c'est C. Foment, apothicaire, qui est le grand fournisseur :

« Parties baillées par C. Froment, apoticaire, le 24 Décembre 1603 :

Une livre emplâtre de betonica	XXXII S.
Une livre huile rosat	XXIV S.
Un cataplasme composé de plu- sieurs remollitifs et attractifs ...	XXX S.
Deux onces de thériaque	XL S.
Huile de scorpion trois onces.....	XXX S.
Une livre de Diachylon magnum cum Gummis	III L.
1/2 once confection alkermeès	IV L. X S.
Sirop de limon	XX S.
Sirop acéteux	XVI S.
Opiat de Guidon	M.L.
Deux drachmes poudre de Diamar- garitum Frigidum (1)	IV L. X S.
Une livre Emplâtre betonica (2) ...	XXXII S.
Sirop Violat	XXIV S.
2 onces 1/2 bouteille d'eau de cannelle	XXXV S.
1 Livre huile de lis	XXIV S. X

« Le même fournit le 28 Février 1604 :

Conserves cordiales	XLV S.
Une livre diapalma (3)	XXV S.
Une drachme Pilules de Rufus (4)..	XXX S.

- (1) A base de soie crue, de pierres précieuses, de corail, etc.
 (2) A base de suc de hétoïne, plantain, térébenthine.
 (3) A base de litharge, huile d'olive et axonge.
 (4) A base d'aloès, myrrhe, safran.

Il fournit aussi, le 25 août de la même année :

- « Un quarteron de sucre fin.
- « Diachylum magnum.
- « 4 onces Apostolorum.
- « Pilules de Rufus. »

L' « apothicairerie » de l'hôpital Saint-Charles

L'hôpital Saint-Charles constituait à Orléans le *Dépôt de Mendicité*.

Personnel. — La pharmacie y était tenue par un garçon chirurgien. Il est dit, en effet, dans le règlement de l'établissement, fait par de Cypierre en juillet 1777, que (1) :

« L'Econome concierge fera veiller à ce que la Braise ne soit point extraite des foyers, ce qui augmenteroit la consommation ; il pourra seulement en faire donner au garçon chirurgien résident, dans une chaudière, la quantité nécessaire pour le *chauffer dans l'apothicairerie* et non ailleurs. »

Mobilier. — Une lettre de l'administrateur de l'établissement, Guïot, à l'Intendant de Cypierre du 13 décembre 1785, nous renseigne à son sujet :

« L'apothicairerie de la Maison de St-Charles, trop resserrée dans le principe pour contenir une pharmacie telle qu'on doit l'établir d'après le nouveau régime de cette maison a été récemment accrue ; il s'agissoit d'y faire placer des armoires avec des cases et des tablettes ou rayons pour la conservation des différentes espèces de drogues qui doivent composer la Pharmacie.

« Je me suis informé de ce que pourroient coûter ces armoires en les faisant faire à neuf, j'ai été effrayé de la dépense, lorsqu'on m'a dit que avec la plus grande économie et autant de simplicité, elle monteroit à 500 ou 600 L.

« J'ai prié M. Chipault de se donner des mouvements pour trouver de hasard dans quelque Maison religieuse ou autre aux environs ce qu'on appelle une *apothicairerie* : il s'est écoulé du tems, enfin M. Chipault en a trouvé une à vendre chez les Capucins à Orléans. J'ai été la voir aujourd'hui avec lui et nous avons ensuite

(1) Dossier C 886 des Archives départementales du Loiret.

été à St-Charles pour nous assurer de la possibilité de placer les 3 corps dont elle est composée....., ce qui a paru facile. Pour évaluer le prix, les experts se sont transportés sur les lieux où après avoir examiné l'objet, ils en ont fixé le prix à 224 L.

« Je supplie Monsieur l'Intendant de me donner ses ordres pour conclure le marché projeté, s'il l'approuve, n'ayant pris que des engagements conditionnels.

« Le 13 Décembre 1785.

Guïot. »

L'intendant accepte cette proposition et on paie aux Capucins d'Orléans la note suivante :

« Il est dû aux RR.PP. Capucins d'Orléans pour le prix d'une pharmacie composée de trois corps d'armoire dont un petit, suivant l'estimation qui en a été faite de gré à gré par experts la somme de deux cent vingt-quatre livres,

cy 224 L.
plus pour le transport des trois corps d'armoires trois livres,

cy 3 L.

Total 227 L.

Vu l'autorisation de M. le Contrôleur général annoncée par la lettre de M. Bertier du 5 Janvier dernier.

Bon pour la somme de Deux cents vingt sept livres à payer et rembourser par le Sieur (Illisible) (1) régisseur du dépôt et caissier de la mendicité d'Orléans, aux RR. PP. Capucins de cette ville sur la quittance de Gaverin.

Fait par nous, intendant de la Généralité d'Orléans, le 12 Mars 1786. »

Approvisionnement en médicaments

L'Hôpital St-Charles se ravitaille en remèdes, soit chez les apothicaires de la Ville (2), soit surtout chez les épiciers-grossistes de Paris.

Nous avons retrouvé une facture importante envoyée au Dépôt de Mendicité par Louis Delondre, de Paris, le 25 janvier 1786 :

(1) Guïot sans doute.

(2) Archives départementales du Loiret, C 886.

MENDICITÉ 1786

du 25 Janvier 1786

Fourni par Louis DELONDRE, de Paris, Me Epicier Droguiste,
rue des Arcis, pour le dépôt de mendicité d'Orléans, et
expédié par les voitures du Sr hemmery de cette ville à 30 s.
le Q^u.

Deux paniers contenant net ce qui suit :

2 l.	Jalap en poudre	à	3 liv.	12 sols	7 liv.	4 s.	
8 o.	Ipécacuanha en poudre	—	22 —	10 —	11 l.	5 —	
2 l.	Rhubarbe ronde	—	14 —		28 —		
3 l.	Salsepareille	—	3 l.	10 —	10 —	10 —	
3 l.	Esquine	—		28 —	4 —	4 —	
8 o.	Ecorce de Simarouba	—	3 l.	5 —	1 —	12 —	6
6 l.	Senné de la Parthe grablé	—	4 —	5 —	25 —	10 —	
8 o.	Saffran Gatinois	—	42 —		21 —		
1 l.	Semen Contra fin	—	4 —	5 —	4 —	5 —	
4 l.	Grosses semences froides	—		32 —	6 —	8 —	
1	Tête de pavots	—		24 —	1 —	4 —	
3 l.	Casse en baton	—		32 —	4 —	16 —	
4	Coloquinte entière	—		5 —	1 —		
4 l.	Follicules de parthe	—	6 —	10 —	26 —		
12 l.	Tamarin	—		32 —	19 —	4 —	
6 l.	Quinquina fin	—	6 —		36 —		
1 l.	Ecorce de Garou	—	3 —	5 —	3 —	5 —	
2 l.	Coraline de Corse	—		40 —	4 —		
1 l.	Eponges communes	—		50 —	2 —	10 —	
8 o.	— surfines	—	16 —		8 —		
8 o.	Gomme ammoniac choisie	—	4 —	10 —	2 —	5 —	
8 o.	— adragante en poudre	—	12 —		6 —		
4 o.	Assa foetida	—		4 once		16 —	
1 l.	Camphre raffiné	—	7 —	5 —	7 —	5 —	
4 l.	Gomme gutte	—	8 —		2 —		
8 o.	Baume Copahu	—		52 —	1 —	6 —	
4 l.	Thérébenthine claire	—		12 —	2 —	8 —	
8 o.	Aloes « succotrin » fin	—		50 —	1 —	5 —	
28 l.	Manne de Calabre	—		46 —	68 —	8 —	
1 o.	Opium	—		20 —	1 —		
4 o.	Scammonée d'Alep	—		42 —	8 —	8 —	
Un baril	de Miel de Narbonne	—		40 —	28 —	15 —	
4 o.	Yeux d'écrevisses préparées	—		8 —	1 —	12 —	
2 l.	Mouches cantharides	—	4 —	10 —	9 —		
1 o.	Castoréum en poudre	—		50 —	2 —	10 —	
2 l.	Corne de cerf râpée	—		12 —	1 —	4 —	
8 o.	Sang de bouctin	—		5 —	2 —		
8 o.	Alun de roche	—		9 —	1 —	6 —	
2 l.	Sel ammoniac du Levant	—		55 —	5 —	10 —	
4 o.	Vitriol blanc	—		24 —		6 —	

1 l.	Vitriol vert	à	4 once		4 s.
6 l.	Sel de nitre	—	22 sols	6 liv.	12 sols
2 l.	Tartre blanc	—	12 —	1 l.	4 —
10 l.	Sel d'epsom.	—	12 —	6 —	
4 l.	12 o. Sel végétal	—	40 —	9 —	10 —
1 l.	Sel duobus.	—	32 —	1 —	12 —
8 o.	Sel d'absinthe.	—	4 liv.	2 —	
4 l.	8 o. Sel de Glauber	—	24 —	5 —	8 —
4 l.	Crème de tartre	—	20 —	4 —	
8 o.	Sel alkaly volatil	—	16 —	8 +	
12 o.	Terre foliée de tartre	—	20 once	12 —	
4 o.	Tartre stibié	—	10 —	2 —	
2 l.	Antimoine crud en poudre	—	12 —	1 —	4 —
2 liv.	Limaile de fer porphérisée	—	4 —	5 —	8 —
6 l.	Mercuré crue	—	4 —	5 —	25 —
10 l.	Fleur de soufre	—		4 —	10 —
4 o.	Trochisque alhandal	—	12 —	2 —	8 —
4 o.	Agarie en poudre	—	6 —	1 —	10 —
2 o.	Diagride en poudre	—	30 —	3 —	
4 o.	Poudre d'arum composé	—	10 —	2 —	
8 o.	Poudre cornachine	—	15 s.	6 —	
4 l.	Quinquina en poudre	—	7 —	28 —	
10 o.	4 Poudre antispasmodique	—	20 —	10 —	10 —
2 l.	3 o. Sirop diacode	—	40 —	4 —	7 —
4 l.	12 o. Sirop de nerprun	—	40 —	9 —	10 —
2 l.	4 o. Sirop magistral	—	50 —	5 —	12 —
2 l.	4 o. Sirop de chicorée composé	—	50 —	5 —	12 —
2 l.	Sirop de cinq racines	—	40 —	4 —	
12 l.	Extrait de genièvre	—	24 —	14 —	8 —
1 l.	Diacordium	—	4 —	1 —	
8 o.	Confection d'hyacinthe	—	4 —	2 —	
1 l.	Thériaque pure	—	4 —	4 —	
6 l.	Catholicum double	—	3 —	18 —	
1 l.	Confection hamec	—	1 —	4 —	
5 o.	Pilules balsamiques de Morton	—	30 —	7 —	10 —
4 o.	Pilules de cynoglosse	—	15 —	3 —	
6 o.	Pilules scillitiques dédiment-bourg	—	15 —	4 —	10 —
2 l.	Pilules de cochées majeures	—	8 —	16 —	
3 l.	Pilules mercurielles	—	7 —	21 —	
2 l.	Esprit de vitriol	—	28 —	2 —	16 —
1 l.	Esprit de soufre	—	40 —	2 —	
2 l.	Essence de Rabel	—	50 —	5 —	
4 o.	Liqueur minéral anodine doffmann	—	20 —	4 —	
15 o.	2 Elixir de Mindererus	—	8 —	7 —	12 —
3 o.	6 Elixir de propriété	—	8 —	1 —	10 —
1 l.	Teinture de myrrhe	—	5 —	5 —	

6

6

8 o. Teinture d'Aloès.....	à	5 l.		2 l.	10 sols
1 l. Elixir vitriolique de Mentrick(1) —		10 l.		10 —	0 —
4 o. Liliū de Paracelce.....	—		15 sols	3 liv.	
1 l. Teinture de Mars.....	—	4 liv.		4 —	
8 o. Laudanum liquide.....	—		15 —	6 —	
8 o. Œthiops minéral.....	—		6 —	2 —	8 sols
2 o. Panacée mercurielle en pou-					
dre.....	—		20 —	2 —	
4 o. Mercure doux en poudre....	—		10 —	2 —	
8 o. Sublimé corrosif.....	—	7 —		3 —	10 —
2 o. Précipité rouge.....	—		12 —	1 —	4 —
2 o. — blanc.....	—		20 —	2 —	
2 o. Vert d'Antimoine.....	—		3 —		6 —
1 o. Kermès minéral fin.....	—		40 —	2 —	
2 o. Antimoine diaphorétique....	—		8 —		16 —
4 o. Safran de Mars apéritif....	—		4 —		16 —
4 o. Œthiops martial.....	—		8 —	1 —	12 —
3 o. Extrait de Saturne.....	—		4 —		12 —
4 o. Pierre infernale.....	—	7 —	10 —	30 —	
9 o. Pierre à cautères.....	—		8 —	3 —	12 —
8 o. Alun calciné.....	—		40 —	1 —	
6 l. 14 o. huile d'Amandes douces	—		36 —	12 —	7 — 6
6 l. 8 o. dite de Millepertuis....	—		32 —	10 —	8 —
4 l. 4 o. Onguent d'Althœa.....	—		32 —	6 —	16 —
6 l. Onguent basilicum.....	—		32 —	9 —	12 —
6 l. Baume d'Arceus.....	—		50 —	15 —	
6 l. Cérat de Galien.....	—		36 —	10 —	16 —
5 l. Onguent de la mère.....	—		35 —	8 —	15 —
6 l. Onguent de mercure double.	—	4 —		24 —	
10 l. 8 o. — quadruple.....	—	5 —		52 —	10 —
4 l. Onguent citrin en tablettes..	—		45 —	9 —	
1 l. 14 o. Onguent Populeum....	—		32 —	3 —	
1 l. 14 o. dite de Styrax.....	—		40 —	3 —	15 —
1 l. Emplâtre de cigüe.....	—		50 —	2 —	10 —
2 l. — diapalme.....	—		35 —	3 —	10 —
6 l. — diachylon gommé.....	—		45 —	13 —	10 —
3 l. — diabotanum.....	—	4 —		12 —	
6 l. — de Vigo cum mercurio —			55 —	16 —	10 —
3 l. — Vessicatoire.....	—		50 —	7 —	10 —
Frais de paniers, caissons, pots, balles.....			34..	7 —	

1.020 liv. 13 s. 6

Vû et arrêté le présent mémoire à la somme de mille livres,
Paris, ce 4 février 1786.

(1) Mynsicht.

Le service pharmaceutique à l'Hôtel-Dieu d'Orléans

Personnel. — Jusqu'à la fin du xv^e siècle, il n'y eut pas d'apothicaire attaché à l'établissement, pas plus d'ailleurs que de médecin ou de chirurgien.

Les comptes, à cette époque, font mention d'honoraires payés à des médecins, chirurgiens, apothicaires, étrangers à l'Hôtel-Dieu (1), à l'occasion de la maladie d'un frère, d'une sœur ou d'un chapelain.

Voici deux de ces mentions de paiement :

— en 1409, « pour Monsieur Loys et pour Monsieur Jehan, quand ils furent malades, payé tant au phisissien comme appothiquaire et aultres nécessitez, VI L., VIII S ».

— en 1414, dépense commune « à ung phisissien et appotiquaire, pour la maladie quy eut cours en la quaresme, que l'on apelloit le tac, 16 sols, 8 deniers » (2).

En 1492, « Messiere Henri le Viste, sous Doyen de Ste-Croix », donne par testament sa terre de Gidy à condition formelle qu'il sera établi « une apothicairerie garnie de drogues pour les malades de céans ».

A partir de cette époque, les registres, dans de nombreux et brefs passages, confirment l'existence d'un apothicaire — et d'un médecin — attachés à l'établissement.

En 1554, il est indiqué qu'il « y a ung médecin à gages auquel on porte veoir les urines des mallades et selon son ordonnance l'apothicaire baille la medecine ».

Le 29 septembre 1563, Pierre Bary est officiellement nommé apothicaire de l'Hôtel-Dieu (3), mais il n'est pas logé.

Le 18 août 1565, on décide le logement d'un apothicaire.

Puis on perd la trace de l'apothicaire dans les registres du personnel.

Au xviii^e siècle, il n'en est pas question. Ce sont alors les religieuses qui font le travail de la pharmacie :

Dans le registre des dépenses de l'Hôtel-Dieu, la religieuse n'a pas omis l'achat des médicaments :

(1) Mémoire de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans, t. V.

(2) Archives départementales du Loiret, E 27.

(3) Archives départementales du Loiret, E 1.

Approvisionnement. — Voici quelques lignes extraites de ce carnet :

« Etat de la depence que je fais pour La potiquaierie :

« Le 18 May 1735 jay acheté quatre livres de jus de reglise à quinze sous la livre c'est 3 Livres

Le 29 may jay acheté huit livres de mane à trois livres cinq sous c'est 26 —

Ledit jour jay acheté une livre de jalap à trois livres cy 3 -

plus une livre de capilaire de Canada à trois livres et

une livre de sel végétal à trois livres le tout fait 6 —

Le 1 Juillet acheté ché M^r Haurien six grains de quermes pour le vomissement de sœur perdereau trois livres ... 3 —

41 Livres »

A une autre page nous lisons :

« Payé pour vingt-quatre livre de reglise 6 L.

Payé pour une once de camfre 2 L.

Payé pour une livre de limail d'asier 1 L.

Le 19 Aout 1738, payé pour un cart deau de vie et le reliage 48 L. 14

Le 26 Février 1739 jay acheté huit once de rubarbe 35 L.

neuf livre de mane à trois livres cinq sous, c'est 29 L. 5

une douzaine de vipères pour mettre en poudre 2 L. 10

deux livres de jus de reglise 1 L. 6

125 L. 15 »

L'apothicaierie de la rue de la Levrette, à Orléans

Cet établissement, qui constitue un exemple de pharmacie libre dans une ville où cet art est pourtant fort bien réglementé, fut créé par la demoiselle Leberche (1) en 1670 : elle y consacra toute sa fortune.

Il fut destiné à fournir des remèdes gratuitement à

(1) Sœur d'un docteur régent de l'Université d'Orléans.

tous les pauvres de la ville — et même à ceux de la campagne — sur la recommandation des curés, chargés d'attester l'indigence des individus (1).

Aux environs de 1680, Mlle Leberche s'associa les deux sœurs Masson, qui légèrent à l'apothicairerie la somme de 24.000 livres.

Grâce à d'autres dons fort importants, cette « association des Dames de la Charité » devint très prospère et très riche et put remplir complètement son but, qui était : la distribution des remèdes...

« sur les Ordonnances des médecins qui leur adressent tous ceux de la ville et des paroisses de campagne circonvoisines qui sans ce secours seroient privés de toute assistance ou se verroient réduits à abandonner leurs familles pour entrer à l'Hotel-Dieu. »

Les remèdes n'étaient pas tous achetés sur place. Les gérantes de l'apothicairerie en faisaient venir de Marseille, comme en témoigne une facture retrouvée dans leurs papiers et que nous reproduisons ici :

A Marseille, Le 4 Janvier 1730.

Mesdemoiselles Masson Sœurs Doivent à Bruny Fils le compte 477 Liv. 13 S. pour le montant des drogues cy après envoyées de leur ordre à Mons. Alzon de Lion par les Charretes de Claude Icard Scanoin.

37 Liv. 1/2 mane fine à 32 s. la livre	60 Liv.
31 Liv. Sené à 20 s. la livre	35 Liv. 13 sols
1 Liv. 1/4 agaric à 3 livres la livre	3 Liv. 15 sols
7 Liv. 1/2 jujubes à 4 s. la livre	1 Liv. 10 sols
2 Livres 1/2 Sebaste à 14 s. la livre	1 Liv. 15 sols
5 Liv. Rubarbe choisie à 55 Livres la livre	275 Liv.
2 onces Mercure doux à 20 Liv. la livre	2 Liv.
5 Liv. Scamonée d'alep à 18 Livres la livre	90 Liv.

Sel de verre véritable	469 Liv. 13 sols
Frais pour deux caisses	3 Liv.
Emballage corde paille cer-	8 Liv.
cle	
	5 Liv.

477 Liv. 13 sols

Reçu des d^{mes} de la potiquairerie le contenu cy dessus et remis a M^{rs} bruny le montant de 477 Liv. 13 sols.

(1) Archives départementales de l'Orléanais, C 867.

Vers 1720, les directrices de l'apothicairerie cherchèrent à obtenir des lettres patentes et firent un projet de lettre au Duc d'Orléans, ainsi libellé et signé de Mlle Legrand de Melerey, sœur du procureur du roi :

« La bonté avec laquelle vostre altesse a reçu mon frère Legrand et la protection que vous nous faite l'honneur de nous accorder, pour nostre Laboratoire des pauvres de vostre apanage, nous avons senti dans le moment, Mgr, une protection spésiale du Sielle sur nostre œuvre qui nous donne la consiense et l'espérance de la voire immortaliser sous un prinse donc la charité couronne toutes les vertus, nous suplions vostre altesse de resevoir ces très humbles et très parfaite reconnessens de toutes les *farmasiene* qui ont l'honneur destre avec un très profond respect, Monseigneur..... »

Cette lettre ne fut sans doute jamais envoyée. Par contre, le duc d'Orléans reçut cette épître concernant toujours les lettres patentes.

« Monseigneur,

« Nous recevons avec Beaucoup de reconnoissance les Bienfaits que vous voulés Bien nous accorder en faveur des pauvres, dans cette Confiance nous nous flattons que le Seigneur continuera de Bénir une œuvre qui n'a été Commencée que pour luy, Et nous supplions très humblement votre Altesse de nous accorder sa protection par des lettres patentes afin de nous procurer les moyens de faire part, après notre mort, aux pauvres de laditte œuvre d'un Bien que le Seigneur nous a donné, pour qu'alavenir celles qui voudront y donner leurs Soins, et qui seront hors d'Etat d'y contribuer puissent soutenir cette œuvre, ne sçauroit être onéreux aux familles qui voudront y contribuer, espérant nous Borner à deux mille livres de rente.

« Comme nous avons pris la liberté de le faire représenter à votre Altesse, pénétré de la plus vive reconnoissance, nous ne cesserons de continuer nos vœux pour sa Santé et prospérité.

Signé :

Anne-Thérèse Masson et Legrand de Melleray,
Marie de Goillons, Vinot de Pelair. »

Elles joignirent à cette lettre un mémoire dans lequel elles faisaient remarquer que leur exercice « n'est point

onéreux » aux apotiquères et droguistes « puisqu'elles exigent des sertificas de pauvreté » et qu'elles n'ont point « entension de formé communosté ». Les lettres patentes ne seront « ostre chosse que le moyent d'assurer un petit revenu pour que sette bonne œuvre puisse subsisté ». Ce mémoire est signé des mêmes noms que la lettre avec en plus celui de Madeleine Germain, « Elève de l'appotiquaire », nièce du maire de la ville.

Malgré la recommandation de Legrand, ces lettres patentes ne furent jamais données aux « Farmasiènes » qui durent se contenter de la protection de Monseigneur le duc d'Orléans, dont il fut remercié en ces termes :

« Monseigneur,

« La protection que Votre Altesse a Bien voulu accorder Sur le témoignage de M. Legrand à L'œuvre que la Charité nous a fait encore prendre et nous fait soutenir depuis trente-cinq ans, va redoubler notre zèle pour le soulagement des pauvres malades de votre appanage, dans l'espérance de voir immortaliser cet établissement sous un prince dont la Charité Couronne toutes les Vertus ; nous sommes trop sensibles, Monseigneur, aux marques de Confiance dont votre Altesse veut bien nous honorer dans la distribution des remèdes quelle se propose de donner aux malheureux dont elle veut Bien être le Père pour ne luy en pas marquer notre reconnoissance, et remercier le Seigneur de la protection visible qu'il accorde à une œuvre commencée en son nom ne pouvant que par des prières en donner des marques à Votre Altesse auxquelles elle soit sensible et qui répondent à ses Bienfaits, nous redoublerons nos vœux pour la conservation d'un Prince de qui nous ne cesserons d'être avec le plus profond respect,

« Monseigneur,

De Votre Altesse,
Les très humbles
et très obéissantes servantes.

« A Orléans, ce 26 Juin 1734. »

2. Les apothicaires militaires

Nous sommes heureux de pouvoir donner un exemple d'apothicaire militaire d'un intérêt historique indiscutable, en la personne de Geoffroy Drion, apothicaire à Orléans, qui fut chargé *officiellement*, du service thérapeutique en 1428, pendant le siège de la ville.

Dans un mémoire présenté à la Société d'Agriculture, des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans, en 1908, M. le Chancine Th. Cochard fit de Geoffroy Drion un élogieux portrait (1) :

« G. Drion était, dit-il, un personnage sinon considérable, du moins considéré pour son savoir professionnel et pour son dévouement intelligent à la défense de la ville. Les Procureurs le tenaient en si haute estime que, lorsqu'ils surent que, par les soins de la reine Yolande d'Aragon, un convoi de secours se formait à Blois, ils le déléguèrent auprès d'elle pour la renseigner sur les divers besoins de Orléans, l'état des provisions et sur les ressources dont disposaient encore les assiégés. »

Aussi abandonna-t-il deux fois son officine pour se rendre à Blois, dans le courant de mars. Il fit, au cours de ces voyages, fonction d'intendant militaire, ayant à « recevoir et à mettre en sauf le blé que la reine de Sicile avait fait amener à Blois » et à « mettre en sacs de toile le blé et du salpêtre », il dut aussi expédier à Châteaudun du « salpêtre affiné et des habillements de guerre ».

Pour ces deux voyages, qui durèrent vingt jours, G. Drion toucha soixante-dix livres, quatorze sous parisis.

G. Drion regagna alors Orléans et son officine pour alimenter le service médical en « drogues » et « onguents » nécessaires pour soigner les blessés.

Ne pouvant quitter sa boutique, où ses clients civils avaient besoin de lui, il y reçut et y soigna de nombreux blessés. Il fut d'ailleurs parfois payé de ses soins comme en témoigne le compte suivant :

(1) Mémoire de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans, 5^e série, t. IX.

« A Geoffroy Drion, apothicaire, pour avoir gouverné Maître Jehan le Coullevrineur, quand il fut blessé — et ung sien varlet — par composition faite à lui : VIII l. 4 s.p. »

Enfin, il convient de signaler, en ce qui concerne G. Drion — qui avec 2 chirurgiens et 2 barbiers assura le service de santé de l'armée de 7.000 soldats — que c'est en son « ostel » — sa boutique — que fut soignée Isabeau Romée, mère de Jeanne d'Arc, lorsqu'elle arriva à Orléans en 1440.

3. Apothicaires du Roi et du Duc d'Orléans

Comme apothicaire du roi, nous pouvons citer Joseph Luzarches, apothicaire à Orléans (1). Gendre de Jacques Marcé, apothicaire-distillateur du roi Louis XV — en 1772 — il lui fut adjoint et obtint en 1775 la survivance de sa charge, qu'il conserva jusqu'en 1781, « sans avoir aucun état » (2).

Quant aux apothicaires du Duc d'Orléans, nous nous contenterons d'en faire mention. Nous n'avons rien trouvé d'inédit en ce qui les concerne et un travail extrêmement complet a été fait par M. Bouvet et publié par lui dans le *Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie* (3).

4. Les expertises et analyses effectuées par Prozet, apothicaire à Orléans

La Société royale de Physique, d'Histoire Naturelle et des Arts d'Orléans fut fondée en 1781, sous la présidence honoraire du duc d'Orléans (4).

Son président effectif était de Cypierre, intendant de l'Orléanais.

(1) Archives Nationales, F 1, 118, 1772, p. 394.

(2) Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris, Reg. 48.

(3) *Bulletins*, 73, 74, 81.

(4) Archives départementales du Loiret, Dossiers D 712, D 713.

Dès sa création, la société compta parmi ses membres actifs, « Académiciens titulaires nommés par le roi » (1), Prozet, « Maître en Pharmacie, Intendant du Jardin des Plantes d'Orléans, *rue Royale* », nommé le 23 avril 1781.

Prozet fit, aux cours des séances de la société, de très nombreuses communications, surtout entre 1781 et 1785.

Nous donnerons le titre des principales de ces communications dans les notes biographiques concernant cet apothicaire.

Mais, dans ce chapitre, nous tenons à signaler qu'il fut chargé de plusieurs analyses et expertises.

C'est ainsi qu'il lut, à la séance de la société du 21 novembre 1783, un « Mémoire sur du soufre natif et des fragments de marbre trouvés dans les fondements d'une manufacture d'Orléans ».

Dans le registre de la société, on donne de ce mémoire le résumé suivant :

« L'auteur du mémoire attribue la formation de ce soufre à une perte d'eau qui recevait le produit du dégraissage des laines de la manufacture et sa théorie à cet égard est conforme aux bons principes. Quant au marbre, qui est de la nature de ceux des montagnes primitives du second ordre et qui faisoit partie d'un chambranle et d'une tablette de cheminée, sa découverte prouve que le sol dans l'endroit où il a été trouvé, à 24 pieds de profondeur, étoit moins élevé jadis qu'il ne l'est aujourd'hui. »

On demanda aussi à Prozet de se documenter sur la raison pour laquelle le sucre des raffineries d'Orléans était supérieur à celui des autres fabriques du royaume.

Au cours de la première séance publique de la société, en mars 1784, Prozet donna le résultat de son enquête, qui fut publié en ces termes :

« Monsieur Prozet, après avoir avancé comme une chose généralement reconnue, que la sécheresse et la compacité distinguent celui de cette ville avec le sucre de nos villes maritimes, s'est proposé d'examiner les raisons de cette supériorité attribuée assez communé-

(1) Parmi les « associés libres nommés par le roy » figure Parmentier, « apothicaire-major des armées du roi à Paris et de l'Hôtel Royal des Invalides, de plusieurs Académies, censeur royal, à Paris ».

ment à la nature des eaux, soit de rivière, soit des puits d'Orléans : opinion qu'il a combattue. Il a fait voir d'abord, par le tableau analytique et comparatif de ces eaux, que celles de la Loire diffèrent essentiellement de celles du Loiret & des puits ; on les emploie cependant indistinctement dans les différentes fabriques de sucre de la ville et des environs, sans que les résultats en soient différens, quoique les principes contenus dans les dernières, loin de contribuer à la perfection du sucre, y soient plutôt nuisibles. Ces principes sont la Sélénite et la terre calcaire. La théorie de l'art du Raffineur, exposée par M. Prozet avec beaucoup de détail, est venue à l'appui de son sentiment. Il en a conclu que l'eau n'agit que comme dissolvant dans l'opération du raffinage, & que c'est la chaux qui est l'agent unique de la purification qu'elle produit.

« La supériorité des sucres d'Orléans ne dépend donc que des Artistes qui le fabriquent. Elle est due au rapprochement plus grand de la liqueur qui tient le sucre en dissolution, & surtout à l'attention que l'on apporte dans nos raffineries à troubler sa cristallisation : le plus ou le moins de cuite, l'agitation que l'on donne à la liqueur pendant son refroidissement, telles sont les deux causes de la dureté qui distinguent le sucre d'Orléans ; sa blancheur, inférieure à celle des Sucres de plusieurs Fabriques du Royaume, est une suite nécessaire de la manipulation qui lui procure cette dureté. Une cristallisation moins confuse lui donneroit cette blancheur si recherchée mais plus coûteuse, & il seroit privé par là d'une plus grande quantité de matières mucides grasses qui contribuent à sa saveur agréable. »

En 1784, pendant l'été, on trouva sous les débris de l'ancien pont, tandis que les eaux étaient très basses, une agglomération de différents cailloux et grains de sable « par un ciment ferrugineux dans laquelle se trouvent deux pièces de monnaie, un clou de cuivre et deux broches de fer ».

C'est encore Prozet qui est consulté et qui donne l'explication de ce phénomène : il s'agit d'une

« précipitation de fer crayeux dont les parties en se réunissant, par rapport à la masse, auront pénétré les interstices des matières hétérogènes qui s'y trouvaient mêlées, ce qui aura donné lieu à l'Agglomération ».

Et le rapport ajoute :

« La même cause suffit pour expliquer les agglomérations de cailloux et de sable unis par un ciment ferrugineux qui couvrent une partie du sol de la Sologne. M. Prozet a donné les résultats de l'analyse qu'il a faite de plusieurs de ces morceaux, & a terminé par la lecture de deux *observations*, dont l'une concerne une excavation, dans laquelle on a trouvé des monuments qui attestent que la position de la ville étoit anciennement beaucoup plus basse dans cette partie qu'elle ne l'est de nos jours ; l'autre a pour objet la découverte du soufre natif, dans les premières couches d'un banc de pierre calcaire, qui s'est trouvé dans le même endroit, à 36 pieds de profondeur de la superficie. »

On demanda en 1786 à Prozet d'effectuer l'analyse de l'eau minérale de la fontaine de Beaugency.

Dans différentes parties de l'Orléanais, mais en particulier à Segray et à Beaugency, se trouvaient des sources d'eaux ferrugineuses, qui furent réputées au XVIII^e s.

A Beaugency, l'analyse est donc confiée à Prozet, qui l'effectue avec Defay (1).

Il donne le résultat de l'analyse le 11 août 1786.

Nous en avons extrait la conclusion, ratifiée par de Froberville, secrétaire perpétuel de la Société :

« Cette fontaine coule abondamment de l'Ouest à l'Est. La surface est recouverte d'une pellicule irisée. On voit des flocons légers d'Ochre nager et être entraînés dans le Ruisseau, où elle forme une écume jaunâtre, tandis que la plus grande partie se dépose sur les cailloux et le sable quartzeux du fond et les colore en jaune.

« Eaux ferrugineuses, puisque « une partie du sable que ces eaux charrient est attirable à l'aimant. »

« *Résultat de l'analyse* : Il résulte de nos expériences que 24 pintes d'eau minérale de la fontaine de Beaugency fournissent par l'évaporation un dépôt pesant 135 grains, lequel est formé par un mélange de 24 grains de soude ou alkali minéral phlogistiqué, de 48 grains de méphite de fer, de 30 grains de méphite de magnésie, de 21 grains de méphite calcaire (2) et de 12 grains de vitriol calcaire.

(1) Archives départementales de l'Orléanais, C 872.

(2) Carbonate de chaux,

« Par conséquent, chaque pinte de cette eau minérale contient :

Alkali minéral	1 grain,
Méphite de fer	2 grains,
— de magnésie	1 grain et un quart,
— de calcaire	7/8 de grain,
Vitriol calcaire	un demi-grain. »

Enfin, le 11 décembre 1787, Prozet lut devant le Duc de Luxembourg un « Mémoire sur les avantages de l'eau de la Loire comme boisson et sur les inconvénients qui résultent de celle des puits ».

CHAPITRE CINQUIEME

Notes biographiques sur quelques apothicaires de l'Orléanais

ORLEANS

AIZE (Charles) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

ALEAUME (Hugues) : *Ibid.*

BARY (Pierre) : *Ibid.*

BELIN (Servais) : signe en 1556 les sentences de la prévôté.

BELLIN (Guillaume) : il demeure paroisse Saint-Donatien. Sa femme, Jacqueline Viennet, et lui, se font donation le 12 juin 1598.

BIGOT (Jean-Pierre) : cité dans des listes d'électeurs à la jurande en 1733 et 1749.

BIGOT (Joseph) : cité dans une transaction avec Michel Trumeau, chirurgien d'Orléans (12 septembre 1713). Cité également dans la liste d'élection à la jurande de 1733.

BIGOT (Joseph-Michel) : cité dans les mêmes listes que Jean-Pierre Bigot.

BIGOT (René) : cité dans la liste d'élection de 1733, puis, comme ancien garde dans un procès, à Orléans, en 1752.

BOMBERAULT : mentionné par l'Etat de Médecine pour 1777.

BOUDEREAU (André) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

BOUHAIRE (Denis) : *Ibid.*

BRENGOULT : membre de la communauté en 1766.

CABAILLE (Antoine) : cité dans la liste d'élection de 1733.

CABAILLE (Pierre) : cité dans la liste d'élection de 1749. Garde en 1766. A fourni des médicaments à l'Hôpital Saint-Charles en 1771.

- CAILLAULT (André) : signe en 1556 les sentences de la prévôté.
- CHAUVIN (Léonard) : passe une transaction avec Jacques Constant, chirurgien de cette ville, le 28 juin 1701. Cité dans la liste d'élection de 1733.
- COURICOULT (Charles) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- DARNAULT (Philippe) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- DELAROUÉ. Juré en 1589. Possède un jardin, dans lequel il cultive les plantes médicinales.
- DOLLON (Denis) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- DRION (Geoffroy) : apothicaire de l'armée de Jeanne d'Arc pendant le siège d'Orléans (1429). Apothicaire de la ville à cette époque.
- DUFOUR (François jeune) : cité dans une transaction avec Michel Trumeau, chirurgien à Orléans, le 12 septembre 1713. Cité dans la liste d'élection de 1733.
- DUFOUR (Louis aîné) : cité également dans la transaction mentionnée ci-dessus (12 septembre 1713).
- EDEVYN (Guillaume) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- FILLEAU (Jehan) : *Ibid.*
- FRANÇOIS (Jehan) : *Ibid.*
- FROMENT (C. ?) : apothicaire en 1603-1604. A fourni des médicaments au Sanitas.
- GAULTIER (Goussal) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- GENEST (Roch) : *Ibid.*
- GERVAISE (Michel) : *Ibid.*
- GILLET : *Ibid.*
- GRISON (Jehan) : *Ibid.*
- GUYTON (Nicolas) : *Ibid.*
- HOUBIERDE (Jehan) : *Ibid.*
- LAGON : cité dans l'Etat de Médecine de 1777.
- LAMY (Pierre) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- LIÉGAULT (Florent) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- LUZARCHE. Membre de la communauté, en 1766 par exemple. Garde en exercice en 1777. Apothicaire-distillateur du roi et de Monseigneur le duc d'Orléans.
- MERY (Chrestien, l'aîné) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
- MERY (Chrestien, le jeune) : *Ibid.*
- MONTAGNIER (Joseph), ou MONTAGNIER : gendre de maître reçu à Orléans le 24 novembre 1766. Cité dans de nombreux

ses sentences rendues entre lui, Pierre Baranger, avocat à Orléans, et le chapitre de Sainte-Croix d'Orléans, au sujet des réparations à faire dans l'église Saint-Liphard d'Orléans, dont ils étaient gagiers. Garde en exercice en 1771, d'après l'Etat de Médecine.

MONTELET (Elie) : cité dans la liste d'élection de 1749. Il nous semble le même confrère qu'Elie Montet, maître en 1750, qui eut un procès retentissant avec deux droguistes de la ville. Garde en 1758.

MORIN (Jacques) : cité dans la liste d'élection de 1749.

MUSNIER (Jehan) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

PAILLARD (Jean-Etienne) : reçu à la maîtrise, à Orléans, en 1777, par Montaignier et Luzarche.

PAJOT (Claude) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

PAULMIER (Florent) : *Ibid.*

PETIT : cité par l'Etat de Médecine en 1777.

PICHART (Michel) : cité dans une transaction avec Michel Trumeau, chirurgien d'Orléans, le 12 septembre 1713.

PROZET. Syndic des apothicaires en 1789. Membre de la Société de Physique d'Orléans. Professeur de physique et chimie à l'Ecole centrale de cette ville.

Les publications scientifiques de Prozet sont tellement nombreuses et intéressantes que nous nous promettons de les faire connaître dans une note spéciale (1).

Nous mentionnerons cependant :

1° Son mémoire sur *l'analyse des eaux en général*, présenté à la Société royale le 18 mai 1781 ;

2° Son mémoire sur *les substances métalliques*, présenté les 27 juillet et 3 août 1781 ;

3° Son mémoire sur *la fermentation*, présenté les 10 et 17 août 1781 ;

4° Ses « *Principes généraux de Chimie* » (1781) ;

5° Son cours de *minéralogie docimastique* (1781-1782) ;

6° Son mémoire sur *les corps muqueux* (1782) ;

7° Sa note sur « *le principe âcre des plantes crucifères* » (1783) ;

8° Son mémoire sur le lait (1784), etc.

REGNAULT (François) : cité dans la liste d'élection de 1733.

REGNOULT : cité dans l'Etat de Médecine de 1777. Alors correspondant de la Société d'agriculture.

RENOU : apothicaire d'Orléans au milieu du XVIII^e siècle, cité dans un procès entre les apothicaires et les chirurgiens. Il est sans doute le *Renoult* (François), juré de communauté en 1732 et 1733.

(1) Présentée à la Société d'Histoire de la Pharmacie.

RICHART (Jehan) : signe les sentences de la prévôté en 1556.
RICHER (Guillaume) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

RICHER (Jehan), dit « DESCOSSE » : *Ibid.*

ROUSSEAU (Nicolas) : *Ibid.*

SERGEANT : cité dans l'Etat de Médecine de 1777.

SEVYN (Jehan, l'aîné) : signe les sentences de la prévôté en 1556.

SEVYN (Jehan, le jeune) : *Ibid.*

THOREAU (Michel) : *Ibid.*

TOUCHET : Charles IX aima sa fille, Marie, qui « était fort belle et de bonne grâce » et de laquelle il eut deux enfants naturels (un mort en bas-âge, et Charles de Valois, qui fut successivement grand prieur de France et duc d'Angoulême) (1).

Elle épousa, en 1578, François de Balzac, et en eut 2 filles, dont l'une fut la célèbre marquise de Verneuil, maîtresse de Louis XIV.

BLOIS

AUBERT : signe les statuts en 1571.

AUPRÊTRE : noté sur l'Etat de Médecine de 1777.

BAIGNOUX : *Ibid.*

BARON (J.) : signe les statuts en 1571.

BOUTINIÈRE : noté sur l'Etat de Médecine en 1777.

BRIQUET : signe les statuts en 1571.

CHESNEBRUN : *Ibid.*

COLIN : *Ibid.*

DESROUZIÈRES (Louis-Guillaume) : installé vers 1755-1760.
Une veuve Desrouzières est citée en 1767.

DOGET : signe les statuts en 1571.

DUCHESNE : *Ibid.*

FRONDEL (C.-J.) : *Ibid.*

GARNIER (N.) : *Ibid.*

HUIN : installé vers 1755-1760. Garde en 1767.

LA CHARTRE (DE) : signe les statuts en 1571.

LA GRANGE (DE, Jean). Apothicaire en 1526-1537. Il obtient, en 1526, des Lettres patentes portant « concession perpétuelle d'un étal où l'on vendait le pain et autres vivres, situé au-dessous de sa maison, devant la boucherie, moyennant une redevance annuelle de 6 livres tournois payables à la recette de Blois » (2).

(1) CABANÈS : *Morts mystérieuses*, I, p. 320.

(2) Archives Nationales, KK 898, f^o 67 et P 2881², f^o 229.

LE ROY : signe les statuts en 1571.

LUCAS : *Ibid.*

MOLINEAU : doyen vers 1755.

PLAISANT (E.) : signe les statuts en 1571.

PRÉVOST : *Ibid.*

RAIMOND (J.) : *Ibid.*

SOUTURIER : garde en 1767.

CHARTRES

DAVID (Joseph) : reçu à la maîtrise en 1710-1711. Cité au cours d'une réception, le 26 novembre 1729.

DELUNEL (Philbert-François) : cité dans une élection de jurés merciers, le 29 septembre 1759. Elu juré en 1759, réélu en 1762.

DELUNEL (Philbert-Jacques) : né en 1755, fils du précédent. A travaillé 6 ans chez son père.

DUBOIS (Adam) : exerce en 1550. Il envoie son fils faire son apprentissage à Paris.

DUBOIS (Charles) : apothicaire de Chartres (?), fils du précédent.

DUHAN (Jean-Martin) : élu auditeur des comptes des apothicaires en 1759 et 1762.

DUHAN (Martin) : cité dans une réception faite le 26 novembre 1729.

GUÉRIN (Jean) : exerce en 1532.

GUICHARD (Jacques) : cité dans les registres de Michel Hillaire, tabellion juré de la Chambre épiscopale (16 janvier et 15 juin 1531) (1).

HARAN (Claude-Jean-Jacques) : d'abord établi à Dreux, s'installe à Chartres en 1768.

JAQUET : cité par l'Etat de Médecine pour 1777.

MAHON (Pierre) : élu garde le 26 novembre 1729, il est doyen en 1759, et il est convoqué lors de l'élection des gardes le 29 septembre 1759.

MALLET (Nicolas) : exerce en 1750. Elu garde en 1759, cité dans une élection de gardes merciers, le 29 septembre 1759, il est réélu garde en 1762.

PÉRAUX (Géraudin) : cité dans un bail le 6 juillet 1464 (2).

POULIN : cité par l'Etat de Médecine pour 1777.

ROMIER (René) : reçu maître en 1710-1711. Elu juré le 26 novembre 1729.

(1) Archives départementales d'Eure-et-Loir, E 2076.

(2) LÉPINOIS : *Histoire de Chartres*, p. 330.

VALLÉE (Nicolas) : cité le 26 novembre 1729 au cours d'une élection.

VIGNERON (François) : a fourni des médicaments à l'Hôtel-Dieu en 1545.

CHATEAUDUN

DEMONCHIN (Claude) : nommé en 1693 administrateur de l'Hôtel-Dieu.

DUBOIS (Jacques) : nommé au même poste en 1678.

DUPONT (Jacques) : nommé échevin en 1764. Père de Jacques-Etienne Dupont, apothicaire de Vendôme.

FRÉMONT : nommé officier municipal en 1789.

VAUDECRINE (Florent) : nommé en 1696 administrateur de l'Hôtel-Dieu.

VENDOME

DUPONT (Jacques-Etienne) : reçu à Paris, pour Vendôme, le 11 juin 1767, après un apprentissage fait chez son père, à Châteaudun, puis chez la veuve Desrouzières, à Blois, enfin, chez Brougniart, à Paris.

PITHIVIERS

GENEST (?) : père de Pierre-François.

GENEST (François-Germain) : exerçant à Pithiviers, sans titre, depuis 14 ans, il fait régulariser sa situation à Paris, où il est reçu le 3 novembre 1773.

GENEST (Pierre-François) : père de François-Germain et de Simon-Mathurin.

GENEST (Simon-Mathurin) : reçu à Paris le 9 avril 1773.

SALLES (Richard) : reçu le 2 novembre 1773.

MONTARGIS

RICHOU : cité dans l'Etat de Médecine pour 1777.

ROULX : *Ibid.*

SERDAT (Antoine) : exerce en 1677 et en 1682.

CONCLUSIONS

Au cours de notre travail, et dans les différentes parties de cet exposé, nous nous sommes surtout attaché à montrer avec quel souci d'intégrité, avec quel amour de l'art les apothicaires de l'Orléanais organisèrent leur corporation, sous l'ancien régime.

C'est avec un soin rigoureux qu'ils rédigèrent — aux xvi^e et xvii^e siècles, pour les faire ensuite approuver par le roi, des statuts susceptibles de donner à la clientèle et aux malades toutes les garanties désirables. Plusieurs grandes idées directrices, en effet, s'en dégagent, dont se devaient convaincre les aspirants à la maîtrise :

1) *dans l'exercice de la profession* : exiger des praticiens une formation technique remarquable, une conscience professionnelle exemplaire, un souci constant de travailler au bien de la santé publique.

2) *en dehors de la profession* : assurer aux praticiens une vie intéressante, une carrière indépendante et libre, en engageant à fond la lutte avec les parasites de la profession.

Nous avons aussi essayé de prouver que les apothicaires de cette époque avaient déjà conscience de leur rôle social important, puisqu'ils n'hésitèrent pas à participer à la vie publique, soit en se mêlant à l'administration des cités, soit en organisant au besoin le service de santé militaire, soit en contribuant par leur savoir et leurs capacités à l'accroissement des connaissances scientifiques.

Il nous restait pour mener à bien ce travail, à exposer la situation pharmaceutique et les idées professionnelles

dans l'Orléanais au moment de la Révolution, à la veille par conséquent de l'élaboration de cette loi de Germinal, qui donna à la Pharmacie française une réglementation définitive.

Déjà, nous connaissions les cahiers de doléances de 1789 des apothicaires de différentes villes de France — Poitiers, Dieppe, La Rochelle — et M. Bouvet, dans les nombreux articles qu'il publia sur les apothicaires de l'ancien régime, ne manqua pas de réclamer un travail d'ensemble sur ces cahiers de doléances, d'un intérêt historique considérable.

Aussi sommes-nous particulièrement heureux d'apporter une nouvelle et modeste contribution à ce travail en publiant les cahiers que les apothicaires d'Orléans rédigèrent le 24 février 1789, dans le bureau de leur syndic Prozet, et que nous avons eu la bonne fortune de retrouver dans les archives de cette ville (1).

Nous en donnons le texte complet, vu son importance : les cinq premiers articles sont consacrés à l'étude de la situation générale et des projets proposés pour l'organisation administrative et électorale de la France. Le sixième article est réservé aux questions professionnelles et aux suggestions concernant la protection de la santé publique.

BAILLIAGE D'ORLEANS

Cahier de doléances des apothicaires d'Orléans par les États généraux de 1789

Procès-verbal : Assemblée le mardi 24 février, dans la maison de Prozet, syndic de la communauté des Maîtres en pharmacie.

Comparants : Cabaille l'Ainé, Cabaille de Jeune, Montaignier, Luzarche, Lagon, Paillard, Prozet, Bomberaut.

Députés : Luzarche et Montaignier (2).

(1) Dossiers AA 30 et Supp. AA 17.

(2) Archives municipales d'Orléans, AA (Suppl.), 17 (copie conforme, signée Prozet).

« Les maîtres en pharmacie d'Orléans pensent que les pouvoirs à donner aux députés du bailliage pour les Etats Généraux doivent être impératifs dans les objets suivants :

« 1) Qu'ils ne puissent accorder l'impôt qu'après avoir procuré au royaume une heureuse constitution qui assure d'une manière inviolable et sacrée les droits du Roi et des Sujets, et à tous les citoyens, la liberté et la sûreté individuelle ;

« 2) Que l'impôt, qui sera supporté par toutes les classes de citoyens sans aucune distinction, ne puisse être perçu que d'après l'octroi de la Nation assemblée en Etats Généraux, sans qu'aucun corps intermédiaire puisse, en aucune manière et sous quelque prétexte que ce soit, la suppléer ; que cet octroi soit pour un temps limité, et seulement pour l'intervalle de l'assemblée d'Etats Généraux à la suivante, lequel intervalle ne pourra être au plus que de quatre ans ;

« 3) Que la loi oblige tous les citoyens, et ne puisse être enfreinte ni expliquée par aucun tribunal, et qu'elle ne puisse être donnée que par l'autorité du Roi et le consentement du peuple ;

« 4) Que, dans chaque province, il soit établi des Etats provinciaux à l'instar de ceux du Dauphiné ; que les Députés s'opposent à la division de la province que les Chartrains demandent ;

« 4 bis) Observent ensuite les maîtres en pharmacie que le choix des députés aux Etats Généraux étant l'acte le plus essentiel, puisqu'il doit influer sur le bonheur général, il est nécessaire de prévenir autant qu'il est possible les erreurs qui pourraient être commises à ce sujet par les électeurs que les députés des corporations vont choisir. Ils croient donc qu'avant de procéder à la nomination des 36 électeurs, il serait à propos de faire une délibération générale qui restreigne leur pouvoir de manière à leur ôter entièrement la liberté de choisir les députés dans un autre ordre que celui du Tiers-Etat. Ce vœu ayant été déjà exprimé dans la pétition exprimée au Roi par la ville d'Orléans, ce serait entièrement désapprouver la première réclamation que de permettre aux électeurs d'agir d'une manière opposée. Le représentant doit avoir absolument le même intérêt que les représentés ; ainsi, tout noble, toute personne du clergé, tout privilégié jouissant actuellement du privilège, soit qu'il soit transmissible ou non, mais par la seule raison qu'il en jouit, doit être entièrement exclu de l'éligibilité.

« En effet, des privilégiés *à terme* (1) ne peuvent en aucune manière être les représentants du Tiers, puisqu'ils doi-

(1) Mots soulignés dans le texte.

vent participer un jour à des privilèges contraires au droit commun et que ce nouvel intérêt étant opposé à l'intérêt général, on doit craindre qu'il ne vienne à dominer sur leur esprit ; la défiance la plus grande doit être dans ce moment la sauvegarde du Tiers-Etat. Enfin le Tiers ayant obtenu une représentation égale à celle des deux autres ordres, ce serait vouloir de gaieté de cœur la perdre que de nommer pour député celui qui jouit du privilège de la noblesse ; d'ailleurs, le Roi assemblant la nation en trois ordres, ce serait la réduire par le fait à deux, que de choisir quelqu'un qui tient à ces deux premiers ordres par les mêmes privilèges ;

« 5) Les pharmaciens croient encore qu'il est essentiel qu'on insiste dans les cahiers du bailliage pour qu'on aille aux votes en trois Ordres réunis, et par tête, puisque, sans cette précaution, on ne pourrait jamais corriger les abus. Si on admettait la délibération par ordre, et à la pluralité des voix dans chaque ordre, ce serait d'abord rendre illusoire l'égalité de la représentation obtenue par le Tiers, et ensuite rendre nulle toute délibération, parce qu'il suffira qu'il existe 126 malintentionnés dans l'un des deux premiers ordres pour qu'au moyen du *veto* dont chaque ordre serait muni, on ne puisse faire aucune réforme ;

« 6) Quoique les pharmaciens d'Orléans soient persuadés que, dans cette première assemblée d'Etats Généraux, la forme à donner à la Constitution et la réforme des abus occuperont suffisamment sans qu'on puisse examiner les besoins de chaque province, et qu'ils pensent même qu'on ne devrait faire aucune demande qui y fût relative, avant que l'établissement des Etats provinciaux n'ait donné une connaissance parfaite de ce qui convient à la province ;

« cependant, dans le cas contraire, ils croient demander qu'on réprime les abus et les entreprises que l'on fait continuellement sur leur état. La cupidité, qui ne connut jamais de bornes, excite continuellement des gens sans sciences, sans qualité et sans même aucune espèce de talents, à s'immiscer dans la préparation et la vente des médicaments. Les suites funestes qui en résultent, et dont les pharmaciens pourraient fournir les preuves, intéressent trop le bien public pour qu'on n'arrête pas ces malversations.

« La vie du peuple est à la merci du premier venu. Ainsi si les malheurs qui peuvent résulter de l'exercice d'un art, dans lequel la plus petite équivoque sur l'espèce du remède, le plus léger défaut dans la préparation peuvent occasionner la mort d'un citoyen, puissent déterminer à en faire un des articles du cahier des doléances du bailliage, les maîtres en pharmacie d'Orléans se feront un devoir de fournir à MM. les Députés un mémoire explicatif des abus, des moyens

de les prévenir, et, en même temps, les précautions à prendre pour que cette branche de l'art de guérir ne soit exercée, à l'avenir, que par les personnes les plus instruites (1). »

Il est intéressant de constater que les apothicaires ne furent pas les seuls à défendre les intérêts de la santé publique et à réclamer un contrôle et une répression des abus que l'on commettait « sur leur état ».

Les cahiers de doléances des autres corporations firent chorus avec ceux des apothicaires :

Les médecins demandèrent (2) :

« Art. 9 : Suppression de tous brevets portant permission de composer, vendre ou distribuer des médicaments, et défense à tous autres que les apothicaires de s'en occuper. Si l'on ne donnait de remèdes destinés à entrer dans le corps humain que sur les ordonnances *datées et signées* (3) des médecins, conformément aux arrêts; si ces remèdes n'étaient vendus ou composés que par ceux qui en ont le droit et sont, pour ainsi dire, les dépositaires de la vie publique, que d'accidents de moins, que de sujets conservés à l'Etat !

« *Viverent fortassis haud pauci quos jamterra tegit ?* (3). »

Les avocats écrivent de même dans leurs cahiers :

« Art. 2 : La suppression des maîtrises et communautés d'arts et métiers paraît principalement importante, devant être libre à chacun de travailler suivant ses talents et ses facultés.

« Il faudrait pourtant, pour des raisons d'utilité publique assez connues pour qu'on soit dispensé de les rapporter, *en excepter les communautés d'apothicaires, d'orfèvres et joailliers et de serruriers.* »

Enfin les « habitants libres » d'Orléans réclament la suppression des maîtrises et le libre exercice de tous les métiers. Ils font une exception pour celui d'apothicaires, mais demandent qu'on facilite l'accès de cette corporation en supprimant les droits de réception.

« Des considérations importantes feront toujours exempter de la loi générale des suppressions, les Communautés des chirurgiens, apothicaires, orfèvres, imprimeurs et serruriers ; mais si des motifs de bien public demandent leur conservation, tout sollicite en faveur des récipiendaires la suppression des droits que pourrait leur coûter, à l'avenir, l'admission dans les maîtrises qu'on jugera à propos de conserver. »

(1) Archives municipales d'Orléans, AA 30, copie non signée.

(2) Cahier des doléances du bailliage d'Orléans, publiées par Bloch, p. 124.

(3) Mots soulignés dans l'original.

Pour terminer, nous ne manquerons pas d'indiquer que peu de jours avant la rédaction des cahiers de doléances, le 21 février 1789, Prozet, syndic des apothicaires, lut au cours d'une réunion du conseil municipal un mémoire destiné à prouver que le Collège de Pharmacie devait être regardé comme une communauté d' « Art Libéral » ; les moyens qu'il proposa furent admis par le corps municipal et l'assimilation qu'il demandait acceptée.

On peut donc dire qu'un apothicaire d'Orléans — et non des moindres — contribua à faire placer notre corporation au rang qui lui convenait, parmi les professions libérales.

PIECES JUSTIFICATIVES

Statuts et ordonnances des maîtres apothicaires de la ville d'Orléans (24 janvier 1615)

ARTICLE PREMIER

Premièrement, ordonnons que l'art de Pharmacie sera juré en notre ville d'Orléans et icelui avonc par les présentes fait et ferons juré ainsi qu'il ensuit.

ARTICLE 2

Pour obvier aux abus et malversations qui se commettent audit art, en l'achat et emploi des mauvaises drogues qui commettent plusieurs accidens irréparables en la santé du corps humain, *ordonnons* que de deux ans en deux ans seront élus par la communauté des apothicaires deux maîtres jurés pour être présens avec deux anciens et précédens élus maîtres et gardes du dit art, et à cette fin prêteront le serment pardevant notre prévôt d'Orléans ou son lieutenant.

ARTICLE 3

Par iceux 4 maîtres jurés assistés de deux médecins qui seront commis et députés d'entre eux, visitation sera faite 2 fois l'année en notre dite ville, faubourgs et prévôté d'Orléans, à savoir de 6 mois en 6 mois es maisons, ouvroirs, celliers, chambres, boutiques des dits maîtres apothicaires et outre les dites deux visitations pourront les dits médecins et

(1) Cahier des doléances du bailliage d'Orléans, p. 73.

jurés visiter les drogues, médicamens et compositions desdits apothicaires, toutes fois et quantes qu'ils en auront avis de mauvaises.

ARTICLE 4

Pourront aussi les maîtres jurés élire et déléguer un ou deux d'entre eux, pour, avec un des deux médecins délégués, visiter, une fois l'année seulement, les apothicaires du duché et Bailliage d'Orléans, lesquels feront leur rapport de la malversation desdits apothicaires visités, et aucuns y a, pardevant les juges deslieux.

ARTICLE 5

Pour le fait de laquelle visitation les apothicaires prêteront le serment par devant lesdits médecins et Quatre maîtres jurés d'exhiber, montrer et mettre en évidence toutes les drogues, tant simples que composées, qu'ils auront sans rien cacher ni transporter ailleurs la fraude de ladite visitation.

ARTICLE 6

Item lesdits visités prêteront patience pour la recherche partout en leurs logis et maisons et même feront ouverture s'ils en sont requis par les visiteurs de leurs caves, celliers, chambres et autres lieux où ils ont accoutumé de mettre ou retirer leurs drogues.

ARTICLE 7

Que si aucunes drogues de quel que qualité et condition qu'elles soient sont trouvées mauvaises, fausses, vieilles et exhalées, seront saisies et le rapport de ladite saisie fait pardevant notre dit Prévôt ou son lieutenant. Et par devant les juges des autres villes et Bourgs dudit Baillage d'Orléans comme dessus, pour être lesdites drogues brûlées et procéder contre les délinquans par grosses amandes, s'il y eschet, applicables les amandes, deux tiers à nous et le tiers aux dits jurés pour employer aux affaires de leur communauté.

ARTICLE 8

Toutes personnes qui voudront entrer dans la maîtrise du dit art, d'apothicaire et lever boutique en la dite ville, faubourgs et prévôté d'Orléans, seront tenues, au préalable faire leur apprentissage en la maison d'un apothicaire de la ville d'Orléans ou autre Bonne ville en laquelle il y avait maîtrise et jurés dudit art, par le tems de trois ans dudit apprentissage fait en notre ville d'Orléans ; serviront encore les dits maîtres apothicaires trois ans en la dite ville ou ailleurs, auparavant qu'ils se puissent présenter à la dite maîtrise, et pour le Regard de ceux qui auront fait leur apprentissage en autres bonnes villes qu'Orléans, ils seront tenus servir trois ans chez les dits maîtres apothicaires de cette ville pour connaître de leur vie et mœurs.

ARTICLE 9

Ne pourront les dits maîtres apothicaires avoir plus d'un apprenti ni en tenir en leurs boutiques plus d'un en même tems.

ARTICLE 10

Nul ne pourra être reçu et admis au dit art de pharmacie, qu'il n'ait atteint l'âge de vingt cinq ans accomplis hormis les fils de maîtres apothicaires de la dite ville et faubourgs, qui pourront être admis après l'âge de vingt deux ans parfaits et accomplis.

ARTICLE 11

Seront lesdits intrans, ayant atteint ledit âge, examinés par lesdits quatre maîtres jurés, tant en la présence de deux médecins délégués si bon leur semble d'y assister, que de tous les autres apothicaires lesquels ne pourront admettre au degré de maîtrise pendant 2 ans plus de deux intrans outre les fils desdits maîtres, lesquels intrans seront aussi menés sur les lieux et interrogés particulièrement sur la connaissance des plantes après le dit examen en général.

ARTICLE 12

Outre l'examen susdit, seront tenus de faire expérience valable de quatre compositions diverses, excepté les dits fils de maîtres, lesquels ne pourront être contraints de faire plus de 2 compositions du chef-d'œuvre qui seront baillées par les dits quatre maîtres jurés en la présence desquels et des autres maîtres apothicaires ils déposeront et dispenseront les simples et vaudra la thériaque ou mitridat pour deux compositions et en cas que par l'issue dudit examen et de l'expérience les dits intrans soient trouvés experts et suffisans ils seront reçus et admis au dit état de pharmacie et prêteront à cette fin le serment pardevant notre dit Prévôt d'Orléans ou son Lieutenant, et ne pourront assister à l'examen et compositions susdits pour avoir voix délibérative les maîtres jurés qui se trouveront proches parents du dit intrant, ni ceux en la maison desquels ledit intrant aura fait apprentissage, mais en leur lieu en seront élus d'autres.

ARTICLE 13

Les dits intrans et pretendans la dite maîtrise, ne pourront faire aucun frais même sous prétexte d'offre volontaire ni y être contrain directement ni indirectement, seront toutefois tenus payer l'assistance tant des dits deux médecins délégués, quatre maîtres jurés que des autres maîtres apothicaires qui seront présens à l'examen général, quatre chefs d'œuvres et précepcion des dits intrants pour chacune des dites assistances, sera payé à chacun 16 sols tournois, lequel examen géné-

ral réception et autres actes se feront en la Chambre commune des apothicaires qui pour cet effet sera établie au logis du plus ancien apothicaire et auront les susdits deux médecins délégués voix délibératrice pour la réception ou refus des intrants.

ARTICLE 14

Les maîtres jurés qui auront examiné les dits intrants, vaqueront aux chefs d'œuvres et compositions qui leur seront par eux taillés et dispensés, nonobstant l'élection postérieure et subséquente au dit examen qui pourrait être fait d'autres nouveaux jurés, et ne pourront les dits intrants qui auront été trouvés incapables et insuffisans lors de leur examen de compositions, se présenter à la maîtrise, sinon un an après le dit refus !

ARTICLE 15

Que toutes visitations qui seront ordonnées être faites des drogues tant simples que composées qui seront exposées en vente en cette ville par marchands forains, seront faites par les dits médecins qui seront députés et jurés apothicaires.

ARTICLE 16

Ne pourront toutefois lesdits jurés prétendre pour le droit de visitations susdit aucuns salaire, sous peine de concussion.

ARTICLE 17

Que les maîtres apothicaires faisant leurs plus exquises compositions mettront les simples médicamens sur une table en leurs maisons et les y tiendront un jour entier, et seront tenus d'avertir les dits deux médecins et quatre maîtres jurés apothicaires, pour être icelles drogues par eux vues et visitées, ensemble par les autres maîtres apothicaires qui seront tenus de le faire.

ARTICLE 18

Fésons défenses à tous marchands, épiciers, droguistes, grossiers et autres de vendre aucuns poisons, venins et autres drogues délétaires, sinon aux dits apothicaires ou autres qu'ils emploient en leur art et métier, comme aussi fésons défenses aux dits droguistes, chirurgiens et autres personnes, préparer aucunes drogues ou médicamens pour vendre ou débiter, sous peine de cent livres d'amende.

ARTICLE 19

Et d'autant que l'art de pharmacie plus il est de conséquence périlleuse et plus il est requis une science et connaissance parfaite de diverses simples et autres choses concernant le dit art, nous voulons que les médecins de la dite ville députent l'un d'entre eux pour chacun à leur tour faire leçon

aux compagnons et apprentis trois fois la semaine, à l'heure la plus commode pour ne point incommoder le service, soit des maîtres apothicaires, soit des malades.

ARTICLE 20

Sera toutefois et quantes que trouveront bons les dits médecins députés et maîtres jurés apothicaires, le poids duquel vendent les dits apothicaires, visité pour en cas qu'il ne se trouve bon en être fait rapport à notre dit prévôt d'Orléans ou son lieutenant pour être par lui procédé par amende civile.

ARTICLE 21

Aussi ordonnons que les veuves tenant boutiques auront serviteurs capables et suffisans, et ne prépareront leurs plus exquis compositions sans appeler les maîtres jurés et seront les dites veuves sujettes aux réglemens et statuts comme les autres.

Nous, Jean Cardinet, prévôt, après avoir vu les Statuts ci-dessus des apothicaires et sur iceux, où le procureur du Roi en la dite prévôté, n'y avons rien trouvé de Préjudiciable au Bien public ni à l'art des dits maîtres apothicaires, au moyen de quoi estimons pour le Bon plaisir du Roi qu'il y a lieu de les leur accorder. Fait et donné le 29 décembre 1614.

Signé : Duchon Hubert, lelectier Procureur du Roi,
nourisson, et Cardinet.

Registré où le Procureur du Roi pour être gardées et observées selon leur forme et teneur, hormis le 4^e article, lequel comme inutile sera rayé à la charge que la visitation ordonnée par le troisième ne sera faite que dans la ville et faubourgs, sans que les maîtres en puissent faire ailleurs, et que les rapports mentionnés au 7^e article seront faits par devant le prévôt ou son lieutenant, qu'au lieu de ce qui est contenu aux 11, 12, 13 et 14^e articles concernant la réception à la maîtrise, sera observé qu'aucun ne sera reçu maître et ne tiendra boutique qu'il n'ait où estimé tant par les quatre jurés que les autres maîtres, qui voudront l'instruire. En la présence de deux médecins qui y assisteront et aient fait chef-d'œuvre en public, trouvé capable à la pluralité des voix de ceux qui l'y trouveront, pour procéder auquel examen et chef-d'œuvre vingt jours auparavant, les dits jurés feront signifier le dit jour à tous les maîtres Apothicaires sans que pour ça ceux qui s'y trouveront puissent prendre aucuns salaires, et l'aspirant tenu rien payer ni faire aucun frais, ce que la cour deffend aux jurés et maîtres, à peine de cent livres d'amende, et, pour parvenir à la réception, les fils de maîtres ne feront qu'un seul examen et deux pièces de chef-d'œuvre, et les autres, non fils de maîtres, trois actes, l'un de

thériaque, l'autre sur la connaissance des simples et les cinq pièces de chef-d'œuvre qui lui seront ordonnés par les jurés et gardes qui de leur suffisance et capacité feront rapport au Prévôt ou son Lieutenant, pour s'ils sont capables les recevoir au serment requis ainsi qu'il est contenu à Paris, le 20 Mars 1621.

Signé : Gassard.

Les Statuts des maîtres apothicaires d'Orléans et arrêt de Nosseigneurs de Parlement ci-dessus ont été judiciairement le siège ordinaire de la Prévôté tenant par M. le Prévôt d'Orléans assisté. Rapportés par maître Destas, procureur des dits apothicaires et été ordonné sur ce oui M. Robert Hubert, avocat du Roi, qu'ils seront enregistrés au greffe de la dite prévôté pour y avoir recours.

Donné ce 21 Avril 1621.

Signé : Farcolle.

A Christophe de Harlay, Nicolas Pajol, Huverte Pothier, Jean-Jacques et Charles Chevalier, maîtres jurés apothicaires en cette ville d'Orléans, on répond le 24 Janvier 1615 qu'est accordée l'homologation des dits statuts, en la date du 20 décembre 1614.

Signé : Cardinet.

Approbation est donnée aux dits statuts par le réquisitoire du Procureur du Roi au dit Baillage d'Orléans.

Signé : Bugy.

Fait et donné à Orléans par nous, Philippe Segoing, conseiller lieutenant particulier es dit siège le 24 Janvier 1615.

Signé : Jollivet.

Approuvé par le Roi.

Donné à Poitiers au mois de Septembre de l'an de grâce 1615 et de notre règne, le 6^e.

Par le Roi.

et scellé de cire verte en lacs de soie rouge et verte.

Signé : Berrayer,

Ratifié par le Parlement de Paris le 20 Mars 1621.

Signé : Contentor, Berrayer, Gallard.

Le 26 Janvier 1671. Copie en est donnée à Maître Jean-Baptiste Lefèvre, Procureur au grand conseil, par Gazon, huissier audiencier au grand Conseil.

Collationné à l'original par nous, conseiller secrétaire du Roi, Maison Couronne de France et de ses finances.

Signé : Boyelet.

Statuts des apothicaires de Blois (octobre 1571)

Ordonnances et statuts des maîtres apothicaires et espiciers de Blois

Articles que les apothicaires espiciers de la ville et faulxbourgs de Blois très humblement présentent à la majesté du roy, le suppliant les leur vouloir octroyer, concedder et auctoriser, ainsi qu'il a pleu à sa dicte maiesté octroyer aux apothicaires, espiciers de la ville de Tours, selon la forme quj s'ensuit.

1) Premièrement, que, à l'exemple des apothicaires espiciers de la ville de Paris, ledict estat et mestier des ouvraiges et marchandises, espicerie et apothicairerie, ouvraige à cire et confitures, sera et demeurera juré.

2) Que toutes et chacune les personnes qui voudront estre et entrer esdicts mestiers, ouvraiges et marchandises d'apothicairerie, espicerie et apothicairerie, ouvraige de cire et confitures à sucre, en ladicte ville et faulxbourgs de Blois et aultres lieux au dedans et ressort du bailliage de Blois, pour l'utilité publique et éviter aux fraudes et abus quj se sont cy-devant commys et se pourroient commettre, seront tenuz, premièrement demeurer comme apprentilz, aivecq aulcuns des maistres d'iceulx mestiers, ouvraiges et marchandises, par l'espace de quatre ans entiers, finyz et accompliz, pour faire leur apprentissage.

3) Que les dictz apprentilz seront tenuz, à leur entrée, de payer deux sols six deniers tournois, pour estre conuertiz et emploiez au service diuin de la confrairie dudict estat et mestier, et que leurs maistres quj les prandront, seront tenuz respondre et faire leur propre debt dudict droict d'apprentissage et le payer, toutes fois et quantes qu'ilz en seroient requis, et que ad ce jlz seront contrainctz par toutes voyes deues et raisonnables, sauf leur recours contre lesdictz apprentilz.

4) Que sy les dictz apprentilz, après le susdict temps de leurdict apprentissage, veullent estre receuz et paruenir à maistrise dudict estat mestier et marchandises et seront tenuz faire chef d'œuvre tant d'ouvraiges de confitures, de sucre, dispensation de pouldres, comme de composition de receptes et congnoissance de drogues et aultres choses touchant et concernant le fait desdicts estat, mestiers, mes-

fiers, ouvraiges de marchandises d'appotiquairerie et espicerie, chacun en son regard ; et que ce fait, lesdicts apprentilz, ainsy experimentez, feront le serment solennel de faire et compouser toutes pouldres de bonnes et seynes especes, toutes confitures de tel sucre dessoulz comme dessus et généralement, de bien et loyaument faire tous les ouvraiges dudict estat, sans y employer ou mettre aulcunes fournitures non pertinentes.

5) Que lesdictz apprentilz, ainsy experimentez pour ladicte maistrise et avant qu'ilz soient receuz, chacun d'eulx sera tenu payer, pour une fois, la somme de cent solz tournois, applicable, savoir : vint solz à ladicte maiesté, soixante solz pour l'entretienement des seruices diuins et fraiz de la confrairie dudict estat et mestier et pour subuenir, ayder et soustenir les fraiz d'icelluy estat et mestier, et aux jurez XX solz, pour leurs peines et vacations d'assister aux dictes expériances et chefs d'œuvres.

6) Que les enfans masles desdictz maistres ouureurs d'appoticaire et epicerie, quj sont à présent et seront cy-après, quj auront seruuy leur père et mère et aultres maistres dudict estat et mestier, par le temps dessusdict de quatre ans, ne seront aulcunement tenuz de faire chef d'œuvres, ne payer ladicte somme de cent solz mais seront seulement examinez par lesdits jurez, mesmement, touchant les appoticaïries et compositions de receptes, feront le serment en la forme dessus déclairée, et payeront quarante solz, pour une fois, c'est assavoir moictié à ladicte confrairie et l'autre moictié auxdicts jurez ; et, ce faisant, s'ils sont trouvez suffisans, seront receuz maistres dudict estat et mestier.

7) Que les maistres dudict estat es mestier ayans filles les marians auec vng compaignon dudict estat es mestier, quj aura servy aulcun des maistres de ceste dicte ville par le temps de deux ans consécutifs, en faueur dudict mariaige auront droict et preuillège de faire recepuoir le dict seruiteur, en estant seulement examiné et expérimenté par les maistres jurez dudict estat, sans qu'ilz soient tenuz que faire que deux chef d'œuvres, et ne payer ladicte somme de cent solz, maiq seulement la somme de quarante solz, comme les fils des maistres dudict estat et mestier, applicables comme dict est, moictié aux jurez et l'autre moictié à la confrairie.

8) Que les veufves des maistres dudict estat et mestier puisse et leur loise, après le décès de leurs maryz, continuer, mener et conduire le fait dudict estat, mestier et marchandise, tout ainsy que faisoient, en leur viuan, leurs maryz, tant et sy longuement qu'elles se tiendront en vuydité et continantes, sans qu'elles soient tenues payer aulcune chose

ausdites confrarie et jurez, ne que on les puisse aulcunement empeschez en leurdict estat, mestier, marchandise ; elles seront tenues de tenir en leurs ourouers et boutiques, vng bon seruiteur expert, congnoissant, ydoine et suffisant qui sera, à cest effect, examiné et approuvé par les maistres jurez dudict estat et mestier ; lesquelles vefues et leursdictz seruiteurs seront tenuz de faire le serment de bien et loyalement conduire ledict estat, mestier et marchandise, selon la forme et manière dessus déclarée, et sy elle se remarie à aultre qu'appoticaire, elle fermera sa boutique.

9) Que les espiciers simples et drogueurs ou groussiers, qui ne se congnoissent au faict et art d'appoticaire, ne se pourront mesler du faict et vacation d'appoticaire, soulz vmbre d'auoir seruiteur d'appotiquaire qu'il vouldroict tenir en sa maison.

10) Que pour éuiter les fraudes, abbus et maluersations, qui se peuluent commettre en la composition des pouldres, et ad ce que aulcunes pouldres et greines jndues, malfaisans au corps humains, ne soient mises et employez esdictes espiceries, que, au commencement de carresme, les maistres jurez dudict estat et mestier composeront, ainsy qu'ilz veront en leurs consciences estre bon et profitable, receptes sur lesquelles tous aultres appotiquaires espiciers de ladicte ville et faulxbourgs de Blois et bailliage dudict Blois seront tenus composer, faire et dresser les pouldres qu'ilz feroient doresnavant.

11) Que pour obuier et faire cesser les faultes et maluersations qui, cy-deuant, ont esté commises, perpétrées pourroient estre commises et perpetrez à l'aduenir, en la composition de leurs pouldres et aultres ouvraiges dudict estat et mestier, et pour le bien et utilité de toutes personnes demeurant en ladicte ville et faulxbourgs et bailliage de Blois, soiet dorénavant faite visitation, deux ou trois fois en l'an, pour le moings, ès maisons et ouureurs de tous les appotiquaires espiciers de ladicte ville et faulxbourgs de Blois, banlieue et bailliage de Blois, par les maistres jurez dudict estat ou mestier appelé avec eulx vng des sergens royaulx de ladicte des pouldres, ouvraiges, drogueries et aultres marchandises dudict estat et mestier ; et sy, en faisant lesdictes visitations, sont trouuez aulcunes pouldres sophistiquées, ou aultres mauuais ouvraiges ou faulces marchandises esuantées et non loyales, qu'elles seront prises et mises en la main de ladite maiesté et après le raport faict par deuant le bailly de Blois ou son Lieutenant, ou préuost dudict Blois, chacun à son regard, par lesdictz jurez, pugnicion en sera faite par justice, selon la malfaçon esdictes pouldres, ouvraiges et marchandises, lesquelles, en ce cas, seront gectées, comme mauuaises, affin que les personnes n'en puissent estre abusez.

12) Que d'aultant que en ladicte ville et bailliage de Blois, plusieurs qui ne sont apothicaires et espiciers se meslent et entremectent de vendre en gros et autrement, denrées d'apothicairerie et epicerie, en quoy eut esté et sont commises plusieurs fautes et abus, dont se sont et pourroient à l'aduenir, ensuyure plusieurs inconueniens yreparables à toutes personnes et à la chose publique, lesdictz jurez pourront faire visitation es maisons de ceux qui se mesleront et entremecteront desdictes apothicaireries et epiceries en ladicte ville et faulxbourgs de Blois, banlieue d'icelle ressort dudict Blois, et bailliage dudict Blois, de quelque estat et conduction qu'ilz soient, et de toutes marchandises, comme d'epiceries, sucres, figues, raisins, drogueries et autres marchandises concernant le faict et vacation dudict estat et mestier d'apothicaire et epicerie ; ensemble visiteront les poix et ballances à quoy ilz poissent lesdictes denrées et marchandises. Et, si, en faisant icelles visitations, sont trouuées aucunes mauuaises denrées, corrompues, sophistiquées, ou faulx poix, faulces balances, elles soient prises, rompues et gectées, comme dessus, par lezdictz jurez pour corriger, pugnir et amender la malfaçon d'icelles (1).

13) Que nul marchand forain, demeurant en la ville et faulxbourgs de Blois, banlieue, ressort et bailliage dudict Blois, qui exposeront ou voudront exposer en vente aucunes denrées ou marchandises touchant le fait et vacation dudit état et métier d'apothicairerie et epicerie, ne pourra icelles denrées et marchandises vendre ny mener en vente et que, pareillement, nuls espiciers ou autres ne puissent icelles acheter, sans que, premièrement, elles ayent été vues et visitées par lesdicts jurez, sur peine de dix livres d'amende applicable, sauoir est la moitié au Roy notre sire et l'autre moitié aux dits jurez, lesquels jurez seront tenu icelles denrées et marchandises voir et visiter dedans vingt-quatre heures après qu'on leur aura fait à scauoir ; si lesdits jurez, par fraudes ou malices, soyent négligens ou dilayans de faire ladicte visitation, ils seront condamnés en quarante solz d'amende enuers ladicte Majesté.

14) Quant il conuiendra proceder à l'élection des dits jurés, lesdits maîtres apothicaires s'assembleront pour élir d'an en an deux maîtres jurés au lieu des deux anciens, lesquels auront la place d'iceux, et pour faire convoquer tous

(1) Les folios suivans du Registre de la prévôté ont été arrachés ; M. Chapuis, ancien pharmacien à Blois, possesseur du Registre des Apothicaires, nous a obligamment communiqué les statuts qui y sont annexés ; c'est d'après ce texte que nous imprimons la suite de ce document.

les maîtres apoticaire de ladite ville, sera tenu le dernier maître passé, par le commandement desdits jurés, de faire assembler tous lesdits maîtres de ladite ville et faulxbourgs et vacquer à toutes autres affaires, qu'il conviendra faire par lesdits maîtres, par la Communauté dudit état ;

15) Que, pareillement, quand il sera question d'examiner, approuver, et faire faire chef d'œuvre à vn compagnon d'apoticaire, pourront lesdits jurez appeler avec eux aucun des anciens et plus suffisans apoticaire pour faire lesdits examens, approbation et chef d'œuvre et ce qui appartient au surplus dudit art d'apoticaire.

16) Que defenses seront faites aux simples épiciers et drogueurs et à tous autres n'étant dudit état, art d'apothicaire, aprouvés ny reçus, d'eux entremettre ny mesler dudit état d'apothicaire en aucune manière.

17) Que lesdites veuves de maîtres desdits état et métier ne pourront prendre aucuns apprentils, mais pourront bien tenir l'apprentif qui seroit en leur maison, du temps de leur défunt mary, pour parachever le reste dudit apprentissage !

18) Que d'autant que lesdits apothicaire sont tenus de visiter et subvenir ordinairement aux malades, tant de jour que de nuit, et que leur art consiste en science plus qu'en métier, seront et demeureront exempts et affranchis de tous les charges, subsides et subventions que les personnes de plusieurs autres métiers, qui font chef d'œuvre en ladite ville et faulxbourgs de Blois, ont accoutumé faire et payer.

19) Que tous divins et devineresses, empiriques, abuseurs ne pourront faire aucune visitation et jugement de personnes malades ou saines, en ce dit pays et comté de Blois, et ne bailleront ne feront bailler aucuns médicaments composés ou simples, en quelque sorte que ce soit, et que defense expresse de par vous, sur peine de punition corporelle, et en une amande arbitraire seront à cette fin faites à tous divins et devineresses, empiriques, abuseurs, et à tous autres qui ne seront dudit art et métier d'apothicaire, pour éviter les grands périls et dangers qui en peuvent résulter et qui sont déjà avenues à plusieurs personnes, tant saines que malades à l'indu, mesmement que telles personnes ne font lesdites visitations, jugemens ny médicaments pour souins, ains seulement pour avoir et tirer desdits malades et autres personnes leur bien et argent.

Ainsy signé : Lucas et au-dessous : De La Chartre, Prévost, Chesnebrun, Le Roy, Aubert, Briquet, N. Garnier, E. Plaisant, J. Baron, Colin, Duchesne, J. Raimond, Doget, C. J. Frondel.

(Registre de la Prévôté, folio 1. — Registre des apothicaire, folio 1. — Archives Nationales, décembre 1642, fol. 109).

Statuts des apothicaires de Vendôme de juin 1605

Articles que les Apothicaires Ciergers Epiciers de la ville de Vendôme, humbles et très fidelles Sujets très humblement Présentent à la Majesté du Roy, le suppliant les leur vouloir octroyer, accorder et autoriser ainsi qu'il a plu à sa dite Majesté octroyer aux apothicaires ciergers épiciers de la ville de Tours selon la forme qui suit.

Premièrement : qu'à l'exemple des apothicaires ciergers de la Ville de Paris, l'état desdits apothicaires ciergers épiciers de la ville de Vendôme sera et demeurera juré pour que, dorénavant, cette partie de médecine sur la composition des Médicaments que les dits apothicaires doivent dispenser en leur boutique soient fidèlement dispensés et préparés à l'utilité du Public. Et, par conséquent, chasser les abus pernicieux et fautes dangereuses qui ce prennent Comme es lieux ou que ledit estat n'est Juré. Et au quel estat plus qu'autres on peut abuser et falsifier si la Prudhommie fidelle n'est reconnue par l'examen et Visitation des Maîtres Jurés sur ceux qui se dédient à cet estat.

Article 2. — Que toutes et chacune les personnes qui voudront estre et apprendre ledit état de Pharmacie, Ciergeries, Epiceries et confection de confitures de sucre en ladite ville de Vendôme seront tenuz Premièrement demeurer apprentifs avec aucuns des Maîtres Jurés dudit état par l'espace de quatre ans entiers finis et consécutifs pour faire leur apprentissage et à leur entrée seront tenuz payer la somme de 3 L. pour estre employées aux frais dudit Estat, de laquelle somme leurs maîtres seront responsables, leurs recours réservés contre leurdits apprentifs.

Article 3. — Que si lesdits apprentifs, après quilz auront Parachevé ledit temps continuel de leur apprentissage veuillent estre Reçeus et Parvenir à Maîtrise dudit Etat, se soumetront à l'examen qui se fera par Devant tous les Maistres de la dite ville et seront tenus faire chef-d'œuvre, tant en la dispensation des Médicaments composés et choisis, que confection de Confitures, selon que lesdits Maîtres leur enjoindront de faire Telle ou Telle composition, *selon les ordonnances du dispensaire plus pratiqués* et approuvés des médecins du Pays, puis feront le serment Solennel par devant M. le Bailly de Vendômois ou Monsieur Son Lieutenant de faire et composer les médicaments pour prendre intérieurement et les autres appliquer extérieurement.

Article 4. — Entre les Internes ; Conserves, Confitures, liquides, sirops, opiat, Tablettes, Pilules, Trachiques, et entre

les Externes : huiles, unguents, emplâtres et autres selon..., et le choix qu'ils feront fidelle des drogues et ingrédients desquels Ils seront tenus préparer lesdits Médicaments en rebutant et rejetant les drogues mauvaises et sophistiques, lesquelles Ils n'emploieront autrement.

Article 5. — Que ledit Aspirant à maîtrise avant questre receu payeront chacun une fois seulement le 50^e de 6 L., applicable tant aux frais dudit estat qu'aux Pauvres Compaignons passants.

Article 6. — Que les Enfants masles desdits Maistres Appotiquaires, qui auront servy leur Père et mère ou autres Maistres dudit estat par le temps dessusdit de quatre ans, ne seront aucunement tenus de faire chef-d'œuvre, mais seulement examinés par lesdits maîtres comme tous autres sur la composition des ordonnances des médicaments Mixtion et Préparation d'iceux Intellegence des Réceptes des Médecines et cognoissement des Simples, feront le serment ainsi que dessus s'ils sont trouvez capables et par ainsi seront admis au nombre des Jurés dudit estat.

Article 7. — Que les maîtres appoticaire Ciergers Epiciers ayant filles et les mariant aux compaignons de l'estat qui aura serui quelqu'un des Maîtres Jurés appoticaire dans cette ditte ville durant deux ans consécutifs, en faveur dudit mariage auroient droit et Privilège de faire recevoir lesdits serviteurs après qu'ils auront été examinés par les Maîtres et ne seront tenuz qu'à faire deux chefs-d'œuvre et le serment de Justice Comme dit est cydessus.

Article 8. — Que les veuves des Maîtres Jurés appotiquaires pourront et leur sera loisible, après le décès de leurs maris, continuer, mener et conduire le fait dudit Etat d'apoticaire Cierger Epicier, tout ainsi que faisaient leurs maris en leur vivant.

Tant et si longtemps quelles se tiendront en viduité. Et ne pourront estre aucunement empeschés en pareille jouissance, pourvu que pour l'administration du fait dudit estat elles soient astringentes de tenir en leur boutique bons et suffisans serviteurs qui auront été examinés et trouvés capables par lesdits maîtres Jurés, en Présence desquels feront lesdites veuves le Serment au fait requise en Jugement et lesdits serviteurs conduire et administrer les choses dudit estat en toute fidélité, selon la forme cy-dessus déclarée que si lesd. Veuves se remarient à autres qu'appotiquaires, elles fermeront leur boutique et ne jouiront plus dud. Privilège, que si, lors du décès de leur mari, quelques apprentifs étoient encore poursuivant le Temps susdit de leur apprentissage. Ils pourront le parachever, mais Elles n'en pourront prendre d'elle-même !

Article 9. — Que, pour obvier faire cesser les abus et malversations qui se sont commises et perpétuées au Grand dommage de la République et ruine des corps humains et se pourroient encore perpétuer en la mauvaise composition des susd. médicamens, soit fait visitation deux ou trois fois en l'an et maisons et Boutiques de tous les apoticaire de cette ditte Ville par les Maîtres Jurés dud. Etat et qui auront fait le Serment en Justice au commencement de l'année, lesquels seront tenus estre assister d'un sergent du Baillage et Visiteront tous lesd. médicamens internes et externes préparés en forme luiside ou solide ou autres formes, qu'ils doivent les Tenir aprestés fidèlement, que s'ils Trouvent quelque faulceté, abus et méchanceté et d. Compositions ou quelles soient trop vieilles, surannées, évantées, ou non loyal, et feront rapport à Justice pour y estre ordonné.

Article 10. — Que tous ceux qui font estat de marchandises des choses qui concerne l'état d'apoticaire Cierger Epicier dans la ville et faux bourgs de Vendôme et qui ne surent jamais exercer en la connoissance desd. choses sans les distinguer bonnes et mauvaises comme sont les apoticaire, comme espèces de grennes, sepmances, sucre, figues, raisins, huile d'olive et Sierge remplie de Raisins, que les Sieurs appotiquaires sçavent reconnoître, se déporteront d'en plus vendre en gros ou détail sous les inconvénients dangereux et préjudiciables à toutes personnes et à la chose publique qui s'en peuvent servir, ou bien que lesd. Maîtres Jurés appoticaire Ciergers Epiciers pourront comme dessus faire visitation et maisons de ceux qui se melleront vendre les susd. marchandises de quel que Etat et condition qu'ils soient ; Ensemble visiteront les petits Pois, les balances et mesures, lesquels, s'ils les reconnoissent mauvaises et fausses, les pourront rompre et briser, afin d'en oster l'abus et malversation.

Article 11. — Que nuls marchands forains ne pourront vendre ne esposer en vente aucunes marchandises concernant l'état d'apoticaire Cierger Epicier comme drogues, Sucre, Epicerie, confitures saiches et liquides, cire Sierge, ny que pareillement aucun appoticaire ou autre puisse acheter lesdittes marchandises, que, premièrement, elles n'ayent été visitées par les Jurés sur peine à tous de dix Livres d'amende applicable, Sçavoir en la moitié à Monseigneur le Duc et l'autre moitié aux Jurés, lesquels Jurés seront tenus voir et visiter lesd. marchandises dans les vingt-quatre heures après qu'on leur aura fait sçavoir que l'on a apporté lesd. marchandises, Et si lesd. Jurés, par leur fraude et malice, sont négligens ou dillayants de faire laditte visitation, Ils seront condamnés en 20 S. d'amende envers Sad. Majesté et vingt Sols envers lesd. pauvres passants dud. état.

Article 12. — Quand il conviendra procéder à l'élection des dits Jurés, les Maîtres appotiquaires Ciergers Epiciers s'assembleront pardevant et en la maison dudit Bailly ou sondit Lieutenant pour ellire deux Maîtres Jurés par chacun au lieu des deux précédents, et pour convoquer tous les Maîtres appotiquaires à laditte assemblée, sera commandé au dernier Maître passé par les deux Jurés de les appeler, comme aussi pour vacquer aux autres affaires concernant la Communauté dudit Estat.

Article 13. — Que, pareillement, quand il sera question d'examiner, approuver et faire faire chef-d'œuvre à un compaignon appoticaire Cierger Epicier pour estre passé Maître audit Etat d'appoticaire Cierger Epicier, pourront procéder dudit examen et chef-d'œuvre, et à tout ce qui est requis au surplus audit art d'appoticaire Cierger et Epicier.

Article 14. — Que deffenses soyent faites à tous autres qui se meslent de vendre et Epiceries, Drogues, Sucres, Et autres marchandises d'apoticaiereries et à ceux qui se meslent de faire des Cierges ou autres ouvrages de Cire dedans la ville et faux Bourgs de Vendôme qui ne sont passés Maîtres Jurés appotiquaires Ciergers Epiciers quand on fera la visite. S'il se trouve aucun ouvrage de Sire meslée de Rézine et autres choses et qu'il ne soit fait de Cire pure et nette, ledit ouvrage de fauce Cire sera mis en la main de Justice et confisqué et l'apoticaire Cierger Epicier délinquant condamné en Soixante Sols d'amende, la moitié applicable à Mond. Seigneur et l'autre moitié pour subvenir aux frais dudit état.

Article 15. — Deffenses soyent faites à tous qui ne sont appotiquaires de ne singerer de faire distribuer ou exposer en vente aucunes ouvrages de Medecine et de Cire et laditte Ville et faux bourgs de Vendôme qui ne soyent reçus et approuvés dudit Etat d'appotiquaire Cierger Epicier unis à peine de la confiscation de la marchandise et de Soixante sols d'amende aplicable comme dessus, et demeureront lesdits Etats d'apotiquaire Cierger et d'Epicier réunis et incorporés ensemble.

Article 16. — Que les appotiquaires qui de présent tiennent boutiques en cette Ville de Vendôme ou faux bourgs d'icelle demeureront Maîtres en leur Etat pour exercer cy-après ledit Etat en toute fidélité obéissance aux Jurés en ce qui concerne leur dit Etat suivant et au désir des présentes ordonnances.

Article 17. — Et d'autant qu'en ce Duché de Vendômois et Ressort d'icelle, il y a plusieurs apotiquaires qui à l'advenir ceux qui se desdiront audit Etat d'apotiquaire et pourroient commettre les mesmes faultes seront tenus cy-après subir examen et chef-d'œuvre pardevant les Maîtres Jurés de

laditte Ville de Vendôme suivant et au désir des arrêts donnés sur ce fait par Nos Seigneurs de la Cour du Parlement.

Article 18. — D'autant aussi que ledit Etat d'apotiquaire consiste plus en sçavoir qu'en industrie en laquelle sont versés les autres Estats et Mestiers des Villes et Républiques et que la nécessité assidue et continuelle, tant de jour que de nuit, quand les malades du secours fidel que leur doivent apporter lesdits apotiquaires et comme ils si employent charitablement et continuellement, ne pouvant avoir aucun temps ne Loisir hors le continuel Exercice qu'ils doivent mettre, tant en la Composition des ordonnances des médecins avec lesquels ils assistent les malades, que en l'administration des Remèdes ordonnés aux dits malades.

Article 19. — Il plaise à Sa Majesté pour les raisons susdites et pour rendre lesdits apotiquaires plus affectionnés à les effectuer au mieux qu'il leur sera possible.

Ordonner qu'ils seront dorénavant exempts de toutes charges publiques comme de Maire ou Echevins de laditte Ville de Vendôme, Procureurs de Fabrice Collecteurs ou asseurs des Tailles, Syndiques et Commissaires établis par Justice au Régime et Gouvernement des Biens saisis sur Créanciers et autres Charges publiques, lesquelles charges demandent actuellement et continuellement résidence et vacation, comme aussi ledit Etat d'apotiquaire la demande assidue pour le bien du Public et secours des pauvres malades, tellement qu'il seroit impossible auxdits apotiquaires s'aquitter aux unes et aux charges susdites et à celles de leur estat, Et pour ce demeureront lesdits Maîtres apotiquaires Ciergers Epiciers affranchis et exempts desdites charges publicq leur laissant libre leur état et vacation comme estant assés en fay honnêtes et servileuse de soy, et prient à jamais lesdits Maîtres jurés apotiquaires Ciergers Epiciers notre Seigneur pour le Bien et tranquillité de son Estat et Couronne.

Ainsi signé en l'Original : Dubois, Lechesne, Lorient, Deslandes, Royer, Gobere, Pichon, Baillet et Maslot.

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et advenir Salue nos chers et bien-aimés les apotiquaires Ciergers et Epiciers de Notre Ville et faux Bourgs de Vendôme, Nous ayant très humblement fait Remonter que pour estre d'autant plus utiles au service du Publicque et obvier aux fraudes, abus et malversations qui se peuvent commettre en la profession dudit Estat, tant par ignorance ou autres défectuosités, au grand préjudice d'un chacun, si ceux qui les exercent ne sont fidels et expérimentés, ils ont sous notre bon plaisir traité, convenu et accordé entreux et de l'ordonnance des officiers des Lieux de certains Statuts, ordonnances et Règlements, conformément à ceux

qu'observent et villes mieux policées et réglées, notamment en notre bonne ville de Payis et présentement en celle de Tours, les plus proches dudit Lieu, Nous supplians et requérant très humblement les tenir agréable, selon qu'elles sont rédigées et écrites sous la Contrecelle de notre Chancellerie et pour établir ledit Estat Juré et de donner lieu auxdits Statuts en D. Ville et Faux Bourgs leur octroyer nos lettres nécessaires, nous considérant l'importance dudit Estat et combien il importe qu'il soit exécuté et fidèlement exercé et par personnes idoines et capables, après avoir fait voir le contenu desdits Statuts avec la Sentence de notre Bailly de Vendômois sur l'ordre et condition d'iceux. Avons déclaré et déclarons par ces présentes ledit Etat Juré dans la Ville et faux Bourgs de Vendôme et pour d'autant plus fidèlement et seureusement les faire exécuter à l'avenir, nous avons lesdits Statuts, ordonnances et réglemens cy attachés comme dit est Sous le Contre Scel de notre Chancellerie, loué, approuvé, vallidé et autorisé, et par ces présentes nous les louons, approuvons, validons et approuvons, Voullons,

Ordonnons et nous plaist qu'ils aient lieu et sortent leur plein et entier effet, selon leur forme et terreur, et a et l'observances d'iceux estre réunis et contraints tous ceux qui feront et voudront faire à l'advenir profession dudit Estat par toutes voyes dues et raisonnables, nonobstant oppositions quelconques pour lesquels et sans préjudice ne fera l'exécution desdits Statuts suspendus, différée ny retardée ; Si donnons en mandement au Baillif de Vendômois ou son Lieutenant à Vendôme que lesdits Statuts ils fassent Lire, publier et registrer et le contenu en Iceluy faire aussi suivre, garder ou entretenir de point en point et à Jurer se conformer et obéir tous ceux qu'il appartiendra comme dit est, cessant et faisant cesser incontinent et sans délai tous troublé et empeschemens à ce contraire, si fait nous le tout leur forme incontinent répéter et restablir au premier estat, car tel est notre plaisir et afin que ce soit chose ferme et stable, à toujours nous avons fait mettre Seel à cesdites présentes, sauf en autre chose notre droit l'autrui en toutes donnée à Paris au mois de Juin.

L'An de Grâce 1605 et de notre Règne le 16. Signé sur le Reply, par le Roy en son conseil, Dupois, et Scellé du Grand Sceau en lasser de fois Rouge et Verte de Sire verte et encore en écrit Visa contentor, Pasquier.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à Tous présents et advenir Salut nos chers et Bien aimés les Apotiquaires-Ciergers-Merciers-Epiciers de notre ville et Faux Bourgs de Vendôme nous ont très humblement fait remontrer que dès le Vivant du feu Roy notre très honoré Seigneur Père que Dieu a absolu, ils auroient obtenu les

lettres de confirmation et homologation des Statuts ordonnances et Règlement cy attachés ces quels ils auroient d'un commun accord et pour la commodité et utilité du Publicq et la due fonction de leur état proposé et délibéré sous le bon plaisir de Notre dit feur Seigneur et Père ce pouvoir et devoir observer et garder entreux lesquelles lettres dès lors auront été adressées au Baillif de Vendômois ou son Lieutenant Juge ordinaire des lieux et par l'advis desquels lesdits Statuts, ordonnances et règlements auroient été rendus et confirmés par lesdittes lettres, Estant néanmoins survenu des difficultés à l'entherinement desdittes Lettres à raison de laditte adresse, Elles seroient demeurées jusqu'à présent sans effet, Nous supplions et requérons très humblement les avoir agréables confirmer et autoriser et leur octroyer nos lettres nécessaires, à quoi voullant pourvoir et jugeant combien il est à propos qu'en cet estat d'appotiquaire il y ayt de l'ordre et de la police pour l'importance d'icelui au Publicq. Nous pour des causes avons lesdittes Statues agréables confirmées et validées et autorisée validons confirmons et autorisons par ces présentes pour avoir lieu et estre effectuées entretenues et observées par lesdits apotiquaires ciersgers et Epiciers de notre dite Ville et Faux-Bourgs de Vendôme.

Présents et advenir de point en point selon leur forme et teneur conformément à ce que y a notre dit feu Seigneur Père en avoit ordonné par lesdittes lettres cy avec lesdits Statuts attachée sous le contre Seel de ces présentes par lesquels Nous donnons en mandement au Sénéchal de M..... ou son Lieutenant a Baugé et Tous autres nos Baillifs, Sénéchaux, Prévosts ou leurs Lieutenans, à chacun d'eux premier sur ce Requis qu'il apartiendra que lesdits Statuts il ayent à faire Lire, registrer et Publier par tout où il appartendra en vertu des lettres de notre feu Seigneur et Père or quelles fussent surannées et de sesdittes Présentes, et le contenu d'iceux garder, suivre, observer et entretenir contraignant et faisant contraindre ou faire souffrir et obéir tous ceux qu'il appartendra et qui pour ce seront contraints par toutes voyes dues et Raisonnable nonobstant opposition ou appellation quelconques et sans préjudice d'icelle nonobstant aussi la surannation desdittes lettres et quelles ne Vous soient adressées dont nous avons relevé et Relevons lesdits Exposans car tel est notre plaisir sauf en autres choses notre Droit et l'autrui en Toutes et affin que ce soit chose ferme et Stable a toujours ; Nous avons fait mettre notre Seel à lesdittes présentes, donné à Paris au mois de May, L'an de Grâce mil six cent onze et de notre Règne le deuxième.

Signé sur ce reply par le Roy en son Conseil Duponts et

Scellé de cire Verte en Ladite Pandant de Cire rouge et Verte et a contrevisa contrutor Danertau.

Leu et Publié tant lesdits articles que les Lettres Patentes du Roy deffense que confirmation et adresse du Roy Notre Sire en juge la Juridiction et assises. Royaulx de Baugé Tenant par nous Maturin-Rideau, Conseiller du Roy Notre Sire Lieutenant particulier civil criminel au Siège et Ressort dudit Lieu le Lieutenant Général a ce siège absent pour sa maladie et Registré du Greffe Civil de Baugé ce Requérant Daniel Biallet Maître apotiquaire de la Ville de Vendôme et Procureur constitué pour lesdits apothicaires assisté de Maître Jean Danerton avocat ese Siège son Conseil par Moy Ger. ordinaire Civil aud. Baugé Le deuxième Jour de Septembre 1611 auquel Baillet les originaux ont été rendus. Signé J. Danerton et D. Baillet.

Délivré la présente Grosse du Registre des Juridictions du Greffe de la Sénéchaussée de Baugé par moy, Jacques Belhomme, licentier ès-loix, Doyen des avocats dudit Siège, Petit, Fils de Deffunt Samuel Paucheveux, Vivant Greffier en l'année 1611, à Pierre Percher, Maître apotiquaire à Vendôme en personne. Le vingt-trois Novembre mil Six cent soixante-Dix. Signé : Belhomme avec Paragraphe.

Statuts de la communauté des marchands merciers-épiciers-apothicaires de Chartres

13 Novembre 1518.

François, par la grâce de Dieu Roy de France, au Bailly de Chartres ou à son Lieutenant, Salut et dilection.

Nos chers et bienaimés les Maîtres Epiciers et Merciers de Notre ville et Banlieue de Chartres nous ont fait exposer que par nos prédécesseurs Roys de France leur ont été octroyés plusieurs statuts et ordonnances afin que bon ordre et police feust gardé en leur estat.

1) Cesta savoir que nul des Maîtres Epiciers et Merciers de notre Ditte Ville et banlieue de Chartres ne pourra prendre ne tenir avec luy aucun apprentis esditte ville et banlieue que le dit Maître ne soit tenu payer à cause dudit apprenti à la confrairie des dits Merciers et Epiciers une livre de cire ou cinq sols pour la valeur d'icelle pour l'entretienement et augmentation de la ditte confrairie.

2) Item que nul Maître desdits Métiers ne pourra avoir ne tenir avec luy qu'un apprenti à la fois.

3) Item que nul Maître diceluy Métier ne pourra prendre ne avoir aucun apprenti que iceluy apprenti ne soit tenu servir ledit Maître par l'espace de deux ans entiers sans en

avoir aucun salaire ou loyer, autrement iceluy apprenti où il ne gagnerait argent pendant les dix deux ans nacquerra la franchise des dits Métiers.

4) Item que quand aucun desdits apprentis aura servi l'un desdits Maîtres diceux Métiers par ledit Temps et espace de deux ans sans rien gagner, il voudra, après lesdits deux ans passés, être Maître desdits Métiers, il sera tenu faire son Chef-d'œuvre du métier dont il se voudrait aider et être passé maître en iceluy et tel qu'il sera avisé par les jurés desdits Métiers.

5) Item et le dit chef-d'œuvre fait et parachevé par lesdits apprentis voulant estre reçus à ladite Maîtrise sera tenu le présenter aux dits Jurés qui le verront et visiteront, afin d'en être fait rapport à notre dit Bailly de Chartres ou son dit Lieutenant en présences de nos avocats, procureur du Roi et receveur au dit lieu ou de l'un d'eux pour sur ce, si le dit Chef-d'œuvre est bon et suffisant, passer et instituer le dit apprentis Maître esdits métiers et le Recevoir à serment en tel cas requis.

6) Item et où le dit Chef-d'œuvre sera approuvé et suffisant, ledit apprenti sera admis et reçu, ainsi que dit est par notre dit Bailly de Chartres ou son Lieutenant nos dits officiers présents ou lun deulx en payant toutes fois par ledit apprentis préalablement la somme de dix livres tournois pour le droit de laditte confrairie et entretenement dicelle et faire un déjeuner aux dits Maîtres des dits Métiers avec les droits et devoirs de nos dits officiers.

7) Item que le dit Chef-d'œuvre ainsi fait par ledit apprenti et reçu comme dit est sera et demeurera et appartiendra à notre dit Bailly de Chartres ou son dit Lieutenant et à nos dits officiers, chacun en son tour.

8) Item que nul ne pourra en laditte ville de Chartres et banlieue dicelle soy entremettre des dits métiers ne l'une dicelle de ne vendre et distribuer aucune denrée et Marchandise concernants lesdits ou l'un d'iceux en quelque manière que ce soit ou puisse être, sinon qu'il eut fait chef-d'œuvre en l'un desdits Métiers, passé reçu et institué Maître en iceux en la manière que dit est sous peine de soixante sols tournois d'amende à appliquer moitié à nous et l'autre moitié à laditte confrérie.

9) Item que les Maîtres desdits Métiers pourront de deux ans en deux ans être trois ou quatre d'entr'eux tels qu'ils aviseront et que seront dits et nommés par les dits jurés diceulx Maîtres; lesquels, après serment par eulx par devant notre dit Bailly ou son Lieutenant, selon qu'il est de coutume, obtiendront lettre de commission expresse au cas pour

eulx appeler avec eux les Procureurs desdits Maîtres, aussi un sergent royal à faire visitation en la ditte ville de Chartres et banlieue d'icelle de toutes denrées et marchandises concernant les dits Métiers ou l'un d'iceux.

10) Item et si en faisant la ditte visitation par les dits Jurés et Procureurs de dits Métiers présent le dit Sergent Royal, ainsi que dit est, ils trouvaient aucunes des dittes denrées et marchandises mauvais et non dignes detre mises en exposition de vente appartenant aux dits Métiers ou autres, en ce cas feront et seront tenus faire empescher et mettre en notre main les dittes denrées et Marchandises pour en faire ordonner en justice ce que de raison.

11) Item et seront les dits Maîtres ou autres exposants en ventes les dittes marchandises et denrées mauvaises condamné en amande de vingt sols tournois à appliquer comme dessus, outre la confiscation desdites marchandises.

12) Item et après laditte visitation faite par la manière que dessus lesdits Jurés seront tenus en avertir justice et fournir des explot sur ce fait, sans par eux y commettre faute ne abus sus peine damande arbitraire.

13) Item et pourront les dits Jurés et Procureurs desdits métiers, tant de Mercerie que d'Epicerie appartenant tant auxdits Métiers qu'autres marchandises foraines comme bonnets blancs, eguilles, chapeaux, saffransme, chaussettes de laine et pouldres, Epiceries, cire, draps de soye, futaines d'Jarges et toutes autres marchandises dépendant d'iceux métiers et dont les dits Maîtres ont accoutumer de faire ventes.

14) Item et si aucun des dits Maîtres Jurés de la ditte ville et banlieue d'icelle était marié, va de vie à trépas, sa veuve qui le survivra pourra, durant sa viduité, exerver ledit état et métier de Mercerie et Epicerie et tenir son ouvrouer ouvert et en jouir et user tout ainsi et par la forme et manière que feroit et pourroit faire son dit mary.

15) Item que nul des dits Maîtres des dits Métiers ne pourra étaler ses dittes denrées sur ou en son ouvrouer ou en nos halles et non ailleurs, s'il n'est jour de foire, sous peine de vingt sols tournois damandes appliqués comme dessus.

16) Item que nul compagnon et ouvrier des dits métiers ne pourra tenir ouvrouer diceulx métier en laditte ville de Chartres et banlieue d'icelle sans premièrement de la confrairie des dits métiers et qu'il n'ait fait son chef-d'œuvre, aussi qu'il ait été institué et passé Maître desdits Métiers et payé les droits des susdits sous peine de soixante sols tournois damandes appliqués comme dit est.

17) Item que si aucuns des dits Maîtres volait être passé Maître en iceux métiers sera tenu faire chef-d'œuvre et ne paiera ne sera tenu payer à la ditte confrairie, sinon une livre de cire et auxdits Maîtres deux pains blancs et un pot de vin en jambon et deux tavelles si mieux ne leur veut faire et pour toutes charges.

18) Item que nul des dits Maîtres ne pourra soustraire de l'un desdits Maîtres, jusqu'à ce que le dit apprenti ait servi et achevé le service qu'il avait promis faire à son autre Maître, ou que ledit maître fût content dudit serviteur et de son dit service, autrement ledit Maître, qui aurait ainsi soustrait ledit serviteur apprenti sans cause légitime ni raisonnable sera tenu laisser aller ledit Varlet parachever son dit service et sera condamnable de vingt sols tournois à appliquer comme dessus.

Les lettres desquels status par mutation, mortalité ou autrement ont été perdues et par ce doutent les dits suppliants combien qu'ils soient encore gardés et observés et que l'on leur voulaist iceux enfreindre au temps advenir et mettre leurs dits estats et métier en désordre, qui est fort requis et nécessaire en la ditte ville pour le bien profit et utilité d'icelle et des pays circonvoisins, nous requérant sur ce leur importes notre grâce. Pourquoi nous ces choses considérées voulant chacun desdits estats de notre Royaume être gardés en bon ordre et police vous mandons et commettons par ces présentes que appelle notre Procureur et autres qui pour ce seront rappeler vous vous informer diligemment et bien de et sur les dits statuts et ordonnances et dicest le profit de nous et de la chose publique, aussi de et sur l'observance qui a été diceux par cy devant, et la ditte observation ensemble l'avis et option de nous et de nos Procureurs avocats et officiers sur l'observance d'iceux renvoyés par devers nous pour sur la confirmation et octroy que les dits suppliants requèrent diceux pouvoir ainsi que de raison. Car, ainsi nous plaît-il être fait. Donnée à Chartres le XIII^e jour de novembre l'an de grâce mil cinq cent et dix-huit et de notre règne le quatrième. Signé par le Roy à la relation du Conseil de Nogent.

Index bibliographique

I. — MANUSCRITS

1. Archives Communales de Blois.
H H 3 F° 26.
F F 4 F° 55.
2. Archives Communales de Chartres :
J₁ 10.
J₁ 18.
3. Archives Communales de Châteaudun :
B B 56.
4. Archives Communales d'Orléans :
B B 13.
A A 33 et 30.
C C 1.102 et supp. 1.102.
5. Archives Départementales d'Eure-et-Loir :
E. 2.076 et 2.080.
6. Archives Départementales du Loiret :
B 2.058 et 2.072.
C 101, 102, 103.
C 867, 872, 886.
D 712, 713, 714.
E 1 et 27.
7. Archives Nationales :
F 12-50⁷ et 12-75.
F 12-59⁶.
O¹ 118, 177².
8. Bibliothèque Nationale :
Fm 3.205 4° F₃.
Fonds français 14.821 et 17.047.

II. — IMPRIMÉS

1. *Annales de la Société Royale de Physique, Belles-Lettres et Arts d'Orléans*, tome XIV.
 2. BÉDIER (Joseph) et HAZARD (Paul) : *Littérature Française*.
 3. Bibliothèque Nationale :
Actes notariés, tome II, casier R 38, n° 5.621.
Te 150¹².
 4. BOUVET (Maurice) : *Histoire de la Pharmacie*, Paris, 1936.
 5. *Bulletin de la Société Archéologique de l'Orléanais*, tome II.
 6. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie*, tome VIII.
 7. COCHARD (Abbé) : *Les Confréries des Communautés d'Arts et Métiers d'Orléans* (1888).
 8. *Dictionnaire géographique de l'Abbé Expilly*.
 9. Faculté de Pharmacie de Paris :
Dossier non classé.
Registres 3, 24, 27, 48, 74.
Dossiers 20.166 et 20.214.
 10. GALLOUÉDEC : *La Loire*.
 11. LANGLOIS (Marcel) : *L'Orléanais*.
 12. LÉPINOIS : *Histoire de Chartres*.
 13. RAMBAUD : *Règlements entre médecins et apothicaires d'Orléans* (1556).
-

Vu et approuvé :

Nancy, le 4 mai 1936,

Le Doyen de la Faculté de Pharmacie,

PASTUREAU.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 5 mai 1936,

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ.

Table des Matières

<i>Préface</i>	7
<i>Introduction</i>	11
CHAPITRE PREMIER :	
La formation technique de l'apothicaire	23
CHAPITRE II :	
L'entrée dans la profession	32
A. <i>La Pharmacie réglementée</i>	32
Réceptions dans les villes jurées	33
Réceptions dans les villes non jurées	46
Réceptions extraordinaires	53
B. <i>La Pharmacie libre</i>	65
CHAPITRE III :	
L'exercice de la profession	66
A. Les services intérieurs	66
B. Les relations extérieures	78
a) Rapports des apothicaires avec leurs confrères	78
b) Rapports des apothicaires avec les autres corporations	93
c) Les apothicaires et les pouvoirs publics	138
CHAPITRE IV :	
Le rôle officiel de l'apothicaire	149
CHAPITRE V :	
Notes biographiques sur quelques apothicaires de l'Orléanais	169
<i>Conclusions</i>	175
<i>Pièces Justificatives</i>	181
<i>Index Bibliographique</i>	203
<i>Table des Matières</i>	205

CAHORS, IMP. A. COUESLANT (*personnel intéressé*). — 52.420

